Frédéric Laurent

L'ORCHESTRE NOIR

Stock

Frédéric Laurent

L'Orchestre noir

Avec la collaboration de Nina Sutton

Introduction

Milan, vendredi 12 décembre 1969. Avant la fermeture du week-end, les Milanais se bousculent dans les banques du centre de la ville. Une foule dense se presse autour de la place du Dôme, sous les arcades de la galerie Victor-Emmanuel...

16 h 37. A deux pas, piazza Fontana, une violente explosion retentit : une bombe a dévasté le hall de la Banque de l'agriculture. Le bilan est terrible : seize morts et quatre-vingt-huit blessés.

Place de la Scala, à cent mètres de là, un employé de la Banque commerciale italienne a, quelques minutes plus tôt, trouvé, au pied de l'un des ascenseurs, une serviette noire contenant une cassette métallique. C'est une autre bombe. Par chance, son système de mise à feu n'a pas fonctionné.

16 h 55. A Rome cette fois, une bombe explose dans le passage souterrain de la Banque nationale du travail qui relie l'entrée de la via Veneto à celle de la via San Basilio. On dénombre treize blessés.

17 h 22 et 17 h 30. Toujours à Rome, deux nouvelles bombes explosent. L'une se trouvait devant le monument aux morts et l'autre à l'entrée du musée du Risorgimento, piazza Venezia. Il y a quatre blessés.

En moins d'une heure, quatre attentats à Rome et à Milan ont fait seize morts et près de cent dix blessés. Pour les premiers enquêteurs, aucun doute n'est possi-

ble : « Ces attentats effectués avec des engins explosifs placés à la même heure, le même jour, contre des objectifs en grande partie identiques, ne peuvent qu'être attribués à des personnes en contact étroit... »

La police détient un indice important : la bombe qui n'a pas explosé et ses accessoires. Il y a la serviette de simili-cuir noir, la cassette métallique contenant l'explosif et un *timer* de fabrication allemande Diehl Jungans.

L'enquête commence pourtant par une décision inexplicable : au lieu d'être désamorcée, la bombe est enterrée dans la cour intérieure de la banque et des artificiers la font exploser. Ainsi est immédiatement détruite la signature des criminels.

Il est vrai que la police n'en a pas besoin : elle a déjà choisi ses coupables. A 22 h 30, le ministère de l'Intérieur a adressé à tous les commissariats de police et au commandement des carabiniers le communiqué suivant : « En ce qui concerne les événements d'aujourd'hui, le ministère demande qu'aucune initiative ne soit prise jusqu'à nouvel ordre. » Pour les deux hommes chargés de l'enquête, le juge d'instruction Antonio Amati et le commissaire de police Luigi Calabresi, aucun doute n'est possible : les attentats sont l' « œuvre des anarchistes ».

Télex envoyé par le ministère italien de l'Intérieur, le 13 décembre 1969, à toutes les polices européennes :
« Hier, entre 16 h 30 et 17 heures, deux grosses explosives ont été faites éclater (*sic*) respectivement à Milan dans le hall de la Banque nationale de l'agriculture et à Rome dans la cave de la Banque nationale du travail. L'attentat de Milan a causé quatorze morts et quatre-vingts blessés dont quelques-uns graves. L'engin était présumablement (*sic*) composé d'un container en aluminium de 1,5 mm d'épaisseur et contenant 6/8 kg d'explosif à haut potentiel. Plus tard une autre bombe non éclatée a été découverte, toujours à Milan, au siège de la Banque commerciale. L'éclatement à Roma (*sic*) n'a pas causé de victimes, mais quatorze blessés; ici la charge était inférieure et l'on présume de 800/1000 g. A Rome deux autres charges mineures ont été faites éclater (*sic*) en même temps près du monument au Soldat inconnu : en ce moment nous ne possédons aucune indication valide

(*sic*) à l'égard des possibles auteurs du massacre, *mais nous dirigeons nos premiers soupçons vers les cercles anarchisants.* Nous vous prions de bien vouloir nous signaler de toute urgence possible (*sic*) — et nous comptons sur votre amabilité — tous renseignements éventuels dont vous seriez en possession en vue de l'identification des responsables. Nous vous fournirons dès que possible des détails supplémentaires sur les faits ci-dessus. »

Les premières arrestations ne se font pas attendre. Trois anarchistes sont appréhendés une heure et demie après le drame et conduits à la préfecture de police. Ils sont interrogés par le commissaire Calabresi qui ne semble s'intéresser qu'à une seule personne : Pietro Valpreda, anarchiste et danseur de profession. Bien que celui-ci n'ait jamais été lié à une affaire criminelle, le commissaire leur demande : « Pourquoi permettez-vous à un fou sanguinaire comme Valpreda de fréquenter vos milieux? »

Pourquoi cette hargne contre Valpreda? Certes, les policiers milanais ont une logique bien à eux. Pour justifier leur hâte à accuser les anarchistes, ils font référence à un attentat antérieur : les deux bombes qui ont explosé, le 25 avril précédent, l'une au pavillon Fiat de la Foire de Milan, l'autre devant le bureau de change de la gare centrale, ne faisant, par miracle, que quelques blessés. Quinze anarchistes — dont plusieurs amis de Valpreda — avaient immédiatement été arrêtés. Or, comme le déclare le commissaire Calabresi à l'envoyé de *La Stampa,* « ces attentats présentaient des caractéristiques identiques à ceux du 12 décembre — engins explosifs, simultanéité de l'exécution, homogénéité des objectifs ».

Dans les heures qui suivent les attentats du 12 décembre, des perquisitions sont effectuées au siège de toutes les organisations gauchistes. Quelques organisations d'extrême droite sont également visitées, mais sans grande conviction, puisque les recherches épargnent *Ordine Nuovo* et *Avanguardia Nazionale,* les deux plus importantes de ces organisations. La presse ne tarde pas

à faire chorus avec les enquêteurs. Dès le lendemain, comme préparée à l'avance, commence une incroyable campagne contre les extrémistes de gauche. Les quotidiens se déchaînent et les informations les plus invraisemblables circulent.

L'enquête est d'une rapidité étonnante; en trois jours, on arrête une dizaine de personnes sur lesquelles — déclarent les policiers — « pèsent de lourdes présomptions ». Ce sont tous des anarchistes membres des cercles « Bakounine » et du « 22 mars ». Parmi eux, Giovanni Arico, Anelise Borth, Angelo Casile, Roberto Mander, Emilio Borghese, Mario Merlino, Giuseppe Pinelli et Pietro Valpreda.

Contre ce dernier, les charges deviennent vite précises, terribles. Un témoin se présente, formel : c'est Valpreda qui a posé la bombe de la Banque de l'agriculture.

Le témoin, Cornelio Rolandi, est un chauffeur de taxi qui, quelques minutes avant le drame, a conduit à la banque un homme portant une serviette noire.

Comme il l'avoue à l'avocat de Valpreda, Rolandi n'a guère eu de difficulté à identifier son client : le chef de la police de Milan lui a montré une photo de l'anarchiste en lui disant qu'il s'agissait de l'homme qu'il « devait » reconnaître [1] !

Curieux chauffeur de taxi, ce Rolandi : alcoolique, un peu indicateur de police, il collectionne les cartes de partis. N'est-il pas inscrit à la fois au parti communiste et au M.S.I. (parti néo-fasciste italien)? C'est aussi un homme à la santé fragile : il meurt, l'année suivante, frappé d'une « pneumonie foudroyante sans fièvre ». Prévoyants, les magistrats lui avaient fait signer une déposition écrite valable, selon le droit italien, en cas de décès avant le procès [2].

1. *Strage di Stato*, p. 74.
Strage di Stato (*Massacre d'État*) est une contre-enquête réalisée par un groupe de journalistes et de militants d'extrême gauche, et publiée quelques mois après les attentats.

2. Il ne fait décidément pas bon être témoin dans cette affaire. Une longue liste de morts suspectes va émailler l'enquête, comme on le verra au chap. « Les bombes de Milan... ».

Pour les policiers italiens, donc, hormis les anarchistes, aucune piste ne mérite d'être prise en considération.

POURTANT, le dimanche 7 décembre (cinq jours avant les attentats), l'*Observer* de Londres avait publié un étonnant document [1] dont l'authenticité avait été confirmée par un haut fonctionnaire des services secrets britanniques. Il s'agit d'un « rapport sur la situation italienne » rédigé par un agent secret grec en Italie, que le gouvernement des colonels a transmis à son ambassadeur à Rome. Comme l'explique la lettre qui accompagne le rapport : « Vous noterez que la situation en Italie présente pour nous beaucoup d'intérêt et prouve que les événements évoluent dans un sens très favorable pour la révolution nationale. Son Excellence le Premier ministre note que les efforts difficiles entrepris de longue date en Italie par le gouvernement national grec commencent à porter leurs fruits. » La lettre est datée du 15 mai 1969 (soit moins de trois semaines après les attentats contre la gare centrale et le pavillon Fiat de la Foire de Milan).

Le rapport lui-même est rédigé à partir d'informations fournies par un mystérieux Monsieur P., un Italien, dont on apprend que, après une visite à Athènes, « il a été particulièrement fasciné — ce sont ses propres termes — par la personnalité puissante et complète du Premier ministre grec » (c'est-à-dire George Papadopoulos). Le rapport est sans ambiguïté : chargé de sonder l'armée et la gendarmerie (les carabiniers) sur les possibilités de succès d'une « révolution nationale » (c'est-à-dire d'un coup d'État à la grecque), Monsieur P. « a fait savoir que la majeure partie de ses suggestions ont été acceptées. Le seul désaccord concerne la fixation précise des dates de l'action ».

Les conspirateurs ont déjà leur schéma : « L'effort d'organisation doit commencer avec l'armée, c'est ce qui ressort de la rencontre entre P. et des représentants des

1. Rapport transmis par Michel Kottakis, directeur de cabinet des Affaires étrangères.

forces armées italiennes. Il est acquis que les méthodes utilisées par l'armée grecque ont eu des résultats satisfaisants. Elles ont donc été acceptées comme base d'action pour l'Italie. » Toutefois, poursuit le rapport, il pourrait y avoir quelques problèmes car « l'armée italienne n'a pas la tradition de l'armée grecque dans la création d'organisations secrètes ».

Auprès des carabiniers, Monsieur P. a apparemment suscité aussi beaucoup d'intérêt : « Le rôle joué par la police militaire grecque dans la préparation de la révolution les a profondément impressionnés. » Monsieur P. semble avoir des amis haut placés : « Il faut qu'au sein des carabiniers on opère de façon que le commandement suprême soit en mesure de donner des ordres qui puissent atteindre directement tous les niveaux, même les plus bas. » Abordant enfin la question des actions concrètes, le rapport est d'une précision terrifiante : « Les actions qui devaient être réalisées antérieurement n'ont pu l'être avant le 30 avril. Nous avons dû modifier nos plans en raison d'un contretemps qui a rendu difficile l'accès au pavillon Fiat. Les deux actions ont eu un effet notable. »

S'ils avaient pris la peine d'enquêter sur les révélations de l'*Observer,* les policiers milanais auraient pu au moins s'intéresser au mystérieux Monsieur P. Les quelques détails le concernant ne pouvaient manquer d'aiguiller leur curiosité en direction du célèbre dirigeant d'une organisation néo-nazie, récemment rentré dans les rangs plus « modérés » du M.S.I., dont les fréquents voyages à Athènes étaient connus de tous.

POURTANT, dans la soirée du 15 décembre, un jeune professeur de Trévise, Guido Lorenzon, qui est aussi secrétaire de section de la démocratie chrétienne, se présente chez un avocat de la ville en déclarant qu'il connaît certains faits pouvant avoir un rapport avec les attentats du 12 décembre. L'homme est tendu, nerveux; il s'agit pour lui de trahir la confiance d'un ami de

longue date, l'éditeur Giovanni Ventura. Deux jours plus tôt, alors que Ventura revenait de Rome, le lendemain des explosions, ils ont eu une conversation qui, depuis, l'obsède. Les informations que Ventura lui a fournies sur les attentats de la veille étaient trop précises et trop circonstanciées pour que son ami soit totalement étranger au massacre.

Déjà, lors de précédentes conversations, Ventura lui avait parlé avec la même précision des attentats du mois d'août [1]. Il lui avait aussi confié qu'il appartenait à une organisation clandestine qui projetait un coup d'État visant à instaurer un régime inspiré de la République de Salo [2]. Jusqu'à présent, leur amitié avait été la plus forte, et Lorenzon s'était tu. Après le massacre de Milan, cela n'est plus possible, car il a cru comprendre dans sa dernière conversation avec Ventura que celui-ci préparait de nouveaux attentats meurtriers.

En compagnie de l'avocat, Lorenzon répète le lendemain — c'est-à-dire le jour où, à Milan, Rolandi « reconnaît » Valpreda — son témoignage à un magistrat de Trévise, le procureur Pietro Calogero. Il donne un compte rendu systématique de toutes les conversations qu'il a eues depuis quelques mois avec son ami Ventura. Lorenzon est interrogé ainsi pendant plusieurs jours. Le magistrat juge les déclarations du jeune professeur assez importantes pour justifier l'ouverture d'une information sur les activités de l'éditeur Ventura et de ses amis. Avec l'aide de Lorenzon qui continue à fréquenter l'éditeur, le magistrat va établir en quelques

1. Il s'agit de dix attentats commis dans la nuit du 8 au 9 août 1969 contre des trains, dans le nord de l'Italie.

2. La République sociale italienne, dite République de Salo, du nom de sa capitale, une petite ville du lac de Garde, a été créée par Mussolini quelques jours après sa libération, le 12 septembre 1943, grâce au coup de main audacieux du colonel S.S. Otto Skorzeny (le Duce, déposé au mois de juillet par le Grand Conseil fasciste, avait été interné dans la forteresse du Gran Sasso dans les Abruzzes).

Totalement inféodée aux nazis, la République de Salo tentera de retrouver les origines du fascisme pur et dur, « populiste, corporatiste et anticapitaliste ». La R.S.I., avec ses velléités de réforme sociale, deviendra après la guerre le point de référence historique du mouvement néo-fasciste italien et européen.

semaines une série de présomptions solides contre Ventura et l'un de ses amis, Franco Freda, un avoué à Padoue très connu dans la région pour ses opinions néo-nazies.

L'affaire ayant été déclarée du ressort du parquet de Rome, le juge de Trévise envoie au procureur romain Occorsio et au juge Cudillo copie de tous les actes de procédure qu'il établit.

Malgré les faits découverts par leur collègue, les magistrats romains, suivant l'exemple des policiers milanais, ont choisi la cible anarchiste. Ils décident d'interrompre l'enquête sur la « piste Ventura », estimant que les accusations de Lorenzon sont dénuées de tout fondement et qu'il n'existe aucun élément qui puisse faire penser que l'éditeur ait trempé, « même marginalement », dans les attentats du 12 décembre 1969.

POURTANT, le 17 décembre, un bureau du contre-espionnage italien (S.I.O.) reçoit d'un informateur des renseignements indiquant que « Mario Merlino était l'auteur de l'attentat contre le monument aux morts [*Altare della patria*], qu'il avait reçu ses ordres du dirigeant fasciste Stefano Delle Chiaie qui, de son côté, avait reçu ses ordres d'un certain Y. Guérin-Sérac, directeur de l'Agence Aginter-Presse à Lisbonne, lequel utilisait dans ses activités un certain Robert Leroy, citoyen français ». Merlino et Delle Chiaie, précise l'informateur, « auraient commis les attentats pour en faire retomber la responsabilité sur d'autres mouvements [1] ».

Ces informations ont immédiatement été transmises aux enquêteurs de Milan. Elles resteront dans leurs tiroirs jusqu'en juin 1973, tandis que l'anarchiste Valpreda et ses deux camarades demeurent en prison jusqu'au 29 décembre 1972.

1. *Fiasconaro e Alessandrini Accusano* (Réquisitoire écrit des bombes de Milan et de Rome, 6 février 1974), éd. Marsilio, p. 180.

Le 25 avril 1974, le Portugal secoue enfin le joug d'un demi-siècle de fascisme.

Le 23 mai, à Lisbonne, un commando de fusiliers marins, sous le commandement du lieutenant Matos Moniz, fait irruption dans les locaux d'une agence de presse, au 13 de la rua das Pracas, une rue tranquille du quartier résidentiel Bairro de Lapa, au-dessus du Tage. La veille, un fonctionnaire de la P.I.D.E.-D.G.S., l'ancienne police politique du régime salazariste, interrogé au fort de Caxias par des officiers du Mouvement des forces armées, a révélé qu'une « centrale de renseignements travaillant pour la P.I.D.E. » se camouflait derrière l'agence Aginter-Presse.

Pour pénétrer dans l'agence, les fusiliers marins ont dû enfoncer une porte blindée dotée de serrures de sécurité. Le quartier est en effervescence, la chasse aux tortionnaires de la P.I.D.E. mobilise encore la population et la rumeur s'est propagée : « Il y a des P.I.D.E. qui se cachent là. » Plusieurs dizaines d'habitants ont encerclé l'immeuble.

Il n'y a plus qu'un seul employé dans les locaux de l'agence : Joachim Simoes. Celui-ci ne sait pas grand-chose, l'activité de l'agence est en sommeil depuis plusieurs mois. « Je passais des heures à ne rien faire, explique-t-il au lieutenant Moniz, je ne vois jamais personne, mon rôle consiste à répondre au téléphone et à faire suivre le courrier... [1] »

Depuis le 25 avril, les coups de téléphone se sont faits plus rares, puis ils ont cessé. L'employé ne vient plus que pour retirer le courrier.

Les bureaux de l'agence sont situés à l'entresol, dans un modeste appartement divisé en quatre pièces. La première, qui servait de salle de rédaction, contient une bibliothèque, quelques bureaux et des machines à écrire.

1. *O Seculo*, 24 mai 1974.

Elle s'ouvre sur deux autres pièces consacrées aux archives. La dernière salle est un laboratoire pour la fabrication de microfilms. Tout est en ordre, les papiers sont rangés sur les bureaux. On ne remarque aucun signe de fuite précipitée. Tout se présente comme si le travail s'était terminé la veille. En fouillant l'appartement, le commando fait plusieurs découvertes stupéfiantes : le labo-photo est en réalité une officine de fabrication et d'impression de faux documents français, espagnols et portugais : passeports, cartes d'identité, cartes de presse, cartes de police, permis de conduire, attestations d'assurance, etc. Il y a aussi une impressionnante collection de visas des principales frontières européennes et de tampons permettant d'authentifier les faux documents. Il s'agit surtout de cachets français de la Préfecture de police de Paris, des préfectures départementales, de la gendarmerie nationale, des régions militaires. Il y a même une série de spécimens de signatures de diplomates et d'officiers supérieurs français [1].

Joachim Simoes n'a pas vu les propriétaires de l'agence, deux Français, depuis plusieurs mois. Le gérant, un certain Jean Vallentin, « a quitté Lisbonne il y a six mois pour la France »; quant au propriétaire, Guérin-Sérac, il l'a vu pour la dernière fois deux mois auparavant. Depuis un an, les deux hommes fréquentaient peu l'agence. Guérin-Sérac venait quelques jours par mois pour expédier les affaires courantes. Selon Joachim Simoes, il se trouve à ce moment au Salvador. C'est dans la capitale de cet État, à l'« apartado 1682 », qu'il fait suivre le courrier.

Poursuivant leurs investigations, les fusiliers marins portugais s'intéressent alors aux archives. Elles sont constituées de documents, de coupures de presse et de microfilms, le tout rangé avec un ordre parfait dans des

1. Préfecture de la Gironde, de la Haute-Garonne, des Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, etc. ; tribunal civil de Nancy, compagnie d'assurances « Le Monde-Vie », l'ordre des avocats de Nancy, visas de la frontière espagnole du Perthus et d'Alicante...

classeurs divisés par continents et par pays : Amérique du Sud, Afrique, France, Italie, Allemagne de l'Ouest, etc. Tous ces documents, ces « notes confidentielles », sont en français.

Les livres comptables de l'agence, rédigés dans un style laconique, apportent peu d'indications au commando : de longues colonnes de noms, presque tous à consonance française, sont suivies de sommes en francs. Rien de très suspect au premier abord, sinon que le volume des « transactions » est plutôt élevé pour une « entreprise » en sommeil depuis plusieurs mois.

Parmi toutes ces archives, le lieutenant Moniz découvre plusieurs fichiers : une liste des abonnés aux publications de l'agence; une liste des employés et collaborateurs; et un troisième fichier extrêmement fourni et mystérieux, marqué du sigle « Ordre et Tradition ». Les fiches individuelles comportent le curriculum vitae précis de chaque militant et l'indication de ses « idées politiques » : « fasciste », « nationaliste anti-communiste », « nationaliste révolutionnaire », etc. Y figurent aussi les organisations politiques auxquelles il appartient ou a appartenu, par exemple « ex-O.A.S. », « ex-comités Tixier-Vignancour ». Les Français sont les plus nombreux parmi les adhérents de cette organisation clandestine, mais on trouve également des Espagnols, des Portugais, des Italiens, des Britanniques, des Suisses, des Américains du Nord et du Sud, ainsi que des transfuges des pays de l'Est. Certains sont connus, d'autres non.

Le commando portugais vient de découvrir le Q.G. d'une centrale néo-fasciste internationale dirigée par d'anciens officiers de l'O.A.S. Centrale dont le chef n'est autre que Guérin-Sérac, l'homme qu'un rapport du S.I.D. avait, en 1969, accusé d'être le « cerveau » des attentats du 12 décembre.

Il aura fallu l'obstination courageuse d'une poignée de magistrats pour que soit perçue par l'opinion publique la dimension du complot fasciste qui se trame en Italie depuis une dizaine d'années. Et encore cette perception n'a-t-elle pas entraîné une sanction à la mesure des faits qu'elle a révélés.

Il aura fallu la « révolution des œillets » pour qu'apparaisse, dans toute son étendue, la trame tissée par une police politique fasciste, la P.I.D.E., à l'aide de mercenaires d'un « ordre nouveau » dont l'activisme, prêt à servir la réaction dans le monde entier, représente un danger qui ne s'est pas éteint avec le salazarisme.

Il aura fallu, en France, que, après vingt ans de gaullisme « pur » ou seulement de récupération, la droite sente son monopole sur le pouvoir menacé, pour que l'opinion commence à s'émouvoir d'un regain de l'activisme d'extrême droite.

Jusque-là, en effet, pour le plus grand nombre, le fascisme n'était plus qu'un épisode du passé. L'Espagne et le Portugal faisaient figure de survivances archaïques, et le terme de « fasciste » n'évoquait plus que le folklore morbide de quelques nostalgiques de l'hitlérisme, revêtant en cachette l'uniforme de S.S. et peignant de temps en temps quelques croix gammées sur des synagogues.

Il y avait bien eu l'aventure de l'O.A.S. Mais elle était le plus généralement perçue comme un accident de l'histoire qui s'expliquait par la maladresse du gouvernement français face à l'inéluctable loi de la décolonisation, et par le déchirement de quelques hommes arrachés à une terre qu'ils avaient cru leur appartenir.

Après le coup d'État des colonels grecs, après une décennie de « stratégie de la tension » en Italie, devant la résistance forcenée des fascistes espagnols à l'installation de l'après-franquisme, alors que commencent à apparaître les liens entre ces événements, et que la situation politique en France est propice à toutes les

provocations, il est temps de laisser là les ricanements désinvoltes et de s'interroger sur la portée du phénomène.

Le néo-fascisme est une réalité. Pour ceux qui l'ont étudié, c'est une réalité plus inquiétante que la fantasmatique « internationale terroriste » dont une certaine presse nous peint régulièrement le tableau terrifiant, avec ses chefs d'orchestre tout-puissants tirant les ficelles dans l'ombre à Moscou, Tripoli ou Pyongyang.

Loin d'être un acte isolé, le massacre de Milan était le point culminant d'une offensive concertée de déstabilisation du régime parlementaire italien. Cette « stratégie de la tension », comme l'a baptisée un journaliste de l'*Observer*, est exemplaire. Exemplaire parce que, depuis dix ans, elle fait de l'Italie un véritable laboratoire de la subversion de droite. Exemplaire aussi parce qu'elle révèle les techniques employées par les hommes de l'extrême droite, les moyens dont ils disposent et le soutien qu'ils peuvent attendre d'une fraction de l'appareil d'État.

Mais l'exemple italien est peut-être encore plus significatif par le schéma qu'il fait apparaître : celui des liens qui existent toujours et partout entre l'extrême droite et le conservatisme classique.

Il est vrai que, malgré leurs crimes nouveaux, les fascistes italiens n'ont jamais réussi à prendre le pouvoir. Mais le résultat de leur action n'en est que plus évident : qui pourrait, à l'heure du « compromis historique », nier avec sérieux que, sans le spectre de dix ans d'attentats sanglants, le parti communiste le plus puissant d'Europe accepterait aussi docilement de servir de béquille à un gouvernement de droite incapable de se maintenir seul au pouvoir ?

Qu'elle ait été manipulée par d'autres ou non, partout où l'extrême droite fascisante s'est manifestée depuis la guerre, son activisme a toujours fini, à plus ou moins longue échéance, par installer ou consolider l'emprise des forces conservatrices. Un coup d'État militaire a ramené le gaullisme au pouvoir, l'O.A.S. lui a offert un

bail de vingt ans sur la France. Au Portugal, le glissement progressif du pouvoir de l'extrême gauche vers le centre a sans doute d'autres causes que l'offensive de déstabilisation lancée par les nostalgiques de l'ancien régime. Mais en divisant effectivement le pays en deux, les commandos de l'E.L.P. [1] ont joué un rôle important dans le coup d'arrêt donné aux expériences progressistes. Il n'est pas jusqu'en Grèce où, renversés après sept ans de dictature, les colonels fascistes ne servent aujourd'hui d'épouvantail pour maintenir la droite au pouvoir. La gauche grecque, bien que traditionnellement majoritaire, ne peut que céder devant l'alternative ainsi posée : « Caramanlis ou les chars. »

Sous-estimer le phénomène néo-fasciste revient donc à faire le jeu de la réaction, à accepter, par négligence, que le même chantage à la peur serve coup après coup à occulter ou à briser tout processus de transformation sociale.

Désamorcer ce chantage exige néanmoins une certaine vigilance. Il ne s'agit pas, tombant dans l'excès inverse, d'accréditer sans les vérifier les mythes d'une internationale fasciste toute-puissante contre laquelle il serait vain de vouloir lutter. S'il existe, cet « orchestre noir » est loin d'avoir l'ampleur qu'il souhaiterait et son fonctionnement n'est pas sans problème. Trop attachés au culte du soliste, ses « musiciens » ont souvent du mal à se maintenir à l'unisson et ils sont nombreux à vouloir tenir seuls la baguette.

Mais, avant de juger leurs œuvres, une question s'impose : d'où viennent-ils? combien de temps après la découverte des camps de concentration nazis, les nostalgiques du fascisme ont-ils pu commencer à se regrouper, sans faire naître la colère, à revendiquer publiquement leurs idées, et à les mettre en pratique?

1. Voir p. 315.

De la guerre
à
la guerre froide,
de l'antifascisme
à
l'anticommunisme

1

En Allemagne

Soucieux d'éviter la propagande et les infiltrations communistes dans les camps d'Autriche et d'Allemagne où sont parqués, après la guerre, plusieurs millions de personnes déplacées, les services du contre-espionnage de l'armée américaine embauchent des auxiliaires. Ainsi, ils chargent, en 1946, les membres de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (O.U.N.) de contrôler, surveiller leurs compatriotes et, éventuellement, de liquider les suspects. Ce programme s'appelle :

L'opération Ohio [1]

Quels étaient donc ces nouveaux alliés des défenseurs du monde libre? Un groupe de nationalistes extrémistes créé en 1929 et qui, dès 1938, collaborait étroitement avec les nazis. En 1941, ses dirigeants avaient même participé à la formation de deux bataillons ukrainiens, « Nachtigalle » et « Roland », qui, sous le commandement de la Wehrmacht, jouèrent un rôle déterminant dans l'invasion de l'Union soviétique. Ils se distinguèrent par de nombreux massacres de Juifs et de communistes [2].

1. Voir étude de Maris Catrars et Barton Osborn in *Win*, 1975.
2. Voir étude publiée par l'*Institute of Jewish social science of New York*.

C'est avec la même efficacité que les membres de l'O.U.N. vont remplir la mission qui leur a été confiée par les Américains, éliminant physiquement leurs adversaires modérés et tous ceux qu'ils soupçonnent de sympathies progressistes. D'après le témoignage d'un ancien interné du camp de Mittenwald, l'O.U.N. n'hésitait pas à utiliser des méthodes héritées du nazisme pour faire disparaître les corps des victimes en les brûlant dans les grands fours qui servaient ordinairement à cuire le pain des résidents du camp.

Ce genre d'exactions étaient surtout le fait de la *Sluzhba Bezpeky* (S. B.), la police secrète de l'O.U.N., dont la structure avait été calquée sur le modèle des services de sécurité nazis (*Sicherheitdienst*). Elles étaient activement couvertes par les services secrets américains.

C'est par l'intermédiaire de l'ancien aumônier du bataillon « Nachtigalle », Ivan Grinyokh, que les Américains étaient entrés en relation avec la S.B. et l'O.U.N. Ce prêtre, décoré de la Croix de fer, avait travaillé pour la Gestapo et participé à la création de la S.B. Après lui, la liaison sera assurée par un autre ecclésiastique, le jésuite Ott qui, lui aussi, avait travaillé pour les services de renseignements allemands (et qui serait aujourd'hui le patron des services secrets du Vatican).

Le programme Ohio — dont s'inspirera vingt ans plus tard le sinistre programme Phoenix mis en œuvre au Vietnam — sera appliqué jusqu'en 1954. En cours d'exécution, il passera sous le contrôle de la C.I.A., et plus précisément de Richard Helms, futur directeur de la centrale de renseignements. Au demeurant, le chef de la S.B., Mykola Matwyeko, disparaîtra en 1951 au cours d'une mission en Union soviétique effectuée pour le compte de la C.I.A. Au moins deux de ses anciens camarades (dont l'ancien chef de la police de Trembov en Ukraine occupée, responsable de la liquidation de nombreux Juifs) vivent aujourd'hui tranquillement aux États-Unis.

Une enquête du quotidien new-yorkais *Daily News*, publiée en 1976, évalue entre cinq cents et deux mille les

criminels de guerre européens réfugiés aux U.S.A. Le gouvernement américain a décidé récemment de poursuivre certains d'entre eux. Une brigade spéciale a été créée au début de l'été 1977 par la police de l'immigration, avec pour mission de rouvrir les dossiers de 106 individus accusés ou soupçonnés d'avoir ordonné ou participé à des massacres de Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Pour la plupart, ils sont aujourd'hui de nationalité américaine. Parmi eux figure, par exemple, Andreja Artukovic, ancien ministre de l'Intérieur de Croatie, auteur avec son chef Ante Pavelich du massacre de milliers de Juifs, de gitans et de Serbes. Joshua Eilberg, président de la sous-commission de l'immigration à la Chambre des représentants, explique cette longue impunité : « Le service de l'immigration et le ministère de la Justice dont il dépend s'intéressaient davantage aux communistes et à leur propagande, et aussi à nos relations avec l'Allemagne occidentale, qu'aux criminels qui ont pris part à des génocides sans précédent dans l'histoire. »

Autre raison de cette impunité : certains de ces criminels de guerre ont été employés durant la guerre froide par les services secrets américains. Comme Edgar Laipenieks, ancien agent d'espionnage letton que la C.I.A. a employé dans les années 60. Ou Vilis Haznurs, accusé d'avoir massacré des centaines de Juifs à Riga en 1941, employé par la C.I.A. pour faire des émissions à *Radio Liberty*. Etc. (*Los Angeles Times*, 4 août 1977, et *France-Soir*, 9 août 1977.)

L'exemple du programme Ohio illustre bien l'une des raisons essentielles pour lesquelles le fascisme ne s'est pas éteint avec le régime hitlérien. Comme le dit assez candidement l'histoire officielle du Pentagone : « Bien que cela n'apparaisse pas dans les directives officielles, le service de contre-espionnage de l'armée comprit rapidement que sa mission première de dénazification serait bientôt supplantée par le problème soviétique. » En moins d'un an, par peur du communisme, ceux-là mêmes qui avaient été les premiers à découvrir l'horreur des camps de concentration faisaient appel aux spécialistes de la lutte contre le bolchevisme : les nazis et leurs alliés fascistes.

Ce renversement d'alliances était prévu bien avant que Winston Churchill ne prononce son célèbre discours sur le « rideau de fer » qui s'était « abattu sur l'Europe ».

En Grèce, il s'opère dès la fin de l'année 1944, alors que le conflit avec l'Allemagne n'est même pas terminé.

Quelques mois plus tôt, Staline, Roosevelt et Churchill se sont partagé l'Europe.

Churchill a raconté dans ses *Mémoires* comment se fit le partage des Balkans lors du premier entretien qu'il eut avec Staline, lors de son voyage à Moscou, le 9 septembre 1944, en présence de Molotov et d'Anthony Eden :

« " Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Évitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90 % en Grèce pour nous et de l'égalité en Yougoslavie? " Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

Roumanie :	
Russie	90 %
Les autres	10 %
Grèce :	
Grande-Bretagne et É.-U.	90 %
Russie	10 %
Yougoslavie :	50-50 %
Hongrie :	50-50 %
Bulgarie :	
Russie	75 %
Les autres	25 %

« Je poussais le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il eut un léger temps d'arrêt. Puis prit son crayon bleu, traça un gros trait en manière d'approbation et nous le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire. »

(Churchill, *Mémoires sur la Seconde Guerre mondiale*, t. V, p. 234.)

La Grèce a été placée dans l'orbite occidentale. Mais il y a un problème : le pays est aux mains de la Résistance communiste.

Le 3 décembre 1944, alors que celle-ci vient de libérer Athènes, une manifestation de l'E.A.M. [1] est mitraillée par des fascistes de l'organisation X dirigée par le général Grivas. La provocation a été savamment orchestrée par des agents britanniques; l'armée anglaise qui contrôle la ville depuis quelques jours a laissé faire. Pire, les organisations fascistes qui, deux mois plus tôt, collaboraient encore avec l'occupant nazi jouissent désormais de la protection des troupes britanniques et d'une totale impunité. Non seulement les bataillons de sécurité — mis en place par les Allemands pour combattre la Résistance — n'ont pas été désarmés quand ils se sont rendus aux Britanniques, mais des instructeurs anglais les ont pris en main et entreprennent de les initier au maniement des armes modernes [2].

La réaction de la Résistance à cette provocation est immédiate : la grève générale est lancée, le pays paralysé. Le 4 décembre, près de cinq cent mille Athéniens conduisent les victimes de la veille au cimetière de la ville.

Au moment de la dislocation du cortège, une nouvelle fusillade fait une centaine de morts. C'est encore l'organisation X. Cette fois, la riposte de l'E.A.M. est violente. Le soir même, les unités de partisans donnent l'assaut dans tous les quartiers contre les bataillons de sécurité et les fascistes du général Grivas.

Quelques jours plus tard, la Résistance communiste est mise hors la loi par l'état-major britannique. C'est le début de la guerre civile, qui durera jusqu'en 1949. La droite et l'extrême droite grecques, soutenues par les Anglais puis, à partir du printemps 1947, par les Américains, vont procéder à la liquidation systématique de la Résistance communiste. La guerre froide commence ainsi à chaud avant même que la Seconde Guerre mondiale ne soit terminée.

Ces contradictions entre, d'un côté, Union soviétique

1. Organisation de la Résistance intérieure dominée par la gauche.
2. D. Eudes, *Les Kapetanios*, Fayard, p. 241.

et Résistance pro-communiste et, de l'autre, Alliés anglo-américains et Résistance nationaliste existaient avant leur « union sacrée » contre le nazisme, et la minent dès le début.

Ainsi, en pleine guerre, les Anglais refusent le plus souvent de parachuter des armes aux maquis communistes, pourtant les plus actifs, de peur que, le conflit terminé, celles-ci ne servent à la prise du pouvoir par les ennemis du capitalisme. Ces contradictions vont s'accroître à partir de l'été 1944 quand la défaite de l'Allemagne ne fera plus de doute.

La guerre terminée, nazisme et impérialisme allemands défaits, l'alliance tactique entre les bourgeoisies occidentales et le « bolchevisme » ne fait pas long feu. Le communisme devient rapidement l'ennemi principal. La contradiction fascisme-antifascisme fait place à nouveau à la contradiction communisme-anticommunisme. Cela favorise la reconstitution des structures fascistes, les Alliés anglo-américains ne tardant pas à faire appel — comme on l'a vu dans l'opération Ohio — aux anciens nazis : S.S., gestapistes et autres, considérés désormais comme les meilleurs techniciens de la lutte anticommuniste. On oublie donc qu'ils sont aussi des criminels de guerre...

Les filières vaticanes

Ainsi s'expliquent l'abandon prématuré des programmes de dénazification en Allemagne et la clémence des tribunaux alliés envers les criminels de guerre S.S. Cette clémence se transformera même dès 1947, avec le début de la guerre froide, en une complicité quasi ouverte. Complicité dont on ne peut trouver d'exemple plus clair que les filières d'évasion mises en place par les nazis dès la fin du conflit, pour soustraire les criminels de guerre à la justice alliée et les évacuer vers des cieux plus cléments.

De nombreux ouvrages ont été consacrés à ces

célèbres réseaux qui avaient pour nom « Araignée, Aide silencieuse », *Kameradenwerk* ou O.D.E.S.S.A. (organisation des anciens S.S.) [1]. Toutes ces études ont montré le rôle déterminant joué dans la fuite des criminels de guerre par l'Église catholique. La préparation des « filières vaticanes », qui étaient de loin les plus importantes, avait fait l'objet, dans les mois qui précédèrent la fin de la guerre, de longues tractations entre des hauts fonctionnaires du Saint-Siège et des émissaires de Martin Bormann, bras droit d'Adolf Hitler.

Or les services secrets américains ne pouvaient ignorer l'aide fournie par le Vatican aux criminels nazis. En effet, depuis avril 1943, à la suite d'une négociation entre le pape Pie XII et l'archevêque américain ultra-réactionnaire Francis Spellmann, le Saint-Siège était devenu le centre clandestin de l'espionnage anglo-américain en Italie [2]. La collaboration avait en fait commencé l'année précédente. Un important personnage du secrétariat pontifical avait alors transmis à l'O.S.S. la carte stratégique des centres de l'industrie militaire japonaise, ce qui avait permis, au printemps 1943, à l'aviation américaine de porter à l'effort de guerre nippon une série de coups décisifs. Cette opération, connue sous le nom de « Projet Vessel », avait deux protagonistes : Earl Brennan, un vétéran du Département d'État américain, et Gian Battista Montini, alors évêque et sous-secrétaire d'État au Vatican.

Cette collaboration étroite entre le futur Paul VI et les services secrets américains se poursuivra après la guerre par l'intermédiaire de James Angleton, responsable de l'O.S.S., du S.S.U., puis de la C.I.A. en Italie jusqu'au début des années 50. Montini jouera un rôle politique extrêmement important de conseiller occulte des services secrets américains et de la démocratie chrétienne italienne dans la lutte contre les communistes, comme en

1. Simon Wiesenthal, *Les assassins sont parmi nous* (Stock, 1967); Philippe Aziz, *Les Criminels de guerre* (Denoël, 1974); Ladislas Farago, *Le Quatrième Reich* (Belfond, 1975); etc.

2. Cette histoire est rapportée par l'historien américain Richard H. Smith, dans son livre *O.S.S.*, p. 84-85.

témoignent des archives du Département d'Etat américain publiées en janvier 1976 dans le livre *Gli americani in Italia* [1].

Or, c'est le même Montini qui, dans les premières années de l'après-guerre, supervisait une grande partie des opérations grâce auxquelles plusieurs milliers de criminels de guerre nazis avaient pu fuir vers l'Amérique du Sud. C'est en effet son service, la 2e division du secrétariat d'État chargée des affaires internationales, dont dépendait le bureau des réfugiés du Vatican, qui délivra à plusieurs milliers de fugitifs nazis les certificats d'identité d'apatride ou de « personne déplacée » qui leur permirent de se réfugier en Argentine en toute légalité. C'est encore le service de Gian Battista Montini qui émit des passeports réguliers du Vatican destinés à une poignée de dignitaires nazis qui revêtirent la soutane pour l'occasion. « Il s'est avéré, écrit Ladislas Farago, que treize des plus hauts dignitaires nazis, notamment Martin Bormann, ont gagné l'Amérique du Sud déguisés en prêtres et munis de passeports du Vatican établis à des noms de consonance espagnole. On a trouvé un passeport de ce type parmi les archives de Schwend [un colonel S.S.] qui furent saisies à Lima [2]. »

D'autres criminels de guerre célèbres utiliseront cette filière vaticane : Adolf Eichmann, Klaus Barbie, l'assassin de Jean Moulin, le chef des oustachis Ante Pavelich, Walter Rauff, inventeur des fourgons à gaz, etc.

Le cas de ce dernier, aujourd'hui réfugié au Chili où il est un des conseillers de la D.I.N.A., la police politique du général Pinochet, est exemplaire de la complicité au moins passive de l'administration alliée devant l'évasion des criminels de guerre nazis.

Ainsi, sous la protection de l'évêque de Gênes, le cardinal Siri, l'un des hommes forts de la curie romaine, Rauff a pu ouvrir en juin 1945 à Gênes un bureau d'accueil pour les fugitifs nazis. Il a aménagé dans la

1. Marco Fini et Roberto Faenza, *Gli americani in Italia*, éd. Feltrinelli 1976.
2. Ladislas Farago, *op. cit.*, p. 158-159 et 177-178.

banlieue nord un immense camp de transit où les fuyards nazis passaient quelques jours avant de repartir pour l'Argentine, l'Égypte ou la Syrie, munis de faux papiers et d'argent. Le bureau de Rauff fonctionna jusqu'en 1949.

Son bilan est impressionnant : plus de 5 000 agents de la Gestapo et de la S.S. prendront ainsi le large sans difficulté [1].

Comment Rauff, recherché comme criminel de guerre, aurait-il pu opérer en toute tranquillité pendant près de quatre ans sans que la police italienne et l'administration d'occupation aient été au courant de ses activités? Connaissant parfaitement l'existence des filières d'évasion nazies, les services secrets occidentaux et leurs gouvernements ont sans doute préféré fermer les yeux et se ménager ainsi la possibilité de récupérer une main-d'œuvre qualifiée pour la lutte contre leur nouvel ennemi d'Europe de l'Est.

En Allemagne même, l'abandon des programmes de dénazification qui — mis à part les hauts dignitaires du Reich condamnés à Nuremberg — n'avaient le plus souvent frappé que des personnages mineurs, va rapidement se traduire, dans les années 50, par la réapparition aux postes de commande de l'appareil d'État, de l'armée et de l'économie, de tous ceux qui en avaient été éloignés dans les premières années de l'après-guerre pour s'être compromis avec le régime hitlérien.

De leur côté, les anciens S.S., bien que condamnés comme criminels de guerre, pouvaient sans difficulté, dès le début de 1950, se doter d'organisations tout à fait légales. En 1951, on ne comptait pas moins de 376 groupes d'anciens S.S. fédérés en une association unique, la H.I.A.G. (*Hilfs Gemeinshaftaauf gegenseitigkeit der Waffen-S.S.*), fondée par le général S.S. Paul Hauser [2]. Cette organisation, pourtant ouvertement néo-

1. Philippe Aziz, *op. cit.*, p. 140.
2. Outre la H.I.A.G., on dénombrait en Allemagne fédérale, au début des années 60, plus de 1 200 associations militaristes dont la liste comprend une trentaine de pages dans le *Deutscher Soldaten Kalendar*, publié tous les ans à Munich.

nazie, sera reconnue d'« utilité publique » le 6 octobre 1959 par le gouvernement fédéral allemand, et les S.S. seront réintégrés dans leurs droits d'anciens combattants.

Cette réhabilitation du soldat nazi s'accompagnera, dès la fin des années 60, d'une prolifération d'organisations d'extrême droite. (La Fédération internationale de la Résistance a publié en 1972 une liste certainement incomplète de 78 associations néo-nazies avouées ou non.)

Elle conduira même à la reconstitution, au mois d'octobre 1964, d'un véritable parti nazi avec la création du N.P.D. (parti national-démocrate), dont les objectifs et le programme sont inspirés du IIIe Reich, et où se retrouvent très naturellement tous ses anciens partisans. « Trente-cinq pour cent de tous les membres du N.P.D. ont appartenu autrefois au N.S.D.A.P. Ce pourcentage monte à 46 % quand il s'agit de fonctionnaires locaux, atteint 61 % chez les fonctionnaires d'arrondissement. Chez les chefs, à l'échelle fédérale, il atteint 76 %... [1] »

1. « Le néo-fascisme dans l'Europe d'aujourd'hui », documents de la Fédération internationale de la Résistance, 1972.

2

En Italie

L'Italie connaissait plus rapidement encore que les autres pays d'Europe le phénomène du néo-fascisme. Les structures de base en avaient été posées, avant même la fin de la guerre, avec la République sociale italienne de Salo.

Mars 1945. Les troupes de l'Axe battent en retraite sur tous les fronts. Les fascistes ne se font plus d'illusions. Si une minorité d'entre eux a choisi le baroud d'honneur, la majorité, elle, cherche surtout à sauver sa peau. Quelques-uns préparent déjà l'après-fascisme.

En Allemagne également, les dirigeants nazis les plus lucides ont, sans attendre la défaite, mis en place une structure qui leur assure les moyens d'une survie clandestine.

Le 10 août 1944, alors que les troupes alliées ont débarqué deux mois plus tôt en Normandie et se trouvent aux portes de Paris, une conférence se tient dans le plus grand secret à l'hôtel Maison Rouge, place Kléber, à Strasbourg. La conférence réunit, à l'insu de Hitler, soixante-sept personnes représentant le parti nazi N.S.D.A.P. et les trusts allemands les plus puissants : Thyssen, I. G. Farben, Krupp, Reinmetall, Messerschmitt, etc.

Les participants à la conférence sont convaincus que la défaite allemande est désormais inévitable.

« L'Allemagne a déjà perdu la bataille de France, déclare sans équivoque le Dr Scheid, qui préside la conférence. Dès maintenant, l'industrie allemande doit se préparer à la campagne économique qui suivra la fin de la guerre. Il faut que tous les industriels renforcent leurs contacts avec les

sociétés étrangères, chacun pour son propre compte et sans attirer l'attention. Et ce n'est pas tout. Nous devons être prêts à financer le parti nazi qui va être forcé à la clandestinité pour quelque temps. » (S. Wiesenthal, *op. cit.*)

La conférence va convenir après de longues discussions d'un plan prévoyant le transfert, dans des pays neutres ou non belligérants, d'une partie importante des fonds du III[e] Reich (plus de 500 millions de dollars) afin de les soustraire aux Alliés.

Les résultats de cette conférence sont relatés dans un rapport publié en 1946 par le département américain des Finances, qui dit notamment : « Les industriels allemands et les chefs nazis transfèrent une partie de leurs biens à l'étranger. Des hommes de paille à leur service y montent des entreprises et ouvrent des comptes bancaires secrets [...]. 750 sociétés sont ainsi créées dans le monde entier par les Allemands avec des fonds allemands : 112 en Espagne, 58 au Portugal, 35 en Turquie, 98 en Argentine, 214 en Suisse et 233 dans divers pays... » (Cité par Philippe Aziz, en *op. cit.*)

Cette puissante organisation permettra ainsi à des dizaines de milliers de nazis et de fascistes allemands, italiens, français, belges, yougoslaves, tchèques, etc., de filer vers l'Amérique du Sud ou le Proche-Orient, et de s'y installer avec la complicité des autorités réactionnaires locales.

Un document conservé dans les archives du Département d'État à Washington, et déclassé il y a quelques années, révèle comment la police secrète de la R.S.I. avait mis en place, pour assurer la survie clandestine du fascisme, un réseau couvrant l'ensemble de l'Italie, y compris les zones déjà libérées.

Ce document est daté du 21 mars 1945, soit un mois avant la Libération. Il s'agit d'un rapport de la division des « affaires réservées » du ministère de l'Intérieur de la République de Salo, envoyé à Mussolini et traitant « de la constitution de centres d'espionnage et d'opérations ». « Dans ce but, explique le document, le service politique de la Garde nationale républicaine a créé en son sein un organisme spécial qui fonctionne déjà et dont la puissance sera augmentée. Pour l'heure, ce service est composé d'un officier supérieur du service politique, de

16 observateurs courriers, de 18 informateurs agents pour le territoire de la R.S.I. et de 43 informateurs agents dans l'Italie envahie. Chacun d'eux vit sous une fausse identité choisie de façon qu'elle n'éveille aucun soupçon. » Et le rapport souligne : « Cet organisme devant être opérationnel même en cas d'invasion ennemie, il est à protéger et à camoufler par tous les moyens. »

« Pour parfaire l'organisation, poursuit le rapport, nous travaillons actuellement à l'implantation d'une équipe chargée de la fabrication de faux papiers et de documents, ainsi qu'à la création, à Padoue, d'un bureau commercial assurant la couverture de nos agents. »

Ce paragraphe prend toute son importance quand on sait que, vingt-cinq ans plus tard, la ville de Padoue et la région vénitienne seront au centre de la stratégie de la tension, de ses complots et de ses attentats meurtriers.

La seconde partie du rapport témoigne des liens plus étroits entretenus, à l'instar de leurs homologues allemands, par les fascistes italiens avec l'Église. Après avoir assuré que « les informateurs de la République sociale italienne et de l'O.V.R.A. [1] trouveront appui dans les couvents, les paroisses et au Vatican », le rapport évoque une mission à Rome où « les agents doivent apporter à un prélat du Vatican les lettres et informations qui leur ont été fournies ». Ce prélat, défini comme « une vieille connaissance des services », « se pressera d'introduire les agents auprès de S. E. Montini, substitut du procureur d'État et de la cité du Vatican [...]. A ce dernier doivent être remis les plis provenant de l'évêque de Padoue ».

Ces réseaux articulés sur l'Église ne sont-ils pas précisément ceux qui serviront l'année suivante aux hommes d'O.D.E.S.S.A. à assurer la fuite des criminels de guerre ?

Abordant la « couverture » de ces réseaux, le docu-

1. Police politique de Mussolini. (*N.d.A.*)

ment cité conseille aux agents de l'O.V.R.A. de s'infiltrer dans le parti communiste et le Comité de libération nationale, et assure que quelques-uns d'entre eux « travaillent déjà à les pénétrer convenablement ». Combien d'agents de l'O.V.R.A. ont-ils de cette manière réussi à s'infiltrer dans les partis de gauche? Ils furent sans doute très nombreux, à en juger par toutes les difficultés qu'a connues le parti communiste italien après la guerre, du fait de provocateurs glissés dans ses rangs [1].

Enfin, le document prévoit la mise en place d'émetteurs radio et d'une station clandestine. Ces installations sont vraisemblablement celles qu'utilisèrent les premières bandes néo-fascistes clandestines pour leurs émissions pirates en 1946. Auparavant, peu après la Libération, des petits groupes aux sigles éphémères avaient lancé une série d'attentats contre du matériel que les autorités italiennes devaient livrer aux Alliés au titre des réparations des dommages de guerre. Les réseaux mis en place par l'O.V.R.A. n'avaient guère tardé à se manifester.

Le 8 juin 1946, pour l'avènement de la République, le garde des Sceaux propose une amnistie couvrant tous les délits politiques dont seuls sont exclus les coupables de « sévices particulièrement effroyables ». Mais, comme le souligne Giorgio Bocca, « la magistrature conservatrice et fasciste interprète les sévices effroyables de façon tellement étroite que tous les bourreaux de la République de Salo, tous les tortionnaires de partisans sont mis en liberté [2] ».

Le gouvernement italien autorise alors les fascistes amnistiés à se doter d'organisations leur permettant de se réintroduire dans le système politique. Il y aura de multiples tentatives : le parti socialiste républicain; le parti national du travail; le parti national-fusionniste

1. Voir « Le complot Sogno », p. 272.
2. Giorgio Bocca, *Togliatti*, Turin, éd. Einaudi.

(P.N.F.), en référence au parti national-fasciste; la Ligue unificatrice des patriotes anticommunistes (L.U.P.A.)... Aucune de ces formations ne réussira pourtant à regrouper la masse des fascistes que l'amnistie a rendus disponibles.

En fait, dans l'esprit de leurs promoteurs, il s'agit surtout de constituer des petits groupes de pression pouvant servir de force auxiliaire au regroupement anticommuniste qui, avec le début de la guerre froide, commence à s'opérer sous la direction de la démocratie chrétienne. Un de ces groupes, les Faisceaux d'action révolutionnaire (F.A.R.), qui rassemble les durs de la République de Salo, va pourtant se distinguer.

C'est en effet à ce mouvement, créé durant l'été 1946 par Giorgio Almirante et Roberto Mieville, que l'on doit la plupart des attentats fascistes de l'époque.

A la fin de l'année 1946, les principaux dirigeants des Faisceaux d'action révolutionnaire rejoignent les rangs du Mouvement social italien (M.S.I.) fondé par d'anciens dignitaires de la République de Salo. (Les F.A.R., eux, continueront leurs actions sous une forme clandestine jusqu'en 1951.) Dès sa création, le M.S.I. connaît un certain succès chez les anciens combattants de la R.S.I. et dans les couches de la population qui se sont trouvées déclassées par la chute du fascisme ou que terrifie le développement du parti communiste.

Le terrain a été préparé par le « qualunquisme », un phénomène qui n'est pas sans analogie avec celui qu'en France, plus tard, on appellera le poujadisme. Le climat de l'après-guerre, la misère, la crise économique, l'hostilité traditionnelle au gouvernement central, tous ces facteurs favorisent l'apparition de ce mouvement né en décembre 1944, en zone libérée, avec la fondation d'un hebdomadaire : *L'Uomo Qualunque* (*L'Homme quelconque*).

Très vite, l'hebdomadaire se vend à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. A la tête du qualunquisme, un journaliste : Gugliemo Giannini. Son programme est simple : l'État doit se limiter à faire de la

pure administration. « Un bon comptable est suffisant pour gouverner. » Giannini est hostile au régime des partis qui est en train de s'installer, et il dirige essentiellement son activité contre le Comité de libération nationale.

En août 1945 ont lieu en Italie les premières élections libres. *L'Uomo Qualunque* s'y présente, rassemblant sur ses listes tous les éléments qui se reconnaissent dans sa protestation : petite bourgeoisie réactionnaire, résidus des milices de volontaires fascistes, monarchistes, « républicains » de Salo qui se cachent dans les villes du Sud, sympathisants fascistes, etc. *L'Uomo Qualunque* obtient un assez bon résultat dans le sud du pays mais n'arrive pas à s'établir dans le nord. Le qualunquisme durera deux ans, puis une série de scissions et de crises internes entraîneront petit à petit sa liquidation. Une bonne partie de ses militants rejoindront le M.S.I.

Ce dernier, fondé à la fin de 1946 par Arturo Michelini, ancien responsable fasciste de la ville d'Urbe, le journaliste Giorgio Pini et un certain Pino Romualdi (qui se prétend fils naturel de Mussolini), s'inspire du « fascisme révolutionnaire » de la République de Salo. Son symbole est un catafalque et une flamme tricolore : la pérennité de l'idée fasciste alimentée par la dépouille du Duce. Le sigle M.S.I. signifie aussi : *Mussolini Sei Immortale* (« Mussolini tu es immortel »). La direction du nouveau parti est offerte à Giorgio Almirante, ancien rédacteur en chef de la revue raciste *Défense de la Race*. Chef de cabinet du ministre de la Culture populaire de la R.S.I., Almirante s'était illustré dans les derniers mois de la guerre comme fusilleur de partisans. Rapidement, de nombreux anciens combattants de la République de Salo et les hauts fonctionnaires fascistes qui sortent peu à peu de prison affluent au parti. Ils y retrouvent le maréchal Rodolfo Graziani, le prince Borghèse commandant de la *Decima Mas,* célèbre unité de l'armée italienne qui s'est distinguée dans la chasse aux partisans, Augusto De Marsanich, ancien ministre de Mussolini, et l'un des célèbres membres du quarteron de la « marche

sur Rome », Cesare Maria De Vecchi di Val gismon...
Un financement important permet au Mouvement social italien de se développer dans tout le pays et, en 1947, de se présenter pour la première fois aux élections municipales de Rome où il obtient 25 000 voix et 3 conseillers.
La situation lui est favorable : la guerre froide bat son plein et la bourgeoisie refait son unité face au péril communiste; l'amnistie a libéré la plupart des fascistes, qui commencent à être réintégrés dans les forces armées et dans l'administration. En revanche, les partisans communistes sont éliminés de la police et de l'armée. Les contradictions entre la gauche, dominée par les communistes, et la droite de la Résistance datent d'avant la guerre froide. Pour les partis de droite, la seule solution est donc de récupérer des troupes au sein des fractions modérées du fascisme et surtout de l'armée régulière. Il est à noter que la plupart des fondateurs historiques de la démocratie chrétienne, mis à part De Gasperi et une minorité de résistants, ont tous été fascistes. En fait, les tensions à l'intérieur de la coalition gouvernementale seront très dures, dès le lendemain du 25 avril 1945, lorsque sera venue l'heure de l' « épuration ». Les dirigeants communistes exigent que cette épuration soit importante : « S'il y a dans l'armée, écrit à l'époque Palmiro Togliatti, ministre de la Justice, des groupes de combattants qui ont à leur tête des généraux réactionnaires qui peuvent caresser l'illusion d'utiliser contre les forces démocratiques d'avant-garde les armes que leur a données le pays, nous demanderons que ces unités soient désarmées et que ces généraux soient relevés de leur commandement. Nous voulons que l'armée soit profondément rénovée ainsi que les forces de police [1]. »
Mais cette volonté est contredite par les directives données par le P.C.I. et qui restent « très générales » : « frapper les chefs responsables, être indulgent envers les fonctionnaires moyens et inférieurs ». Dans les faits,

1. *L'Unità*, 1er juin 1945.

l'épuration reste lettre morte et la démocratie chrétienne, soutenue par les troupes d'occupation américaines, s'emploie à la limiter au maximum. Comme le note *L'Unità :* « Les tribunaux font preuve d'une indulgence excessive [...], la commission d'épuration acquittant quasi systématiquement. »

La droite a compris tout l'intérêt qu'elle peut tirer de ces contradictions. Commence alors une campagne des chefs de l'armée régulière contre le parti communiste qu'ils accusent de préparer, avec l'aide des partisans, une insurrection dans le nord de la Péninsule.

Pietro Secchia, l'un des dirigeants les plus prestigieux de la Résistance communiste italienne, rappelait en 1972, dans la revue *Critica Marxista,* que c'était « le 20 septembre 1945 [que] le général Brunetto, commandant des carabiniers, avait envoyé une circulaire à tous les commandants de cette arme pour leur annoncer que le P.C. préparait une insurrection pour la fin du mois [...]. De son côté, l'amiral Biancheri avait signé, le 1er septembre, une circulaire ministérielle secrète dans laquelle il recommandait au commandement de concéder des " circonstances atténuantes ", après la libération de la Vénétie Julienne, " à tous les militaires de la République de Salo qui avaient fait preuve d'un comportement antislave et de les maintenir en service en les utilisant pour la propagande anticommuniste et en faveur de la monarchie "... » Et Pietro Secchia poursuivait en indiquant que seul le manque de place l'empêchait de rapporter dans son article « les autres circulaires des commandements militaires et des forces de police invitant les commandements subalternes à ne pas utiliser pour les services spéciaux et l'ordre public les militaires et les agents provenant des partisans et de la Résistance ».

Du mois de juillet 1948 à la fin de 1953, la répression anticommuniste fera 62 morts, dont 48 membres du P.C., et 3 126 blessés; 92 169 personnes seront arrêtées, dont 73 870 membres du parti.

Certains d'entre eux, condamnés après la Libération

pour des faits de résistance transformés en délits de droit commun (attentats, assassinat de chefs fascistes, hold-up pour les caisses des maquis) ou pour des cas de justice expéditive dans les premiers mois de l'après-guerre, étaient encore en prison en 1976, trente ans plus tard... Plusieurs milliers d'anciens partisans furent contraints de s'exiler dans les démocraties populaires; d'abord en Yougoslavie, puis, après le schisme de Tito, en Tchécoslovaquie, où, depuis quelques années, compte tenu des mauvaises relations entre P.C.I. et P.C.T., ils vivent dans des conditions difficiles.

Le rôle des Alliés anglo-américains fut considérable. Ce sont eux qui le plus souvent mirent leur veto à l'épuration des hommes politiques et des militaires fascistes. « Ils avaient interdit l'arrestation et souvent l'élimination des rangs de l'armée des généraux coupables. Ainsi, le général Taddeo Orlando, le commandant des carabiniers qui avait laissé fuir le général Ratta [Anglais et Américains voulaient à tout prix sauver ce dernier], présidait déjà à la fin de 1946 la commission d'avancement des officiers subalternes [...]. Le général Gerardi, qui avait tenté un coup d'État monarchiste peu avant la proclamation de la République, présidait la commision d'avancement des officiers supérieurs [...]. Le général Porzio Biroli, criminel de guerre et massacreur de partisans, était promu à de hautes fonctions [...]. Il en fut ainsi pour nombre d'autres généraux [1]. »

Voilà qui explique sans doute l'avancement très rapide des officiers fascisants, dont beaucoup se retrouvèrent, vingt ans plus tard, à la tête de l'armée italienne [2].

Les élections législatives du mois d'avril 1948 consacrent la réhabilitation définitive des fascistes. Un homme du Vatican, Luigi Gedda, est le principal artisan de la victoire écrasante de la D.C. et des autres formations de

1. *Critica Marxista*, février 1972.
2. Voir chap. « Les complots pour abattre l'État ».

droite. Avec le soutien du Saint-Siège et l'aide financière de l'ambassade américaine, il a quadrillé le pays de vingt mille groupes anticommunistes : les Comités civiques. L'hystérie anticommuniste dans laquelle se déroule la campagne électorale, le doute qu'ont les Américains quant aux capacités de la D.C. et de l'armée italienne à juguler le danger communiste dans la Péninsule — pour la bourgeoisie italienne et pour les Américains il n'y a plus désormais d'ennemis à droite — tout s'accorde pour que ces élections offrent aux fascistes un espace inespéré. Le M.S.I., avec 500 000 voix et 6 députés, entre au Parlement.

Parallèlement au M.S.I., de nombreuses organisations d'extrême droite se sont mises en place dès les premiers mois de l'après-guerre. Certaines sont les héritières des réseaux de l'O.V.R.A. (voir plus haut); les autres sont issues des rangs de la Résistance non communiste. Ces groupes de « partisans blancs » violemment anticommunistes collaborent étroitement dans la lutte contre les rouges avec les groupes clandestins néo-fascistes. Le tout sous la houlette des services secrets américains. Plusieurs dirigeants des « partisans blancs » seront trente ans plus tard aux côtés des néo-fascistes dans les complots de la stratégie de la tension [1].

Un homme a la haute main sur tous ces groupes : James Angleton, chef des services américains en Italie et l'homme qui a sauvé la vie du prince Borghèse, le chef de la *Decima Mas*. Le 25 avril 1945, l'amiral Ellery Stone, « proconsul » américain de l'Italie occupée et ami de la famille Borghèse, avait chargé Angleton de soustraire le chef de la *Decima Mas* à la justice de la Résistance qui l'avait condamné à mort.

Le 29 avril 1945, alors que sur la piazza Loreto à Milan la foule se pressait sous le cadavre pendu du Duce, une jeep était arrivée de Rome avec à son bord Angleton et le capitaine Carlo Resio, des services

1. Voir « Le complot Sogno », p. 272.

d'information de la marine italienne. Les deux hommes avaient discrètement récupéré le prince Borghèse, caché dans un appartement de la ville. Travesti en officier américain, Borghèse était ramené à Rome le jour même.

Angleton a été envoyé à Rome par l'O.S.S. en 1944 pour diriger la section des opérations spéciales, puis le S.S.U. (*Strategic Service Unit*). Il connaît bien l'Italie, où il a fait ses études avant la guerre. Il y a gardé de solides relations dans les milieux fascistes. Dès son arrivée dans la Péninsule, Angleton a pris immédiatement contact avec les organisations de droite et les mouvements clandestins anticommunistes. C'est dans ces organisations qu'il va trouver le personnel des opérations spéciales. C'est ainsi que les premières initiatives de l'extrême droite italienne vont bénéficier de « l'aide, de la connivence et de la caution de légitimité des services secrets américains [1] ».

Une série de documents du Département d'État américain récemment déclassés (publiés en Italie dans *Gli americani in Italia* de Fini et Faenza) apportent des précisions sur les rapports entre les services américains et les bandes clandestines néo-fascistes, en particulier dans les mois qui précédèrent les élections législatives d'avril 1948. Inquiets de la tournure que pourrait prendre la consultation, les Américains décidèrent en effet, comme le confirme un rapport du National Security Council [2] daté de mars 1948, « d'aider les mouvements anticommunistes clandestins par une aide financière et militaire ». Cette assistance est détaillée dans une note signée par le colonel J. Willems et intitulée : « Importance de reconnaître les forces révolutionnaires anticommunistes » (docum. n° 740454). Cette note explique l'importance stratégique et politique de l'Italie et le fait que sa sécurité interne est « l'élément essentiel dans la lutte contre le Komintern. L'Italie est la porte qui ouvre sur le centre et l'est de l'Europe; elle

1. M. Fini et R. Faenza, *op. cit.*
2. Publié in *U.S. Foreign Relations*, 1948, vol. 3, p. 770.

permet également le contrôle des Balkans, de l'Adriatique et de la mer Ionienne ». Le document précise également que « l'armée italienne n'offre pas de garantie sérieuse face aux armées de Tito [...] et à la cinquième colonne communiste bien organisée et bien armée en Europe occidentale et en Italie [...]. Cette carence rend nécessaire de prendre sérieusement en considération toutes les forces sentimentalement anticommunistes ». C'est-à-dire en premier lieu les néo-fascistes.

Une seconde note (n° 86500/3-1047) est plus précise encore. Rédigée par James Angleton, elle recense les organisations clandestines anticommunistes et confirme que certaines de ces organisations sont financées par les services américains, notamment l'A.I.L. (Armée italienne de la liberté) à laquelle le S.S.U. attribue une grande importance et qui est dirigée par un certain colonel Musco et par le général Sorice, ancien ministre de la Guerre du gouvernement du maréchal Badoglio. A la tête de cette armée, souligne le rapport d'un autre agent américain, Frank Gigliotti, « cinquante généraux sont en train de s'organiser pour un coup d'État. Ils sont tous anticommunistes et prêts à tout » (n° 86500/7747).

La victoire de la droite aux élections de 1948 va également permettre l'accélération du processus de liquidation des séquelles démocratiques de la Résistance et la réintégration dans l'administration de tous les anciens fonctionnaires fascistes, et en particulier des anciens agents de l'O.V.R.A., la police politique de Mussolini. Un document envoyé par l'ambassade de Rome au Département d'État américain, le 10 février 1949, explique précisément comment ont été constitués certains services de police spécialisés dans la lutte anticommuniste dont les membres ont été recrutés dans l'O.V.R.A. Cette opération, couverte par le ministre de l'Intérieur Mario Scelba, et appuyée par des fonctionnaires américains, s'inspire, explique la note, du modèle français. « Pour combattre le péril communiste, la France a organisé des cellules de policiers restreintes mais efficaces, en dehors de la police normale, mais

dépendant de la Sûreté nationale. Ces cellules sont dotées de fonds et de moyens exceptionnels, et le personnel, bien que limité, est parfaitement entraîné pour une tâche d'une telle nature. L'Italie est également en train d'instituer des organisations de police secrète anticommuniste de ce type, sous le contrôle du ministre de l'Intérieur, en utilisant des dirigeants de l'ex-police secrète fasciste comme éléments de base au niveau structurel et organisationnel. »

Cette réintégration d'anciens fonctionnaires de police fascistes ne sera pas sans conséquences, l'extrême droite italienne bénéficiant ainsi dans l'administration de nombreuses complicités. Il semble également que, dès cette époque, une véritable organisation policière parallèle ait été mise en place. Dans une interview rapportée par le journaliste italien Antonio Gambino, le ministre de l'Intérieur Mario Scelba affirmait que, dès les premiers mois de 1948, il avait établi une infrastructure capable de faire face à toute insurrection communiste. Il expliquait que le pays tout entier avait été divisé en circonscriptions; à la tête de chacune d'elles, il avait placé un homme énergique et possédant sa confiance absolue. L'appareil policier mis en place était sans commune mesure avec la réalité d'un péril communiste quelconque. La plupart des dirigeants du parti communiste italien avaient déjà renoncé à prendre le pouvoir. Il s'agissait donc en fait d'un véritable appareil de coup d'État utilisant comme prétexte le danger communiste.

En prenant directement en charge la lutte anticommuniste sous ses formes les plus violentes, la démocratie chrétienne a réduit petit à petit l'espace ouvert par la guerre froide à un néo-fascisme autonome. L'existence au sein de la D.C. d'un courant nettement fascisant, favorable à un régime de type salazariste, a permis également au parti chrétien de récupérer sur sa droite de nombreux électeurs qui pouvaient être encore attirés par le M.S.I. Dirigé par son aile « modérée », le parti néo-fasciste va devenir, jusqu'à la fin des années 50, une sorte de compagnon de route musclé de la D.C. Ce qui

ne sera pas sans créer des problèmes en son sein, la fraction la plus dure du parti scissionnant au milieu des années 50 pour créer, sous la direction du journaliste Pino Rauti, le mouvement *Ordine Nuovo* qui sera, durant les années 60, la cheville ouvrière de la stratégie de la tension. Mais, entre-temps, c'est la France qui sera devenue le théâtre privilégié de l'activisme néo-fasciste.

3

En France

Comme en Allemagne et en Italie, la guerre froide en France est aussi à l'origine de la réhabilitation de l'extrême droite; c'est elle qui lève l'hypothèque de la collaboration.

Mais le processus est moins rapide qu'en Italie. L'épuration qui a suivi la Libération a porté un coup profond au fascisme français. L'indignité dont il est frappé va lui interdire pendant plusieurs années toute forme d'organisation ou d'expression autonome. Il lui faudra attendre le début des années 50 et l'explosion des guerres coloniales pour que le thème de la défense de l'Empire lui permette de retrouver, aux yeux d'une partie de la population française, une certaine légitimité, et même de jouer pendant quelques années un rôle politique important.

Dès 1947, avec la guerre froide, toutes les forces réactionnaires ont conclu la paix au nom de l'anticommunisme, bien que l'extrême droite n'ose pas encore se doter d'une structure officielle. Il est en effet préférable tactiquement que les anciens fascistes n'apparaissent pas ouvertement organisés, compte tenu de la sensibilité encore forte de la population vis-à-vis des crimes de la collaboration.

Le R.P.F. (Rassemblement du peuple français), créé au mois d'avril 1947, leur offre d'ailleurs la structure musclée à laquelle ils aspirent. Il sera durant plusieurs

années le pôle d'attraction de la droite et de l'extrême droite françaises. Peu regardants sur l'origine de leurs militants, les dirigeants gaullistes recrutent en effet sans scrupules d'anciens miliciens et autres collaborateurs pour alimenter leurs groupes de choc anticommunistes. Pourquoi se gêneraient-ils d'ailleurs? Les socialistes, qui contrôlent le ministère de l'Intérieur, couvrent les mêmes opérations au sein de la police : ce sont les réseaux anticommunistes mis en place par le commissaire Jean Dides avec l'aide de policiers d'extrême droite.

Dides a, sous l'Occupation, travaillé à la 5e section des Renseignements généraux, chargée de la répression des étrangers. A la Libération, il a été récupéré par l'O.S.S., avec laquelle il a eu l'habileté de se mettre en contact. Les services américains recherchent déjà des spécialistes de la lutte anticommuniste afin de les placer aux postes clés de l'administration policière. L'expulsion des ministres communistes au printemps 1947 et l'épuration de tous les éléments progressistes de l'administration lèvent tout obstacle à la mise en place des réseaux de Jean Dides...

La cheville ouvrière des réseaux Dides et de leur service « action » est un ancien collaborateur, ancien policier des brigades spéciales, Charles Delarue. Condamné à vingt ans de travaux forcés à la Libération, il s'est évadé du camp de Noé en 1947. Recruté lui aussi par les services américains, il séjourne aux États-Unis, puis, réintégré par le préfet socialiste Baylot, il rentre au sein de la police où il retrouve les commissaires et inspecteurs limogés à la Libération pour fait de collaboration et regroupés dans une très officielle « Amicale des épurés ».

Ces deux agents dociles des services américains opéreront efficacement jusqu'en 1954, date à laquelle ils seront limogés à la suite de la fameuse « affaire des fuites », une formidable manœuvre d'intoxication anticommuniste montée par les services de Jean Dides. Ceux-ci prétendent que les plans militaires de l'armée française en Indochine sont envoyés aux Soviétiques

par les agents que le P.C.F. possède au sein du gouvernement et des cabinets ministériels. « L'enquête diligente menée par le jeune chef de la D.S.T., Roger Wybot, lava de tous soupçons le P.C., mais mit à nu les protections américaines dont jouissait Dides, et les méthodes employées contre les communistes et la C.G.T. pendant la " guerre froide " [1]. »

Le réseau policier clandestin du commissaire Dides se double, dès 1950, d'une autre structure anticommuniste, parapolicière celle-là, recrutant elle aussi son personnel dans l'extrême droite et la collaboration. C'est le mouvement « Paix et Liberté ». Monté de toutes pièces par la C.I.A., le mouvement est créé, avec l'aide du ministère de l'Intérieur et le soutien financier de l'O.T.A.N., par un député radical-socialiste, Jean-Paul David, qui s'est illustré au mois d'avril 1950 en déposant un projet de loi visant à mettre hors la loi le parti communiste.

On y retrouve bien entendu Jean Dides, Charles Delarue et le préfet Baylot. Le but de l'entreprise est de mettre en place un appareil de propagande et d'action identique à celui créé en Italie en 1948 afin de briser le parti communiste et la résistance ouvrière. Disposant de fonds considérables, l'organisation va procéder à une campagne de type maccarthyste couvrant le pays de propagande anticommuniste dénonçant les « cinquièmes colonnes moscoutaires » au sein des rouages de l'État, etc.

« Paix et Liberté » forme des commandos anti-ouvriers chargés de faire le coup de poing contre les communistes et les militants syndicaux. Malgré les moyens mis en œuvre, l'opération restera marginale et sera un échec relatif, dû sans doute aux réticences d'une fraction importante de la S.F.I.O., alors au gouvernement, à s'engager dans un affrontement violent avec les communistes.

Fin 1950, l'extrême droite se présente, pour la première fois depuis la fin de la guerre, à des élections,

1. Marcel Caille, *Les Truands du patronat*, Éditions sociales, 1977.

sous le sigle de l'Union des nationaux indépendants et républicains. Vichystes et anciens résistants d'extrême droite s'y côtoient : le commandant Loustanau-Lacau, l'avocat du maréchal Pétain Jacques Isorni, l'amiral Decoux, etc. Les résultats ne seront guère brillants mais la liste a quand même quelques élus. La campagne électorale a été l'occasion pour quelques gros bras de l'extrême droite, comme le futur député poujadiste Jean-Marie Le Pen, de faire le coup de poing contre les communistes.

A la même époque, Pierre Sidos, fils d'un dirigeant de la Milice fusillé à la Libération, crée, en compagnie de l'avocat Tixier-Vignancour, futur candidat à la présidence de la République, le mouvement « Jeune Nation », ancêtre de la plupart des groupes néo-fascistes français d'aujourd'hui. Le mouvement, après avoir végété pendant quelques années, voit ses effectifs grossir rapidement à partir de 1954, avec l'afflux dans ses rangs d'anciens combattants d'Indochine. Il va ainsi devenir l'organisation néo-fasciste la plus activiste et la plus dure des années 50 et trempera, jusqu'à sa dissolution, au lendemain du 13 mai 1958, dans la plupart des complots qui précédèrent le coup d'État gaulliste. Toutefois, Jeune Nation ne pourra jamais dépasser l'audience des milieux activistes. Ce qui n'est pas le cas de son principal concurrent, le Mouvement Poujade.

Pierre Poujade, commerçant de Saint-Céré, est un ancien militant du P.P.F. de Jacques Doriot, il a ensuite rejoint la France libre en 1942, ce qui lui permet désormais de gommer son passé fasciste.

Le 23 juillet 1953, il organise à Saint-Céré une violente manifestation de petits commerçants contre le fisc. Le succès de cette première opération le convainc de poursuivre son action. Il crée l'Union de défense des commerçants et artisans, U.D.C.A., qui se transformera quelques mois plus tard en un parti politique, Union et Fraternité françaises, U.F.F. La révolte des boutiquiers s'est transformée en croisade contre le fisc, la toute-puissance de l'État et les monopoles. L'initiative de

Pierre Poujade a pris une ampleur inattendue. Bon tribun, démagogue à souhait, Poujade joue habilement sur le mécontentement d'une grande partie des couches moyennes, artisans, petits commerçants et agriculteurs, que les phénomènes de concentration capitaliste ont paupérisés et tendent à éliminer progressivement.

Le 25 janvier 1955, il réunit à Paris plus de cent cinquante mille personnes venues de toute la France. La gauche s'inquiète un peu tard ; le parti communiste, qui avait appuyé Poujade dans un premier temps, l'accuse maintenant de vouloir exploiter la protestation légitime des petits commerçants au profit d'une opération à caractère fasciste. En effet, la croisade de Poujade a pris un ton nettement fascisant : ultranationalisme, xénophobie, antisémitisme, anticommunisme et anticapitalisme sont devenus les thèmes favoris du papetier de Saint-Céré. « La lutte des classes, dit-il, est une invention des politicards pour tromper le populo. Les trusts, les révolutionnaires en peau de lapin, les pourris de droite et de gauche, les exploiteurs, les financiers sans patrie, tous n'ont qu'un seul but : nous asservir à leur profit... »

Certes, il n'y a pas de croix gammée, on ne salue pas le bras tendu et Poujade aime rappeler qu'il a appartenu à la Résistance, mais tout concourt à faire de son mouvement un véritable mouvement fasciste. Rien n'y manque, et surtout pas le culte du chef, un culte qui atteindra parfois les sommets du grotesque.

L'extrême droite, qui ne s'y trompe pas, afflue en masse dans les rangs de l'U.F.F. Maurice Bardèche, beau-frère de l'écrivain Robert Brasillach, fusillé à la Libération, et « le meilleur des fascistes français », a donné le feu vert en écrivant dans la revue *Défense de l'Occident :* « Le Mouvement Poujade étant la forme d'opposition la plus puissante contre les hommes qui se sont installés au pouvoir en 1944, nous engageons nos camarades à se mettre à sa disposition et à militer dans ses rangs. »

L'appel ne reste pas vain. Le mouvement reçoit

l'investiture de tout un assortiment de personnalités fascisantes qui feront parler d'elles par la suite et joueront un rôle important dans les complots du 13 mai 1958 et, plus tard, dans l'O.A.S. : Joseph Ortiz, qui va diriger le mouvement à Alger; Henri Le Rouxel, dit Henri Brecourt, et le Dr Bernard Lefèvre, deux théoriciens du corporatisme; et surtout Jean-Marie Le Pen, à qui Pierre Poujade a confié le mouvement de jeunesse de l'U.F.F. « Pupille de la nation, président des étudiants en droit de Paris, ancien officier parachutiste de la Légion étrangère, écrit *Fraternité française,* Jean-Marie Le Pen réunit à vingt-sept ans les qualités indispensables pour avoir à parler au nom de la jeunesse française [1]. »

Aux élections législatives de 1956, l'U.F.F., à la surprise générale, obtient 2 600 000 voix et envoie au Parlement 51 députés. Le mouvement a atteint son apogée. Le déclin va commencer. Crises internes et scissions vont susciter l'éclatement du puissant mouvement, qui aura beaucoup de mal à survivre au coup d'État du 13 mai 1958, les gaullistes s'annexant l'espace politique que s'était créé Pierre Poujade.

Guerre froide, guerre d'Indochine, guerre d'Algérie : les organisations fascistes ou fascisantes, que l'épuration avait réduites à la marginalité, voient brutalement grossir leurs effectifs et même une partie de l'électorat modéré se tourner vers elles. En Algérie, le phénomène prendra même des proportions désastreuses, la grande majorité de la population européenne succombant à l'ultranationalisme.

La faiblesse endémique du pouvoir politique, la décomposition de la IVe République et les guerres coloniales vont nourrir toutes les formes de réaction : ultranationalisme, fascisme, intégrisme, et leurs variantes « militaires ».

Les dernières années de la IVe République seront

1. *Fraternité française*, 26 novembre 1955.

marquées par une multiplicité de complots militaires et civils qui se solderont par le coup d'État du 13 mai. L'Algérie et sa population européenne seront le champ expérimental privilégié de tous ceux qui veulent abattre la République. La réaction coalisée viendra vite à bout d'une République en lambeaux que la gauche impuissante a renoncé à défendre.

Mais l'extrême droite s'apercevra — trop tard — qu'elle a fait la courte échelle au gaullisme, ce dernier ayant remarquablement joué tout au long des crises qui, finalement, le porteront au pouvoir.

De l'Indochine
à
l'Algérie :
l'émergence
d'un nouveau fascisme

1

Action psychologique et intégrisme

« On nous a fait le coup en Indochine. On nous a fait le coup en Tunisie. On nous a fait le coup au Maroc. On ne nous fera jamais le coup en Algérie! Je vous le jure. Dites-le bien à Paris. »

Le général Lorillot, qui arrive à Alger le 16 juin 1955 pour remplacer le général Cherrière à la tête de la Xe région militaire, exprime avec véhémence un point de vue que partage la majorité des cadres de l'armée française. Le piège de Dien Bien Phu, où le général Giap a fait plus de douze mille prisonniers, a profondément marqué ces officiers. De retour d'Indochine, ils restent obsédés par leur défaite et le désir de la comprendre. Comment un corps expéditionnaire fort de cinq cent mille hommes a-t-il pu être décimé par une armée de paysans faméliques?

C'est en tentant de répondre à cette question que quelques-uns d'entre eux vont développer le concept qui servira désormais de base à toute opération contre-révolutionnaire : celui de l' « action psychologique ».

Les officiers faits prisonniers dans la cuvette de Dien Bien Phu ont connu les camps vietminh. Ils en ont subi les méthodes de propagande, et ont pu voir comment et avec quelle efficacité les cadres et les soldats de Giap endoctrinaient les prisonniers nord-africains du corps expéditionnaire français : « Les prisonniers africains quittaient les Viets, les commissaires politiques et les

cadres de propagande en les embrassant, dira à son retour en métropole l'un de ces officiers. Nous avions toutes les peines du monde à les persuader de ne pas saluer du bateau, par des chants d'amitié marxistes, les Viets restés sur la plage [...]. Et ces Africains allaient sans aucune désintoxication, après une brève permission, revenir dans leur unité comme si rien ne s'était passé... [1] »

Si le « lavage de cerveau » s'est révélé fort efficace avec les contingents nord-africains, l'identité commune de colonisé y est sans doute pour beaucoup. Il n'a pas eu le même résultat sur les officiers français.

Des conférences de propagande qu'on leur imposait dans les camps, ceux-ci n'ont retenu qu'un aspect : la « technique » employée.

Confortés dans l'idée qu'ils se faisaient du communisme, une « entreprise scientifique d'intoxication utilisant tous les moyens », ils rentrent en France convaincus de la nécessité de retourner contre l'ennemi une arme aussi efficace.

Refusant de comprendre — mais l'auraient-ils pu? — ce qu'exprimait le mouvement populaire de libération contre lequel ils se battaient, ils se contentent d'attribuer leur défaite au contrôle exercé par le Vietminh sur la population locale. A aucun moment il ne leur vient à l'idée que cette adhésion populaire aux thèmes du Vietminh (indépendance, réforme agraire) répondait à des aspirations profondes. A l'image du colonel Bigeard qui s'écrie, admiratif, à son retour des camps : « Le système viet est inhumain, mais quel rendement à côté du système libéral! », ils ne retiennent de leur déroute indochinoise que l'efficacité de l' « action psychologique », de l' « intoxication » et de la « propagande ».

Ayant réduit leur échec à une question de technique, ces officiers sont convaincus d'avoir trouvé la parade. Pour faire face à ce qu'ils nomment la subversion marxiste, ils décident alors d'étudier les textes de Mao et

1. *Verbe*, août 1956.

de Lénine. Leur enthousiasme est tel qu'ils persuadent l'état-major de procéder à un changement d'orientation dans l'organisation des forces armées. Ainsi, au début de 1957, une part des crédits qui devaient être alloués à l'armement atomique est affectée à la création d'un « bureau d'action psychologique et de presse », dont la direction, à Paris, est confiée au colonel Lacheroy — qui deviendra quelques années plus tard l'un des chefs de l'O.A.S. Georges Sauge, aujourd'hui membre du parti socialiste, qui était alors attaché auprès du 5e bureau de l'action psychologique, explique : « Au début, il s'agissait uniquement d'étudier cette nouvelle forme de guerre qu'on appelait la guerre révolutionnaire, celle d'Indochine ayant remis en question les concepts d'armée classique et de guerre conventionnelle. Je crois que la majorité des officiers étaient surtout animés d'un désir d'information. Ils cherchaient à comprendre le fondement théorique de cette nouvelle forme de guerre, le marxisme-léninisme. »

En 1958, le bureau d'action psychologique devient le 5e bureau de l'état-major et, très vite, le seul souci d'information fait place à des préoccupations plus offensives : « Plus tard, poursuit Sauge, une minorité d'officiers a opté pour un développement et un durcissement de l' " arme psychologique " comme riposte privilégiée au " communisme conquérant ". En fonction de ce qu'ils avaient assimilé de la guerre d'Indochine et des théories de Mao Tsé-toung, ils ont essayé de produire l'arme, et dans leurs esprits, c'était bien une *arme*, celle de la contre-révolution. » Cette arme, ces officiers la définissaient ainsi : « La guerre psychologique est l'emploi planifié de la propagande et d'autres moyens afin d'influer sur les opinions, les émotions, les attitudes et le comportement des groupes humains, amis, ennemis ou neutres, afin de faciliter l'accomplissement de buts et d'objectifs nationaux [1]. »

Ils entendaient ainsi opposer un quadrillage « contre-

1 *Verbe*, mai 1957.

révolutionnaire » et « antisubversif » à ce qu'ils pensaient être la guerre subversive, « quadrillage absolu du pays, conquête et contrôle des personnes physiques au moyen du système des hiérarchies parallèles ». Et l'un de ces officiers « psychologues », le colonel Trinquier, réfléchissant sur la débâcle d'Indochine, écrivait au début de la guerre d'Algérie : « Nous savons maintenant qu'il n'est nullement nécessaire d'avoir la sympathie de la majorité de la population pour la diriger. Une organisation adaptée peut aisément y suppléer [1]. »

Pour conquérir les indigènes, la formule était donc simple : « Il suffit d'exercer une forte pression morale et physique sur la population pour obtenir son ralliement et sa collaboration active. »

Maîtriser les techniques de la « contre-guerre révolutionnaire » ne suffisait pourtant pas, car, comme le souligne Sauge, « la logique de la guerre révolutionnaire ce n'est pas la guerre en soi, mais le discours politique et idéologique qui la sous-tend, or la contre-guerre révolutionnaire que ces officiers avaient conçue n'avait pas de logique, de support idéologique ».

Au marxisme, conception globale du monde, il fallait donc opposer une structure idéologique (une « foi ») tout aussi complète pour que les « techniques » acquises aient l'efficacité voulue. Pour ces officiers traditionalistes et partisans de l'ordre, un choix s'imposait à l'évidence : le catholicisme intégral.

L'un d'entre eux, qui a participé aux négociations de Genève en 1954, illustre ainsi cette décision :

« Le Vietminh faisait constamment appel aux principes de 89. J'essayais plusieurs fois naïvement de lutter sur ce terrain, et je fus battu à chaque occasion [...]. Nos pseudo-arguments offraient à l'adversaire comme autant de têtes de pont lui permettant de pénétrer dans notre pauvre citadelle idéologique. Les idées, le vocabulaire, les tendances d'esprit, tout servait l'adversaire. Tous mes camarades, confrontés à des situations identiques, firent

1. In *La Guerre moderne*.

la même expérience, et arrivèrent à la même conclusion : le seul procédé qui permettait un combat favorable est de refuser le contenu laxiste, libéral ou matérialiste du vocabulaire employé et de prendre le contenu catholique en le disant ouvertement [1]. »

Un tel choix peut paraître aberrant aux chrétiens dont la foi est conçue comme foncièrement contestatrice de l'ordre social. Sauge pense au demeurant que c'était une « erreur fondamentale », et qu'en aucun cas, « la logique du christianisme authentique ne pouvait être l'idéologie d'une contre-guerre révolutionnaire, dont la pédagogie a été apprise en fonction du marxisme-léninisme ». Mais il n'en va pas de même pour ceux qui préconisent le retour à la lettre des textes saints, à l'autorité de l'Église, à la tradition; ceux pour qui c'est précisément à l'abandon de cette foi, au mirage du progrès et du libéralisme que la subversion doit son développement, ceux qui ont fait leur la formule de Pie XI : « Le socialisme a pour père le libéralisme et pour héritier le communisme », les intégristes, défenseurs de l' « Occident chrétien ».

La « Cité catholique »

Le mouvement intégriste sur lequel s'appuient en 1949 des intellectuels d'extrême droite, réunis autour de Jean Ousset pour créer la « Cité catholique », existait déjà avant la guerre sous le nom de « Centre d'étude critique et de synthèse », qui avait lui-même succédé à un puissant « Réseau secret international antimoderniste », lequel fonctionna au sein de l'Église au début du siècle et est connu sous le nom de *Sodalitium Pianum* (nom de code : la Sapinière). Dirigée depuis le Vatican par Mgr Umberto Benignini, la Sapinière était une sorte de police interne de l'Église qui opérait contre toutes les déviations modernistes. Les méthodes de ce réseau :

1. *Verbe*, mai 1957.

délation, diffamation, calomnie, etc., furent dénoncées par la suite par de nombreux historiens de l'Église comme Daniel-Rops. Dans les années 30, catholicisme intégral et nationalisme intégral allant de pair, on le retrouve tout naturellement proche de l'Action française, non sans quelque tension, les théocrates accusant souvent le mouvement de Charles Maurras de paganisme social. Enfin, durant la Seconde Guerre mondiale, il a eu une influence prépondérante sur la synarchie vichyssoise.

La doctrine des intégristes regroupés dans la Cité catholique est simple : elle professe un dévouement total à la hiérarchie de l'Église et se fonde sur le « droit naturel et chrétien » ainsi que sur l'enseignement des encycliques papales.

Cette doctrine est moins inoffensive qu'elle peut le paraître. Véritables tyrans de la pureté de la foi. autoritaires et intransigeants au nom du Christ-Roi, les intégristes sont avant tout intégralement réactionnaires (pour la tradition contre le progrès, pour l'autorité contre la liberté) et voient donc dans toute réforme le schisme ou l'hérésie. Ils aiment à se présenter comme les supports de la contre-révolution et, jusqu'en 1958, *Verbe,* la revue du mouvement, portera en sous-titre : « Organe de formation civique pour la contre-révolution. »

Les illusions du 13 mai 1958 conduiront les animateurs de la revue à la transformer, au lendemain du coup d'État gaulliste, en « Organe d'action idéologique pour un ordre social chrétien ».

Ce changement de sous-titre ne fait d'ailleurs que préciser les aspirations profondes des dirigeants de la Cité qui, un an auparavant, évoquant la subversion marxiste, écrivaient dans *Verbe :* « La guerre menée par les communistes n'est pas une simple guerre d'intérêt matériel, c'est une guerre idéologique [...]. L'appareil révolutionnaire est idéologique avant d'être politique, politique avant d'être militaire. Face au marxisme, on ne peut donc opposer victorieusement qu'une foi profonde.

une obéissance sans restriction au Saint-Père, une connaissance étendue des directives de l'Église [...]. Lénine disait : " Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ", de même nous pouvons affirmer : sans doctrine naturelle illuminée par la foi, pas de défense ni d'action pleinement contre-révolutionnaire [1]. »

Les dirigeants de la Cité catholique, comme plus tard les officiers d'Indochine qui les rejoindront, sont fascinés en effet par la force de pénétration du marxisme dans les masses et la fermeté idéologique de ses militants. « Les combattants français du Tonkin, écrit un officier membre de la Cité, avaient été justement impressionnés par l'efficacité et le sérieux du Vietminh, l'ardeur, la solidarité et le courage des communistes... Malgré tout ce qui pouvait les leur faire détester. »

Cette fascination conduit les dirigeants de la Cité catholique à imaginer une « militarisation » de la Cité (et de l'Église) et une « bolchevisation » de leurs méthodes. Ainsi, « l'Église pénétrant, à la manière des communistes, l'ensemble du tissu social, pourra soustraire l'élite intellectuelle à l'influence directe ou indirecte du marxisme [1] ». La Cité se dote donc d'une organisation en cellules et tisse dans tout le pays un réseau capillaire qui privilégie les secteurs patronaux et l'armée.

Depuis longtemps, la Cité cherche à étendre son influence aux milieux militaires. Ces tentatives ont la sympathie de certains généraux, tel le général d'aviation Chassin, qui souhaitent eux aussi faire de l'armée un instrument d'endoctrinement anticommuniste.

Lecteur assidu de Mao Tsé-toung, auquel il a consacré un livre, le général Chassin, qui sera quelques années plus tard au cœur de l'un des principaux complots du 13 mai 1958, le complot « Grand O », est un fanatique de la guerre psychologique.

Depuis le début des années 50, il essaie de diffuser ses

1. *Verbe*, mai 1957.

thèses au sein de l'état-major, et il écrivait le 10 octobre 1954 : « Les armées communistes endoctrinent leurs combattants, donnent au jeune la foi en sa mission et pour cela la foi dans la grandeur de son pays, dans la valeur éminente de son système politique. Paradoxalement, les nations dites spiritualistes se désintéressent de la formation spiritualiste... » Pour remédier à cela, le général Chassin proposait un programme d'endoctrinement « selon la méthode utilisée par les marxistes », suggérant en particulier que trois des dix-huit mois de service militaire soient consacrés à un « entraînement idéologique militaire » en deux parties : « une partie purement civique », fondée « sur l'étude des principaux systèmes politiques d'un côté et de l'autre du rideau de fer; la seconde purement patriotique », fondée « sur l'étude de l'histoire » et montrant « les conséquences historiques de la mise en pratique des principaux systèmes civiques ». « La partie civique, ajoutait le général, pourrait comporter l'étude critique du marxisme-léninisme [1]. »

La Cité catholique s'empresse de répondre aux propositions du général Chassin; le commandant A. Breuilh écrit dans *Verbe :* « Pour cette instruction militaire, il faut des cadres [...]. La Cité catholique est en mesure d'apporter une sérieuse contribution, la souplesse de sa méthode capillaire [...] lui permet de pénétrer là où les institutions officielles seraient arrêtées et de toucher un bon nombre de sujets, sans même parfois qu'ils s'en doutent. Dans ce travail d'éducation, la Cité catholique peut jouer le rôle d'un précieux auxiliaire. C'est pourquoi [...] elle considère les milieux militaires comme un terrain particulièrement favorable au développement de son œuvre. »

Selon Georges Sauge, les membres de la Cité catholique n'eurent pas à déployer beaucoup d'efforts pour s'infiltrer dans l'armée : « Au bureau d'action psychologique, il y avait une partie importante des officiers de la Cité catholique, c'est indiscutable. Cela correspondait —

1. In *La Revue militaire*, n° 239, « Le rôle idéologique de l'armée ».

j'emploierai un mot du jargon religieux — à leur vocation intime; ils voyaient dans l'armée de l'époque l'instrument qui allait " refoutre " de l'ordre dans la cité contre la corruption, contre la décomposition de la société, etc. La Cité catholique leur offrait cet ordre auquel ils aspiraient et auquel ils étaient habitués dans l'armée... Dans la Cité catholique, dans la doctrine sociale de l'Église, tout est prévu, sur tous les plans — droit, Constitution, État, corporation (elle était bien sûr corporatiste), usine, etc. Les militaires qui avaient le goût de l'ordre retrouvaient dans la Cité catholique un aliment, une " soupe " comme ils appelaient ça, qui correspondait exactement et d'une façon précise à leur conception de l'ordre, le " Non non est est "... Finalement, la Cité catholique n'a pas eu à noyauter l'armée, elle a trouvé dans l'armée des officiers qui avaient cette prédisposition profonde pour l'ordre, elle n'a eu qu'à les rassembler, c'est je crois ce qui explique la puissance de la Cité à cette époque... »

La rencontre des catholiques intégristes et des militaires psychologues est décisive. Les uns voient dans l'intégrisme le support idéologique de leur pratique militaire, les autres dans l'action psychologique et l'armée l'instrument de leur politique. Tous espèrent faire déboucher la révolution nationale sur une sorte de national-catholicisme qu'une partie de la hiérarchie vaticane appelle d'ailleurs de tous ses vœux (par exemple, le cardinal Ottaviani, grand patron du Saint-Office). Qu'une telle entreprise soit à la limite de l'absurde dans un pays à forte tradition laïque comme la France ne semble pas troubler les militaires intégristes. L'un des plus actifs d'entre eux, le capitaine de Catelineau, mort en 1957 en Kabylie, ira jusqu'à écrire : « Créer des cellules de la Cité catholique dans l'armée, c'est faire œuvre nationale. » Il précise : « L'action psychologique dans l'armée est à l'ordre du jour. Elle dispose d'un service officiel au ministère des forces armées et son but essentiel est d'opposer à la foi marxiste la foi nationale... »

A la veille du 13 mai 1958, il y avait deux cents cellules de la Cité catholique dans l'armée d'Algérie. Un millier d'officiers en faisaient partie ou étaient fortement influencés par elles.

En Algérie, la mise en œuvre de l'action psychologique va conduire à la constitution d'une organisation clandestine politico-administrative qui encadrera la population, répandant les mots d'ordre vrais ou faux et surveillant les défaitistes. Elle utilisera la propagande à doses massives, les manifestations spectaculaires et, au besoin, le lavage de cerveau.

Ce réseau tissé par les militaires s'articule sur une véritable administration militaire parallèle à l'administration civile et qui tend à la remplacer systématiquement, c'est-à-dire les S.A.S. (Sections administratives spéciales) et les S.A.U. (Sections administratives urbaines). Dans ces sections, les officiers remplissent des fonctions à la fois politiques et administratives. Leur mission est avant tout la destruction de l'organisation mise en place par le F.L.N. pour quadriller la population algérienne. Ils sont ainsi maires, ingénieurs, infirmiers, etc. L'action psychologique est leur arme privilégiée : on dénonce le F.L.N. qui « assassine et empêche les gens de vivre comme ils veulent et qui leur extorque de l'argent et des provisions », et on loue la France et l'armée française, « qui apportent du travail, des routes et l'instruction aux enfants ». Cette propagande intense utilise les haut-parleurs, les tracts, les affiches et les panneaux muraux [1].

« Ce qui compte, dira de la guerre le colonel Gardes, ce n'est pas la destruction des corps et l'occupation du terrain qui n'exprime que son aspect superficiel, mais la conquête des âmes et la séduction des esprits par tous les moyens. »

Au nombre de ces moyens, la torture a vite remplacé

1. Yves Courrière, *L'Heure des colonels*, Fayard.

la persuasion. C'est en faisant régner une terreur plus grande que celle inspirée par l'ennemi — on torture, on assassine les prisonniers, on lâche des hommes du haut des hélicoptères ou on leur met les pieds dans du ciment pour les jeter à la mer, on brûle les villages... — que l'on tente de consolider la prise en main de la population.

La torture fait désormais partie de l'arsenal des techniques de l'action psychologique. Ce n'est pas comme moyen d'obtenir les aveux des prisonniers — drogues et moyens chimiques donnent souvent de meilleurs résultats — mais à cause de son pouvoir de persuasion que la torture devient systématique. Elle est désormais conçue comme un instrument de guerre, de contrainte psychologique, de domination (cette pratique de la torture conçue comme technique de pouvoir sera largement employée dorénavant, voire érigée en véritable système de pouvoir, par exemple au Brésil et dans plusieurs pays d'Amérique du Sud).

Tortures, assassinat des prisonniers, représailles sanglantes, tout cela cependant ne va pas sans susciter de profonds remous en métropole. Le directeur général de la Sûreté, Jean Mairey, dénoncera lui-même ces pratiques criminelles dans un rapport du 13 décembre 1955 : « En tant que responsable de la Sûreté nationale, écrit-il, il m'est intolérable de penser que des policiers français puissent rappeler par leur comportement les méthodes de la Gestapo. En outre, comme officier de réserve, je ne peux supporter de voir identifier les soldats français aux S.S. brutaux de la Wehrmacht [1]. »

L'exercice de fonctions politico-administratives donne à penser à de nombreux militaires. Certains rêvent de généraliser cette administration militaire, de la substituer au pouvoir civil. Une doctrine diffuse, sorte de fascisme militaire teinté de péronisme, se répand parmi ces officiers. Ils parlent de national-communisme et commencent à prôner le parti unique, les nationalisations, l'intégration de l'Algérie et le non-alignement. Nombre d'entre eux se voient même à la tête d'une république

1. Pierre Vidal-Naquet, *La Raison d'État*, Éd. de Minuit.

algérienne indépendante de la France. Mais la majorité ne limite pas ses ambitions à l'Algérie.

La débâcle indochinoise les a traumatisés et ils accusent les gouvernements de la IVe République d'en être responsables du fait de leur impuissance et de leur défaitisme. Pour ces officiers, l'armée a payé, par le sang et l'humiliation, l'incohérence et la trahison du pouvoir. Pour certains déjà, cette faiblesse endémique du pouvoir civil est dans la nature même du parlementarisme, du régime des partis. Ils pensent que, face à la subversion, face au péril communiste et à la décomposition de la IVe République, l'armée reste la seule force cohérente de la nation, son dernier corps sain.

Pour rester coûte que coûte en Algérie, ils sont décidés s'il le faut à se passer de « Paris » et des civils pour lesquels ils ont un mépris total.

Ainsi, de nombreux officiers arrivés de France s'étonneront que leurs instructeurs de l'école de guerre subversive Jeanne-d'Arc-de-Notre-Dame (près de Philippeville) leur en apprennent autant sur les arcanes du droit administratif métropolitain. Certains, au cours de leur stage obligatoire de deux mois, devront même savoir faire la différence entre les attributions respectives des préfets de Strasbourg et de Marseille [1]. Car les colonels de l'action psychologique rêvent désormais d'une révolution nationale, et ils répandent également en métropole leur nouvelle conception militaire, largement inspirée des théories en pratique dans les pays communistes.

Ils développent une stratégie de défense en surface qui postule une guerre sans front — la transformation de la guerre classique en guerre civile — qui établit une liaison étroite entre l'armée régulière, les organisations réglementaires et les anciens combattants, et qui réclame la mobilisation des civils contre les débarquements de paras, les « cinquièmes colonnes », les agents de l'ennemi [2].

1. Merry et Serge Bromberger, *Les 13 Complots du 13 mai*, Fayard.
2. *Ibid.*

Cette stratégie officiellement dirigée contre une intervention étrangère, un ennemi extérieur, vise en fait une subversion intérieure réelle ou supposée. Elle demande la mise en place d'un appareil politico-militaire articulé sur l'armée régulière et des groupes de civils contrôlés par l'armée à des fins antisubversives contre-révolutionnaires. C'est la version métropolitaine de la contre-guerre révolutionnaire.

Ces conceptions militaires seront largement diffusées dans l'armée, y compris auprès des officiers de réserve, par le ministre de la Défense de l'époque, Jacques Chaban-Delmas. A cet effet, le ministre ouvrira des cours, les O.R.C.E.M., dans lesquels les officiers de réserve de l'état-major s'initieront à toutes les techniques de l'action psychologique, à la guérilla, à la contre-guérilla et au métier de commissaire politique.

Ces conceptions militaires offriront à la droite et à l'extrême droite un espace pour la création, avec l'aval des forces armées, d'organisations de choc sous couvert patriotique. En métropole, elles auront un rôle important dans la chute de la IVe République. Ces organisations (l'U.S.R.A.F., Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, le C.A.N.A.C., Comité d'action national des anciens combattants, l'A.C.U.F., Association des combattants de l'Union française, etc.) sont constituées le plus souvent, comme leur nom l'indique, d'anciens combattants. L'U.S.R.A.F., créée en 1956 par Jacques Soustelle et d'anciens membres du B.C.R.A. (les services secrets de la France libre), assurera la mobilisation et l'encadrement des troupes gaullistes au moment du 13 mai 1958.

L'association des combattants de l'Union française, qui regroupe à l'époque les jeunes vétérans d'Afrique du Nord et les anciens d'Indochine dirigés par Yves Gignac, organisera la plupart des manifestations antiparlementaires en liaison avec tous les mouvements activistes d'extrême droite. C'est elle qui, avec les

fascistes de Jeune Nation, a mené l'attaque sanglante du siège du P.C.F., carrefour Châteaudun, lors de la révolte de Budapest en 1956.

Ces organisations seront au cœur des intrigues et des nombreux complots du 13 mai. Car les généraux, les colonels de l'action psychologique qui formeront plus tard les cadres de l'O.A.S., les gaullistes, les poujadistes, les intégristes, les fascistes, etc., complotent beaucoup à cette époque contre la République et le régime parlementaire.

2

Le coup d'État réussi

Tous ceux qui rêvent de voir s'écrouler la IVe République et de substituer au « pluralisme laxiste » un régime autoritaire font la même analyse : c'est en Algérie que se fera la décision et l'armée française sera l'acteur principal du coup d'État. L'analyse est juste. Pierre d'achoppement des gouvernements qui se succèdent à un rythme accéléré, la guerre d'Algérie fera culbuter la IVe République.

Combien de complots se sont tramés à Alger? Sans doute ne le saura-t-on jamais, mais l'histoire des plus célèbres d'entre eux ne laisse cependant planer aucune incertitude : l'avènement du gaullisme et de la Ve République est le résultat d'une conspiration dont seule la fermeté de l'homme du 18 juin 1940 a permis d'éviter qu'elle ne fasse de la France, moins de vingt ans après la fin de la guerre, une espèce de Portugal salazariste.

Été 1955. Depuis l'insurrection du 1er novembre 1954, le F.L.N. a multiplié ses actions et un sentiment nouveau, la peur, agite les Européens d'Algérie.

Les colons extrémistes impulsent la création de groupes d'autodéfense au sein de la population « pied-noir », et au mois d'août, une première association, l'U.F.N.A. (Union française nord-africaine), qui rassemble les ultras, est créée à Alger. M. Boyer-Banse, un

ancien colon, et Robert Martel, un important viticulteur de la Mitidja, en sont les animateurs. En France, les milieux d'extrême droite ont évalué le profit qu'ils peuvent tirer de la situation algérienne, et tous, soucieux de se donner sur place une base militante, multiplient les émissaires. Dès sa création, l'U.F.N.A., par l'intermédiaire de ses représentants à Alger proches de Robert Martel, prend contact avec les milieux poujadistes de métropole.

Été 1956. La guérilla, qui s'est jusqu'alors surtout manifestée dans le Constantinois, gagne Alger et la fièvre monte dans les populations. L'U.F.N.A. passe à l'action directe. Ses éléments les plus extrémistes l'ont peu à peu transformée en un organisme paramilitaire et côtoient les groupes de contre-terrorisme mis en place au début de l'année 1955 par les services spéciaux français.

Le chef de ces groupes est un sous-préfet, André Achiary, ancien des services spéciaux et ami de Jacques Soustelle, alors gouverneur général.

La collaboration entre l'U.F.N.A. et les groupes contrôlés par Achiary se traduit immédiatement par une série d'attentats antiarabes. Ainsi, une bombe placée au mois d'août 1956, rue de Thèbes, en pleine Casbah, fait quinze morts et quarante blessés.

L'U.F.N.A., dissoute peu avant cet attentat par le nouveau gouverneur général, Robert Lacoste, se reconstitue clandestinement au sein de l'O.R.A.F. (Organisation de résistance en Afrique du Nord), sous la direction du Dr Kovacs, qui a désormais la haute main sur tout le terrorisme ultra.

D'autres organisations, de moindre importance, voient également le jour (par exemple, le M.A.S.U., Mouvement algérien secret des ultras, les «Compagnons du 6 février», etc.), leurs liens sont si étroits qu'il est souvent difficile de les distinguer les unes des autres. Toutes bénéficient d'importantes complicités à l'intérieur des administrations, de la police et de l'armée. En fait, les relations entre ces organisations clandestines et les services officiels sont telles que l'on peut, sans

exagération, parler de partage du travail : les premières effectuant, sur indications, les opérations où les seconds ne veulent pas être compromis.

Ces collusions ne sont pas nouvelles. Déjà au Maroc, avec « Présence française », et en Tunisie, avec la « Main rouge », les services spéciaux français ont eu l'occasion de les pratiquer avec succès.

La « Main rouge »

Reprise à l'occasion de la guerre d'Algérie, l'appellation « Main rouge » va servir de terme générique à toute une série de réseaux terroristes (successivement appelés C.A.T.E.N.A., Therma, F.A.N.A., etc.) créés par le S.D.E.C.E. pour tenter de démanteler les réseaux F.L.N. en métropole et dans plusieurs pays européens (Suisse, Allemagne, Belgique, Italie, etc.).

Il s'agit d'éviter au gouvernement français d'être mêlé directement à des affaires trop souvent criminelles.

La Main rouge est organisée comme un véritable service secret parallèle et dispose de plusieurs sections (psychologique, renseignement, logistique, action, attentats et coups de main) ainsi que d'une section financière, alimentée par les fonds secrets de certains ministères, par des industriels et par des propriétaires fonciers d'Algérie. Elle est dirigée par un officier du S.D.E.C.E., le colonel Mercier, qui a été expulsé de Suisse où il était attaché militaire à l'ambassade de France, à la suite du suicide dans des conditions mystérieuses d'un procureur, M. Dubois.

Pour mettre en place ses réseaux, la Main rouge recrute dans les milieux d'extrême droite métroplitains, en particulier dans l'organisation Jeune Nation et chez les poujadistes. Un nommé Christian Durieux se charge de nouer avec les organisations d'extrême droite européennes les contacts nécessaires à l'installation d'antennes nationales.

Les exploits spectaculaires de la Main rouge —

attentats contre les navires soupçonnés de livrer des armes au F.L.N., assassinat de trafiquants d'armes, de dirigeants du F.L.N. et de personnalités étrangères favorables à l'indépendance de l'Algérie, etc. — vont provoquer de violentes attaques contre les services spéciaux français de la part de la presse et de certains magistrats chargés d'enquêter sur ces affaires criminelles. Ainsi, le procureur de Francfort, Heinz Wolf, accuse ouvertement le colonel Mercier, Christian Durieux et deux de leurs acolytes, Jean Viary et un certain Van Coten, d'être à l'origine des attentats sanglants de la Main rouge en Allemagne.

D'autres affaires, tels l'épopée lamentable d'un ex-député poujadiste recyclé dans la barbouzerie, M. Berthomier, ou l'assassinat à Liège du professeur Laperches, défraient la chronique et convainquent finalement le S.D.E.C.E. de mettre un terme aux activités de la Main rouge, à la fin de 1960.

Berthomier se fera prendre à la frontière franco-belge au volant d'une voiture bourrée d'explosifs, alors qu'il allait, avouera-t-il, faire sauter avec quelques-uns de ses amis le bar d'un Algérien de Charleroi, Chétif Attar, soupçonné de travailler pour le F.L.N.

L'enquête sur l'assassinat, en mars 1960 à Liège, du professeur Laperches, connu pour son action en faveur du F.L.N., mettra en cause un journaliste belge, Pierre Joly, et un certain Jean-Louis Bovagnet, alias Jean Lenoir, alias Jean du Forez, qui, selon la police judiciaire belge, était un ancien inspecteur de la Sûreté d'Alger attaché au 5ᵉ bureau de l'action psychologique.

La plupart des agents de l'organisation finiront l'année suivante dans l'O.A.S., la Main rouge ayant été pour certains tueurs de l'Organisation armée secrète une solide école du terrorisme. Ces anciens de la Main rouge, jugés quelques années plus tard dans le cadre des procès de l'O.A.S., bénéficieront d'une indulgence plus que suspecte de la part des tribunaux militaires.

En Algérie même, les « contre-terroristes » jouissent d'une impunité quasi totale et de la sympathie de la population pied-noir. Celle-ci, à l'exception de quelques

îlots libéraux d'Alger et d'Oran, est dans son ensemble très réactionnaire et raciste [1]. Par une ironie de l'Histoire, ces hommes et ces femmes qui, lors de la Seconde Guerre mondiale, s'étaient immédiatement ralliés au régime de Vichy, dix-huit ans plus tard, croyant qu'il leur permettra de rester en Algérie, seront les premiers à rappeler le général de Gaulle.

Après l'attentat de la rue de Thèbes, qui plonge la population musulmane dans la peur, les ultras tentent de profiter de la situation et amplifient la terreur.

L'action psychologique n'a pas encore ses bureaux à Alger mais ses théories font école. Ainsi, un « commando antirépublicain des 40 » annonce que pour un Européen tué, un pâté de maisons de la Casbah sautera. Certains parlent même de conduire un camion-citerne rempli d'essence en haut de la Casbah et d'ouvrir les vannes du véhicule afin d'incendier le quartier arabe [2].

Enfin des tracts signés « commandos de l'Algérie française » sont distribués à Alger. On peut y lire : « Ces commandos sont formés de cinq ou six hommes sûrs et décidés. Soyez prêts à répondre sur l'heure à toute éventualité, à toute menace... » Ces structures organisationnelles seront plus tard celles des commandos Delta ou Z de l'O.A.S. Car c'est l'O.A.S. que préparent sans le savoir les activistes et leurs complices des services spéciaux ou de l'action psychologique.

La première épreuve de force contre le gouvernement de la IVe République, accusé de vouloir « brader l'Algérie », a lieu le 6 février 1956 (une date symbolique pour la droite qui n'a pas oublié les journées de 1934).

Ce jour-là, une manifestation organisée par l'avocat

1. Un racisme très ancien puisque, en dépit de la forte proportion de Juifs, les députés élus en Algérie étaient au début du siècle parmi les plus antisémites de la Chambre des députés. Édouard Drumont, théoricien de l'antisémitisme français, s'était par exemple fait élire à Alger en 1898.

2. L'O.A.S. tentera d'exécuter ce plan au mois de juin 1962, lors de sa politique de la « terre brûlée ».

gaulliste Jean-Baptiste Biaggi contre la venue en Algérie du président du Conseil Guy Mollet empêche la nomination du général Catroux, jugé trop libéral par les activistes pieds-noirs, au poste de gouverneur général de l'Algérie en remplacement de Jacques Soustelle, rappelé en France.

Cette victoire renforce les ultras d'Alger dans leur conviction qu'ils sont les seuls à pouvoir venir à bout du régime. Les complots vont alors se succéder.

Décembre 1956. Le général Faure, commandant des unités territoriales, très lié avec les gaullistes et l'extrême droite poujadiste (Le Pen, Demarquet, le commissaire Dides, etc.), est arrêté sur ordre du ministre de la Défense du cabinet Guy Mollet, M. Bourgès-Maunoury. Le général préparait un putsch pour le 29 décembre. Peu prudent, il avait confié ses projets à l'un des derniers fonctionnaires républicains en poste à Alger, P. Paul Teitgen, secrétaire général de la Sûreté. Un mois plus tard éclate l' « affaire du bazooka ».

Le 17 janvier 1957, à 19 heures, une formidable explosion secoue l'hôtel du Xe corps d'Alger; le bureau du général Salan vient de voler en éclats. Deux roquettes ont frappé de plein fouet la fenêtre du bureau d'où le général est sorti quelques minutes plus tôt pour se rendre auprès de Robert Lacoste. L'explosion fait un mort, le commandant Rodier, tué sur le coup. Le ministre résident, qui se méfie de la police algéroise, préfère confier l'enquête à des fonctionnaires venus de Paris.

Les auteurs de l'attentat, découverts « par hasard » — il s'agit du Dr Kovacs, leader du contre-terrorisme, et de ses acolytes Philippe Castille et Michel Fechoz — font des aveux stupéfiants : ils ont agi, déclarent-ils, à la demande d'un groupe d'hommes politiques métropolitains, le « comité des six », composé de Jacques Soustelle, de Pascal Arrighi, député radical-socialiste de la Corse, du sénateur Michel Debré, du général Cogny, du prince Napoléon et d'un certain Giscard-Monservin (confusion des noms de deux personnalités politiques

qui ne cachent pas leurs sympathies activistes, Giscard d'Estaing et Boscary-Monservin). Le ministre de la Justice, François Mitterrand, prend l'affaire très au sérieux et demande l'ouverture d'une instruction séparée pour attentat contre la sûreté de l'État.

D'autres activistes sont mis en cause par l'enquête; un mandat est lancé contre l'aide de camp du général Cogny, le capitaine Griotteray, futur député républicain indépendant. Prudent, ce dernier s'est réfugié en Espagne dès l'arrestation du Dr Kovacs.

La chute du gouvernement Mollet et le départ de François Mitterrand de la place Vendôme permettent aux juges militaires de classer l'affaire. Le capitaine Griotteray peut rentrer tranquillement en France et il faudra attendre la venue au pouvoir du général de Gaulle pour que l'affaire passe enfin devant les tribunaux. Le ministre de la Justice s'appelant alors Michel Debré, il ne sera fait, bien évidemment, aucune allusion au « groupe des six ».

De tous les complots qui se trament en Algérie à cette époque, le plus spécifiquement fasciste reste toutefois le complot « Grand O » [1].

On y trouve tous les éléments du néo-fascisme à la française : intégristes, fascistes militaires, poujadistes, anciens vichystes, cagoulards et autres experts en subversion y participent. Le cerveau de la conjuration est le Dr Martin, le conspirateur le plus célèbre de France. Il a comploté sous tous les régimes et sous tous les gouvernements, et on le tient pour le véritable théoricien de la Cagoule dont il est l'un des derniers survivants [2]. L'âme damnée du docteur est Pierre Joly, un jeune journaliste belge, fils du consul de France à Liège.

Joly, qui s'est institué expert en révolution, arrive à Alger en 1956. Le personnage est mystérieux et les

1. Au sujet de ce complot, on peut lire deux études très précises dans *Les 13 Complots du 13 mai*, de M. et S. Bromberger *(op. cit.)*, et dans *L'Histoire de l'O.A.S.*, de Morland, Barangé, Martinez (Julliard).

2. La société secrète la Cagoule a été créée au moment du Front populaire pour porter au pouvoir le maréchal Pétain. Ses cellules au sein de l'armée étaient connues sous le nom de « réseaux Corvignole ».

rumeurs les plus diverses circulent sur son compte. On le retrouvera systématiquement mêlé à tous les complots de la tragédie algérienne. Il est de la Main rouge, il sera de l'O.A.S. et, dans les années 60, il trempera dans les affaires de mercenaires en Afrique. En Algérie, c'est avec les théoriciens militaires de la guerre psychologique qu'il se met en rapport. Puis il prend contact avec Robert Martel, à qui il révèle l'existence d'une organisation secrète appelée Grand O par ses membres [1], les chefs de la conjuration étant désignés par les sigles Grand A et Grand B. « Cette organisation, explique Joly à Martel, s'apprête à prendre le pouvoir. Voulez-vous en faire partie? »

Et Joly propose à Martel de le mettre en contact avec les chefs de Grand O.

Grand A est le général Cherrière, ancien commandant en chef à Alger, limogé par Soustelle en 1955. Avant la guerre, ce général, un vieux comploteur lui aussi, a fait partie des réseaux Corvignole de la Cagoule.

L'identité de Grand B est plus controversée. Pour certains, il s'agit du Dr Martin lui-même, pour d'autres du général Chassin, détaché à l'époque auprès de l'O.T.A.N. et ténor de la Cité catholique.

La conjuration s'appuie également sur l'un des pivots de toutes les conspirations, l'Association des anciens d'Indochine, qui fournit à l'extrême doite le gros de ses troupes. Yves Gignac, le patron des anciens d' « Indo », est d'ailleurs désigné dans la conjuration par le vocable de Petit a.

Robert Martel, comprenant que les mouvements extrémistes d'Alger ne réussiront dans leurs entreprises que s'ils s'articulent sur des mouvements identiques en métropole, accepte les propositions de Joly, et rencontre à Paris le général Cherrière qui lui déclare : « La République va s'écrouler. La France aura alors besoin

1. Pierre Joly publiera par la suite, en Belgique, une brochure intitulée *Contre-révolution, stratégie et tactique.* Cette brochure contient les œuvres anonymes des officiers de l'action psychologique.

d'hommes comme vous... Vous serez les acteurs d'un ordre nouveau. »

L'ordre nouveau auquel aspire le général Cherrière, c'est tout simplement une dictature « fondée sur les lois naturelles et morales » : les théories intégristes de la Cité catholique. Dès la réussite de son coup de force, l'organisation Grand O mettra donc en place un directoire militaire provisoire auquel succédera un gouvernement autoritaire et chrétien.

Martel donne son accord au projet et se charge de constituer en Algérie une force militaire clandestine capable, le moment venu, de se mettre au service de l'armée qui doit rester l'acteur principal du coup d'État.

A la veille du 13 mai 1958, l'organisation de Robert Martel est forte d'un millier d'hommes, sectionnés en « dizaines », bien encadrés et dotés d'un armement individuel gracieusement fourni par les unités territoriales.

Destinées à soulager l'armée dans ses tâches de maintien de l'ordre, ces U.T. vont avoir un rôle capital dans l'histoire de l'activisme algérien, notamment à l'heure du 13 mai et, un an et demi plus tard, lors de l'affaire des barricades. Exclusivement composées de réservistes pieds-noirs (troupes et encadrement), elles reçoivent en effet un équipement militaire et des armes qui, officiellement, doivent être entreposées dans des magasins dont elles assurent la garde.

En réalité, les affinités sentimentales existant entre les U.T. et les activistes permettent à ces derniers de puiser au gré de leurs besoins dans ces dépôts. La police et la hiérarchie militaire ferment les yeux, et il ne reste plus à Martel et à Grand A qu'à attendre le moment favorable. Pierre Joly assure, lui, la liaison entre Alger et Paris.

Ce moment arrive enfin le 15 avril 1958, avec la chute du gouvernement Félix Gaillard.

Depuis le début de l'année, les conspirateurs sont sur le pied de guerre. Les partis n'arrivent pas à se mettre d'accord pour constituer un nouveau gouvernement qui soit en mesure de rétablir un semblant d'autorité dans le

pays. La crise dure et la vacance gouvernementale précipite les événements.

L'histoire du 13 mai a souvent été écrite, mais il n'est pas inutile de rappeler que c'est un véritable coup d'État fasciste qui a porté au pouvoir le général de Gaulle.

Seuls un concours de circonstances et son habileté lui ont finalement permis de détourner à son profit une conjuration qui était à l'origine foncièrement anti-gaulliste et antirépublicaine.

Léon Delbecque, rouage essentiel de ce retournement de situation au profit des gaullistes, a été placé à Alger, à la fin de 1957, par le ministre de la Défense Jacques Chaban-Delmas. Officiellement, Léon Delbecque, ancien résistant, industriel du nord de la France, est venu à Alger pour y créer une antenne du ministère de la Défense. En réalité, ses fonctions consistent à contrôler l'évolution de l'activisme civil et militaire et à l'orienter en direction d'un retour au pouvoir du général de Gaulle.

Dès son arrivée à Alger, Delbecque prend contact avec tous les chefs activistes : Pierre Lagaillarde, un sous-lieutenant de parachutistes devenu président des étudiants d'Alger, Robert Martel, le Dr Lefèvre, Joseph Ortiz, un cafetier poujadiste qui est aussi l'un des cerveaux du contre-terrorisme, etc.

Tous ces hommes ont fusionné leur état-major en un seul organisme, le « Comité des Sept ». Leur doctrine : forcer l'armée à prendre le pouvoir. Ce sont eux qui, avec la complicité des colonels fascistes et des officiers de l'action psychologique, vont faire le 13 mai.

Le 10 mai 1958, le F.L.N. annonce dans un communiqué l'exécution de trois soldats français qui sont leurs prisonniers. Le Front de libération nationale entend ainsi répondre aux récentes exécutions de plusieurs de ses membres. La presse algérienne et française se déchaîne, l'émotion est à son comble. C'est l'occasion qu'attendaient les activistes, et ils organisent pour le 13 mai, à Paris et à Alger, deux grandes manifestations de protestation.

Le 11 mai, les parachutistes du 3e R.P.C., sous les ordres du colonel Trinquier, arrivent opportunément au repos à Alger. Le 12 mai, le Comité des Sept se réunit et Lagaillarde déclare : « Demain je prends la radio et le Gouvernement général, on se fera peut-être flinguer mais Salan sera obligé de prendre le pouvoir ! »

Le 13 mai, les événements se déroulent comme prévu.

A Paris, l'Assemblée doit élire un nouveau président du Conseil et, à l'appel de Jeune Nation et de l'A.C.U.F., quelques dizaines de milliers de manifestants défilent sur les Champs-Élysées aux cris de « L'armée au pouvoir ».

A Alger, ils sont cent mille. Vers 19 heures, Pierre Lagaillarde, suivi de Robert Martel, qui porte un drapeau tricolore marqué du cœur et de la croix, emblème de la chouannerie, enfonce avec ses étudiants les grilles du Gouvernement général. Les paras de Trinquier, disposés autour du Gouvernement général, complices, laissent faire.

Le soir, un comité de salut public, rassemblant activistes et colonels fascistes, est constitué. Léon Delbecque et le général Massu sont les seuls gaullistes à en faire partie.

Le Comité des Sept et les colonels fascistes pensent avoir la situation bien en main et pouvoir dicter leurs conditions à la métropole.

Leur programme est, à peu de chose près, celui du complot Grand O : installer dans un premier temps un directoire militaire qui ouvrirait la voie à un régime fasciste.

Mais, dès le surlendemain, Léon Delbecque brouille les cartes. Le matin du 15 mai, au balcon du Gouvernement général, avec à son côté le général Massu, idole des foules algéroises, Salan prononce un discours qu'il termine d'un retentissant « Vive la France, vive l'Algérie française ». Léon Delbecque, qui se tient derrière lui, souffle : « Criez " Vive de Gaulle ". » Salan, sans réfléchir, revient près du micro : « Vive de Gaulle. » La foule marque un temps d'hésitation, puis reprend en

chœur « Vive de Gaulle ». Cette victoire algéroise, les gaullistes l'espéraient, ils ne pouvaient pas la prévoir avec certitude. Souvent débordés par les extrémistes, maîtrisant mal la frénésie des foules algéroises, c'est en France qu'ils voulaient avant tout imposer leur chef. Et si, pour eux aussi, la guerre d'Algérie offre l'occasion idéale de mener à bien le complot qu'ils trament depuis des années, c'est à Paris surtout que les conjurés sont prêts : « Un peu partout sur les chaises, les bancs, les marches, à même le sol, des groupes armés veillent. Sans doute ne suis-je pas à Alger en train de fomenter la révolution, mais ce qui se passe ici aurait bien de quoi inquiéter Jules Moch [alors ministre de l'Intérieur].

« Car cette extraordinaire concentration, au milieu des fleurs et des arbres, de policiers de formations et de grades divers, appartenant aussi bien à la police judiciaire qu'à la sécurité publique, aux Renseignements généraux, aux C.R.S., aux services " action " du S.D.E.C.E., prélude à l'opération Cid de prise en main du pouvoir par de Gaulle [...]. Ces hommes qui campent chez moi forment le noyau " subversif " qui s'est regroupé spontanément autour de moi au ministère de l'Intérieur, de patriotes décidés à garder l'Algérie française et qui ne font plus confiance au " système " [...]. Tout comme Jules Moch, chien de garde d'une République agonisante, nous sommes en état d'alerte permanente, mais pour ramasser ce pouvoir expirant et le donner à de Gaulle [1]. »

En dévoilant ainsi, dix-sept ans après l'événement, l'ampleur de la conjuration et le rôle qui devait être le sien dans la prise du ministère de l'Intérieur dont il dépendait (avec l'appui, précise-t-il, « d'un contingent d'élite de la " piscine " », c'est-à-dire du S.D.E.C.E.), Roger Wybot cherche sans doute à montrer l'étendue de la trahison du général qui, non content de rendre l'Algérie aux Algériens, chassera dès son retour au pouvoir le créateur de la D.S.T. comme un vulgaire

1. In *Roger Wybot et la bataille pour la D.S.T.*, de Philippe Bernert.

laquais. Quoi qu'il en soit, l'opération Cid a pour complément l'opération Résurrection, préparée à Alger par un petit groupe d'officiers : le général Dulac, adjoint de Salan chargé d'effectuer la liaison avec Colombey, le colonel Ducasse, chef d'état-major du général Massu, et le chef d'escadron Vitasse, commandant la 60e compagnie aéroportée, également de l'état-major de Massu.

L'opération est mise au point le 17 mai. Elle a l'appui assuré des généraux Miquel (région militaire de Toulouse) et Descours (région militaire de Lyon); les régions de Marseille et de Dijon vont suivre.

Il s'agit d'assurer en quelques heures « la prise rapide par des paras tombés du ciel [et venus d'Alger] des centres vitaux de la capitale : le ministère de l'Intérieur, la Préfecture de police, la radio, l'électricité, etc. [1] ». L'action doit être appuyée par d'autres unités dont les paras de Pau et de Mont-de-Marsan, commandés par Chateau-Jobert, Brothier et Devisme, et surtout les blindés du colonel Gribius, stationnés à Saint-Germain-en-Laye, qui doivent faire mouvement sur Paris au premier signe de Colombey. Le plan prévoit également l'arrestation d'un certain nombre d'hommes politiques, dont François Mitterrand, Pierre Mendès France, Edgar Faure, Jules Moch et toute la direction du parti communiste.

Le top est prévu pour le 30 mai à 2 heures du matin. Le 28, Soustelle transmet à Alger une lettre de Michel Debré qui précise les trois cas où le plan Résurrection doit être appliqué :

— de Gaulle ne pouvant obtenir l'investiture du Parlement;
— de Gaulle investi ayant besoin pour se maintenir au pouvoir d'un soutien militaire;
— un coup de force communiste mettant en danger la République et exigeant l'emploi de l'armée pour le réprimer [2].

1. Philippe Bernert, *op. cit.*
2. Edmond Jouhaud, *Ce que je n'ai pas dit*, Fayard.

Le 29 au soir, tout est prêt. Les heures passent, le top n'est pas confirmé. L'opération est reportée. « Ajournement si rapide, écrit Wybot, qu'on ne parvient pas à prévenir tous les conjurés. Certains, qui s'en tiennent à l'heure fixée, démarrent. Ainsi le général Rancourt [...], dont les avions ont pour mission d'aller chercher des renforts de paras à la base du Sud-Ouest, fait décoller l'escadre d'Orléans. Les avions seront rappelés en plein vol... »

L'opération attendait le feu vert de Colombey, il n'est pas venu. Et il ne viendra pas : de Gaulle est investi président du Conseil, le 1er juin, par la Chambre des députés.

Comme pour confirmer ses aveux, Roger Wybot, avec la sagesse du temps écoulé, ajoute : « Plus tard, je comprendrai qu'en fait de Gaulle [...] se préparait à revenir au pouvoir, mais à ses conditions, pour y mener sa politique. Et non pour souscrire aux espoirs de ceux qui renversaient pour lui la IVe République. »

3

O.A.S. et néo-fascisme

Le coup d'État du 13 mai 1958 fait soudain de la France le point de mire du fascisme international. Ce putsch, le premier du genre réussi en Europe occidentale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, constitue désormais la référence exemplaire de tous les conspirateurs de droite. Il faudra attendre la prise du pouvoir par les colonels grecs pour que soit disputé à l'armée française le prestige que lui vaut la chute de la IVe République. (Encore que certains, pour qui la Grèce relève plus du tiers monde que de l'Europe, ne lui reconnaissent pas la « qualité » du coup gaulliste.)

En France, bien sûr, comme en témoigne l'amertume de Roger Wybot [1], l'extrême droite ne tarde pas à déchanter, mais à l'étranger — et tout particulièrement en Italie où l'on s'y connaît en matière de complots fascistes — on oublie quelque peu la « trahison » de De Gaulle pour ne se souvenir que de l'efficacité du putsch qui l'amena au pouvoir et pour tenter de l'égaler [2].

De la débâcle indochinoise était née l'action psychologique; du 13 mai va naître, pour l'extrême droite européenne, l'espoir de reprendre un jour le pouvoir et de sortir enfin de la marginalité nostalgique à laquelle l'a condamnée la défaite de l'hitlérisme.

Jusqu'en 1958, en effet, les tentatives de création

1. Voir chap. précédent.
2. Voir « Italie : le coup d'État permanent ».

d'une internationale fasciste s'étaient toutes soldées par des échecs. Ainsi l'expérience dérisoire du Mouvement social européen et de son appendice le Nouvel Ordre européen.

Ébauche d'une Internationale : le M.S.E. et le N.O.E.

Le Mouvement social européen (M.S.E.) est créé en mai 1951 à Malmö (Suède), lors d'une conférence organisée par Per Enghdal, chef de *Ny Svenskà* (Mouvement néo-suédois), à laquelle assistent quelques dizaines de nostalgiques européens du nazisme. (La délégation française est conduite par Maurice Bardèche.) Très vite, le M.S.E. se révèle être beaucoup plus une construction intellectuelle de fascistes peu enclins à l'action qu'une véritable structure d'accueil pour les durs du mouvement qui rêvent déjà d'une revanche sur la « démocrassouille ».

La défaite du IIIe Reich est encore trop proche pour que l'on puisse se réclamer trop ouvertement du national-socialisme, aussi les promoteurs du M.S.E. restent-ils prudents sur le choix de leurs thèmes, en particulier vis-à-vis du racisme et de l'antisémitisme. Cette modération, l'aile la plus intransigeante du mouvement l'interprète rapidement comme une preuve de mollesse et crée, quelques mois plus tard, une nouvelle structure internationale, le Nouvel Ordre européen (N.O.E.). Amputé de ses éléments les plus actifs, le M.S.E. ne réussira jamais à s'imposer auprès des autres organisations fascistes internationales. Le N.O.E. est créé le 28 septembre 1951 à Zurich (Suisse). Trois hommes, le Français René Binet, ancien Waffen-S.S., l'Italien Berti et l'Allemand Fritz Roessler, du *Sozialistische Reich Partei,* se joignent aux « durs » venus du M.S.E. [1].

1. Fritz Roessler sera élu au Bundestag sous le nom de Fritz Richter, nom qu'il avait pris pour échapper à la dénazification. Roessler sera démasqué et son parti interdit. Comme beaucoup d'anciens nazis, il émigrera en Égypte et y travaillera pour le compte des services de propagande du gouvernement.

La présidence du mouvement est confiée au Français Binet et le secrétariat général à un autre Waffen-S.S. de la division « Charlemagne », le Suisse Gaston Amaudruz.

Le N.O.E. se définit immédiatement comme violemment raciste et antisémite. La résolution qu'il publie à l'issue de son premier congrès proclame la « nécessité d'un racisme européen ». « A cet effet, les mariages entre Européens et non-Européens doivent être soumis à règlement. Des mesures médicales et scientifiques amélioreront les qualités héréditaires de notre peuple. » Ces préoccupations raciales constituent toujours les fondements du N.O.E. et, en 1975, Gaston Amaudruz précisait ainsi les mesures à prendre pour défendre la race : « Il faut rapatrier les Africains et les Asiatiques, interdire les mariages entre Noirs, Jaunes et Blancs. C'est là le point essentiel. Il faut mettre aussi en œuvre une véritable politique biologique propre à améliorer les caractères héréditaires des peuples qui sont affligés d'un déchet biologique trop élevé. En outre, le mariage ne doit être accordé qu'en fonction d'un certain quotient intellectuel et refusé si les tares physiques sont trop importantes. Si on ne fait rien, on arrivera à des catastrophes qui seront pires que des mesures progressives et facilement applicables. » Pour permettre un retour graduel à une race pure, le professeur Amaudruz proposait, « du moment que l'on ne peut supprimer 30 % de la population », de « se concentrer sur les 4 % de cas graves. Ainsi, de génération en génération, on parviendra à une race à peu près pure ». Si le racisme est le trait dominant du N.O.E., ses promoteurs, tout comme ceux du M.S.E., sont également partisans d'une Europe indépendante des U.S.A. et de l'U.R.S.S. La proclamation de Zurich [1] postulait l'unité de l'Europe sous la forme d'une confédération des États nationaux, car

1. Le deuxième congrès du N.O.E. se déroulera à Paris. Par la suite, le mouvement en tiendra régulièrement tous les deux ans (Hanovre, 1954, Lausanne, 1956, Milan, 1958, de nouveau Lausanne en 1960 et 1962, Milan en 1965 et 1967, puis Barcelone en 1969 et enfin Lyon en 1972 et 1974).

« une telle confédération pourra s'étendre aux populations aryennes en dehors de l'Europe et aura une structure qui garantisse la protection des spécificités ethniques »¡.

Le N.O.E., qui dispose de fonds importants et qui connaît un certain succès auprès des jeunes épris « d'ordre, d'initiation aristocratique et de civilisation solaire », décide en 1958 de regrouper tous les mouvements de jeunesse néo-fascistes au sein d'un seul : la Jeune Légion européenne [1].

Jean-Robert Debbautd, ancien rexiste et ancien Waffen-S.S. de la division « Wallonie », responsable de la publication du N.O.E., *L'Europe réelle,* est chargé de cette initiative.

Aidé de l'ancien S.S. allemand Jean Bauman, de l'Italien du M.S.I. Nino Capotondi et du Portugais Zarco Moniz Ferreira, Jean-Robert Debbautd prend contact avec l'ensemble des organisations fascistes européennes, mais la tentative échoue et le N.O.E. va connaître une crise importante.

La guerre d'Algérie bat son plein et l'antisémitisme forcené du N.O.E. lui a fait prendre dès son origine des positions proarabes.

C'est une erreur fondamentale. Alors que certains en Europe songent à utiliser le thème de l' « Algérie française » pour susciter une mobilisation générale du fascisme comparable à celle qu'a provoquée l'Espagne de 1936, l'heure n'est plus à faire passer l'antisémitisme avant la grande croisade contre la « révolution nègre ».

Si aujourd'hui une fraction de l'extrême droite internationale est l'alliée de certains gouvernements arabes tels que l'Arabie Saoudite, en 1958, ses théoriciens les plus lucides ont déjà compris que c'est des conflits

1. Malgré ce succès, le N.O.E. ne pourra jamais regrouper dans le monde entier plus d'une cinquantaine de mouvements et quelques milliers de nostalgiques. En fait, son activité se réduit à des rencontres régulières et à la diffusion de sa littérature. Vers la fin des années 50, le N.O.E. s'appliquera également à l'organisation de camps paramilitaires pour les jeunes et son organisation. Certains de ses membres seront mêlés à des trafics d'armes.

d'Indochine, du Congo et d'Algérie que naîtra le néofascisme moderne.

Le N.O.E. survivra mal à cette erreur d'appréciation.

Les actions de l'O.A.S. vont affermir le prestige qu'ont acquis lors du putsch du 13 mai les activistes civils et l'armée française. Et les membres de l'Organisation armée secrète vont bientôt faire figure de héros aux yeux des fascistes du monde entier, ainsi qu'en témoigne ce texte, diffusé en 1960, du mouvement italien *Ordine Nuovo :* « Étudiants! Alors qu'en France l'opinion publique se rassemble autour de Lagaillarde, de Jeune Nation et des " Ultras ", que le meilleur de la jeunesse française porte haut le drapeau de la civilisation européenne en se battant contre les hordes de la révolution nègre et les organisations socialo-communistes unies aux sans patrie et aux homosexuels de l'Internationale rose radicalo-marxiste, à travers toute l'Europe s'élève une campagne vulgaire de basses calomnies qui cherche à poignarder dans le dos ceux qui, en terre d'Afrique, se battent pour l'Europe. L'or de l'Internationale moscovite est derrière les manifestations d'étudiants et les protestations de châtrés d'un ramassis de débraillés, d'intellectuels séditieux et d'antifascistes. »

C'est au mois de février 1961 que l'O.A.S. [1] apparaît pour la première fois à Alger. Elle y supplante rapidement toutes les autres organisations activistes, créées dans les mois qui ont suivi le 13 mai, et qui, bon gré mal gré, fusionnent en son sein. (Il s'agit du Front national français, F.N.F., dirigé par Joseph Ortiz, qui s'est adjoint deux hommes, Jean-Claude Pérez, médecin de Bal-el-Oued, et Jean-Jacques Susini qui a remplacé Lagaillarde à la tête des étudiants d'Alger; du Mouvement populaire du 13 mai, M.P. 13, de Robert Martel,

1. La paternité de l'Organisation armée secrète, ou tout au moins de son sigle, est généralement attribuée à Pierre Lagaillarde qui, curieusement d'ailleurs, ne participera à aucune de ses actions. En effet, réfugié à Madrid après le procès des barricades (voir plus loin), il ne quittera l'Espagne qu'après l'amnistie de 1968.

séquelle de l'organisation Grand O; du Mouvement pour l'instauration d'un ordre corporatif du Dr Lefèvre, l'appendice algérien de Jeune Nation, etc.)

Tous ces activistes remettent en question un régime qu'ils jugent infidèle à ses engagements. Ils attendaient un gouvernement autoritaire et l'effacement des partis, de Gaulle s'est joué d'eux. Le 16 septembre 1959, le divorce est consommé. Dans un discours télévisé, le chef de l'État proclame le droit des Algériens à l'autodétermination. La nouvelle éclate à Alger comme une bombe, la population européenne hurle à la trahison. En métropole comme en Algérie, certains pensent dès lors à un nouveau 13 mai débarrassé de l'hypothèque gaulliste. Les complots reprennent de plus belle. Certains conspirateurs n'ont d'ailleurs pas attendu le 16 septembre : depuis quelques mois une conjuration se développe à Alger. Son plan est simple : provoquer au Parlement, sur le thème de l'Algérie française, l'éclatement des formations politiques qui soutiennent de Gaulle et renverser son gouvernement; parallèlement, développer l'agitation à Alger et organiser avec le soutien de l'armée de violentes manifestations; enfin, créer l'insécurité en métropole en organisant des attentats contre des personnalités politiques gaullistes ou de gauche. L'opération vise à contraindre le général de Gaulle à rappeler au gouvernement le couple Bidault-Soustelle, chantres de l'Algérie française.

Le coup qui doit se dérouler à la mi-octobre 1959 va échouer lamentablement. Un certain nombre de députés, en particulier les futurs giscardiens, s'étant « dégonflés » au dernier moment, le gouvernement, malgré les manœuvres des députés activistes, garde une majorité confortable. Dans ces conditions, les militaires jugeront eux aussi plus prudent de ne pas se découvrir. A la suite de cet échec, les comploteurs auront désormais du mal à retrouver en métropole un relais identique à celui qui a permis le 13 mai 1958 : l'autorité de De Gaulle qui a rétabli une certaine stabilité gouvernementale leur interdit finalement tout espoir réel.

A Alger, en revanche, la radicalisation et les errements de la population européenne permettent toutes les aventures. Aveuglés par cette situation, les activistes civils et militaires restent convaincus que la révolution viendra d'Alger, et Jean-Jacques Susini peut dire : « L'heure est venue de faire tomber le régime d'abandon, la révolution partira d'Alger et ira jusqu'à Paris. »

Le discours sur l'autodétermination donne un véritable coup de fouet à l'activisme pied-noir. L'exaspération de la population est à son comble et les ultras l'exploitent au maximum. En quelques mois, le F.N.F. de Joseph Ortiz passe de quelques centaines de membres à plus de quinze mille. Sous l'impulsion de J.-J. Susini, le mouvement présente bientôt toutes les caractéristiques d'un mouvement fasciste de masse : tout y est, y compris la traditionnelle croix celtique. Le phénomène mérite d'être souligné, le processus de fascisation de la population européenne sera une réussite exemplaire, et peut-être unique, même si elle fut relativement limitée dans le temps [1].

Fin 1959, les mouvements activistes, qui se sont assuré le contrôle des unités territoriales, s'unissent dans un « comité d'entente des mouvements nationaux ». Les colonels fascisants, en particulier le colonel Gardes qui a remplacé Lacheroy à la tête du 5ᵉ bureau de l'action psychologique au lendemain du 13 mai, actionnent en sous-main le mouvement. Sous la direction de Gardes, le 5ᵉ bureau — utilisant largement les groupuscules « contre-terroristes » comme auxiliaires chargés des basses besognes — a développé sa vocation de centre des complots. Son travail souterrain a radicalisé à droite les officiers d'Algérie. Parallèlement à ces actions, un travail d'intoxication est mené clandestinement en métropole par des groupes d'officiers proches de la Cité catholique.

Ce travail favorise la dissidence des officiers activistes en permettant la constitution de réseaux au sein de

1. Le Front de l'Algérie française, qui succédera au F.N.F. après l'interdiction de ce dernier au début de l'année 1960, regroupera sans peine plus de cent mille membres, soit plus d'un dixième de la population pied-noir.

l'armée (ces réseaux joueront un rôle important dans la préparation du putsch d'Alger, puis dans l'O.A.S.).

A raison d'une fois par mois, la *Lettre Armée-Nation*, ronéotée, paraît du mois de juin 1959 au mois de juillet 1960. Elle servira à constituer les premiers réseaux de militaires et de civils qui formeront l'ossature de l'O.A.S.-métropole deux ans plus tard. La *Lettre* n° 12 datée du 25 mai 1960 se terminait ainsi : « Pour les cadres militaires, quel que soit leur grade, les consignes ont été déjà données, il faut entrer dans les réseaux qui se créent ou créer un réseau en attendant un contact prochain. Dans le cadre des réseaux, il faut prendre toutes les dispositions utiles en vue d'une action qui peut être imposée très prochainement... » (cité par Morland, Barangé, Martinez, in *op. cit.*). Pierre Sergent, futur chef de l'O.A.S.-métro, donne dans son livre *La Bataille* les noms des officiers et des civils réunis autour de cette feuille clandestine, animée par le capitaine Bertrand de Corostarzu qui sera par la suite le chef de l'armée secrète dans la sud-ouest de la France : « Il y avait le commandant Garder, spécialiste des affaires soviétiques [...]. Le capitaine Banse, Morin, Longeret, tous les trois anciens B.E.P. [bataillon étranger de parachutistes], le capitaine Casati; on trouvait le Dr Calvet, les professeurs Girardet et Monnerot, l'écrivain Jacques Laurent, l'ingénieur Jabely et Yves Gignac, secrétaire général de l'A.C.U.F... »

A la fin de 1959, à Alger, tout semble prêt pour un nouveau putsch. Le rappel en métropole du général Massu (adoré par les Algérois pour avoir « nettoyé » la Casbah lors de la bataille d'Alger) en est le détonateur. Le 24 janvier 1960, le F.N.F. invite la population à manifester contre la « politique d'abandon » du général de Gaulle. La manifestation prend immédiatement un caractère insurrectionnel. Ce sont les journées dites « des barricades » où, pour la première fois, les C.R.S. tirent sur la foule européenne.

Les mouvements activistes ont coordonné leurs actions avec les colonels Godard, Gardes et Argoud, le chef d'état-major du commandant de la région militaire d'Alger. Argoud est célèbre pour ses opérations de « nettoyage » du F.L.N. en Kabylie. Gardes, le véritable

cerveau de l'opération, espère, une nouvelle fois, faire basculer l'armée d'Algérie.

L'indécision des militaires et surtout la fermeté du général de Gaulle sur le principe de l'autodétermination font échouer l'entreprise

Quinze mois plus tard, le 22 avril 1961, c'est le putsch des généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan.

Alger est « prise » par les paras et Salan proclame à la radio : « L'Algérie restera française ! »

Là encore, l'indécision des putschistes, opposée à la fidélité de nombreux cadres d'active alliée à la fermeté gaullienne, conduit à l'échec. De plus, la tentative de coup d'État a été menée « à la sud-américaine », sans consensus populaire et sans participation des activistes civils, Lagaillarde, Ortiz ou Martel.

Ce choix sera reproché aux généraux français par les fascistes italiens, quatre ans plus tard, lors de la planification de la stratégie de la tension. Établissant une comparaison avec le « succès total et incontesté » du 13 mai, « opération réalisée conjointement par des éléments militaires et civils qui mena à l'écroulement de la IVe République », Enrico de Boccard, un ancien de la République de Salo, déclarera : « La faillite du putsch des généraux d'Alger [...] est due au fait qu'au XXe siècle [...] il n'est plus possible de réaliser un coup d'État ou une révolution en s'appuyant uniquement sur les forces armées en uniforme, pas plus qu'il n'est possible de réaliser une opération de ce type avec le seul concours des forces civiles ne disposant pas du soutien direct ou indirect de l'armée [1]. »

La tentative avortée des généraux sonne l'heure de l'O.A.S. et son étonnante application des enseignements de l'action psychologique.

L'organisation n'a que trois mois d'existence mais elle réunit déjà les éléments les plus durs de l'activisme européen. Elle a récupéré les groupes de choc clandestins

1. Déclaration faite au cours de la conférence du *Parco dei Principi* en 1965, voir p. 201 et suivantes.

du F.N.F. et du F.A.F., eux-mêmes héritiers des cellules contre-terroristes, et s'est assuré le concours des groupes de colons de la Mitidja qui constituaient naguère l'« armée » de Robert Martel. Enfin, J.-J. Susini a entraîné avec lui ses étudiants nationalistes et les militants de Jeune Nation. En maintenant l'O.A.S. dans la clandestinité tant que l'issue du putsch des généraux demeurait incertaine, les dirigeants de l'armée secrète ont pris une décision qui détermine tout son avenir : l'armée secrète va devenir le refuge naturel des officiers déserteurs que l'échec a contraints à la clandestinité. La venue de ces cadres, dont la plupart sont issus des services de renseignements ou de l'action psychologique, modifie profondément l'organisation et lui apporte son originalité.

C'est le colonel Godard, ancien chef de la Sûreté d'Alger, qui dresse au mois de juin 1961 le premier organigramme de l'organisation. Godard avait repris, en les décalquant, les structures du F.L.N. expérimentées et détruites en 1957 durant la bataille d'Alger. Sous la présidence du général Salan une direction collégiale appelée Comité supérieur animait et ordonnait la lutte [1].

L'O.A.S. est subdivisée en trois branches principales. La première, « l'Organisation-Renseignement-Opération, l'O.R.O., est le bras séculier de l'O.A.S. [...]. Elle était divisée en deux bureaux. Un bureau d'action opérationnelle ou B.A.O. et un bureau central de renseignements ou B.C.R. C'est du B.A.O. que dépendaient les équipes Delta mises sur pied et commandées par le lieutenant Degueldre dont c'était le premier pseudo [...]. La branche O.R.O. était inféodée à l'échelon algérois sous la direction de Pérez et Degueldre, à l'échelon algérien sous l'autorité de Godard [2] ».

La deuxième branche, l'Organisation des masses, O.M., « était chargée d'organiser les refuges et l'accueil

1. Jean-Jacques Susini, *Histoire de l'O.A.S.*, La Table ronde.
2. *Ibid.*

des clandestins et des combattants, de recueillir de l'argent, de fournir les agents de liaison, de satisfaire les besoins de couverture : faux papiers, ordre de mission [1] ». Et la dernière branche, l'Action Politique et Propagande, l'A.P.P., était chargée de l'action psychologique.

Le gros des troupes qui forment les commandos provient des groupes activistes les plus durs, ceux des étudiants nationalistes de Susini et Zagamé et surtout de Jeune Nation.

Jean-Jacques Susini les a rassemblés au mois de mai 1961 dans un ensemble plus vaste, le Front nationaliste. Ce front donne naissance aux commandos Z (commandos zonaux) qui, avec les commandos Delta, se chargent des actions « ponctuelles ». Comptant près de deux mille hommes, dont la moitié solidement armés, ce front va être durant plusieurs mois le groupe le plus puissant et le mieux structuré de l'armée secrète, ce qui explique l'autorité pratiquement sans égale qu'eut immédiatement Jean-Jacques Susini à tous les échelons de l'armée secrète.

Le Front fera l'objet de rivalités entre Susini et les dirigeants métropolitains de Jeune Nation, ceux-ci désirant garder le contrôle des troupes (le plus souvent des militaires démobilisés) qu'ils avaient envoyées « s'établir » en Algérie. Cette rivalité finira dans un sanglant règlement de comptes. Au début de l'année 1962, afin de mettre un terme à l'influence de Jeune Nation sur le Front nationaliste, J.-J. Susini n'hésitera pas à faire abattre, par un commando Delta dirigé par le capitaine Le Pivain, deux dirigeants du Front, Michel Le Roy et René Villars, auxquels il reprochait leurs liens trop étroits avec Pierre Sidos, chef de Jeune Nation en métropole, et leur contact avec des émissaires de Michel Debré.

L'O.A.S. est enfin pour les officiers de l'action psychologique l'occasion d'appliquer pleinement leur doctrine : établissement d'une hiérarchie parallèle;

1. Jean-Jacques Susini, *op. cit.*

contrôle de la population; propagande et terrorisme systématique.

Cet emploi du terrorisme correspond exactement aux théories enseignées quelques années plus tôt dans les conférences de l'École de guerre par le colonel Lacheroy. Analysant la guerre révolutionnaire dans un de ses articles publiés par la très officielle *Revue militaire d'information* sous le titre « Le terrorisme systématique », cet officier écrivait en effet : « Il ne s'agit pas seulement de faire disparaître par la menace ou l'assassinat telle personnalité hostile à la cause ou redoutable par son influence. Ce qui est recherché ce n'est plus la suppression d'un obstacle mais un effet psychologique de portée générale. Si l'on inflige à des individus représentatifs d'un groupe déterminé (banquiers, industriels, grands propriétaires terriens, hommes politiques, fonctionnaires) un traitement ayant valeur d'exemple, c'est pour atteindre à travers eux tout le groupe et le réduire à la défensive ou l'inciter à la fuite. » Et le colonel Lacheroy concluait : « Il n'y a pas de raisons pour que nous ne puissions utiliser de tels procédés, car une technique n'est pas morale ou immorale en elle-même, c'est seulement son utilisation qui peut être immorale [1]. »

« L'O.A.S. est partout. » « L'O.A.S. frappe où elle veut et quand elle veut. » Chaque jour des dizaines d'attentats et de meurtres viennent confirmer les slogans et les tracts. « Il s'agissait avant tout de frapper les esprits, explique aujourd'hui un ancien chef de commando Delta d'Alger. L'action psychologique était devenue une véritable mystique. Au début les actions " ponctuelles ", comme on les appelait, avaient un objectif précis : éliminer les traîtres, les éléments qui nous étaient hostiles, les Arabes soupçonnés d'appartenir au F.L.N. Le B.C.R. donnait aux Delta les renseignements nécessaires sur les personnes à faire disparaître. Après, on est passé à une vitesse supérieure,

1. Cité par Morland, Barangé, Martinez, in *op cit.*

c'était la journée des facteurs arabes, la journée des receveurs de bus, etc. Il s'agissait toujours de frapper les esprits. Pour la journée des facteurs, on a nettoyé la ville des facteurs arabes, on les abattait sur les trottoirs, ils restaient là, le corps recouvert d'une couverture, et les gens passaient à côté [...]. Puis ce fut la ratonade systématique. On tuait n'importe qui, n'importe quand, n'importe où, à Alger et dans les villages du Sahel. »

La mise en place d'une hiérarchie parallèle est l'une des grandes réussites de l'armée secrète et lui assure le contrôle quasi complet de la population européenne. L'administration, la police, les banques, les transports, l'industrie, soigneusement noyautés, assurent à tous les niveaux les complicités nécessaires à l'action. C'est à la police, par exemple, que revient la tâche de couvrir les activités clandestines en renseignant les activistes sur les intentions des services de sécurité et en assumant une partie du ravitaillement en armes.

Tracts, émissions de radios pirates, manifestations de défense passive, journée des casseroles, journées des oriflammes, journées des embouteillages, quadrillage des immeubles et des quartiers, la population européenne est tenue en haleine et bientôt sa vie sociale sera totalement dépendante des désirs et des impulsions de l'armée secrète.

La machine terroriste elle aussi fonctionne à plein rendement. Tous les jours, « libéraux », « gaullistes », « communistes » ou « F.L.N. » tombent sous les coups des commandos Delta du lieutenant Degueldre et de son adjoint le lieutenant Dupont.

Dans l'espoir de contrecarrer l'influence du F.L.N., les officiers psychologues avaient d'abord cherché à appliquer leurs méthodes à la population musulmane. La tentative, qui témoignait d'une profonde incompréhension du rapport d'identification existant entre un mouvement de libération et les colonisés pour lesquels il se bat, s'était bien sûr soldée par un échec. Tout au plus ces officiers étaient-ils parvenus, par le recours à la terreur, à rendre plus secrets les liens entre le F.L.N.

et les habitants de la Casbah ou des villages kabyles. En dirigeant, à partir de 1959, leur effort vers la population pied-noir, les ultras puis l'O.A.S. s'attaquent enfin à la cible idéale pour leur action psychologique. Exacerbée à l'extrême, la rancœur des Français d'Algérie contre le pouvoir central se reconnaît totalement dans les slogans des activistes — même chez ceux qui peuvent déplorer l'extrémisme de certains de leurs actes. Pendant les quelques mois qui séparent la création de l'O.A.S. de l'indépendance et du retour des pieds-noirs en métropole, les tueurs fascistes vont donc, eux aussi, pouvoir se mouvoir en Algérie comme des « poissons dans l'eau » : ils se sont construit, au sein de la population pied-noir, une infrastructure populaire qui ressemble un peu à celle dont jouit leur premier ennemi, le Front de libération nationale.

L'O.A.S., point de mire du néo-fascisme

« L'O.A.S. a laissé une série d'enseignements :

« 1. Avant tout elle a démontré qu'il était possible [...] de parvenir à une formulation occidentale de la guerre révolutionnaire en retournant contre les marxistes leurs propres instruments de lutte, des instruments dont ils étaient convaincus d'avoir le monopole exclusif...

« 2. Elle a également démontré — en tout cas en ce qui concerne la France — qu'il était possible de mettre fin à la vieille et stérile querelle entretenue par le communisme lui-même entre fascisme et antifascisme. Dans les rangs de l'O.A.S. se sont retrouvés [...] ainsi unis d'anciens résistants, d'anciens déportés de Buchenwald ou de Mauthausen et d'anciens collaborateurs, des pétainistes, d'anciens miliciens et d'anciens combattants de la Waffen-S.S. [...].

« Troisième et dernier enseignement [...] elle a montré comment une guerre révolutionnaire peut être conduite avec quelques chances de succès quand pour la diriger et pour combattre se retrouvent ensemble des militaires de profession et des civils hautement spécialisés... »

Cette exégèse élogieuse des activités criminelles de l'O.A.S. [1] était faite, en 1965, par un ancien compagnon de Mussolini au cours de la conférence au sommet du fascisme italien qui fut à l'origine de la stratégie de la tension [2]. L'extrême droite italienne n'est pas la seule à avoir ainsi mythifié l'expérience algérienne de l' « armée secrète ». George Papadopoulos était, bien avant le putsch de 1967 qui devait le porter au pouvoir, un lecteur attentif des travaux des colonels Lacheroy, Gardes et Trinquier. En Amérique latine, aussi, l'expérience de l'O.A.S. sera analysée et plagiée par tous les fanatiques de la « déstabilisation » de régimes démocratiques : au Chili, par exemple, où la C.I.A. préparait la chute du régime Allende avec des manifestations de ménagères ou des grèves de camionneurs, le slogan « Vive l'O.A.S. » est apparu quelquefois sur les murs de Santiago, plus de dix ans après l'aventure algérienne. Au Guatemala, en Argentine ou au Brésil, les méthodes de l'O.A.S. seront employées par des groupes créés à l'instigation de gouvernements autocratiques pour terroriser la population et éliminer toute opposition (Escadron de la Mort, triple A, etc. [3]).

Bien que le général Salan et le colonel Godard se soient toujours défendus d'être fascistes, et qu'ils aient tenté de marquer leurs distances par rapport à l'extrême droite à coups de professions de foi républicaines et de discours truffés de références à la Résistance, leur « inoubliable O.A.S. », comme l'appelle l'un des dirigeants d'*Ordine Nero* [4], va être un facteur déterminant dans le développement du néo-fascisme international moderne.

Dès sa création, elle suscite une mobilisation générale de l'extrême droite dans le monde entier. Aux États-

1. D'après les statistiques officielles du ministère de l'Intérieur — très incomplètes — 801 attentats O.A.S., F.L.N. et anti-O.A.S. ont été enregistrés entre le 1er et le 31 janvier 1962. Bilan : 555 morts et 990 blessés. A noter qu'à cette époque le F.L.N. ne faisait presque plus d'attentats.
2. Voir p. 201 et suivantes.
3. Voir p. 161 et suivantes.
4. Voir p. 277.

Unis, par exemple, la *John Birch Society* et les *Minutemen*[1] organisent des campagnes de soutien, collectent des fonds et réclament la libération de Salan dès son arrestation, en avril 1962.

D'après Axel Nicol (in *La Bataille de l'O.A.S.* Les 7 Couleurs), les extrémistes de droite n'étaient pas les seuls Américains à soutenir l'action des factieux d'Alger : le général Challe, qui avait eu un haut commandement dans l'aviation de l'O.T.A.N., aurait reçu des services secrets U.S. l'assurance d'un appui en cas de réussite du putsch du 2 avril. Cette information peut paraître en contradiction avec la politique d'aide à certains réseaux du F.L.N. dont on sait maintenant qu'elle a été menée par l'administration Kennedy. La contradiction n'est qu'apparente : les États-Unis, depuis la fin de la guerre, ont systématiquement encouragé le démembrement des empires coloniaux européens; toutefois, l'anti-atlantisme du général de Gaulle effrayait suffisamment la Maison-Blanche pour lui faire contracter une alliance tactique avec les partisans de l'Algérie française : si leur entreprise était condamnée à long terme, elle risquait de compromettre assez la position de l'occupant de l'Élysée pour qu'il se montre plus « souple » à l'égard de Washington. Parallèlement, en apportant son appui aux éléments les plus modérés du F.L.N., la C.I.A. réalisait un investissement à long terme en tentant d'éviter que l'inéluctable indépendance de l'Algérie ne la conduise automatiquement dans le camp socialiste.

En Europe, l'un des principaux organisateurs de cette mobilisation est un Belge : Jean Thiriart, ancien rexiste condamné, à la Libération, pour faits de collaboration et propriétaire d'une chaîne de magasins d'optique. Le Congo joue alors en Belgique le même rôle que l'Algérie en France. La perte de la riche colonie africaine a réunifié droite et extrême droite dans un combat commun contre la décolonisation, financé par les monopoles industriels et commerciaux possédant des intérêts au Congo. Mais les mouvements nés de cette alliance[2]

1. Organisations qui, dans leur action anti-Noirs et anti-gauchistes, s'inspireront, elles aussi, des techniques de l'O.A.S.

2. Le parti national belge, d'inspiration maurrassienne; le Comité de défense des Belges du Congo, qui devint le Rassemblement pour la défense de

restent fractionnaires et « aucune de ces formations n'est destinée par ses promoteurs à recueillir l'héritage nazi-fasciste (certains le rejettent même avec mépris) avec la plénitude de motivations, l'adhésion aux exigences du néo-fascisme moderne et les prérogatives que l'O.A.S. a rendues célèbres [1] ». Cet honneur échoit donc à Jean Thiriart, membre des A.G.R.A. (Amis du Grand Reich allemand), dont le slogan est clair : « Le plastic sera le porte-voix de l'anticommunisme dans la seconde moitié du XXe siècle. »

Exploitant habilement le mécontentement créé par la crise congolaise et le retour des colons belges, Jean Thiriart regroupe les nostalgiques de la colonisation dans un « Comité d'action et de défense des Belges d'Afrique », puis dans une puissante organisation d'extrême droite, le « Mouvement d'action civique ».

Fort de ce succès, Jean Thiriart crée en 1961 le mouvement « Jeune Europe », qui va bientôt rassembler sous sa direction un grand nombre d'organisations d'extrême droite en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine.

L'originalité du mouvement tient précisément à ce qu'il s'est constitué en grande partie sur le thème du soutien à l'O.A.S.

« L'Europe, écrit Jean Thiriart dans son *Manifeste de la nation européenne,* se défend autant à Alger qu'à Berlin. C'est une seule et même lutte. Nous sommes partisans de l'Algérie européenne, nous ne voulons pas que les ennemis de l'Europe s'emparent de la Méditerranée. Nous resterons en Algérie et nous aiderons nos compatriotes européens à se battre pour nous. »

Cet appui inconditionnel à l'Algérie française et au Congo belge se double, évidemment, d'un soutien sans réserve au colonialisme portugais en Angola et au

l'œuvre belge au Congo; les Amitiés belgo-katangaises, association créée pour soutenir le gouvernement séparatiste de Tschombé; le parti social indépendant, de tendance poujadiste; etc.

Voir *I figli del sol,* de Del Boca et Giovana (éd. Feltrinelli, 1965).

1. Del Boca et Giovana, *op. cit.*

Mozambique. L'argent afflue dans les caisses de Jeune Europe. Son activisme tapageur lui vaut un financement important de la part du gouvernement portugais et de la part de groupes financiers et de trusts agricoles et miniers belges, hollandais et ouest-allemands.

Les fonds les plus importants proviennent de l'Union minière du Haut-Katanga qui financera également les « affreux » du Katanga (les troupes mercenaires de Moïse Tschombé). L'O.A.S. profitera largement elle aussi de ces fonds. Selon plusieurs ouvrages publiés en Italie, les financements les plus importants passaient par la Banque de Paris et des Pays-Bas et provenaient en majorité de l'Union minière du Haut-Katanga et de la société financière allemande MISEREOR, considérée par ailleurs comme l'un des principaux bailleurs de fonds des activités anticommunistes en Europe. (*Strage di Stato, Agenda Nera.*)

Ces sociétés ne sont d'ailleurs pas les seuls canaux de financement de l'armée secrète et de l'extrême droite à cette époque, deux autres sociétés ont souvent été citées : le *Centro Mondiale Comerciale* (C.M.C.), créé en 1961, dont le siège était à Rome, et sa filiale la Permindex (siège en Suisse), dirigées par deux transfuges hongrois liés aux services secrets américains (C.I.A.), l'ancien ministre Ferenc Nagy (passé à l'Ouest en 1947) et Georges Mandel, dit Giorgio Mantello. Expulsés de Suisse et d'Italie en 1962, la Permindex et le C.M.C. devaient transférer leur siège à Johannesbourg (Afrique du Sud). Le quotidien romain *Paese Sera* affirmait en 1967 que Ferenc Nagy avait financé l'O.A.S. et Jacques Soustelle par le truchement de la Permindex. De son côté, le *Centro Mondiale Comerciale* a été régulièrement accusé en Italie et au Canada (où il possédait une succursale) d'être l'un des principaux canaux de financement des activités de l'extrême droite dans le monde. Parmi les administrateurs de ces deux sociétés figurait un homme d'affaires de La Nouvelle-Orléans : Clay Shaw, impliqué par le procureur Jim Garrison dans l'assassinat du président John Kennedy. Clay Shaw, qui a longtemps travaillé pour la C.I.A., était, selon l'un des présidents du C.M.C., l'avocat D'Amelio, à l'origine de l'organisation du *Centro Mondiale Comerciale*...

L'organisation de Thiriart, devenu le principal agent de l'O.A.S. en Belgique, assure à l'armée secrète, dès

l'été 1961, une importante base d'appui (soutien financier et camps d'entraînement). Son hebdomadaire *Nation Belgique* publie les communiqués, les instructions en code et les messages personnels de l'O.A.S. désignant les futures victimes, les coups à faire, les tâches à accomplir.

En retour, l'O.A.S. fournira de nombreux mercenaires et des instructeurs aux colons belges du Congo durant la rébellion katangaise [1].

A partir de juin 1962, avec le repli de l'O.A.S. algérienne en métropole et dans les pays frontaliers, la mobilisation de toutes les sections nationales de Jeune Europe va montrer son efficacité, procurant aux fugitifs de l'armée secrète argent, armes, faux papiers et refuges sûrs.

L'extrême droite européenne va ainsi passer de la propagande bruyante et du soutien logistique à une intime association aux entreprises de l'O.A.S., la portant pratiquement à bout de bras durant les derniers mois de son existence. Cette courte mais étroite collaboration aura sur elle une influence déterminante pour les années à venir. Car, en contrepartie de l'aide que lui apporte le fascisme européen, les terroristes de l'O.A.S. vont instruire, entraîner et encadrer ses militants. Ces derniers vont ainsi se rompre aux techniques de la guerre révolutionnaire et de l'arme « psychologique » du plastic.

C'est sûrement en Italie que l'O.A.S., à cette époque, réunit le plus de fanatiques. L'exaltation des méthodes de l'armée secrète sera, durant plusieurs années, l'un des thèmes principaux des durs du néo-fascisme italien, qui les opposeront au processus d'embourgeoisement du M.S.I , dirigé à cette époque par sa tendance « modérée ». Il est symptomatique que des hommes comme Guido Giannettini [1], Pino Rauti, Cle-

1. Ce « recrutement d'équipes terroristes de l'O.A.S. » par le gouvernement sécessionniste katangais sera violemment dénoncé dans un rapport de M. Robert Gardiner, représentant au Congo du secrétaire général de l'O.N.U. (*Le Monde*, 11 octobre 1962.)

mente Graziani, Stefano Delle Chiaie, Claudio Orsi, etc., autant de noms associés aujourd'hui en Italie aux complots, attentats et massacres de la stratégie de la tension, aient été parmi les principaux agents de l'O.A.S. et parmi les plus directement liés à ses opérations. « J'ai même encore la " carte " de l'O.A.S., avouait, en décembre 1974, dans une interview, le leader fasciste Clemente Graziani. J'ai été un des agents les plus importants et les plus actifs. En 1962, j'ai cherché à procurer à cette organisation — dont je partageais pleinement les buts — de grosses quantités d'armes sans regarder à la dépense car des sommes énormes avaient été mises à ma disposition[2]. »

L'O.A.S. en France

En dépit de l'audience et de l'appui qu'elle se gagne sur le plan international, l'O.A.S. va rapidement péricliter en changeant de terrain d'opération. En France, son action reste sans commune mesure avec celle qu'elle mène en Algérie. Pour l'état-major d'Alger, l'O.A.S.-métro, développée dès la fin de 1961, est à l'origine conçue comme un instrument de diversion. Comme l'expliquera, après son arrestation, le capitaine Curutchet, « il s'agit d'abord de retenir hors d'Algérie le plus grand nombre possible de forces de l'ordre, en provoquant en France un climat d'insécurité généralisée ».

Parallèlement, l'O.A.S.-métro a pour fonction de sensibiliser les Français métropolitains à la situation algérienne. Tel est le but de la création, en mars 1962, du Conseil national de la Résistance, dont la direction est confiée à Georges Bidault, qui a le mérite d'avoir été membre du vrai C.N.R., celui de la résistance à l'Allemagne hitlérienne. Il s'agit d'une fiction, mais,

1. D'après « Les bandes armées du pouvoir » (n° 2), fascicule publié par *Rouge*, le journaliste Guido Giannettini qui, dix ans plus tard, sera l'un des principaux organisateurs des attentats de Milan, assurait, en 1961, les contacts entre le M.S.I. et Argoud et Lagaillarde, réfugiés à Madrid.

2. *Panorama*, 19 décembre 1974.

comme l'explique Pierre Sergent [1], elle a pour but de « poursuivre l'action psychologique en utilisant à la fois les deux sigles C.N.R. et O.A.S. En effet, si, dans son principe, il est entendu que le second est appelé à disparaître, car il porte en lui une marque de violence défavorable en métropole, il est admis que son remplacement brutal par le sigle C.N.R. serait très mal interprété par les militants de l'Organisation ». Le sigle C.N.R. sera donc utilisé sur les documents destinés à l'ensemble de la population, celui d'O.A.S. sur les communications aux milieux déjà acquis.

Mais cette stratégie de diversion-propagande est rapidement altérée par les nécessités de recrutement de l'O.A.S.-métro. Plus encore que l'O.A.S. algérienne, l'O.A.S.-métro est politisée par l'extrême droite — en particulier par Jeune Nation — qui forme la quasi-totalité de ses effectifs activistes. La défense de l'Algérie française est avant tout un prétexte qui doit permettre d'atteindre l'objectif suprême : la conquête du pouvoir et l'instauration d'un régime fasciste.

La direction de l'O.A.S.-métropole a été confiée par l'état-major de l'O.A.S.-Alger à Pierre Sergent, ex-capitaine du 1er régiment étranger de parachutistes, condamné à mort par contumace pour sa participation au putsch d'avril. L'organisation en métropole a été calquée sur celle d'Algérie et sur l'organigramme du colonel Godard : organisation de masse, action psychologique et propagande, organisation-renseignement-opération.

L'O.A.S.-métro s'est assuré, pour ses relations publiques, la complicité et le relais politique du journal *L'Esprit public* [2]. Mais la guerre psychologique qui a si

1. In *La Bataille*, Paris, La Table ronde, 1968.
2. Créé en décembre 1960 grâce à des fonds recueillis par le député d'Alger Philippe Marçais, par un groupe d'intellectuels de droite tels l'écrivain Jacques Laurent (dit Cécil Saint-Laurent), les sociologues Jules Monnerot, et Raoul Girardet, l'éditeur Roland Laudenbach (La Table ronde), les journalistes Philippe Heduy et Hubert Bassot, etc., ces deux derniers assurant la direction de la publication. (On retrouve parmi eux des gens qui avaient déjà participé à la *Lettre Armée-Nation*, voir p. 92.)

bien réussi en Algérie n'a pas le même succès en métropole; la mise en condition de la population, le noyautage des administrations, des partis, des syndicats, bref, cette hiérarchie parallèle qui doit constituer le support logistique de l'action clandestine et insurrectionnelle de l'armée secrète est un fiasco complet, certains chefs de l'O.A.S. le reconnaîtront eux-mêmes.

Mis à part une propagande importante (tracts et publications), l'essentiel de l'action de l'O.A.S.-métro est une pratique purement terroriste et le plus souvent aveugle : sabotages, attentats, assassinats qui lui vaudront immédiatement l'hostilité générale de la population française.

Cela n'empêche pas l'O.A.S. de bénéficier de la sympathie active de nombreux députés (près de quatre-vingts U.N.R., M.R.P., indépendants, et même quelques socialistes S.F.I.O.) ainsi que de la complicité bien dissimulée de certains membres du gouvernement.

Sans partager les outrances fascistes des militants de l'O.A.S.-métro, la plupart de ces politiciens souhaitent s'en servir pour se débarrasser du général de Gaulle. Certains de ces apprentis sorciers n'hésiteront pas à faire un bout de chemin avec l'organisation secrète, sans toutefois prendre le risque de se découvrir. Ce double jeu leur permettra de sortir indemnes de l'aventure (comme le montrera le procès de l'attentat du Petit-Clamart) et contribuera quelque peu à illusionner l'O.A.S. sur ses possibilités de réussite en métropole.

Des complicités, l'O.A.S.-métro en possède aussi dans la police, où elle tire profit des liens tissés par l'extrême droite lors de la réintégration d'anciens fonctionnaires pétainistes à la fin des années 40. Et surtout dans l'armée, où elle bénéficie du travail d'infiltration entamé par les officiers intégristes depuis le début des années 50, ainsi que d'un second noyautage purement putschiste qui a débuté quelques mois après l'arrivée de De Gaulle.

Il n'existe aucune statistique précise sur le nombre de militaires impliqués directement, indirectement ou simplement marginalement dans les diverses rébellions

militaires, barricades, putsch d'Alger et autres actions de l'O.A.S. Une enquête publiée à l'automne 1962 [1] conclut que plus d'un officier sur dix avait été frappé de sanction pour son comportement vis-à-vis de l'affaire algérienne (l'armée française en comptait à l'époque 55 000). Cette statistique incluant les officiers qui avaient eu directement affaire à la justice, cour militaire spéciale, haut tribunal militaire, Cour militaire de justice (c'est elle qui prononcera la condamnation suivie d'exécution du lieutenant Degueldre), les officiers rayés des cadres par voie autoritaire (600 en 1961), les officiers mis en congé spécial, forme d'épuration voilée, enfin les officiers « frappés d'arrêt pour des motifs touchant de près à leur comportement vis-à-vis de l'affaire algérienne » (soit, d'après un officier supérieur, plus de 2 000 hommes pour la période comprise entre janvier 1960 et juin 1962).

Cette statistique, bien que partielle — il faudrait y ajouter les officiers condamnés ou sanctionnés après juin 1962 (les procès de l'O.A.S. devaient durer jusqu'en 1964) — donne malgré tout une idée de l'ampleur de la rébellion et des complicités sur lesquelles pouvait compter l'Organisation armée secrète.

En juin 1962, la fin de la guerre, l'indépendance de l'Algérie, le retour de l'armée en métropole et l'afflux de rapatriés modifient les buts et l'organisation de l'armée secrète qui, par la force des choses, concentre définitivement son action sur la France. Ses chefs misent beaucoup, pour tenter un ultime coup de force et secouer l'apathie des Français, sur ces centaines de milliers de Français d'Algérie qu'ils ont conditionnés durant des années et sur les commandos Delta, pratiquement intacts (plusieurs centaines d'hommes et leurs armes), qui se sont mêlés aux flots des réfugiés.

Le projet des dirigeants de l'O.A.S.-C.N.R. est peu différent de ses précédentes moutures : créer et entretenir la confusion politique en développant une violente

1. Jean-Louis Guillaud, « Les soldats perdus », in *Histoire de la guerre d'Algérie*, *La Nef*, cahier 12-13, octobre 1962-janvier 1963.

campagne anticommuniste; impressionner l'opinion par le développement d'un climat d'insécurité grâce à l'action coordonnée des commandos Delta; provoquer, par tous les moyens, la vacance du pouvoir (assassinat du chef de l'État); utiliser la confusion découlant de cette vacance pour pousser l'armée à prendre le pouvoir afin de rétablir la « légalité » [1]. Les chefs militaires de l'O.A.S. jugent que leur prestige est assez fort pour qu'ils soient appelés à participer au futur gouvernement issu de ce coup d'État.

Mais les rapatriés d'Algérie ne vont pas répondre aux aspirations des chefs de l'O.A.S. Pour la majorité d'entre eux, la fin de l'Algérie française a mis un terme à leur rébellion et la plupart souhaitent, non sans nostalgie, s'intégrer à leurs compatriotes métropolitains.

Quant aux commandos Delta habitués en Algérie à trouver auprès de la population européenne tout le soutien nécessaire à l'action, les rigueurs de la clandestinité et l'hostilité de la population française vont rapidement venir à bout de leur agressivité. Presque tous se dissoudront après quelques semaines et passeront en Espagne pour y rejoindre les commandos d'Oran réfugiés à Alicante. Ils y attendront des jours meilleurs.

Privés de troupes, les chefs de l'O.A.S.-C.N.R. voient leurs espoirs s'évanouir, et leurs objectifs tiennent dès lors dans une seule phrase : « Abattre de Gaulle, après on verra! » Il s'en faudra de peu qu'ils ne réussissent.

Le 22 août 1962, au Petit-Clamart, près de Paris, l'automobile qui emmène le général de Gaulle vers l'aérodrome de Villacoublay échappe de justesse aux tirs croisés d'au moins trois armes automatiques.

1. Comme l'expliquent des instructions rédigées en mars 1962 (et citées in « *O.A.S. parle*, coll. « Archives-Julliard »), la « phase finale » de la lutte a trois objectifs : paralyser le pouvoir gaulliste, créer un climat d'insécurité généralisé, paralyser totalement le pays. En particulier, « il s'agit de créer en métropole un climat d'inquiétude tel que les gens n'osent plus sortir de chez eux une fois la nuit tombée, n'entreprennent que des voyages indispensables, hésitent à s'engager sur les routes ». Pour le détail des méthodes prévues, voir annexe.

L'attentat a eu lieu à 20 h 30. Bastien-Thiry devait donner le signal du feu en déployant un journal devant lui. « En cette fin du mois d'août, 20 heures c'est le moment où il ne fait ni jour ni nuit. Le chef des conjurés se demande si son signal sera visible ou s'il ne doit pas aller à sa voiture pour faire un appel de phares. Mais si le cortège survenait à ce moment-là? Il s'en tient donc au signal du journal. Ce signal, Bernier [l'un des conjurés] a de la peine à le distinguer et, lorsqu'il le distingue, la voiture de De Gaulle est là, devant lui; il ne peut plus tirer de face mais de côté. Voilà pourquoi sur cent cinquante balles tirées, dix seulement atteindront le véhicule présidentiel. » (Morland, Barangé, Martinez, *op. cit.*)

Le cerveau de l'attentat, un ingénieur militaire, ancien polytechnicien, le lieutenant-colonel Bastien-Thiry, est arrêté au début du mois de septembre. Au cours de son procès qui a lieu en 1963, après une longue déclaration préliminaire dans laquelle, tel que le rapporte *Le Monde,* il revendique « la responsabilité pleine et entière de la conjuration » et où il en explique les raisons politiques [1], Bastien-Thiry déclare : « Ce complot, si complot il y a, contient le C.N.R. tout entier et aussi des représentants de toutes les élites de la nation [...]. Il y a eu des consultations, dit-il, entre le C.N.R. et toutes sortes de personnalités influentes de la nation [2]. » Ces personnalités, Bastien-Thiry les désigne comme « d'anciens ministres et aussi des ministres en exercice ». « Je ne citerai qu'un nom, dit-il. M. Giscard d'Estaing, ministre des Finances [3]. »

Au cours de son procès, Bastien-Thiry, ingénieur militaire spécialisé dans l'aéronautique, mettra également en cause « des banquiers et des industriels en relation avec des parlementaires U.N.R. » et les accusera « d'avoir financé l'attentat contre de Gaulle ». Bastien-Thiry ne révélera pas l'identité de ces personnalités mais précisera « qu'elles avaient obtenu des sommes importantes au titre de la

1. La « trahison de de Gaulle », l' « abandon du patrimoine national », le « discours de Mostaganem », la « défense de l'Occident chrétien », etc.
2. *Le Monde,* 12 février 1963.
3. *Ibid.*

réalisation de différents programmes par le gouvernement » et « qu'elles avaient déjà servi la IIIe et la IVe République », ce qui restreint considérablement le nombre de suspects. Plusieurs noms circuleront à l'époque et circulent encore aujourd'hui, en particulier ceux de deux actuels députés de la majorité et d'un ancien administrateur d'une grande maison d'édition française.

Le chef des conjurés du Petit-Clamart précise que M. Giscard d'Estaing « a été inscrit dans un réseau O.A.S. sous le chiffre 12 B. [...] Je précise également, ajoute-t-il, que M. Giscard d'Estaing, étant donné ses contacts, ne pouvait pas ne pas savoir que le but principal du C.N.R. était la mise en état d'arrestation du chef de l'État de fait. Il n'y a fait aucune objection [1]. » Bastien-Thiry met également en cause « un certain 12 A qui appartient à l'entourage de Giscard d'Estaing », mais ne juge pas opportun de révéler son identité.

Le 6 mars 1964, Me Jacques Isorni, un avocat de droite, qui a proféré les mêmes accusations à l'encontre de Valéry Giscard d'Estaing, est poursuivi en diffamation devant la 17e chambre correctionnelle de la Seine. Jacques Isorni est relaxé. Le tribunal a jugé les poursuites irrecevables [2]. Il ne s'est donc pas prononcé sur le fond des accusations de Me Isorni. Toutefois, celui-ci a fait état devant le tribunal de trois documents photocopiés provenant des archives du capitaine Ferrandi, aide de camp du général Raoul Salan. Ces documents, s'ils sont authentiques, établieraient incontestablement que Valéry Giscard d'Estaing entretenait des liens suivis avec l'O.A.S. [3].

1. *Le Monde*, 12 février 1963.
2. *Le Monde*, 18 avril 1964.
3. « Ces documents venaient incontestablement d'Alger et de l'O.A.S., dira Me Goust, avocat d'Isorni, lors de sa plaidoirie. Si on les compare, en effet, à beaucoup d'autres textes du dossier Ferrandi, on peut constater qu'ils ont été tapés par la même machine, plus encore par la même secrétaire, car on y relève les mêmes fautes de frappe et d'orthographe, et dans la frappe elle-même les mêmes caractéristiques. » (*Le Monde*, 10 mars 1964.)

« Le premier est une fiche de « Soleil » (Salan) à « Verdun » (chef militaire de l'O.A.S. en métropole) et à « Cartier » (chef civil) où l'on lit ceci : « Il serait utile que Jacques Cartier me fasse le point aussi précis que possible sur les tenants et aboutissants des activités déployées par l'équipe Giscard d'Estaing » (suit un autre nom que Me Isorni n'a pas voulu rendre public). Salan ajoute dans la même fiche : « J'ai des renseignements précis dans ce domaine, mais une confirmation de votre côté serait utile. » Me Isorni convient que cette pièce n'est que le double d'un original, mais il ne la pense pas moins d'une incontestable authenticité.

Second document : la réponse de « Cartier » à Salan. La pièce n'est pas signée mais Me Isorni la croit elle aussi incontestable. Elle dit : « Vous m'avez demandé des renseignements sur l'équipe 12. 12 A est excellent, et c'est lui qui fait parvenir par la filière 9 [Sergent] et 10 [Godard] des documents intéressants sur intervention de 12 B à une récente réunion ministérielle. En ce qui concerne 12 B, sympathisant sans plus. Opportuniste qui joue son avenir d'homme politique en ménageant tout le monde. Laisse faire 12 A en feignant de l'ignorer. Ne sera plus sûr s'il atteint son but : le remplacement du ministre des Finances. » (A cette époque M. Giscard d'Estaing était encore secrétaire d'État.)

« Voilà, messieurs, dit alors Me Isorni, deux documents. Vous me direz : avez-vous les renseignements transmis par M. Giscard d'Estaing? Là j'ai été circonspect, je n'ai jamais parlé d'un autre document que je connaissais également, car ce n'était pas un élément de preuve certain. Mais j'ai la photocopie d'un rapport secret déposé entre les mains du président de la République par M. Joxe à son retour d'Algérie, le 8 avril 1961, et dont personne n'aurait dû normalement avoir connaissance. Toutefois on ne peut affirmer que l'analyse de ce rapport vienne de M. Giscard d'Estaing, quoique j'en aie personnellement la conviction [1]. »

1. *Le Monde*, 8-9 mars 1964.

L'attentat du Petit-Clamart sonne le glas de l'O.A.S. L'organisation n'a pas réussi à prendre racine en métropole; les conflits internes, les rivalités entre les personnes et les clans, les différences de conceptions et de tactiques paralysent l'organisation et entraînent sa fin. Les conflits les plus violents éclatent à propos des fonds rapportés d'Algérie et tous s'accusent mutuellement de les détourner au profit de leur usage personnel.

A la fin de 1962, il ne reste plus que deux petits noyaux concurrents d'irréductibles. L'un est réuni autour de Jacques Soustelle, Georges Bidault, Argoud et Sergent, sa seule pratique consiste désormais à organiser des attentats contre de Gaulle. L'autre, sous le sigle du « Mouvement de combat contre-révolutionnaire » pour l' « Armée du Christ-Roi », rassemble autour du colonel de Chateau-Jobert et du Dr Lefèvre les débris de la Cité catholique et quelques militaires maniaques de la conspiration.

L'enlèvement du colonel Argoud par des barbouzes gaullistes, le 25 février 1963 à Munich, marque la liquidation définitive de l'O.A.S.-C.N.R.

Les derniers chefs de l'armée secrète se dispersent au gré des pays qui acceptent leur présence. Seul le capitaine Sergent tente encore d'assurer la survie de l'organisation en transformant le C.N.R. en Conseil national de la révolution, et en essayant, sans succès, de lui donner un prolongement légal en France au travers de la création par Hubert Bassot et Philippe Heduy du Rassemblement de l'esprit public. L'opération fait long feu, Bassot et Heduy abandonnent l'activisme et soutiennent Jean Lecanuet aux élections présidentielles de 1965. Deux ans plus tard, Hubert Bassot rejoint les rangs des républicains indépendants. Il est aujourd'hui député du parti républicain et l'un des principaux conseillers du président Giscard d'Estaing.

Les organisations qui ont scellé leur destin à celui de l'O.A.S. vont avoir du mal à surmonter sa disparition.

Ainsi Jeune Europe de Jean Thiriart connaît une crise durant l'été 1963 et le mouvement éclate en plusieurs fractions. Jean Thiriart, qui reste convaincu de sa vocation de Führer du néo-fascisme européen, crée avec les restes de Jeune Europe un nouveau mouvement, la Nation européenne.

En 1966, le mouvement de Jean Thiriart fait, sur certains points, un virage à 180° pour le moins suspect.

L'ancien apôtre de la colonisation, représentant de l'O.A.S. en Belgique, devient subitement pro-algérien et se lance dans un anti-impérialisme débridé. Il exalte Che Guevara et soutient pêle-mêle Cuba, la Chine, le Vietnam démocratique, le « national-communisme » (*sic*) de la Roumanie, la résistance palestinienne, etc. Le tout accompagné d'un amalgame délibérément provocateur, de relents de nazisme et d'un antisémitisme forcené.

Bien que l'élucidation des « subtilités » de la pensée fasciste ne soit pas l'objet de cet ouvrage, il nous faut néanmoins signaler les problèmes que pose à l'extrême droite du monde entier l'existence de l'État d'Israël.

Pour fondamentalement antisémites qu'ils soient, certains fascistes n'en sont pas moins fascinés par le militarisme de l'État sioniste, par le caractère « musclé » d'opérations du type « raid sur Entebbe ». Et ils n'hésitent pas à parler d'Israël comme du bastion de l'Occident en terre barbare. De plus, être sioniste n'est-ce pas aussi prôner le départ au Proche-Orient des Juifs d'Europe? C'est ainsi qu'Ordre nouveau entretenait les meilleures relations avec le groupe sioniste d'extrême droite B.E.T.A.R. (relations poursuivies aujourd'hui par le P.F.N.). Pour d'autres, cependant, la tradition de l'antisémitisme est si forte qu'elle les conduit à soutenir « même » les Arabes contre les Juifs, comme en France certains groupes « nationaux-révolutionnaires », tels que l'Organisation Lutte du peuple (O.L.P.-France), le C.D.P.U. et la fraction française du N.O.E. qui publie *L'Europe réelle*.

Quoique marginal, le cas de la Nation européenne mérite d'être souligné car il inaugure une pratique qui deviendra monnaie courante dans certaines fractions du

néo-fascisme européen à la fin des années 60 et qui se perpétue aujourd'hui : l'infiltration et les provocations au sein de la gauche et de l'extrême gauche [1].

1. Voir chap. « Les bombes de Milan... ».

Aginter-Presse : les mercenaires de l' « ordre nouveau »

1

De l'O.A.S. à l'embryon d'une internationale fasciste

A quelques kilomètres de Lisbonne, de l'autoroute qui conduit aux stations balnéaires d'Estoril, une petite route mène à travers les arbres au fort de Caxias.

Ce pénitencier politique, le plus célèbre du Portugal, était, jusqu'au coup d'État du 25 avril 1974, le symbole de la dictature salazariste.

Pendant près de quarante ans, par milliers, les militants politiques y ont été enfermés et y sont morts, souvent sous la torture, en vertu des décrets qui permettaient à la police politique de Salazar, la P.I.D.E., d'incarcérer pour une durée illimitée les opposants au régime [1].

Créée en 1940 par le ministre de la Défense Santos Costa, un grand admirateur du IIIe Reich, la Police internationale de défense de l'État (P.I.D.E.) eut comme premiers instructeurs des fonctionnaires de la Gestapo, tel l'Obersturmbannführer Kramer, qui s'illustra à la direction du camp de concentration de Bergen-Belsen.

Avec un tel héritage, la P.I.D.E. devait devenir rapidement l'une des plus monstrueuses machines poli-

1. Le décret-loi n° 35042 du 20 octobre 1945 permettait notamment à la P.I.D.E. d'arrêter n'importe qui sans accusation précise pour une période de trois mois, renouvelable une fois sur autorisation du ministère de l'Intérieur. Un deuxième décret-loi n° 40550 du 12 mars 1956 permettait à la P.I.D.E. de prolonger la détention jusqu'à trois ans, et cela indéfiniment.

cières du monde, un véritable État dans l'État, à l'arbitraire duquel toute la population portugaise était soumise.

C'est au fort de Caxias qu'ont été transportées, dans les jours qui ont suivi la révolution du 25 avril 1974, les archives saisies au siège de la P.I.D.E., rua Antonio Maria Cardoso, par les militaires du Mouvement des forces armées.

Pour les jeunes officiers du M.F.A. [1], les archives de la P.I.D.E. représentent la mémoire de cinquante années de fascisme. « L'étude des archives, explique l'un d'eux, doit nous permettre de comprendre tous les mécanismes d'une oppression que nous ne voulons jamais plus connaître. » Ainsi, l'une des premières tâches de la junte de salut national constituée à Lisbonne au lendemain du coup d'État du Mouvement des forces armées sera de créer une commission d'enquête sur l'ancienne police politique : la « commission de démantèlement de la P.I.D.E. ». Car « reconstruire la démocratie, dira un membre de la commission, serait une illusion si nous ne prenions pas au préalable la précaution de détruire scientifiquement la P.I.D.E. et ses annexes [2] ».

L'une de ces annexes est l'agence Aginter-Presse, dont les archives, saisies le 23 mai 1974 dans les locaux de la rua das Pracas à Lisbonne, sont allées rejoindre à Caxias celles de la P.I.D.E.

La « commission de démantèlement » est très vite intéressée par les documents de cette agence de presse un peu spéciale, et l'enquête est confiée, dès l'été 1974, à un officier de la commission, le commandant de marine Costa Coreia, puis, quelques mois plus tard, au S.D.C.I. [3], les nouveaux services de renseignements portugais dépendant de la 5e division, le bureau d'information et de propagande du Mouvement des forces armées.

1. Mouvement des forces armées : mouvement des officiers progressistes de l'armée portugaise, auteur du coup d'État du 25 avril 1974.
2. *Le Nouvel Observateur*, 2 septembre 1974.
3. Service de détection et de coordination de l'information.

Selon cette enquête, Aginter était jusqu'au 25 avril 1974 un centre de subversion fasciste international financé par le gouvernement portugais et par les milieux d'extrême droite français, belges, sud-africains et sud-américains.

Cette agence de presse camouflait :

— une officine d'espionnage couverte par les services secrets portugais et liée à travers eux à d'autres services secrets occidentaux : la C.I.A., les réseaux Gehlen ouest-allemands, la D.G.S. espagnole, le K.Y.P. grec, le Boss sud-africain, etc. ;
— un centre de recrutement et d'entraînement de mercenaires et de terroristes spécialisés dans les attentats et le sabotage (de nombreux documents découverts dans les archives de l'agence révèlent qu'Aginter assurait un véritable enseignement théorique et pratique de la guérilla, du terrorisme et de l'espionnage) ;
— un centre stratégique pour des opérations de subversion et d'intoxication politique en Afrique, en Amérique du Sud et en Europe ; cela en liaison avec plusieurs gouvernements réactionnaires, des personnalités politiques connues et des groupes fascistes internationaux ;
— enfin une organisation fasciste internationale appelée « Ordre et Tradition », doublée d'un bras militaire du nom d'O.A.C.I. (Organisation d'action contre le communisme international) [1].

C'est à Lisbonne, au mois de septembre 1966, qu'un

1. En dehors des enquêtes sur Aginter effectuées par les officiers portugais, on connaît également un rapport du ministère de l'Intérieur italien (Direction générale de la sécurité publique, rapport n° 224/14451) effectué en 1973 à la demande du juge Gherardo D'Ambrosio, alors chargé de l'enquête sur les attentats de 1969. Ce document d'une cinquantaine de feuillets, réalisé à partir de renseignements fournis par des informateurs, figure dans le dossier d'instruction des bombes de Milan. Il concerne essentiellement les liens entre Aginter et les fascistes italiens.

groupe de Français vivant au Portugal crée l'Agence internationale de presse Aginter-Presse [1].

L'activité officielle de cette agence consiste en la publication plus ou moins régulière d'un bulletin bimensuel d'information à caractère anticommuniste, dont le premier numéro paraît en novembre 1966.

Ce bulletin, qui dépasse rarement une trentaine de pages, porte en couverture, entourant un globe avec la devise *Veritas Ubique,* une impressionnante liste de capitales (Alger, Bonn, Buenos Aires, Bruxelles, Genève, La Haye, Lisbonne, Londres, Madrid, Mexico, Oslo, Ottawa, Paris, Pretoria, Rio de Janeiro, Rome, Saigon, Taipeh, Stockholm, Tel-Aviv, Tokyo, Washington), dans lesquelles l'agence est censée posséder des correspondants. D'abord ronéoté à Lisbonne, le bulletin est ensuite imprimé à Dieppe à partir de 1970 [2]. Il cesse de paraître au mois de novembre 1972 [3] à cause, semble-t-il, de la disparition successive de ses deux principaux rédacteurs : l'écrivain pied-noir Jean Brune et le théoricien corporatiste Henri Le Rouxel.

Naissance d'Aginter

Le directeur d'Aginter-Presse, Ralf Guérin-Sérac, est arrivé à Lisbonne à la fin de l'année 1962. Il s'appelle à l'époque Yves Guillou et est capitaine de l'armée française. Il est aussi le prototype de l'officier perdu. Né en 1926 à Plouzbere, en Bretagne, dans une famille très catholique, il est entré dans l'armée française en 1947. Il

1. Une agence de presse portant le même nom existait déjà en Europe de l'Ouest autour des années 30. Elle avait été créée par Armand Bernardini, animateur d'un organisme anticommuniste, le Bureau politique international, sorte de contre-Komintern constitué par un groupe d'anticommunistes fascisants.

2. Imprimerie G. Ruffel, 58, rue de la Barre. Directeur de publication : M. J. Vannier, 53, rue de la République, Dieppe.

3. Aginter a publié en mars 1973 un ultime numéro spécial de quatre pages pour les élections législatives françaises. Reproduisant des extraits de la « lettre d'action nouvelle » du professeur Jean Reimbold, Aginter conseillait de voter pour les candidats du Front national.

sert d'abord en Corée dans le corps expéditionnaire français, ce qui lui vaut la médaille des Nations unies et la *Bronze Star* américaine, puis en Indochine, où il gagne deux blessures, la Légion d'honneur à vingt-six ans et la croix de guerre avec citation, etc. Enfin c'est l'Algérie.

Nommé capitaine le 1er avril 1959, il est affecté au 11e choc, une unité parachutiste mise à la disposition du service « action » du S.D.E.C.E. [1]. Au mois de février 1962, le capitaine Guillou rallie l'O.A.S. après avoir déserté son commandement au 3e commando de la 11e D.B.P.C. à Oran. Son rôle dans l'armée secrète est peu connu ; on sait seulement qu'il était à la tête d'un commando dans la région d'Oran. Au mois de juin 1962, à la déclaration d'indépendance de l'Algérie, il se réfugie d'abord en Espagne à San Sebastián, et participe avec le colonel Chateau-Jobert à la création du Mouvement de combat contre-révolutionnaire, puis devient membre du directoire du C.N.R. de Georges Bidault [2].

Ensuite, le capitaine Guillou va offrir ses services de technicien de la guerre révolutionnaire et de l'action psychologique au dernier empire colonial qui représente désormais, pour le Français, l'ultime rempart contre le communisme et l'athéisme..., le Portugal. « Les autres ont désarmé, dit-il, pas moi. Après l'O.A.S., je me suis réfugié au Portugal pour continuer le combat et pour l'élargir à sa vraie dimension, qui est celle de la planète [3]. » Dans la tête du capitaine Guillou germe déjà l'idée d'une organisation internationale anticommuniste formée de spécialistes de la guerre révolutionnaire et de la contre-subversion...

A Lisbonne, Yves Guillou prend contact avec les milieux de l'immigration française, quelques membres de

1. 11e demi-brigade parachutiste de choc, dissoute en janvier 1962. Créée pendant la guerre d'Indochine, elle était commandée à l'époque par le colonel Godard.

2. Sources : rapport du S.D.C.I., et rapport sur Ordre et Tradition cité par les procureurs Fiasconaro et Allessandrini dans leurs réquisitions écrites du procès des bombes de Milan.

3. Interview à *Paris-Match*, novembre 1974.

l'O.A.S. qui ont choisi, eux aussi, comme refuge la capitale portugaise, et surtout un groupe d'anciens pétainistes contraints à l'exil à la Libération, par exemple le théoricien nationaliste Jacques Ploncard d'Assac, le professeur Jean Haupt et quelques autres. Cette petite communauté de fascistes français, qui a sa presse [1] et ses émissions en langue française à l'antenne de *La Voix de l'Occident,* est sous la haute protection du président Salazar. C'est par l'intermédiaire de Ploncard d'Assac, qui gravite dans l'entourage direct du dictateur portugais, qu'Yves Guillou prend contact avec les autorités.

Le capitaine Guillou, qui s'appelle désormais Ralf Guérin-Sérac, sera d'abord embauché comme instructeur par la Légion portugaise, une organisation paramilitaire — créée en 1936 sur le modèle des S.A. allemandes et des Chemises noires italiennes — qui, avec ses 90 000 volontaires en chemise verte, constitue, à côté de la P.I.D.E., le soutien principal du régime fasciste portugais.

Après quelques mois, il est engagé comme instructeur des unités antiguérillas de l'armée. Pendant plusieurs années, Guérin-Sérac va ainsi faire partager aux fascistes portugais l'expérience de l'espionnage et du terrorisme qu'il a acquise au sein des commandos de choc et de l'O.A.S.

Entre-temps, un groupe de fidèles — presque tous sont comme lui des anciens de l'Organisation armée secrète — l'a rejoint à Lisbonne :

— Jean-Marie Laurent, né en 1939 à Saint-Sevran, ancien membre de l'organisation néo-fasciste Jeune Nation, sous-officier de l'armée française;
— Guy d'Avezac de Castera, né à Paris le 8 février 1917, ancien O.A.S.;
— Jean Vallentin, né le 5 juin 1924 à Angers, officier

1. *Convergence occidentale, Découvertes, La Lettre de Ploncard d'Assac,* etc.

de l'armée française, fils d'un officier français réfugié au Portugal à la Libération;
— Guy Mathieu, né le 13 mai 1930 à Tlemcen, capitaine de l'armée française (infanterie de marine-para), arrêté le 12 septembre 1961 pour appartenance à l'O.A.S. et acquitté par le tribunal militaire le 14 juillet 1962;
— Jean-Marie Guillou, né le 6 juin 1932, frère de Guérin-Sérac;
— Pierre-Jean Surgeon, né le 5 décembre 1920, capitaine d'infanterie;
— l'écrivain pied-noir Jean Brune.

Chez tous ces anciens de l'armée secrète a mûri l'idée de créer une organisation anticommuniste internationale. La P.I.D.E. va leur fournir l'occasion de la réaliser.

« La P.I.D.E. et le ministère de la Défense, explique un officier du S.D.C.I., avaient besoin à l'époque d'un réseau de renseignements pouvant fonctionner dans les pays africains qui abritaient les mouvements de libération des colonies portugaises. Il était difficile pour les agents portugais de circuler dans ces pays. La P.I.D.E. a pensé que des agents d'une autre nationalité, avec une couverture adéquate, pourraient opérer sans problème, en particulier dans les pays africains qui avaient rompu les relations diplomatiques avec Lisbonne [1]. »

Les autorités portugaises chargent Guérin-Sérac et ses amis, engagés par la P.I.D.E., de la constitution de ce réseau. « Nous avons retrouvé dans les archives, dit le commandant Costa Coreia, un contrat régulier signé et contresigné : Guérin-Sérac devait organiser une agence de presse qui serve de couverture à une organisation chargée de s'infiltrer dans les pays africains [2]. »

La P.I.D.E. n'est qu'un intermédiaire : l'opération est commanditée et financée par les ministères de la Défense et des Affaires étrangères, comme en témoigne un des

1. Entretien du 8 juillet 1975 à Lisbonne avec l'auteur.
2. Interview à *L'Europeo*, novembre 1974.

rapports de la commission d'enquête qui précise : « Au total, ces sommes, selon les documents existants (papiers officiels, reçus, notes de frais), tournaient autour de 2 000 contos » (deux millions d'escudos).

« A la Défense nationale, poursuit le rapport, les documents officiels indiquent que les généraux Deslandes et Joao Paiva de Faria Leite Brandao, anciens secrétaires adjoints du ministre, et le major Antonio Cesar Lima Gata étaient concernés par cette affaire [...]. Au ministère des Affaires étrangères, les documents citent les ambassadeurs Joao Hall Themido et Caldeira Coelho, anciens directeurs généraux du ministère. »

« *Ordre et Tradition* »

Parallèlement à l'agence de presse, Guérin-Sérac met sur pied une organisation clandestine à laquelle il donne le nom d'Ordre et Tradition. « Ordre et Tradition propose une méthode d'action et d'analyse qui est à la fois une synthèse d'études et d'expériences diverses, une fusion de la pensée et de l'action, une dynamique offensive contre l'assaut du matérialisme et du communisme en particulier. » Guérin-Sérac et ses amis — qui n'ont décidément pas le sens du ridicule — entendent ainsi réaliser leur projet : former une O.A.S. internationale contre le communisme; et ils se proposent de « mettre tout en œuvre contre les forces du mal afin de restaurer l'ordre moral, assurer la primauté de l'esprit sur la matière et promouvoir les valeurs traditionnelles de la civilisation ».

L'organisation est constituée par le petit noyau des ex-officiers français rassemblés autour de Guérin-Sérac, auxquels se sont joints quelques activistes portugais et étrangers et un groupe d'intellectuels fascistes.

« Nous réunissons deux types d'hommes, écrit Guérin-Sérac :

« 1. Les officiers qui sont venus à nous après les combats d'Indochine et d'Algérie, certains même depuis les batailles de Corée.

« 2. Les intellectuels qui, pendant les mêmes périodes, s'étaient attachés à l'étude des techniques de subversion marxiste.

« Les uns et les autres, mêlés de très près aux combats des dernières années, ont accepté, par des chemins différents, de disparaître dans la clandestinité où la plupart d'entre nous ont passé au moins cinq ou six années.

« Constitués alors en groupes d'études, ils ont mis leur expérience en commun pour essayer de démonter les techniques marxistes de subversion et de tenter de jeter les bases d'une parade. Pendant cette période, nous avons systématiquement noué des contacts avec des groupes similaires nés en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Espagne ou au Portugal, pour fonder le noyau d'une véritable ligue occidentale de lutte contre le marxisme [1]. »

A cette ligue occidentale de lutte contre le marxisme, Guérin-Sérac donne le nom d'O.A.C.I. : Organisation d'action contre le communisme international. C'est l'organisation militaire clandestine d'Aginter et d'Ordre et Tradition, qui, selon un document de l'agence, a été créée le 10 décembre 1966 à Lisbonne [2].

Son rôle : être prête en toute occasion à « intervenir dans n'importe quelle partie du globe pour affronter les plus graves menaces communistes ». Ses membres ont signé un véritable acte de soumission et d'obéissance aveugle et absolue, et se sont engagés à garder le silence

1. Aginter créera également en 1970 une agence photographique, la « Banque photo publicité d'Aginter », société constituée le 5 octobre 1970 par Alfred Ringeard de La Blétière, Jean Guillou, Yves Guillou et un Portugais du nom de Antonio Fernando Malheiro, dit Tony.

2. Selon le rapport de la police italienne, l'organisation militaire d'Ordre et Tradition portait également le nom de « Présence occidentale ». Ce rapport souligne qu'elle aurait été constituée à Johannesbourg et qu'elle a des succursales à Salisbury, Luanda, Bissau et, en Europe, à Lisbonne, Madrid, Hambourg, Vienne, Bruxelles et Malmö.

sur les activités de l'organisation et sur le nom de ses responsables.

Une véritable mystique du secret entoure l'organisation dont les membres ne sont connus que sous leur pseudonyme et numéro de code.

En 1967, le noyau central d'Ordre et Tradition, c'est-à-dire les permanents rétribués directement par Aginter sur les fonds fournis par le gouvernement portugais, était, selon un document interne à l'agence, formé de seize personnes : Guérin-Sérac (code Brug C 11); le capitaine Mathieu (Philippe C 03); Jean-Marie Guillou (Frank T 05); d'Avezac de Castera, dit le Baron, dit le Vicomte (Bergerac A 17); Jean-Marie Laurent, dit Jean-Marie Lafitte (Joël R 22); Jean Vallentin (Théo Mg 14); tous déjà cités, auxquels s'ajoutaient : Alain Gauthier, dit Bonnet-Gauthier (code Walter L 12), ancien responsable pour l'Espagne du C.N.R. (Conseil national de la révolution) de Pierre Sergent; le théoricien corporatiste Henri Le Rouxel, dit Brecourt (Brecourt Av 9); l'Américain Jay-Simon Sablosky (Salby H 07); le Vénézuélien Joe Vicente Pepper (Pepper H 01), ancien ministre de l'Information, semble-t-il, du dictateur dominicain Trujillo; Gérard Paul Cheney (Technique H 08); Jacques Depret (Jacques T 09); les quatre derniers n'étant connus que sous leur nom de code : Barto R 04, Samar P 05, Legaz R 06 et Léopold LT 2.

Le rapport de la commission d'enquête ajoute à ce noyau central le nom de plusieurs personnes qui ont travaillé régulièrement pour Aginter-Presse et qui étaient également membres d'Ordre et Tradition :

— Robert Leroy (code T *bis*), qui a effectué plusieurs missions en Afrique australe;
— le théoricien nationaliste Jacques Ploncard d'Assac, qui assurait la liaison avec l'entourage de Salazar et avec la radio *La Voix de l'Occident ;*
— Daniel Laurent (frère de Jean-Marie Laurent), présentateur à l'antenne de *La Voix de l'Occident*

et professeur d'aikido à l'académie de budo de Lisbonne (une académie d'arts martiaux dépendant du ministère de la Défense);

— Georges Cot, un activiste pied-noir né à Alger en 1932; un document de l'agence fait état à son sujet d'une mission (code P *bis*) effectuée en Guinée;

— Jean Emmanuel Justin, né à Brest en 1935, lieutenant de l'armée française:

— Hugues Stéphane Hélie, né en 1944, ex-militant de la Fédération des étudiants nationalistes (F.E.N.); etc. [1].

Texte du discours prononcé par Ralf Guérin-Sérac lors du premier banquet réunissant les cadres de l'O.A.C.I.

Ce premier banquet marque une étape importante dans notre organisation. Il officialise notre départ : par suite, c'est la première cérémonie officielle de l'Ordre, et je sens l'obligation de dire, en ce moment, à tous, la confiance que je ressens et à chacun l'estime qu'il mérite. Selon la tradition qui est nôtre, je le fais dans l'ordre inverse d'ancienneté de chacun.

Je me tourne, en premier lieu, vers toi, Philippe. Nous nous sommes rencontrés rapidement, tous les deux, la première fois en 1962, sans qu'en vérité il y ait eu un grand contact entre nous, mais durant ces dernières semaines, j'ai appris à connaître la force de ton âme, ton énergie discrète et efficace, la régularité et la constance dont tu fais preuve dans ton travail. Je suis certain que tu poursuivras ton chemin sans déviations et sans faiblesses, luttant et abattant sans répit les obstacles qui, d'aventure, se présenteraient.

En toi, Pétrone, j'apprécie la richesse de la pensée, ta haute spiritualité et ton tempérament si profondément esthétique, la qualité artistique que tu as mise, depuis le début, au service de l'organisation. Je sais que ton tempérament d'artiste peut faire place, quand c'est nécessaire, à l'enthousiasme et à l'énergie de l'homme d'action. Je compte beaucoup sur toi.

1. Le rapport de la police italienne ajoute le nom de quatre Portugais. Zarco Moniz Ferreira, dirigeant du groupe fasciste *Joven Portugal*, José de Barcellos, José Valle de Figueirede et Armando Marques de Carvalho.

Toi, Théo, dont la serviabilité et la gentillesse sont inégalables, je te félicite pour les efforts que tu déploies pour t'adapter à nos côtés et être accepté par l'Équipe, avec toutes les imperfections et les carences religieuses qui te choquent tant. Je suis certain que tu ne t'en plaindras pas, et je te garantis tout mon appui.

En toi, Mistral, qui es solide comme le granit de notre terre d'Arvor, j'admire la loyauté et la spontanéité avec laquelle tu t'es joint à l'Équipe. Ceci me donne la joie profonde de voir que tu t'es incorporé à cette entreprise dont l'idéal nous rassemble, et j'ai une absolue confiance dans ta capacité de combat.

En toi, cher Vicomte, dont l'humour et la communicabilité sont sans limites, j'apprécie la rectitude de pensée et de sentiment, et tous tes efforts pour être à l'unisson avec nous. Ton adhésion nous est particulièrement précieuse, et nous savons combien nous pouvons compter sur toi.

Toi, Joël, fidèle compagnon des années de misère où j'ai pu apprécier tes qualités de résistance dans une lutte commune, et ta grande capacité de travail, ta perspicacité et surtout ta loyauté, tu as conquis ainsi, et justement, ta place au Conseil. Et de cela, il faut porter témoignage ici, devant tous.

Tu continues à mes côtés, travailleur d'élite, avec lequel on compte, sur qui l'on peut compter, dans toutes les occasions.

A vous tous, frères d'armes, mes vrais et plus proches compagnons de combat, je vous dis ma très haute estime et je vous clame ma confiance inébranlable dans le succès de notre entreprise. Je le sens profondément en moi, c'est pour moi une certitude, nous sommes aux débuts d'une magnifique entreprise. Parce que nous disposons d'une force indomptable, celle qui nous est conférée par la justesse et la noblesse de notre cause. Parce que nous disposons d'une réserve inépuisable d'enthousiasme et de foi, parce que nous avons la volonté intense de combattre et de lutter, sans trêve ni répit.

Mes Seigneurs, nous pouvons considérer que l'Ordre fut baptisé cette nuit. Que Dieu le protège!

Selon la Tradition, buvons au succès de nos armes, et maintenons bien haut l'Honneur et l'O.A.C.I.!

Lisbonne, 10 décembre 1966.

Les correspondants d'Aginter

Dès leur création, Aginter et Ordre et Tradition reçoivent un accueil très favorable dans les milieux

d'extrême droite européens. Deux réunions internationales organisées à Lisbonne par Ordre et Tradition — la première, en janvier 1967, rassemble des représentants de mouvements fascistes portugais, français, espagnols, suisses, suédois, allemands, argentins et paraguayens, la seconde, tenue à la fin du mois d'avril, regroupe des membres de l'extrême droite belge, britannique (*British National Party*) et italienne (*Ordine Nuovo*) — permettent à O.T. et à Aginter-Presse de mettre en place un réseau d'informateurs et d'honorables correspondants. Aginter a déjà reçu à cet effet une aide importante de la part de la station radio *La Voix de l'Occident,* dont le directeur des programmes, Maria de Paz, a mis à la disposition de l'agence tous les fichiers et toutes les informations dont dispose la station. Aginter a également récupéré le fichier d'*Agora,* la plus importante revue fasciste portugaise, aimablement fourni par son directeur, O'Neil.

Mais Aginter s'est surtout assuré la collaboration d'autres pseudo-agences de presse, telles les deux agences italiennes dépendant étroitement des services secrets de la Péninsule : l'agence F.I.E.L. et l'agence Oltremare.

F.I.E.L. Notizie Latine, dirigée à Rome par un certain Armando Mortilla, est théoriquement spécialisée sur l'Amérique latine. Oltremare, dirigée par Giorgio Torchia, un journaliste lié au S.I.D. et à la C.I.A., est censée, elle, s'intéresser aux problèmes du tiers monde. Oltremare et Aginter ont signé un accord de collaboration, en février 1967, à Lisbonne. « Cet accord stipule la réciprocité des correspondants et l'échange des renseignements et de documentations concernant certains pays d'Afrique; en cas de déplacement de journalistes mutuels, échange de menus services sur le plan de l'information locale et des introductions; l'aide mutuelle sur le plan des relations internationales dans le cadre de la lutte contre le communisme; la participation à la réalisation pratique d'un centre de liaison et de coordination à l'échelon international; l'action psychologique

et la propagande coordonnée sur des plans opérationnels à définir. »

La correspondance échangée entre Aginter et les deux agences italiennes, en particulier avec F.I.E.L., ne laisse guère d'ambiguïté sur le but de leur collaboration. Il ne s'agit certainement pas de journalisme, mais plutôt de l'action pratique de l'O.A.C.I. En effet, Armando Mortilla garantit par exemple à Guérin-Sérac « la disponibilité d'éléments " qualifiés " à utiliser dans des circonstances jugées opportunes ».

Les guillemets qui entourent le terme « qualifiés » ne laissent guère de doute sur le type de qualification dont il s'agit. Mortilla use d'ailleurs beaucoup des guillemets dans sa correspondance. Il écrit par exemple à Guérin-Sérac, le 18 juillet 1967, au sujet des éléments qualifiés cités plus haut : « La période des vacances ne nous a pas encore permis de vous envoyer le matériel " journalistique " qui vous intéresse. Cela parce que en cette période nous organisons des " camps " récréatifs et " éducatifs " qui absorbent toute notre activité. »

Les camps récréatifs et éducatifs en question sont en effet des camps d'entraînement pour les jeunes fascistes italiens du mouvement *Ordine Nuovo* auquel appartient Armando Mortilla.

Afin de ne pas dépendre complètement des Portugais, Guérin-Sérac et son équipe ont également pris contact avec le gouvernement sud-africain (leur intermédiaire est l'attaché de presse de l'ambassade à Lisbonne, Cyrus Smith), le gouvernement brésilien (l'intermédiaire est le directeur du centre du tourisme portugais au Brésil, Jorge Felner da Costa), et les gouvernements de Rhodésie, du Sud-Vietnam et de la Chine nationaliste.

En France, l'équipe d'Aginter, qui a gardé de bons rapports avec les milieux d'anciens O.A.S., est surtout en contact avec les comités Tixier-Vignancour, puis, après 1966, avec le mouvement Occident et le Mouvement Jeune Révolution (M.J.R.), créé à la fin de l'année 1966 par des anciens militants de l'O.A.S.-métro jeune.

Créé au mois d'avril 1964 sur les ruines de Jeune Nation par Pierre Sidos qui en abandonnera la direction après quelques mois, animé par Alain Madelin, Gérard Longuet, Alain Robert, François Duprat et Philippe Asselin, le mouvement Occident ne tarde pas à devenir l'organisation d'extrême droite la plus active de la fin des années 60, supplantant les autres tentatives de l'après-O.A.S. (Europe Action, Mouvement nationaliste du progrès, Rassemblement européen de la liberté, etc.), toutes plus ou moins manœuvrées en sous-main par Dominique Venner, ancien concurrent de Pierre Sidos à la direction de Jeune Nation. Son activisme déchaîné lui vaut d'être dissous au mois de novembre 1968. Il se reconstitue l'année suivante sous le nom d'Ordre nouveau, dissous en juin 1973, et reconstitué à son tour l'année suivante en Parti des forces nouvelles (P.F.N.).

C'est dans ces mouvements, et en particulier le M.J.R., que l'agence recrutait la plupart de ses correspondants, comme en témoignent les différents fichiers d'Aginter et d'O.T. Il semble par ailleurs qu'Ordre et Tradition ait exercé une influence occulte sur le M.J.R., dirigé par Jean Caunes et Nicolas Kayanakis, deux anciens lieutenants du capitaine Sergent dans l'O.A.S.-métro. Plusieurs documents de l'agence signalent le séjour à Lisbonne de certains dirigeants de cette organisation. D'autre part, plusieurs militants du M.J.R. ont effectué auprès de l'agence des stages dont nous verrons plus loin en quoi ils consistaient...

Ces liens privilégiés entre le M.J.R. et l'agence Aginter-Presse sont confirmés par un ancien dirigeant étudiant du M.J.R. : « *Jeune Révolution* [organe du M.J.R.] publiait régulièrement les articles d'Aginter-Presse. Les contacts entre le M.J.R. et Aginter étaient très cloisonnés, ils passaient par la centrale Ordre et Révolution, qui était l'organisation politique clandestine du M.J.R. »

Après la disparition du M.J.R., Aginter devait continuer à entretenir des rapports avec ses anciens militants regroupés dans l'Action populaire, le Groupe Action Jeunesse (G.A.J.) et le journal *Impact,* comme le signale

un échange de correspondance entre Aginter et J.-P. Stirbois, l'un des dirigeants du G.A.J. (rapport du S.D.C.I.). Le rapport signale aussi qu'Aginter était en contact avec la revue *Le Défi,* dirigée par Pierre Sergent et remplacée ensuite par *Impact* sans Sergent.

Les documents de l'agence révèlent également qu'Aginter était, en 1969-1970, en rapport avec le groupe de l'Élite européenne et avec l'éphémère publication du même non dirigée par un ancien militant du M.J.R., Joël Freymond, qui était aussi correspondant à l'époque de *L'Italiano,* la revue théorique des durs du M.S.I. (le parti néo-fasciste italien) dont le rédacteur en chef Guido Giannettini est l'un des personnages clés de la stratégie de la tension en Italie.

Enfin, Aginter avait des liens étroits avec les milieux catholiques intégristes. Le rapport du S.D.C.I. signale en effet, parmi les correspondants de l'agence, plusieurs officines intégristes : la Contre-Réforme de l'abbé Georges de Nantes, Lecture et Tradition, Diffusion de la pensée française, Fort dans la foi, Catacombes, *La Revue de l'Église du Silence,* etc. Les liens entre Aginter et les milieux intégristes s'étendaient, semble-t-il, jusqu'au Vatican où Ordre et Tradition comptait visiblement de solides protections. En particulier, celle du cardinal Tisserant, déjà dénoncé durant la guerre d'Algérie comme un des protecteurs de l'O.A.S. en Italie, et de son ancien secrétaire Mgr Georges Roche. supérieur général de l'*Opus Cenaculi.* Ce dernier écrivait en novembre 1966 à Guérin-Sérac, au sujet d'Ordre et Tradition : « Vous savez que je partage vos sentiments ainsi que ceux de votre équipe. C'est de tout cœur que je souhaite la réussite de vos efforts et que je prie pour bénir votre œuvre. »

En Suisse, Aginter s'était assuré la collaboration de la centrale néo-nazie du Nouvel Ordre européen dirigée par le professeur Amaudruz. Collaboration étroite, puisque plusieurs membres d'Aginter appartenaient également au N.O.E. et vice versa (une fiche d'adhésion à Ordre et Tradition au nom d'Amaudruz figure d'ailleurs

dans les archives d'Aginter). Les fiches de contact et la correspondance de l'agence révèlent qu'Aginter était en relation avec le groupe fasciste Jeune Europe-Suisse dirigé à Lausanne par Roland Gueissaz, correspondant en Suisse de la revue néo-nazie *La Nation européenne.*

En Belgique, Aginter avait des contacts dans l'entourage de Jean Thiriart, notamment avec l'avocat Georges Hupin, directeur du journal d'extrême droite *Nation Belgique.* La relation était plutôt ambiguë si l'on en croit les notes rédigées par les agents d'Aginter sur les activités du groupe de Jean Thiriart, qu'ils accusent d'être lié aux services de renseignements de certains pays arabes.

La correspondance d'Aginter-Presse avec la Belgique fait également état d'une collaboration étroite entre l'agence et un certain Jean Dagonier, en particulier pour l'échange de matériel et de renseignements concernant la gauche belge et l'opposition espagnole et portugaise réfugiée en Belgique. Jean Dagonier, qui est un ancien résistant, membre du S.R.A. (Service de renseignements de la Résistance, équivalent belge du B.C.R.A.), prétend aujourd'hui avoir infiltré Aginter-Presse pour le compte de l'Union internationale de la résistance et de la déportation (U.I.R.D.), sur l'ordre de son président, Hubert Halin, afin de recueillir des renseignements sur l'agence d'extrême droite [1].

En Allemagne, Aginter était en relation avec le parti néo-nazi N.P.D. et avec l'entourage de Franz Josef Strauss, chef du parti chrétien-social bavarois, et plus précisément avec son secrétaire Marcel Hepp, également directeur du *Bayern Kurier,* le journal de Strauss.

En Espagne, avec le C.E.D.A.D.E., Cercle espagnol des amis de l'Europe, mouvement des ultras de la Phalange, et avec la revue ultra-fasciste *Vanguardia,* dirigée par le journaliste Miguel Lloria.

Aux États-Unis, avec la *National Review,* dirigée par William Buckley.

1. Entretien avec l'auteur, décembre 1976.

Frère du sénateur de New York James L. Buckley, William F. Buckley est aujourd'hui un des leaders intellectuels de l'extrême droite américaine. C'est aussi un ancien agent de la C.I.A., comme le révèle, dans son livre de mémoires *Undercover*, le chef des « plombiers » du Watergate Howard Hunt, qui raconte qu'au début des années 60, lorsqu'il dirigeait l'antenne de la C.I.A. de Mexico, Bill Buckley travaillait sous ses ordres comme « agent extérieur ». La famille Buckley semble d'ailleurs avoir un certain faible pour l'agence de renseignements américaine, car la sœur de Bill Buckley, Priscilla Langford Buckley, a travaillé comme officier de la C.I.A. à Paris à la fin des années 50, ainsi que sa belle-sœur Ann Frances Cooley, la femme du sénateur James Buckley.

Mis à part un échange de correspondance entre William Buckley et Jay Salby daté de novembre 1967, il n'existe malheureusement pas grand-chose dans les archives d'Aginter sur les liens entre l'agence de Lisbonne et le directeur de la *National Review*.

Une formation très spéciale

Sur la base de tous ces contacts, Guérin-Sérac et son équipe avaient mis en place un réseau d'informateurs et d'honorables correspondants dans toute l'Europe.

« Au départ, explique aujourd'hui l'un d'eux, on nous demandait un travail banal de correspondant de presse, correspondant spécialisé puisqu'il s'agissait essentiellement de fournir des informations sur les activités des communistes et des gauchistes, sur leur pénétration dans l'armée, leur financement, les organisations qu'ils contrôlaient, etc. L'agence testait ainsi la capacité de ses correspondants dans la collecte du renseignement. Au bout d'un certain temps, les correspondants, munis d'une carte de presse délivrée à Lisbonne, devenaient de fait des espions travaillant pour la P.I.D.E. On leur demandait, par exemple, d'espionner les citoyens portugais résidant en France, et en particulier les opposants au régime. Aginter, comme la P.I.D.E., avait à cet effet

des rapports avec le pseudo-syndicat C.F.T.[1], afin d'aider à l'encadrement des ouvriers portugais très nombreux dans la région parisienne. Enfin, certains correspondants effectuaient aussi des stages à Lisbonne où, dans le cadre de l'O.A.C.I., ils recevaient une formation spéciale. »

Grâce aux archives de l'agence, on sait aujourd'hui en quoi consistait cette formation spéciale instituée par Aginter-Presse, qui avait installé dans la capitale portugaise une véritable école des techniques de subversion et de terrorisme. De nombreux fascistes européens ont ainsi, pendant plusieurs années, suivi, dans des camps d'entraînement fournis par la P.I.D.E. et la Légion portugaise, des cours de subversion dispensés par Guérin-Sérac et son équipe à leurs « correspondants » et aux agents très spéciaux.

Pour sa part, la police italienne, dans un rapport sur Aginter, écrit : « Les recrues sont entraînées dans des camps pour des actions de sabotage [...]. Un de ces camps se trouvait au sud du Portugal dans l'Algarve [...]. Le centre d'entraînement le plus important était à Windhoek (Sud-Ouest africain) où il bénéficiait de la complicité des autorités locales. Il y a parmi les instructeurs des ex-officiers portugais, belges et rhodésiens, le principal instructeur était Zarco Moniz Ferreira... »

Cette « formation spéciale » se déroulait sur une période de trois semaines : cinq jours par semaine avec des cours théoriques le matin et des travaux pratiques l'après-midi. Cet enseignement était divisé en quatre matières : action, propagande, renseignement et sécurité, et mettait spécialement l'accent sur l'action psychologique et les techniques de terrorisme et de sabotage, ainsi que sur l'utilisation des explosifs et l'emploi des armes... Un soin tout particulier était accordé aux moyens dits « non conventionnels ».

Les élèves étaient ainsi préparés à des missions

1. Voir p. 371.

spéciales du style de celles qu'effectuent les services « action » des services spéciaux officiels : action de commando, espionnage, mission d'intoxication, attentat, assassinat, etc.

L'un de ces cours théoriques était ainsi rédigé : « La subversion agit avec des moyens appropriés sur les esprits et sur les volontés pour conduire à agir en dehors de toute logique contre toutes règles, contre toutes lois, elle conditionne ainsi les individus et permet d'en disposer à son gré. »

« Terrorisme : le terrorisme casse la résistance, obtient sa soumission et provoque la rupture entre la population et le pouvoir.

« Terrorisme sélectif : casser l'appareil politique et administratif en éliminant les cadres de cet organisme.

« Terrorisme aveugle : briser la confiance du peuple en désorganisant les masses pour mieux les manipuler.

« Progression : éliminer des personnalités pour frapper l'opinion, élimination des cadres importants, affoler l'administration, élimination des petits cadres, et des élites naturelles afin de casser la société.

« Attentats et sabotages généralisés pour provoquer la paralysie générale d'une région », etc.

« Nous pouvions fournir jusqu'aux gadgets les plus extraordinaires, raconte un ancien d'Aginter. Notre chef Ralf disposait d'un bricoleur hors pair, à en faire pâlir de rage les accessoiristes les plus inventifs des films de James Bond. Ce garçon était un fanatique de l'explosif, un génie des machines infernales, pièges à retardement et décès ingénieux. Il imaginait les attentats les plus ahurissants, les calculant avec la rigueur d'un Einstein. Il avait par exemple conçu une petite bombe adhérente que l'on pouvait coller contre la roue arrière d'une voiture. Lorsque le véhicule démarrait et roulait, la charge ne sautait pas encore. Le dispositif prévoyait que c'était seulement dans un virage donné, que le conducteur abordait à une vitesse également donnée, que l'engin explosait scientifiquement. Ainsi pouvait-il déterminer

l'endroit précis où il souhaitait que l'attentat se produisît, même si ce lieu se trouvait à des kilomètres du point de départ[1]. »

La coïncidence est peut-être fortuite, mais cette description nous fait irrésistiblement penser à l'engin explosif placé sur la voiture d'Armando Letelier qui, le 21 septembre 1976 à Washington, à coûté la vie à l'ancien ministre des Affaires étrangères de Salvador Allende et à une jeune universitaire américaine qui l'accompagnait.

La revue américaine de contre-information *Counterspy* rapporte que « Letelier a été tué par des exilés cubains d'extrême droite appelés *Gusanos,* payés à la fois par la C.I.A. et la D.I.N.A. » (*Dirección de Inteligencia Nacional :* les services secrets de Pinochet). Toujours selon cette revue, un des leaders des *Gusanos,* Orlando Bosch, a accusé deux membres de son organisation, Guillermo et Ignacio Novo Sambal, du meurtre de Letelier. Or Aginter a effectivement entretenu des liens (et continue d'entretenir) à la fois avec la D.I.N.A. et les Cubains anticastristes. D'autre part, ce sont des terroristes liés à Aginter qui ont tenté d'assassiner à Rome, en octobre 1975, Bernardo Leighton, un autre dirigeant de l'opposition au régime de Pinochet (voir p. 312). Cela fait donc beaucoup de coïncidences.

En ce qui concerne l'emploi des moyens non conventionnels, les manuels d'instruction de l'O.A.C.I. renseignent les futurs agents sur les moyens à employer pour « éliminer, mettre en condition [...] ou manipuler les individus. »

Les moyens d'élimination peuvent être violents ou progressifs, explique l'un des manuels qui cite la digitaline, le curare, le cyanure, etc. Pour mettre hors d'usage un individu, le manuel conseille en revanche l'emploi du L.S.D., de la cantharide et de somnifères puissants. Quant aux moyens de manipulation, le manuel préfère la scopolamine et les anesthésiques de la série des cyclos, en particulier le cyclopropane qui ne laisse pas de trace...

Parmi les autres moyens d'élimination, l'agence mani-

1. *L'Aurore* 12 février 1974.

feste une prédilection pour la fabrication d'engins explosifs sophistiqués. Selon plusieurs témoignages, l'agence possédait, avec le frère de Guérin-Sérac, Jean-Marie Guillou, un bricoleur particulièrement doué pour la confection de toutes sortes d'engins meurtriers.

Enfin, la formation spéciale consacrait une longue série de cours aux techniques de couverture et aux règles de sécurité que devaient observer les cadres de l'O.A.C.I.

Cet enseignement concernait particulièrement :

— les techniques de surveillance et de filature (étude du processus des filatures, de la technique de la filature, de la défense contre la filature, etc.);
— les techniques de fouille et de perquisition;
— les techniques de contact entre agents (l'usage des boîtes aux lettres, les signes de reconnaissance, les diverses précautions à prendre, etc.);
— les techniques d'interrogatoire (comment faire un interrogatoire, comment le subir, les méthodes dures, l'utilisation du penthotal, la torture);
— les techniques d'alibi en cas d'arrestation (comment construire une histoire, comment construire des faux aveux), etc.

2

Le métier de la contre-révolution en Afrique et en Amérique latine

L'Afrique est le premier champ d'opération de Guérin-Sérac et de ses hommes.

Selon le rapport du S.D.C.I., c'est vers la fin de l'année 1965, soit plusieurs mois avant la création officielle d'Aginter, que les honorables correspondants de l'agence commencent à y opérer pour le compte de la P.I.D.E. et du ministère de la Défense portugais.

Le rapport d'enquête apporte peu d'éléments sur la nature exacte des premières actions de l'agence; il précise simplement qu'Aginter « envoyait ses officiers d'opération (sept ex-officiers français, six volants et un fixe au Portugal) dans les pays limitrophes de l'Afrique portugaise ». Leurs objectifs, poursuit le rapport, « incluaient la liquidation des dirigeants des mouvements de libération, l'infiltration, l'installation d'informateurs et de provocateurs et l'utilisation de faux mouvements de libération ».

Ce n'est pas tout. Lisbonne est depuis le début des années 60 l'une des principales plaques tournantes des mercenaires pour l'Afrique. Une aubaine pour Aginter qui devient vite l'un des principaux intermédiaires pour le recrutement des soldats de fortune. Une entreprise qui va enrichir Guérin-Sérac et ses amis.

Fin 1966, l'agence décroche son premier marché important : le plan « Kerillis », mis au point par certains milieux financiers belges, avec la complicité des services

portugais et la bénédiction des services français, qui doit ramener Moïse Tschombé au pouvoir au Congo.

L'aventure de Moïse Tschombé a commencé le 11 juillet 1960 avec la sécession de la province du Katanga douze jours après la proclamation de l'indépendance de l'ancienne colonie belge. Dès les premiers mois, Tschombé engage, pour encadrer son armée, des mercenaires européens. Il s'adresse pour cela à un des théoriciens de l'action psychologique, le colonel Trinquier, qui passe alors pour être l'un des experts de la guerre révolutionnaire. Celui-ci recrute plusieurs officiers mis sur la touche après l'affaire des barricades, tels le commandant Faulques, La Bourdonaye, Bob Denard, etc. Durant deux ans, plusieurs centaines de mercenaires vont se battre contre les troupes de l'O.N.U. envoyées pour mettre fin à la sécession. Finalement, au mois de décembre 1962, Tschombé est contraint à l'exil. Rappelé au Congo en 1964 comme Premier ministre pour mater la rébellion des Simbas, il ramène avec lui ses mercenaires. Renversé par le général Mobutu au mois d'octobre de l'année suivante, Tschombé est à nouveau contraint à l'exil... Mais il ne s'avoue pas vaincu. De son refuge madrilène, il se prépare à reprendre le pouvoir, toujours avec l'aide des mercenaires.

Un peu partout en Europe, des mercenaires sont recrutés. Par l'intermédiaire de la P.I.D.E., Tschombé et son conseiller, le professeur Clemens, se sont assuré les services d'Aginter-Presse, et c'est l'occasion pour l'O.A.C.I., nouvellement créée, de battre le rassemblement des militants d'extrême droite et des anciens O.A.S. pour défendre la présence occidentale en Afrique. Guérin-Sérac se charge de recruter une armée de mercenaires qui, le moment venu, avec les gendarmes katangais fidèles à Tschombé et l'armée blanche du colon belge Jean Schramme, doit renverser le gouvernement de Mobutu.

« J'ai été recruté pour cette opération à Bruxelles, où je vivais, par le capitaine Souetre que j'avais connu à l'époque de l'O.A.S. », explique Jacques Depret, un curieux personnage, ancien des services spéciaux français, passé à l'O.A.S. durant la guerre d'Algérie. « Souetre avait été chargé par Sérac de commander les

mercenaires recrutés dans le cadre d'Aginter, il me proposa d'être son officier de renseignement, j'acceptais immédiatement. » Jean René Souetre, ancien capitaine des commandos de l'air, est encore à l'époque l'une des célébrités de l'ex-O.A.S. Guérin-Sérac l'a engagé à l'occasion de cette opération dont il lui confie l'organisation et le commandement. Sous le pseudonyme de Constant, le capitaine Souetre, pour la circonstance, a été promu major. En quelques mois, il réunit à Lisbonne une cinquantaine d'hommes, pour la plupart belges et français, anciens de l'O.A.S. ou du Katanga.

Au début de l'été 1967, munis de laissez-passer délivrés par Perreira de Carvalho, numéro trois de la P.I.D.E., toute l'équipe est expédiée à Luanda, en Angola.

L'état-major de la petite armée est constitué comme suit. Major : Souetre, dit Constant; commandants : Piret, un mercenaire belge, et Delamichel, un mercenaire sud-africain; capitaines : Duculster (un mercenaire belge qui sera tué quelques mois plus tard à Bukavu), Jacques Depret et Jacques Maury; lieutenant : « Walter » Bonnet-Gauthier; etc. [1].

Théoriquement, l'opération doit avoir lieu au mois de juin. « Une opération aéroportée était prévue sur Élisabethville, raconte un membre de l'état-major, nom de code, " Matou ", souvenir des commandos de l'air en Algérie. Je devais être de cet atterrissage. Tschombé nous avait dit : " Pendant que vous vous poserez et prendrez la ville, je tournerai aussi en avion; si tout se passe bien, j'arriverai à mon tour. " Je le laissais dire, mais j'avais décidé, au-dessus d'Élisabethville, de le contraindre à se poser avec nous si nécessaire, pistolet au poing. Nous péririons ou nous triompherions ensemble. Tschombé avait déjà enregistré à l'agence un certain nombre de messages et de proclamations devant être diffusés à l'heure où il prendrait le pouvoir au Congo. C'est un matériel qui resta dans les tiroirs car,

1. Rapport d'enquête du S.D.C.I.

quelques jours avant l'opération, Tschombé se faisait enlever en avion. Bizarrement par un autre Français, Francis Bodeman [1]. »

Le rapt de Tschombé avait déréglé la machine de guerre destinée à renverser Mobutu. Schramme est obligé de frapper plus tôt que prévu. « C'est le moment de parler de certains phénomènes qui se produisirent à l'agence, poursuit le membre de l'état-major cité plus haut. [...] Les services spéciaux français avaient fini par apprendre notre existence. Ils nous infiltrèrent en nous envoyant des anciens de l'O.A.S. ou des jeunes aventuriers manipulés par eux. Un jeu subtil commença entre services portugais et services français... »

Ce jeu subtil avait pour objet Aginter. Les services français ne tenaient pas à ce que l'agence de Lisbonne, dirigée par d'anciens O.A.S., fourre trop son nez dans les affaires africaines, chasse gardée de Jacques Foccart [2]. Ce dernier avait d'ailleurs envoyé son bras droit Morichot-Beaupre à Luanda pour évaluer la situation.

Les services spéciaux français effectuent de fortes pressions sur la P.I.D.E. pour qu'elle élimine Souetre et les autres membres d'Aginter, et envoient un de leurs agents à Luanda, le mercenaire Bob Denard, dit colonel Bob, pour qu'il prenne le contrôle des opérations. Le S.D.E.C.E. somme alors la P.I.D.E. de choisir entre lui et les anciens O.A.S. Les services portugais cèdent et les Français d'Aginter sont mis en résidence surveillée dans un fort surplombant Luanda, puis, après quelques semaines, réexpédiés à Lisbonne. Bob Denard reprendra à son service, à quelques exceptions près, l'équipe de mercenaires recrutée par le capitaine Souetre.

L'aventure katangaise d'Aginter s'était limitée à un vol de reconnaissance du capitaine Souetre et des mercenaires Léon Liber et Roger Braco au-dessus

1. Témoignage publié par Philippe Bernert dans *L'Aurore* du 12 février 1974.

2. Ancien secrétaire général à la présidence de la République pour les affaires africaines et malgaches à l'époque du général de Gaulle, il est considéré comme le chef des polices parallèles et des barbouzes françaises particulièrement actives en Afrique.

d'Élisabethville, et à quelques « missions confidentielles » effectuées pour le compte de Pierre Joly, « représentant à l'étranger » du colonel Jean Schramme.

Aginter va effectivement empoisonner les relations — pourtant excellentes — qui existaient entre la police politique portugaise et les services spéciaux français. Durant leur court séjour à Luanda, les hommes d'Aginter eurent le temps de faire, par exemple, quelques croche-pieds aux services français. « Souetre m'avait confié le poste d'officier de renseignements, j'ai rempli cette tâche de mon mieux, raconte Jacques Depret. Je comprends que le S.D.E.C.E. en ait gardé quelques rancunes à mon égard, car je dépistais tous les agents qu'il nous envoyait [1]. »

A propos de Jacques Depret, le S.D.E.C.E. envoya d'ailleurs à la P.I.D.E., le 10 janvier 1968, une note qui en dit long sur les rapports existant entre tout ce joli monde :

CAS DEPRET

Depret a été mêlé à un projet d'assassinat de M. Tschombé alors que celui-ci était encore à Madrid.

Quelque temps après, il a été recruté par Tschombé (Tomas) et est parti pour l'Angola avec l'équipe de Souetre. A Luanda, Souetre et lui recevaient des informations que leur transmettait de Lisbonne un autre Français, Guillou, dit Guérin-Sérac.

L'activité de Guillou à la P.I.D.E. de Lisbonne lui donnait accès à divers documents, dont les fiches de l'aéroport.

Depret a divulgué, par diverses lettres, la plupart des renseignements qu'il obtenait par cette voie, dont un certain nombre de noms propres. L'une de ces lettres a été communiquée par nos soins à MM. Castro, de la P.I.D.E. de Lisbonne, et Lopez, de la P.I.D.E. de Luanda, qui nous ont assuré que M. Depret serait écarté.

Par ailleurs, il est prouvé que c'est Souetre qui a renseigné les publications *Europe-Magazine* et *Minute* (noms propres publiés), utilisant pour cela la même source d'information.

1. Entretien à Bruxelles, décembre 1976.

Or, nous venons d'apprendre que M. Depret cherchait à recruter actuellement des instructeurs français pour l'Angola par l'intermédiaire du mouvement Occident à Paris (lié à *Europe-Magazine*), entre autres, et qu'il donnait pour cela, par l'intermédiaire dudit mouvement, des boîtes aux lettres à Lisbonne.

C'est donc que l'équipe Depret et Cie est toujours en rapport avec la P.I.D.E. de Lisbonne, malgré les assurances qui nous ont été données.

Le mouvement Occident, qui n'a aucune audience en France, groupe quelques centaines de jeunes gens et est « truffé » d'indicateurs de police et de provocateurs. Les positions sont violemment antigouvernementales et une collaboration avec les services portugais de ce petit groupe ne peut qu'être nuisible aux bonnes relations franco-portugaises.

La P.I.D.E. (Lisbonne et Luanda) nous a demandé de fournir des instructeurs. Il nous sera difficile de donner suite dans les conditions actuelles, où notre propre sécurité n'est même pas assurée, pas plus que le secret de nos déplacements, puisque nous sommes à la merci des dénonciations de l'équipe en question.

On savait déjà, grâce à des documents publiés par *Le Canard enchaîné* fin 1974 [1], que police et services spéciaux français (Renseignements généraux, D.S.T. et S.D.E.C.E.) entretenaient les meilleurs rapports avec la P.I.D.E. Mais on ignorait encore que le S.D.E.C.E. fournissait aussi des instructeurs aux tueurs et aux tortionnaires de la Gestapo portugaise.

En publiant l'organigramme top secret du S.D.E.C.E. envoyé le 26 janvier 1971 par les services français à la P.I.D.E., et transmis par le chef d'antenne du S.D.E.C.E. à Lisbonne, *Le Canard enchaîné* révélait les rapports privilégiés qu'entretenaient les deux services alors que le Portugal était dirigé par un gouvernement fasciste.

Pour décrire l'ambiance qui régnait entre les deux services, l'hebdomadaire citait quelques phrases extraites de lettres adressées par des patrons de la P.I.D.E. aux généraux Grossin et Jacquier, directeurs successifs du S.D.E.C.E. : « Pour le bien de la cause que nos deux pays défendent [...] la bonne collaboration qui a toujours

1. *Le Canard enchaîné*, 3 décembre 1974.

existé entre nos deux services... » Cette collaboration avait fort peu à voir avec la recherche d'espions. Il s'agissait simplement d'aider la P.I.D.E. dans sa chasse aux opposants portugais. *Le Canard* faisait également état, documents à l'appui, des véritables rapports de « copinage » existant entre les dirigeants de la P.I.D.E. et de hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, de la police nationale et des Renseignements généraux, ainsi que des petits services que ces messieurs rendaient aux fascistes portugais. « On a trouvé à Lisbonne dans les archives de la P.I.D.E. [...] les preuves du zèle manifesté par certains services de police français. Exemple : une très longue liste de Portugais vivant en France et ayant des activités politiques, avec leurs adresses naturellement; une note sur les contacts de certains Portugais avec le P.C. français », etc.

Après son échec de Luanda, Aginter tente de prendre sa revanche au Biafra, et propose au gouvernement sécessionniste d'Ojukwu de fournir une série de cadres militaires à l'armée biafraise. Pour l'occasion, Aginter a baptisé son organisation militaire « Organisation des volontaires spécialistes », le terme « volontaires » devant distinguer les hommes de l'agence des mercenaires traditionnels. Mais Guérin-Sérac va encore jouer de malchance : le commandant Faulques et Bob Denard, dépêchés par les services français, vont lui souffler une nouvelle fois le marché.

Ses projets katangais et biafrais ayant échoué, Aginter va se rabattre sur le Congo-Brazzaville.

Les barbouzes de l'agence connaissent bien le pays où elles ont déjà effectué plusieurs missions pour la P.I.D.E. (le rapport d'enquête du S.D.C.I. mentionne en particulier une opération de récupération d'un élément du M.P.L.A., nom de code « Baya », réalisée par un certain Jean-Marie Lafitte, pseudonyme en fait de Jean-Marie Laurent).

Depuis 1963, la République populaire du Congo, dirigée par le gouvernement progressiste du président Massemba-Debat, est la principale base de soutien du Mouvement populaire de libération de l'Angola d'Agos-

tinho Neto. Elle est également le centre de pénétration castriste en Afrique, de nombreux conseillers cubains encadrant l'administration et l'armée congolaises.

Le rapport d'enquête du S.D.C.I. révèle qu'un projet de coup d'État destiné à renverser le gouvernement de Massemba-Debat avait été mis au point en 1967 par Aginter-Presse, en collaboration avec la P.I.D.E., les gouvernements du Gabon, d'Afrique du Sud et de Rhodésie, et les services spéciaux français, le S.D.E.C.E.

Les opérations de ce coup d'État devaient être couvertes par une société créée pour l'occasion, le C.O.S.T., Consortium pour l'organisation et le support technique. La liaison entre le S.D.E.C.E. et Aginter était assurée, précise le rapport, par un certain H. M. Lasimone, un ex-mercenaire du Katanga utilisant comme couverture le Consortium forestier et maritime, B.P. 101, Libreville, Gabon.

Toujours selon le rapport, Lasimone et Guérin-Sérac se proposaient également d' « élargir ce plan au Katanga afin d'y constituer un État blanc ».

Des divergences étant intervenues entre les services portugais et les services français, ce plan ne devait finalement pas aboutir. A ce sujet, le rapport fait état d'une note du directeur des renseignements de la P.I.D.E., Perreira de Carvalho, dans laquelle ce dernier rejette le plan en question, reprochant aux services français de « vouloir tirer parti d'un plan dans lequel ils ne prenaient aucun risque ». Toujours selon Perreira de Carvalho, ce plan « ne prévoyait pas non plus, en contrepartie à la participation portugaise, la garantie que le M.P.L.A. serait démantelé et que la République populaire du Congo adopterait une politique de non-hostilité envers le Portugal ». « D'autre part, conclut la note du directeur des renseignements de la P.I.D.E., même en cas de réussite du plan, il y avait le risque de voir l'O.U.A. internationaliser le conflit à l'intérieur des colonies portugaises. »

Abandonné par la P.I.D.E., le projet de coup d'État au Congo ne l'était pas par Aginter.

Guérin-Sérac, qui entretient de bons rapports avec l'opposition congolaise et l'ancien président de la République, l'abbé Fulbert Youlou, leur propose de les ramener au pouvoir moyennant la somme de cent millions de centimes. L'affaire est traitée dans le courant du mois de novembre et Sérac touche un acompte de quarante millions [1]. Les cadres de l'agence constituent l'état-major de l'opération. « A l'exemple de l'armée française, cinq bureaux sont créés, explique Jacques Depret, Guérin-Sérac se désigne chef d'état-major. Le 2e bureau, celui chargé du service de renseignements, m'échoit. » Sérac envoie plusieurs de ses agents au Congo prendre contact avec des officiers de l'armée et de la gendarmerie hostiles à Massemba-Debat. Le coup est décidé pour le mois de mai 1968. La suite de l'affaire est beaucoup moins sérieuse et frise l'escroquerie. « Nous étions convenus avec Guérin-Sérac qu'une dizaine d'ex-officiers viendraient me seconder au moment de l'opération, raconte Jacques Depret envoyé au Congo pour superviser le coup d'État. Normalement ils auraient dû arriver le 10 mai. Or un télex reçu le 13 m'avait annoncé l'arrivée " possible de deux d'entre eux "... » Ceux-ci n'arriveront jamais. « J'avais été contacté à Genève par le capitaine Mathieu pour participer à ce coup, raconte l'un des deux mercenaires, j'ai reçu pour cela un million d'anciens francs. Je devais me rendre à Brazza une semaine avant le coup d'État et attendre que l'on me contacte. Quelques jours avant de partir pour Brazzaville, j'ai appris par la radio qu'une tentative de coup d'État avait eu lieu et qu'elle avait échoué. L'affaire était vraiment foireuse... »

Pour des raisons mystérieuses, Jacques Depret avait avancé la date du coup et fixé le jour J au 13 mai, 22 heures. Il s'était retrouvé ce soir-là tout seul avec des conjurés congolais hésitants. Le putsch échouait lamentablement et Depret était arrêté par les autorités de Brazzaville.

1. Jacques Depret, *Coup d'État à Brazzaville*, Bruxelles, 1976.

En prison, il retrouve un autre agent d'Aginter, Jean-Marie Laurent, arrêté quelques mois plus tôt après que l'agence l'eut envoyé au Congo pour infiltrer les milieux gouvernementaux avec une couverture de journaliste d'extrême gauche. C'est en tant que tel qu'il a d'ailleurs été arrêté au mois de février, son zèle prochinois n'étant plus du goût du gouvernement du président Massemba-Debat. Les Congolais sont très étonnés de trouver chez les putschistes des documents liant Jean-Marie Laurent à leur entreprise. Les Chinois de l'ambassade de Brazzaville le sont plus encore. Ce sont eux qui ont introduit le journaliste d'extrême gauche auprès du gouvernement, et depuis ils font en vain le siège du président Massemba-Debat pour obtenir sa libération [1].

L'infiltration

En fait, l'infiltration des organisations prochinoises et l'utilisation de cette couverture sont l'une des grandes spécialités d'Aginter. La principale de ces couvertures est une organisation prochinoises suisse : le parti communiste suisse marxiste-léniniste, transformé plus tard en parti populaire suisse, et son journal *L'Étincelle*. C'est en tant que journaliste de *L'Étincelle* et avec une recommandation de l'ambassade de Chine à Berne que Jean-Marie Laurent avait été reçu à Brazzaville. Les officiers portugais qui ont mené l'enquête sur Aginter-Presse portent des accusations très dures contre le parti populaire suisse et son secrétaire général Gérard Bulliard, qu'ils accusent de collusion avec Aginter. « Le parti communiste suisse (m-l), puis le parti populaire suisse, disent-ils, ont servi pendant plusieurs années de couverture à Aginter dans ses opérations pour le compte de la P.I.D.E., non seulement en Afrique pour infiltrer

1. Libéré au mois de décembre 1969, Jean-Marie Laurent vit aujourd'hui à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), où il est devenu un militant autonomiste canaque...

les mouvements de libération, mais aussi en Europe pour pénétrer les milieux de l'opposition au régime de Salazar. Cette couverture a été utilisée par Guérin-Sérac lui-même, par Jean-Marie Laurent et surtout par un autre Français, Robert Leroy, ancien Waffen-S.S. et désigné sous le code de " T *bis* ". C'est d'ailleurs lui qui est, semble-t-il, à l'origine de l'utilisation du parti populaire suisse comme couverture. »

« Nous n'avons jamais eu de rapports avec Aginter-Presse, répond à ces accusations Gérard Bulliard, mais un militant de notre parti, Robert Leroy, était aussi membre de cette agence, bien sûr à notre insu, et nous ne l'avons appris que beaucoup plus tard; c'est lui qui s'est servi de notre parti. Nous n'avions aucune raison de nous méfier de lui, il faisait partie des Amitiés franco-chinoises et il s'est présenté à nous avec une recommandation de l'ambassade de Chine qui déclarait qu'il avait fait une autocritique sur son passé. R

« Robert Leroy, qui était journaliste, nous a dit qu'il était en rapport avec les mouvements de libération en Afrique [...]. Il nous a proposé de faire des reportages pour *L'Étincelle*. Ses reportages étaient corrects politiquement et nous les avons publiés dans notre journal.

« Je n'ai jamais rencontré, par contre, Guérin-Sérac ni Jean-Marie Laurent [...]. J'ai vu son frère Daniel Laurent car il est venu me voir pour me demander d'intervenir quand Jean-Marie Laurent a été emprisonné au Congo [...]. Je pense que s'il avait une carte du parti populaire suisse et une carte de journaliste à *L'Étincelle* lors de son arrestation, ces cartes étaient fausses ou alors lui avaient été fournies par Robert Leroy, dont je sais qu'il possédait de fausses cartes de presse et de faux documents...

« J'ai écrit au Portugal à la commission d'enquête pour dire que je n'avais rien à voir avec cette affaire et avec les accusations de Manuel Rio, mais je n'ai pas eu de réponse [1]. »

1. Entretien téléphonique avec l'auteur, décembre 1976.

Bulliard fait ici allusion aux accusations portées contre lui par Manuel Rio, ancien dirigeant du Front portugais de Libération (F.P.L.), qui l'a traité d'agent de la C.I.A. dans *Portugal libre* :

« Bulliard, correspondant de la fausse agence Aginter-Presse en Suisse [...] Bulliard, de nationalité suisse, connu internationalement pour être un agent de la C.I.A. au service de la P.I.D.E. sous le couvert de correspondant de l'agence Aginter-Presse. Ce bandit s'est présenté à notre siège à Paris et nous a offert ses services pour tout ce qui nous serait nécessaire! Sachant que nous voulions acquérir des armes pour la révolution en marche, il nous a offert de nous en vendre, mais à un prix excessif parce qu'il savait d'avance que nous n'accepterions pas. » (*Portugal libre*, 28 mai 1974.)

Il est à signaler à la décharge de Bulliard que Rio est accusé de son côté par l'ensemble de la gauche portugaise d'être un provocateur et un ancien agent de la P.I.D.E. Le directeur de *Portugal libre* a répondu à ces accusations en exhibant un certificat de la commission de démantèlement de la P.I.D.E. déclarant que « Manuel Rio *avait* demandé son adhésion à la police politique portugaise en juillet 1957 comme agent auxiliaire » et qu'elle lui avait été refusée... ce qui est pour le moins cocasse comme élément de défense.

Gérard Bulliard défend donc la thèse de l'infiltration de son parti par des agents d'Aginter. Il en rejette la faute sur les ambassades chinoises de Paris et de Berne, coupables, selon lui, d'avoir introduit le nazi Robert Leroy, ainsi que d'autres agents d'Aginter, dans les milieux prochinois européens.

On sait qu'aveuglés par leur antisoviétisme, les diplomates chinois en poste en Europe, en particulier ceux de l'ambassade de Berne, ont trop souvent manqué de discernement dans le choix de leurs amis politiques. On commence aujourd'hui à connaître les conséquences de cette légèreté, dont les opérations d'infiltration d'Aginter-Presse ne sont malheureusement pas le seul exemple.

Les bavures des diplomates chinois n'excluent pas pour autant les responsabilités du P.P.S. et de son secrétaire général, G. Bulliard. Le P.P.S. a bel et bien couvert une partie des activités de l'agence fasciste de Lisbonne.

L'orientation idéologique réelle du P.P.S. n'inquiète pas que les enquêteurs portugais. Les accusations vont bon train dans les milieux d'extrême gauche qui ont, à un moment ou à un autre, été en contact avec le P.P.S. et son secrétaire général.

Gérard Bulliard a en effet des attitudes peu orthodoxes pour un dirigeant prochinois. Il a accordé par exemple une interview, en janvier 1967, au mensuel néo-nazi de Jean Thiriart, *La Nation européenne,* pour y expliquer les déboires d'un dirigeant communiste. Gérard Bulliard nie bien sûr aujourd'hui avoir accordé cette interview, publiée, dit-il, « à son insu », et dont il n'aurait appris la publication que trois ans plus tard.

Ayant ainsi gagné la confiance des diplomates chinois de Berne, introduits par le parti communiste suisse marxiste-léniniste (P.P.S.), les agents d'Aginter n'auront aucun mal à s'infiltrer dans les mouvements de libération africains.

Jean-Marie Laurent et Robert Leroy sont les deux principaux protagonistes de ces opérations d'infiltration. Le premier, avant son arrestation au Congo-Brazzaville, a réussi à s'infiltrer en Angola dans les zones libérées tenues par le M.P.L.A., et surtout en Guinée-Bissau où il a pu rencontrer les dirigeants du P.A.I.G.C. [1], en particulier Luis Cabral [2], en compagnie duquel il a visité la base de guérilleros de San Domingo [3].

L'assassinat d'Eduardo Mondlane

Mais les opérations les plus importantes ont été réalisées contre le F.R.E.L.I.M.O. par Robert Leroy.

1. P.A.I.G.C. : parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert.

2. Luis Cabral, aujourd'hui président de la République de Guinée-Bissau, est le frère d'Amilcar Cabral, chef historique du P.A.I.G.C. assassiné en Guinée-Conakry le 20 janvier 1973, à la suite d'un coup de main des commandos portugais avec la complicité des services spéciaux français (voir p. 330).

3. Rapport d'enquête du S.D.C.I.

Le rapport d'enquête du S.D.C.I. parle en effet d'une série de missions financées par les ministères de la Défense et des Affaires étrangères portugais. Ces missions d'infiltration en Tanzanie et dans le F.R.E.L.I.M.O. portaient comme nom de code : opération « Zona Leste ».

Dans un document rédigé dans une sorte d'abrégé-code, Robert Leroy donne le détail des opérations qu'il a effectuées entre le 5 juin 1968 et le 5 octobre 1969, sous sa couverture de journaliste prochinois, au Mozambique et dans les pays frontaliers (Tanzanie, Malawi, Zambie) qui abritaient à l'époque les guérilleros du F.R.E.L.I.M.O. Leroy raconte qu'il a interviewé les leaders du F.R.E.L.I.M.O. Eduardo Mondlane, Marcelino dos Santos et Mateus Gwanjare (l'interview de Marcelino dos Santos a été publiée dans *L'Étincelle*), qu'il a détecté les points de passage clandestins des guérilleros du F.R.E.L.I.M.O. sur les frontières de la Tanzanie, du Malawi et de la Zambie, et qu'il a « intoxiqué » les dirigeants du F.R.E.L.I.M.O., Mondlane, dos Santos, Chissano, Colona, Rebelo, Samora Machel, Lazaro N'kavandamo, Mateus Gwanjare, etc.

« Le travail d'intoxication de Robert Leroy consistait, explique un officier du S.D.C.I., à apporter de fausses informations aux dirigeants du F.R.E.L.I.M.O. et à créer des dissensions entre eux en jouant sur les rivalités de personnes et les contradictions politiques. »

Parmi les opérations d'intoxication dont il dresse la liste dans son rapport, Leroy écrit : « Intox [...] Simango c/ Mond. Simango c/ dos Santos. » Uria Simango était le vice-président du F.R.E.L.I.M.O. et Eduardo Mondlane et Marcelino dos Santos les deux principaux dirigeants du Front à cette époque.

Est-ce une coïncidence? Mondlane et dos Santos ont tous les deux reçu en Tanzanie, en février 1969, un paquet piégé. Mondlane en est mort. Or, dans son rapport datant vraisemblablement de la fin de l'année 1969, dans la rubrique « action », Leroy note : « Mondlane ass. (unar) Simango. » Leroy attribue ainsi l'assassi-

nat de Mondlane à Simango et à l'U.N.A.R. En 1974, arrêté par le F.R.E.L.I.M.O., Simango, qui avait été écarté du Front quelques mois après le meurtre, reconnaissait avoir été au courant du complot. Un autre dirigeant du F.R.E.L.I.M.O., Lazaro N'kavandamo, arrêté également, avouait, lui, avoir participé à la conjuration. Quant à l'U.N.A.R. (*Uniao Nacional Africana de Rombezia*), il s'agissait d'une organisation créée par des dissidents du F.R.E.L.I.M.O. dirigés par Amos Sumane, ancien membre du Comité central du Front. Cette dissidence avait été inspirée au milieu des années 60 par Jorge Jardim, éminence grise de Salazar et Caetano au Mozambique. Elle avait pour objet de créer un État tampon entre le fleuve Rovuma à la frontière tanzanienne et le Zambèze, afin de bloquer la percée du F.R.E.L.I.M.O.; cet État devait être intégré par la suite au projet de grand Malawi du Dr Banda, ami et confident de Jardim. Les premières enquêtes menées par le F.R.E.L.I.M.O. sur l'assassinat de son chef retenaient comme hypothèse que Jardim en était le cerveau. En associant l'U.N.A.R., dont le véritable patron était Jardim, à l'assassinat de Mondlane, Robert Leroy semble confirmer cette hypothèse, d'autant que les liens de Jardim avec Aginter sont aujourd'hui connus. Mais certains points entourant les circonstances de l'assassinat sont restés obscurs. Selon la police de Dar es-Salam, en Tanzanie, l'engin qui a tué Mondlane avait été préparé au Mozambique par des agents de la P.I.D.E. Il s'agissait d'un engin très sophistiqué, placé à l'intérieur d'un livre. Or on connaît le goût de l'agence de Lisbonne pour les machines infernales sophistiquées...

Robert Leroy se défend d'avoir trempé dans la mort de Mondlane : « Je n'étais pas en Tanzanie au moment de son assassinat », dit-il [1]. Il se défend également d'avoir espionné les mouvements de libération africains. « J'ai effectué, dit-il, un travail de pénétration auprès de mouvements de libération du Mozambique et de l'An-

1. Entretien téléphonique avec l'auteur, décembre 1976.

gola, non pour les espionner, mais pour les aider à réaliser une indépendance multiraciale avec la population d'origine portugaise. » Seulement, les faits témoignent du contraire.

Le personnage de Robert Leroy mérite par ailleurs une attention particulière, non seulement parce qu'il a été l'un des agents opérationnels d'Aginter-Presse les plus efficaces, mais surtout à cause du rôle qu'il a joué dans la tactique d'infiltration du mouvement prochinois en Europe par l'extrême droite et les services secrets occidentaux, et enfin parce que son nom figure dans le rapport du S.I.D. sur les bombes de Milan [1].

Robert Leroy est né en 1908 à Paris. A quinze ans, il entre à l'Action française, puis en 1936 il rejoint la Cagoule. A l'arrivée du Front populaire, il passe en Espagne où il combat comme officier de renseignements dans les rangs des *requetes,* puis dans ceux de la Phalange. Mais laissons-le parler :

« Je suis mobilisé à mon retour en France. La Belgique, Dunkerque. Je me retrouve à Vichy, au service de renseignements. Remonté en 1941 à Paris, je me lance cette fois à fond dans le journalisme : *La France au travail, Paris-Soir, Le Pilori.* Pour mettre mes actes en conformité avec mes articles, je m'engage en 1943 dans la Waffen-S.S. »

Il combat dans la division « Charlemagne » sur le front de l'Est, puis devient instructeur à l'école de sabotage de Skorzeny (section VI). Arrêté à la Libération, il est condamné en novembre 1947 à vingt ans de travaux forcés. Il est libéré le 24 juin 1954.

« Je n'ai plus de foyer : mère assassinée, père mort en internement, épouse divorcée, appartement pillé, biens confisqués, indignité nationale à vie. Assigné à résidence, j'ai rencontré par hasard un camarade d'enfance [...] il m'a pris en charge [...] après son départ [...] j'ai fait de la représentation de missels et de bréviaires avant de devenir directeur administratif d'une fabrique de cartes

1. Voir Introduction et chap. « Les bombes de Milan... ».

postales [...]. C'est au cours de vacances romaines, en août 1962, que je tombe sur mon ancien Sturmbannführer Alain Guignot de Sallebert, qui, réfugié en Italie depuis 1954, dirige une petite agence de presse. Il me met en rapport avec le général-préfet Pieche qui me prend des chroniques pour son organe des classes moyennes *Vivere*.

« Puis, m'ayant fait collaborer à différentes publications de droite, il me procure une carte d'agence de renseignements de presse au titre de correspondant de *Il Reporter* à Genève où il me charge de suivre les conférences internationales. Là, je m'intéresse de près à la polémique qui oppose alors le conseiller culturel de l'ambassade chinoise à Berne — la première d'Europe occidentale — au parti communiste français à la suite de la rupture Moscou-Pékin. Je demande audience. J'ai droit à la tasse de thé au jasmin. Puis au service de *Pékin-Informations*. Séduit, j'adhère bientôt au parti communiste suisse prochinois (que je contribuerai à transformer en Parti populaire suisse), à toutes les associations franco-chinoises de Paris, Marseille, Toulon et Nice, et aux cercles marxistes-léninistes du Val d'Aoste. J'ai même rédigé mon autocritique sur les conseils d'un autre diplomate, M. Wang... [1] »

La vocation prochinoise de Robert Leroy a une explication qu'il s'est bien gardé de révéler : l'ancien Waffen-S.S. travaille pour les services de renseignements de l'O.T.A.N. et pour les services secrets allemands du général Gehlen [2].

Ces deux informations capitales sont livrées par plusieurs notes, confidentielles, retrouvées dans les archives d'Aginter-Presse. En particulier dans les documents concernant l'opération Zona Leste, où l'on peut lire sur la fiche de Robert Leroy :

1. Interview de J. Derogy dans *L'Express Rhône-Alpes*, octobre 1974.
2. Surnommé le « Loup gris », le général Gehlen a dirigé de 1957 à 1967 les services secrets allemands (appelés « organisation Gehlen » jusqu'en 1956, puis B.N.D., *Bundes Nachrichter Dienst*). Ex-nazi, Gehlen, qui appartenait à l'Abwehr (services secrets militaires) de l'amiral Canaris, s'est rendu en 1945 aux Américains avec toutes les archives du service.

Officier de réserve (blindés cavalerie)
spécialiste en espionnage
1958 à 1966, renseignements au profit de l'O.T.A.N.
spécialiste de la recherche du renseignement anti-communiste avec une couverture de journaliste engagé.
Travaille avec Ordre et Tradition depuis plus d'un an.

et dans les détails biographiques qui se trouvent dans le rapport cité précédemment et rédigé en abrégé-code par Robert Leroy lui-même; où l'ancien Waffen-S.S. écrit qu'il a travaillé pour le B.N.D. (les réseaux Gehlen) entre 1962 et 1968, précisant un peu plus loin que l'évolution du B.N.D. en 1967, en particulier l'épuration des anciens nazis qui a suivi le départ à la retraite du général Gehlen, l'a contraint à quitter le service.

Ces deux documents ont sans doute une importance capitale, car en suggérant que Robert Leroy a effectué son travail d'infiltration des mouvements prochinois européens pour le compte de l'O.T.A.N. et des services secrets allemands, ils apportent peut-être également la clé d'une autre affaire à laquelle le nom de Robert Leroy est aussi mêlé : les bombes de Milan.

A la fin de 1969, à la suite d'une série de discussions entre la P.I.D.E. et le ministère de la Défense, le gouvernement et les services spéciaux portugais décident de ne plus utiliser en Afrique les espions « volants » d'Aginter et de les remplacer par des espions « résidents » qui bénéficieraient de couvertures commerciales financées par le ministère de la Défense.

La P.I.D.E., par ailleurs peu satisfaite des résultats de l'agence, a finalement cédé aux multiples pressions du S.D.E.C.E. qui demande depuis plus de deux ans aux services portugais d'écarter Aginter.

Les origines de la rupture entre les services secrets portugais et Aginter ne sont pas connues avec précision,

mais la date où elle est intervenue — fin 1969 — semble indiquer qu'elle serait liée au rôle joué par Aginter dans les attentats italiens [1].

Guérin-Sérac et ses amis auront pourtant l'occasion de rendre quelques menus services à leur protecteur portugais. En effet, dès 1973, l'agence effectuera à nouveau pour le compte de la P.I.D.E. une série d'opérations sur le territoire portugais contre les groupes d'extrême gauche pratiquant la lutte violente : la L.U.A.R. et les Brigades révolutionnaires. Plusieurs documents saisis dans les bureaux d'Aginter montrent que l'agence était encore active à la veille du 25 avril 1974 et qu'elle préparait deux « opérations ponctuelles » : « un enlèvement qui devait avoir lieu dans un café de Lisbonne, et un meurtre qui devait être perpétré à Villafranca de Xira, à une trentaine de kilomètres de la capitale [2] ».

Pour l'agence, la rupture du contrat avec la P.I.D.E. signifie surtout la fin de son financement par le ministère de la Défense, car, pour le reste, les autorités portugaises vont continuer à couvrir ses activités.

Ses démêlés avec la P.I.D.E., et surtout la fin du pactole africain, après les échecs du Biafra et de Brazzaville, ont convaincu Aginter de rechercher d'autres terrains d'aventures et d'autres sources de financement. Ces nouveaux théâtres d'opérations, Aginter va les trouver en Europe, principalement en France, en Italie, mais aussi et surtout en Amérique latine.

Malheureusement, peu de documents et de témoignages existent sur les activités d'Aginter en Amérique latine. On sait néanmoins que l'agence y a été extrêmement active entre 1969 et 1974. A ce sujet, les enquêteurs ont retrouvé dans les archives de l'agence un document très important qui met en lumière le type de travail vraisemblablement effectué par les agents de Guérin-Sérac dans le sous-continent américain. Il s'agit d'une

1. Voir chap. « Les bombes de Milan... ».
2. *Le Nouvel Observateur*, 23 septembre 1974.

Sérac dans le sous-continent américain. Il s'agit d'une offre de service de l'agence aux autorités guatémaltèques, et sans doute aussi à celles du Nicaragua, pour la mise en place d'une organisation de contre-guérilla. Cette proposition a, semble-t-il, été faite par l'intermédiaire des attachés militaires des ambassades du Guatemala et du Nicaragua à Madrid.

Au mois de janvier 1968, « Walter » Bonnet-Gauthier prenait contact, par l'entremise de Jay Salby et Joe Vicente Pepper, les patrons de l'antenne madrilène d'Aginter, avec les deux attachés militaires en question. Les fiches de contact rédigées par Walter précisent qu'il a rencontré à l'ambassade du Guatemala, le 19 janvier, le colonel Manuel Jean Perez auquel il a proposé d'adhérer à l'O.A.C.I., et le 10 janvier, à l'ambassade du Nicaragua, le major Gaston Cajine Mejicano, ancien chef de la sécurité à Managua (la fiche précise que le major a effectué un stage aux U.S.A. auprès du F.B.I. et du Pentagone).

L'offre de service est datée de Madrid, le 17 mai 1968. Elle propose un « programme d'action contre la subversion castriste en Amérique latine ». « Un processus choc [...] une action-force simultanée sur différents plans politique, militaire et psychologique » (*sic*). Il s'agit d'un document d'une trentaine de pages dans lequel Aginter présente son « groupe d'action » et la philosophie qui l'anime. La mouture est habituelle; faite des théories de la Cité catholique et de celles de l'ancien 5e bureau de l'action psychologique, le tout au service de la défense de la civilisation latino-chrétienne.

Suit une analyse de la situation des maquis communistes en Amérique latine. « La règle révolutionnaire, souligne le document, exige que l'implantation des maquis ait été préparée par une longue mise en condition de la population afin que les guérilleros soient dans la population comme un poisson dans l'eau, selon la formule de Mao Tsé-toung. L'étude des maquis d'Amérique latine montre que cette règle n'a pas été respectée. En d'autres termes, l'ennemi est passé directe-

ment à la deuxième phase de la guerre révolutionnaire, sans passer par la première... Cette situation est une grande chance parce que nous pouvons empêcher cette première phase d'être marxiste et faire qu'elle soit l'œuvre de notre propre idéal, et alors : 1) couper les maquis de leur base naturelle populaire; 2) fonder une base populaire favorable au contre-maquis dans un premier temps, et dans un second temps, un élément indispensable à la vaste reconstruction que nous souhaitons. »

Aginter propose ensuite de mettre en place un groupe de spécialistes de la lutte subversive et révolutionnaire :

« D'une part, des cadres politico-militaires parfaitement préparés pour servir de conseillers techniques dans l'élaboration des plans d'actions politiques, psychologiques et militaires adoptés pour la lutte.

« D'autre part, des cadres expérimentés, aptes à suivre ces plans, à enseigner et à appliquer les méthodes correspondantes. »

Il est entendu à l'avance que l'action de ces spécialistes serait placée sous la haute autorité des grands responsables politiques locaux, et en parfaite coordination avec eux. Les ex-officiers français proposent :

— la mise en place d'un bureau de l'état-major chargé d'étudier spécialement la subversion et de définir le programme d'action;
— l'ouverture d'une école de cadres pour familiariser les responsables de l'exécution avec les nouvelles méthodes de combat (techniques subversives et révolutionnaires, documentation et renseignement au service de l'action subversive et antisubversive, exploitation psychologique et politique, utilisation de matériel spécialisé, technique de la propagande, guérilla et sabotage, mission commandos et groupes d'infiltration, etc.);
— la création d'un centre d'action psychologique coordonnée avec l'action politique;

— un centre d'entraînement pour les missions spéciales à caractère politique ou psychologique.

Aginter proposait enfin « d'étendre l'action antiguérilla aux pays limitrophes, le Nicaragua et le San Salvador », la lutte contre les guérillas « n'étant efficace qu'à la condition de disposer de bases sûres dans un État voisin ».

Dans quelle mesure les propositions d'Aginter se sont-elles concrétisées, rien ne permet de l'évaluer très précisément. Il ne semble pas, néanmoins, que le grandiose projet politico-militaire ait trouvé auprès des autorités guatémaltèques l'écho espéré. L'agence de Lisbonne s'attaquait en fait à une rude concurrence, celle de la C.I.A. et des forces spéciales américaines.

Depuis le coup d'État de la centrale de renseignements américaine contre le gouvernement du colonel Arbenz en 1954, le Guatemala est une néo-colonie de l'Oncle Sam où l'ambassadeur U.S. fait office de proconsul. Avec le chef de l'antenne locale de la C.I.A., l'ambassadeur américain supervise toutes les opérations de « pacification » des forces de répression guatémaltèques. Aussi voit-on mal comment les agents d'Aginter-Presse auraient pu s'imposer auprès du gouvernement du Guatemala. A moins, bien sûr, de « contracter » avec les services spéciaux américains.

C'est très vraisemblablement ce qui s'est passé, car il est établi que plusieurs « officiers d'opération » d'Aginter ont bien participé, avec les forces de répression guatémaltèques, à l'organisation de la terreur anticommuniste qui s'est abattue sur le pays à partir de 1968. Pour trois membres du personnel d'Aginter : Guérin-Sérac, l'Américain Jay Simon Sablosky, dit Salby, et le Français Jean-Denis Ringeard de La Blétière, cela ne fait aucun doute. Il existe un document de la P.I.D.E. (n° 14209-CI [2]) qui précise que le F.B.I. américain

avait demandé, dans une note envoyée à Lisbonne le 18 novembre 1969 (enregistrée sous le n° A-351 P-4), des informations sur Jay Salby et Jean Denis. Cette note souligne que « l'individu du nom de Salby, citoyen américain, né le 28 juillet 1937 à Philadelphie en Pennsylvanie, porteur du passeport américain n° Z-80 2449, délivré à Madrid-Espagne, travaille pour le compte d'une autorité étrangère en Amérique latine et, par conséquent, il est considéré comme un transgresseur possible du statut de neutralité des États-Unis, délit relevant de notre compétence ».

« En conséquence, nous cherchons à vérifier ses activités à l'étranger. Dans son passeport daté de 1968, Salby a déclaré être journaliste pour le compte d'Aginter-Presse à Madrid. Il est également établi que Salby a un collaborateur du nom de Jean Denis, un Français qui pourrait être également impliqué dans les activités d'Aginter-Presse. Nous vous remercions pour les informations que vous pourrez nous fournir au sujet de Salby, de Jean Denis et d'Aginter-Presse [1]. »

Les services américains espéraient sans doute obtenir quelques précisions sur la personnalité des hommes d'Aginter auxquels ils avaient affaire au Guatemala. La réponse de la P.I.D.E., plutôt laconique : « Salby et Jean Denis n'ont aucun antécédent dans les registres de la P.I.D.E. » et Aginter « est une agence d'informations anticommunistes », n'a pas dû plaire à Washington qui le faisait savoir aux Portugais dans une note à Barbieri Cardoso.

Cet échange, pourtant, ne devait pas hypothéquer les actions d'Aginter qui semble avoir finalement reçu le feu vert U.S., puisque plusieurs barbouzes de l'agence travailleront durant quelques années au Guatemala, couvertes par le gouvernement. Salby, porteur de nombreux passeports guatémaltèques, travaillera même au consulat du Guatemala de Montréal, au Canada.

1. Rapport de la commission d'enquête du S.D.C.I.

De source américaine autorisée, nous avons pu obtenir la date des voyages de Jean Denis aux États-Unis. Celui-ci s'est rendu aux U.S.A. le 24 juin 1969 (avion Paris-New York); après avoir séjourné à Philadelphie (1830 Rittenhouse Sq), il a rejoint ensuite Miami et pris l'avion le 3 juillet pour San Salvador. Il est à noter que le rapport du S.D.C.I. signale un échange de correspondance daté de 1971 entre Guérin-Sérac et Jay Salby, domicilié auprès de la société *Seabord Holding Corp* (1451 ME Bayshore, Miami).

Jean Denis est revenu à Miami le 7 novembre 1973 et s'est embarqué le 8, par la Braniff Airlines, pour le Guatemala. Retour à Miami le 22 décembre.

Durant toutes ces années, les barbouzes de Guérin-Sérac vont surtout collaborer à la répression clandestine et à l'institutionalisation de la terreur comme instrument de maintien de l'ordre, instruisant et prêtant main-forte aux organisations d'extrême droite comme la fameuse *Mano,* le *Noa,* ou *Ojo por Ojo...*

Selon un rapport d'Amnesty International, plus de trente mille personnes ont disparu au Guatemala depuis 1966, ce qui donne une idée de la terreur organisée par les autorités locales. Le *New York Times* rapportait en juin 1971 qu'au moins deux mille personnes avaient été assassinées entre le mois de novembre 1970 et le mois de mai 1971. Ce sont les organisations d'extrême droite et les groupes paramilitaires clandestins qui sont à l'origine de ces massacres. Leurs techniques ne sont pas sans ressembler à celles de l'O.A.S., héritées de l'action psychologique. Le style des commandos Delta caractérise la plupart de ces opérations. On tue en général dans la rue, froidement, et on laisse les cadavres sur les trottoirs pour que l'exécution ait l'effet désiré. La plupart des autres cadavres que l'on retrouve portent des marques de torture et de mutilations. On suppose que les hommes d'Aginter formés à l'école de l'armée secrète ne sont pas étrangers à ce zèle meurtrier, à ce terrorisme aveugle qui frappe indistinctement syndicalistes ou supposés tels, progressistes et modérés, mais également avocats, professeurs, étudiants, souvent sans options politiques définies.

Les arrestations, perquisitions, fusillades nocturnes, exécutions sommaires, forment la trame quotidienne de la vie de Guatemala City. Le complice actif de ce massacre est Nathaniel Davis, successeur volontaire, en août 1968, de l'ambassadeur U.S. Gordon Mein abattu par les guérilleros.

Davis devait superviser la « vietnamisation » progressive du Guatemala et l'exécution de plans de terreur inspirés du programme Phoenix appliqué au Vietnam.

En octobre 1971, Nathaniel Davis quitte Guatemala City pour Santiago du Chili où il vient, à la demande du chef d'antenne de la C.I.A., Raymond Warren, remplacer l'ambassadeur Edward A. Korry.

A peu près à la même époque — coïncidence? — des anciens O.A.S., dont certains membres d'Aginter, se mettent au service de la réaction chilienne. On les retrouvera comme instructeurs des commandos de l'organisation fasciste Patrie et Liberté, dirigée par Pablo Rodriguez et Orlando Saenz, deux hommes qui seront en contact étroit avec Nathaniel Davis et Raymond Warren, les deux maîtres d'œuvre du coup d'État contre Salvador Allende, tout au long du processus de déstabilisation de l'Unité populaire.

Nathaniel Davis est aujourd'hui ambassadeur en Suisse, chargé de contrôler la poussée de la gauche dans l'Europe du Sud. Parmi les hommes d'Aginter qui auraient opéré au Chili, il y a encore Guérin-Sérac et Jay Salby. L'agence était par ailleurs en contact étroit avec la revue ultra-fasciste *Tizona,* dirigée par Juan Antonio Widow.

Les barbouzes d'Aginter ont également opéré dans d'autres pays d'Amérique latine. La correspondance envoyée par les hommes de Guérin-Sérac au cours de leurs nombreux voyages en Amérique du Sud a permis de situer les pays où ces derniers avaient très vraisemblablement opéré : Bolivie (Sérac et Salby), Colombie (Sérac), Venezuela (Serac et Salby), Nicaragua (Jean Denis), Pérou (Gérard Paul Cheney, dit « Technique »), ainsi qu'au Brésil et en Argentine. Il n'y a malheureuse-

ment aucune indication sur la nature de ces opérations.

Au Brésil, si l'on en croit un ancien de l'agence [1], le gouvernement aurait été particulièrement satisfait de la prestation d'Aginter. L'enquête du S.D.C.I. a seulement établi qu'Aginter était lié au Brésil avec les milieux catholiques intégristes très puissants dans le pays, et que l'agence avait eu des rapports avec Carlos Lacerda, ancien gouverneur de l'État de Rio. Carlos Lacerda, qui est l'un des dirigeants occultes de la droite internationale, s'était déjà manifesté comme protecteur de l'O.A.S. en donnant refuge à Georges Bidault et à quelques autres exilés de l'armée secrète.

Les hommes d'Aginter ne sont pas les seuls Français au service de la réaction latino-américaine. En Argentine, ce sont également des anciens de l'O.A.S. qui sont à l'origine de l'A.A.A. (Alliance anticommuniste argentine) organisée peu avant le retour de Juan Perón par Lopez Rega, alors ministre du Bien-Être social. La triple A compte dans ses rangs quelques fameux tueurs de l'O.A.S. On les verra à l'œuvre lors du massacre d'Ezeiza, le 20 juin 1973, organisé à l'occasion de la réception populaire pour le retour de Juan Perón en Argentine. Quelques minutes avant l'arrivée de l'avion qui ramène Perón, les tueurs de la triple A assassinèrent à la mitraillette et à la grenade trois cents militants de la gauche péroniste. *El Descamisado,* organe des Montoneros, la principale organisation d'extrême gauche en Argentine, a dénoncé parmi les tueurs d'Ebeiza François Chiappe, ancien de la Gestapo française, ancien Delta d'Alger et trafiquant de drogue (réseau Ricord).

Selon le témoignage des Montoneros, une enquête a par ailleurs confirmé la présence de plusieurs groupes internationaux durant cette fusillade, et notamment celle de Français ex-O.A.S. surnommés les « garçons de Salan »; des enregistrements effectués pendant la fusillade ont prouvé que de nombreuses directives étaient données en français.

1. Interview publiée par *L'Aurore* du 12 janvier 1974, citée plus haut.

Les liens entre l'O.A.S. et Lopez Rega, chef à l'époque de la triple A, étaient déjà anciens et dataient du début des années 60 lorsque l'ancien ministre du Bien-Être social était réfugié à Madrid auprès de Juan Perón. L'influence de l'O.A.S. sur la triple A semble avoir été déterminante. Plusieurs anciens Delta formeront les cadres de cette organisation qui reproduit fidèlement le schéma stratégique et la pratique terroriste des commandos d'Alger. Là encore, les opérations rappellent les fameuses « ponctuelles » des Delta; la routine consiste, pour la triple A, à liquider les militants de la gauche péroniste, les leaders syndicaux, les intellectuels liés aux organisations de gauche et les réfugiés chiliens, uruguayens ou brésiliens, comme le général Prats, l'ancien président bolivien Juan Torres assassiné en juin 1975, ou le leader du M.I.R. chilien Edgardo Enriquez (disparu le 10 avril 1976).

Pour ce qui est de l'effet psychologique, la triple A a affiné les bonnes vieilles méthodes. Au lieu des cadavres percés de plusieurs dizaines de balles, les hommes de l'A.A.A. ont pris l'habitude de dynamiter les corps de leurs victimes sur une place publique de Buenos Aires après les avoir exécutées [1].

1. Rapporté par E. Lingtin, in *Afrique-Asie*, 16 mars 1976.

Italie :
le coup d'État permanent

1

Les bombes de Milan et la stratégie de la tension

RAPPORT AGENCE AGINTER-PRESSE À SÉRAC

Notre action politique

Nous pensons que la première partie de notre action politique doit être de favoriser l'installation du chaos dans toutes les structures du régime. Il est nécessaire de commencer par miner l'économie de l'État pour arriver à créer une confusion dans tout l'appareil légal. Cela apporte une situation de forte tension politique, de peur dans le monde industriel, d'antipathie envers le gouvernement et tous les partis, dans ce but doit être prêt un organisme efficient capable de réunir et de ramener à lui tous les mécontents de toutes les classes sociales afin de réunir cette vaste masse pour faire notre révolution.

A notre avis la *première action* que nous devons déclencher c'est la destruction des structures de l'Etat, sous couvert de l'action des communistes et des prochinois, nous avons d'ailleurs des éléments infiltrés dans tous ces groupes, suivant l'ambiance du milieu il nous faudra évidemment adapter notre action (propagande et action de force qui sembleront le fait de nos adversaires communistes et pressions sur les individus qui centralisent le pouvoir à tous les échelons). Cela créera un sentiment d'antipathie envers ceux qui menacent la paix de chacun et de la nation, et d'autre part cela grèvera l'économie nationale. *A partir de cet état de fait nous devrons rentrer en action dans le cadre de l'armée, de la magistrature, de l'Église, afin d'agir sur l'opinion publique et d'indiquer une solution et de montrer la carence et l'incapacité de l'appareil légal constitué,* et de nous faire apparaître comme étant les seuls à pouvoir fournir une solution sociale, politique et économique adaptée au moment. Dans le même temps nous devrons élever un *défenseur* des citoyens (*sic*) contre le délabrement provoqué

par la subversion et le terrorisme. Donc une phase d'infiltration, information et pression de nos éléments sur les noyaux vitaux de l'État. Notre élément politique devra être extrêmement adroit, capable d'intervenir et de mettre en valeur sa force, il devra former des cadres et des dirigeants et en même temps effectuer une action de propagande massive et intelligente.

Cette propagande devra être une pression psychologique sur nos amis et sur nos ennemis, et devra créer un courant de sympathie pour notre organisme politique, elle devra polariser l'attention populaire à laquelle nous serons présentés comme le seul instrument de salut pour la nation.

Cette propagande devra en supplément attirer l'attention sur le problème européen et nous attirer des soutiens internationaux politiques et économiques. Elle devra aussi décider l'armée, la magistrature, l'Église et le monde industriel à agir contre la subversion, bien que leur action ne soit pas déterminante, seule pèsera la situation.

Pour mener une telle action à sa fin, il est évident qu'il faut disposer de gros moyens financiers, il faudra agir dans ce sens (ceci afin que le plus grand nombre possible d'hommes puissent se consacrer à la lutte en ITALIE, et pour corrompre ou financer les groupes politiques qui peuvent nous être utiles).

Ce document non signé, décrivant avec tant de précision ce que doit être — ce que sera — la stratégie de la tension, a été retrouvé au mois d'octobre 1974 dans les archives de l'agence Aginter-Presse [1]. Il faisait partie d'une série de rapports envoyés à l'agence par ses correspondants italiens, des journalistes et des militants du mouvement néo-nazi *Ordine Nuovo,* au mois de novembre 1968, c'est-à-dire au moment même où débute en Italie la stratégie de la tension. Il est sans ambiguïté et apporte la preuve des liens, activités et objectifs communs de l'extrême droite italienne et de l'agence Aginter-Presse [2].

1. Voir chap. précédent.

2. Au mois d'octobre 1974 à Caxias, trois journalistes italiens de l'hebdomadaire *L'Europeo,* Corrado Incerti, Sandro Ottolenghi et Piero Raffaelli, ont pu photographier et étudier une partie importante des archives d'Aginter. A l'issue de leur enquête, les trois journalistes étaient en mesure d'affirmer qu'Aginter comptait dans la Péninsule une trentaine de collabora-

La suite de ce rapport concerne la « situation des groupes de gauche en Italie ». Son mystérieux rédacteur y explique l'embourgeoisement du parti communiste et le développement des organisations gauchistes, en particulier dans la jeunesse. « Cette jeunesse, écrit-il, en dehors des contingences actuelles, possède un nouvel enthousiasme et une grande impatience [...]. Ce fait [...] doit être bien étudié [...]. L'introduction de forces provocatrices dans ce milieu révolutionnaire de la gauche, précise-t-il (que nous définissons improprement de prochinois), reflète seulement le désir de pousser au maximum cette situation instable et de créer un climat de chaos. » Et l'auteur du rapport conclut : « Le milieu prochinois, caractérisé par son impatience et son enthousiasme, est propice à une infiltration. »

A la lecture de ce rapport, il est difficile de ne pas penser aux méthodes d'action psychologique, aux techniques de subversion et de terrorisme enseignées par l'O.A.C.I. à ses cadres et militants. Difficile aussi de ne pas faire un rapprochement avec les méthodes d'infiltration dans l'extrême gauche, pratiquées avec efficacité par l'agence de Lisbonne (et dont l'O.T.A.N. et les services secrets allemands seraient à l'origine). Difficile enfin de ne pas penser aux attentats de Milan.

Écrit un an avant le massacre, ce rapport semble en être le plan initial. Tout y est. La stratégie de la tension est minutieusement décrite : la provocation, l'installation du chaos dans toutes les structures du régime, le financement de ce chaos par des hommes puissants, son exploitation psychologique à travers la propagande et les médias, et l'infiltration de la gauche afin de faire retomber sur elle la responsabilité des bombes et du chaos. Le rapport est d'ailleurs sans ambiguïté sur ce point : « Notre action c'est la destruction des structures de l'État sous couvert de l'action des communistes et des

teurs — journalistes et hommes politiques — dont certains ont été impliqués plus ou moins directement dans la tragédie des bombes de Milan ou dans les nombreux complots qui secouent l'Italie depuis maintenant une douzaine d'années.

prochinois, nous avons d'ailleurs des éléments infiltrés dans tous ces groupes... »

Il est impossible, enfin, d'oublier que le 17 décembre 1969 le S.I.D. avait envoyé aux autorités chargées de l'enquête une note qui accusait Guérin-Sérac, directeur d'Aginter-Presse, et Robert Leroy, son adjoint, d'être les « cerveaux » des attentats.

Selon cette note rédigée par le S.I.D. à partir de renseignements fournis par un de ses informateurs, Stefano Serpieri, militant de l'organisation *Europa Civilta*, Mario Merlino et Stefano Delle Chiaie, « deux fascistes se faisant passer pour anarchistes », étaient les auteurs matériels des attentats de Rome. Effectivement infiltré chez les anarchistes, Merlino a été arrêté à Rome quelques heures après les attentats. Quant à Delle Chiaie, il est le chef fondateur d'*Avanguardia Nazionale*, la plus violente des organisations fascistes italiennes.

Tous les deux entretiennent en effet des contacts avec Aginter, et en particulier avec Robert Leroy chez qui ils se sont rendus fréquemment, aux Tamaris près de Toulon (Var).

Les premiers contacts entre Delle Chiaie et l'ancien Waffen-S.S. remontent aux congrès du Nouvel Ordre européen organisés à Milan en 1965 et 1967 par la branche italienne *Ordine Nuovo*. « Par la suite, confirme Leroy, je l'ai revu plusieurs fois à Rome. Il partageait mes idées sur la nécessité de réunir les éléments révolutionnaires, apparemment opposés, à la manière du mouvement péroniste argentin. » Les liens entre Merlino, Delle Chiaie, Guérin-Sérac et Jean-Marie Laurent sont également établis. Ce dernier, avant son arrestation à Brazzaville, était plus particulièrement chargé par l'agence des relations avec la Péninsule, et *Strage di Stato* précise qu'en 1967 « Mario Merlino et Stefano Delle Chiaie étaient souvent accompagnés d'un Français du nom de " Jean ", appartenant à l'O.A.S., et qu'ils présentaient à leurs camarades comme un instructeur militaire et un expert en explosifs. Selon ses propres déclarations, Merlino, en compagnie du Français, avait

commis un attentat à la bombe contre l'ambassade du Sud-Vietnam afin d'en faire retomber la responsabilité sur la gauche [1] ».

A la suite de la publication de certains documents d'Aginter concernant l'Italie, les journalistes de *L'Europeo* affirmaient que Jean-Marie Laurent et le « Jean » de l'O.A.S. était une seule et même personne.

Les liens étroits entretenus par Aginter-Presse et l'extrême droite italienne sont également mentionnés dans le rapport effectué par le ministère de l'Intérieur italien sur l'organisation Ordre et Tradition.

Ce rapport fait état de nombreuses réunions entre des membres d'Aginter-Presse et des dirigeants fascistes italiens durant la période 1966-1969. La plus importante de ces réunions se serait tenue, selon le rapport, les 30 et 31 janvier et 1er février 1968 à Rome; Guérin-Sérac y représentait son mouvement Ordre et Tradition, et les Italiens Pino Rauti et Paolo Andriani le mouvement néo-nazi *Ordine Nuovo*. Cette réunion aurait permis aux deux parties, toujours selon le rapport, de se mettre d'accord sur des « activités anticommunistes, " communes ", en matière de propagande », ainsi que sur « d'éventuelles actions offensives ».

La nature de ces actions offensives n'est malheureusement pas précisée par ce rapport, ce qui soulève bien entendu de nombreuses hypothèses étant donné la personnalité de Guérin-Sérac et de Pino Rauti. Giuseppe Rauti, dit Pino, est né en 1926 dans le sud de l'Italie. Volontaire à dix-sept ans dans les rangs de la République sociale italienne, il est fait prisonnier en 1944 par les Britanniques et interné jusqu'à la fin de 1946. A peine libéré, il entre au M.S.I., récemment créé, et devient immédiatement dirigeant de la jeunesse. Arrêté en 1951 pour une série d'attentats, il est libéré l'année suivante, et entre en 1953 au quotidien romain de droite *Il Tempo*. En 1956, critiquant la politique modérée du M.S.I., Rauti quitte le parti néo-fasciste et fonde le

1. *La Strage di Stato*, p. 54.

mouvement d'inspiration nazie *Ordine Nuovo,* qui se manifestera début des années 60 par une campagne virulente en faveur de l'O.A.S. et un soutien inconditionnel à la politique coloniale du Portugal. Rauti effectuera par la suite de fréquents voyages au Portugal en compagnie de Clemente Graziani, un autre dirigeant d'*Ordine Nuovo,* mettant ainsi en place les bases de la société commerciale « Mondial import-export », spécialisée dans le trafic d'armes en direction des colonies portugaises et de l'Afrique australe [1].

Au mois de novembre 1969, quelques jours avant les attentats de Milan, Rauti et la majorité d'*Ordine Nuovo* retournent au M.S.I. Rauti est élu député de Rome au mois de mai 1972, puis à nouveau en juin 1976. Il est aujourd'hui l'homme fort du M.S.I., amputé à l'automne 1976 de son aile modérée qui a scissionné pour créer *Democrazia Nazionale.*

De nombreux observateurs de la situation politique italienne considèrent que Rauti est l'homme clé de la stratégie de la tension, celui qui, depuis plus d'une vingtaine d'années, jouissant d'incroyables protections occultes, tire en sous-main tous les fils des trames noires italiennes avec une insolente impunité.

Le journaliste britannique Leslie Finner et quelques-uns de ses confrères italiens pensent qu'il est également l'agent italien des colonels grecs présenté sous le nom de « Monsieur P. » dans le rapport secret grec publié par l'hebdomadaire londonien *Observer* peu de jours avant les attentats du 12 décembre 1969 [2].

Les liens de Rauti avec les « colonels » ne sont d'ailleurs pas du domaine du secret.

Au mois d'avril 1967, il est en effet l'un des premiers touristes du nouveau régime. Envoyé spécial du journal romain *Il Tempo,* il est reçu très officiellement par le général Patakos, chef du gouvernement, et rencontre,

1. Rapport du S.I.F.A.R., publié par Zangrandi in *Inchiesta sul S.I.F.A.R.*, éd. Riuniti, 1971.
2. Voir Introduction p. 11.

plus discrètement, dans un bureau de la rue Panepistemiou, le colonel Agamemnon, le nouveau chef du K.Y.P. Mais selon une thèse soutenue par la plupart des ouvrages publiés en Italie sur les complots fascistes [1], c'est lors d'un autre voyage à Athènes, organisé au mois d'avril 1968, qu'est, en grande partie, planifiée la stratégie de la tension.

Ce voyage regroupe une soixantaine d'étudiants grecs en Italie appartenant à l'E.S.E.S.I. [2], et cinquante et un étudiants italiens qui représentent la fine fleur des organisations fascistes de la Péninsule (*Ordine Nuovo, Avanguardia Nazionale, Europa Civilta,* etc.).

L'invitation émane du gouvernement grec et les touristes sont accompagnés par un conseiller culturel de l'ambassade grecque à Rome, Michel Poulantzas.

A Athènes, les fascistes italiens sont officiellement reçus par les autorités grecques et prennent contact avec le mouvement néo-nazi « 4 août », dirigé par un ami de Rauti, Kostas Plevris, agent du K.Y.P. chargé des « affaires italiennes » qui est donné comme le rédacteur du rapport secret grec sur la situation italienne.

Stefano Delle Chiaie et Mario Merlino sont du voyage, un bien étrange voyage puisque plus de la moitié des Italiens invités par le gouvernement des colonels vont rentrer d'Athènes subitement convertis à l'anarchisme, au gauchisme, ou au communisme, chinois de préférence.

Dès son retour à Rome, Merlino, militant très actif d'*Avanguardia Nazionale,* va en effet opérer une métamorphose aussi brutale que complète : en moins de quinze jours, il fonde un groupe politique, le « XXII marzo », et se revendique de Cohn-Bendit et des

1. *La Politica della strage, Agenda Nera, Indagine su un movimento al centro di ogni comploto,* etc.

2. L'E.S.E.S.I. *(Etnikos Syndesmos Ellinon Spudaston Italias),* « Ligue des étudiants fascistes grecs en Italie », a été fondée en avril 1967, au lendemain du coup d'État des colonels. Le mouvement était sous le contrôle direct du K.Y.P. *(Kratike Yperesia Pleporion),* les services secrets grecs qui s'en servaient comme couverture pour ficher et surveiller les antifascistes grecs réfugiés en Italie.

« Enragés » de Nanterre. Quelques jours plus tard, il inaugure son militantisme de gauche en défilant derrière un drapeau noir, suivi de quelques-uns de ses compagnons de voyage, Delle Chiaie en tête, eux aussi convertis au gauchisme... Tous ces surprenants et soudains transfuges se démasqueront plus ou moins rapidement en poussant les mouvements qui les ont accueillis à se lancer dans des provocations et des attentats. Reste la question : qui est à l'origine de ces méthodes? Le fait que Rauti ait rencontré Guérin-Sérac deux mois avant son départ pour Athènes apporte certainement un élément de réponse...

Cette vaste opération d'infiltration va de pair avec la création de groupes fascistes camouflés sous des étiquettes proto-marxistes.

Leur idéologie consiste à pratiquer un amalgame entre le gauchisme et le fascisme présentés comme « des courants révolutionnaires apparemment opposés [1] ».

Cette tactique est déjà pratiquée, depuis plusieurs années, par la *Nation européenne* de Jean Thiriart qui exalte pêle-mêle Cuba, la Chine, le nationalisme arabe et le vieux nationalisme fasciste européen... En Italie, la principale opération de ce type est *Lotta di Popolo,* dirigée par le fasciste romain Serafino Di Luia, lui aussi compagnon de voyage de Merlino [2]. Ce mouvement, qui s'autoproclame nazi-maoïste, fera un énorme travail de provocation à l'intérieur du mouvement étudiant italien, comme l'explique *Strage di Stato :*

« Les nazis-maoïstes se présentaient dans les réunions du mouvement étudiant en criant des slogans du type " Hitler et Mao unis dans la lutte " et " Vive la dictature fasciste du prolétariat ", provoquant souvent des affrontements gratuits avec la police. En outre, *Lotta di Popolo* envoyait de nombreux communiqués à la presse, utilisant une phraséologie pseudo-révolutionnaire

1. Cf. Robert Leroy.
2. *Lotta di Popolo* devait se transformer par la suite en *Organisazione lotta di popolo,* prenant ainsi un sigle identique (O.L.P.) à celui de l'Organisation de libération de la Palestine, au nom de laquelle elle va faire une propagande aussi bruyante que provocatrice.

qui donnait un ton provocateur aux critiques du mouvement étudiant contre les syndicats et les partis révisionnistes et condamnait en des termes racistes et antisémites l'agression israélienne au Moyen-Orient. Ces communiqués étaient largement repris par la presse de droite et du centre qui les présentait au lecteur comme représentant l'idéologie de la contestation étudiante [1]. »

Après le drapeau noir, le drapeau rouge. Vantant ses contacts avec la rédaction de la revue marxiste-léniniste suisse *L'Étincelle* — encore! — contacts qu'il a fait développer par l'intermédiaire de Robert Leroy, Mario Merlino va tenter de s'infiltrer dans des organisations prochinoises. Son nom, désormais trop connu, et les relations qu'il continue d'entretenir avec ses amis d'extrême droite vont finalement lui fermer la porte des mouvements d'extrême gauche. Merlino décide alors de se mettre en rapport avec les anarchistes, moins sectaires, plus naïfs et souvent peu regardants sur l'origine de leurs militants. Parallèlement, il donne à croire qu'il a mis fin à toutes ses amitiés d'extrême droite et adhère à Rome au cercle Bakounine dans lequel son entrée provoque une crise interne. Le cercle scissionne. Entraînant avec lui une partie des militants, Merlino forme un groupe anarchiste auquel il donne à nouveau le nom de « 22 mars » (mais en chiffres arabes cette fois). Pietro Valpreda, Roberto Gargamelli, Emilio Borghèse et Roberto Mander, des anarchistes authentiques qui seront bientôt accusés d'être les auteurs des attentats de Milan, se joignent à lui.

Ils ne sont pas les seuls. L'enquête sur les attentats du 12 décembre révélera que quelques fascistes, amis de Merlino, ainsi qu'un policier, Andrea Ippolito, faisaient également partie du groupe.

Ce cocktail va faire du « 22 mars », privé de toutes protections parlementaires, même indirectes, isolé au sein du mouvement gauchiste et sans aucun lien avec les masses, le groupe le plus apte à être le bouc émissaire et

1. *La Strage di Stato*, p. 57.

la couverture d'une provocation de grande envergure.

Quelques mois après les attentats, la police italienne révélera qu'Ippolito informait régulièrement ses supérieurs sur les activités du « 22 mars ». Comme par hasard, la « source » Ippolito s'était tarie à la veille des attentats, ce qui n'empêchera pas les policiers et les magistrats d'utiliser largement son témoignage, comme d'ailleurs celui de Merlino, pour charger Valpreda et les autres anarchistes.

Malgré son esprit de collaboration, Merlino subira le même sort que ceux du groupe « 22 mars » : inculpé comme eux du massacre du 12 décembre, comme eux il ne sortira de prison que trois ans plus tard.

La mort des témoins

Il ne fait pas bon être témoin dans cette affaire. Le chauffeur de taxi Rolandi [1] n'est ni le premier ni le dernier homme à y laisser sa peau. La première victime est un anarchiste : Giuseppe Pinelli. Il a été arrêté le soir même du massacre de la Banque de l'agriculture. On le soupçonne déjà d'avoir participé à d'autres attentats perpétrés pendant l'été contre des trains. Pinelli, en effet, est un cheminot; il n'en faut pas plus pour être soupçonné. Il y a aussi les attentats de la Foire de Milan le 25 avril de la même année : « ces attentats présentent des caractéristiques identiques — engins explosifs, exécution simultanée, homogénéité des objectifs — à ceux du 12 décembre ».

Un groupe d'anarchistes a déjà été arrêté pour les attentats du 25 avril, il y a parmi eux des amis de Pinelli, en particulier l'anarchiste milanais Giovanni Corradini et sa femme. Ils ont été remis rapidement en liberté. Giangiacomo Feltrinelli, milliardaire et éditeur d'extrême gauche, leur fournit un alibi. Bête noire de la droite italienne qui l'accuse de financer les mouvements

1. Voir p. 10.

gauchistes, Feltrinelli est lié à Corradini qui, lui-même, est lié aux anarchistes. Pour les policiers, la solution de l'équation est élémentaire : le « triangle Feltrinelli-Corradini-anarchistes est responsable des bombes du mois d'avril comme de celles du mois de décembre[1] ».

Le 18 décembre, lors d'une conférence de presse, le chef de la police de Milan cite Feltrinelli comme l'un des responsables possibles des attentats. Le lendemain, une perquisition est effectuée à ses bureaux. L'éditeur n'est pas là. Sentant la provocation, il a pris le large.

Pinelli est interrogé trois jours durant sans répit. Le 15 décembre à minuit, dans la cour du commissariat central de Milan, un corps vient se briser au pied d'un journaliste, presque sans bruit. C'est Pinelli tombé sans un cri d'une pièce du quatrième étage où se trouve le commissaire Calabresi. Cause officielle du décès : le suicide. Personne n'y croira...

La seconde victime est un fasciste, Armando Calzolari, trente-neuf ans, ancien nageur de combat. Il est trésorier du *Fronte Nazionale,* le mouvement du prince Borghèse. Disparu le jour de Noël 1969, son corps est retrouvé le 28 janvier 1970 au fond d'un petit puits, dans quatre-vingts centimètres d'eau, avec le cadavre de son chien.

Le juge d'instruction Aldo Vittozzi qui conduit l'enquête est convaincu que le massacre de Milan est à l'origine de la mort de Calzolari. Quelques jours avant sa mort, Calzolari avait menacé de révéler les noms des coupables des attentats.

Aldo Vittozzi se voit alors retirer l'enquête qui est confiée à un autre magistrat, Achille Gallucci. Ce dernier conclut à un accident : Calzolari, pour sauver son chien tombé dans le puits, y serait tombé à son tour et aurait été incapable d'en sortir... L'affaire est classée.

Le dossier sera rouvert le 31 octobre 1974, à la suite d'une enquête effectuée par l'hebdomadaire *Panorama* qui a découvert de nombreux témoins disposés à

1. *La Strage di Stato,* p 39.

soutenir la thèse de l'assassinat. Finalement, cette thèse sera retenue : « Armando Calzolari, écrit le nouveau magistrat instructeur, Eraldo Capri, est mort noyé après avoir été assommé et jeté dans le puits où il fut retrouvé un mois après sa disparition [...] selon toute probabilité, Calzolari a eu connaissance de terribles secrets en liaison avec la préparation du massacre de Milan... »

Le 27 décembre 1970, trois témoins de la défense de Valpreda disparaissent tués dans un accident de voiture ; ce sont trois anarchistes du cercle « 22 mars ». Les circonstances de l'accident sont mal définies. Leur voiture, une Mini Morris, s'est écrasée contre un camion qui venait de freiner brutalement devant elle. Le camionneur, comme par hasard, est membre du *Fronte Nazionale* du prince Borghèse.

Au mois de juin 1971, nouvelle victime : Mario Della Savia, suicidé au gaz. Mais la victime porte des traces de violence. Il s'agit en fait d'une erreur de personne : c'est son frère, Piero Della Savia, témoin de Valpreda, qui aurait dû « se suicider ».

Puis c'est au tour d'un autre témoin de Valpreda de subir le même sort : Edgardo Ginosa.

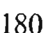
Au mois d'octobre, Vittorio Ambrosini, un avocat de soixante-dix-huit ans, se jette du septième étage de la clinique où il était hospitalisé : il connaissait les auteurs de l'attentat du 12 décembre...

Le 17 mai 1972, c'est le commissaire Calabresi qui est assassiné de deux balles de P. 38 tirées à bout portant..

Et la liste n'est pas close...

La piste noire

Le 23 février 1972 à 9 h 50, Pietro Valpreda, salué par les poings levés du public et ébloui par les projecteurs de la télévision, entre dans le box des accusés de la grande salle du palais de justice de Rome. Vingt-six mois après la tragédie de la piazza Fontana s'ouvre ainsi ce qu'on appelle déjà en Italie le « procès du siècle ». La liste des



témoins ne compte pas moins d'un millier de noms. Il n'y aura pourtant que huit audiences; la cour romaine estimant que l'affaire n'est pas de son ressort, le procès est renvoyé à Milan. Où d'ailleurs il ne se tiendra pas non plus.

Le 3 mars 1972, dernier jour de ce procès avorté, une dizaine de fascistes sont arrêtés. Il s'agit notamment de Franco Freda, avoué à Padoue, de Giovanni Ventura, éditeur-libraire de Trévise, et de Pino Rauti, dirigeant national du M.S.I., fondateur du mouvement *Ordine Nuovo*. Ils sont inculpés de l'organisation des attentats du 25 avril 1969 (contre la Foire et la gare centrale de Milan) et des 8 et 9 août de la même année (contre des trains).

Trois semaines plus tard, le 21 mars 1972, les attentats du 12 décembre 1969 viendront s'ajouter aux chefs d'inculpation retenus contre le « groupe Freda-Ventura ».

Ce coup de filet est l'aboutissement d'une instruction menée depuis deux ans par deux magistrats de Trévise, parallèlement à l'enquête officielle, qui persiste à attribuer aux seuls anarchistes les attentats de 1969.

Avec obstination, et en dépit des menaces, pressions et autres multiples entraves apportées à leurs recherches, le juge Giancarlo Stiz et le procureur Pietro Calogero ont enfin réussi à remonter la piste des véritables coupables : les fascistes.

Cette piste, avec la publication, dans l'*Observer*, quelques jours avant les attentats du 12 décembre, du sinistre rapport grec sur la « question italienne », puis, un peu plus tard, la circulation du rapport du S.I.D. accusant Aginter-Presse et les fascistes et, enfin, la déposition du professeur Guido Lorenzon concernant son ami Giovanni Ventura, par quel tour de passe-passe la police et les juges chargés de l'enquête avaient-ils pu, d'ailleurs, l'escamoter aussi longtemps?

Faite moins d'une semaine après les attentats de Milan, la déposition de Guido Lorenzon était venue à point nommé étayer les soupçons nourris par les

magistrats de Trévise à l'égard de l'éditeur Ventura et de ses amis, depuis un attentat à la bombe commis le 15 avril 1969 contre le recteur (juif) de l'université de Padoue.

Rapportant avec précision les conversations qu'il avait eues depuis plusieurs mois avec son ami G. Ventura, le jeune professeur avait convaincu les magistrats que l'éditeur et son ami Franco Freda projetaient un coup d'État, et qu'ils étaient à l'origine d'une série d'attentats dont ceux du 12 décembre n'étaient vraisemblablement que les plus spectaculaires et les plus meurtriers [1].

Les portraits de Freda et Ventura tracés par Lorenzon contrastent avec l'image « gauchiste » que, depuis l'année précédente, les deux hommes tentent de se donner avec plus ou moins de bonheur.

Un peu plus âgé que Ventura, Franco Freda est né à Padoue. Grand admirateur de Hitler et de la S.S., antisémite fanatique, il fait, comme Ventura, ses premières armes au M.S.I. dont il a dirigé, au début des années 60, l'organisation universitaire (F.U.A.N.).

Plus tard, il fonde sa propre organisation, les « Groupes d'aristocratie aryenne » (Groupes A.R.), proches d'*Ordine Nuovo*. Durant l'été 1968, lorsque son ami Rauti rentre d'Athènes, il ouvre lui aussi une librairie à Padoue et se met à vendre, pêle-mêle, *Mein Kampf* et Che Guevara...

Mais ses antécédents peu équivoques le rendant trop suspect auprès de ceux qu'il cherche à infiltrer, Freda ne persistera pas longtemps dans sa timide conversion au gauchisme.

Son ami Ventura a, lui, mieux réussi dans son entreprise. Fréquentant assidûment les cercles et les groupes d'extrême gauche, cultivant les contacts avec les personnalités progressistes, il est peu à peu parvenu à se donner la réputation d'un fasciste repenti et l'image d'un homme de gauche.

1. Voir Introduction.

Né en 1944 à Castel Franco Veneto, près de Trévise, élevé dans la nostalgie de Mussolini (son père a appartenu autrefois à la milice des volontaires fascistes), Giovanni Ventura s'est inscrit très jeune au M.S.I.

En 1965, trouvant ce mouvement trop modéré, il entre à *Ordine Nuovo,* dont la politique plus musclée correspond mieux à ses aspirations. L'année suivante il signe, dans la revue néo-nazie *Reazione,* qu'il dirige, une série d'articles violemment antisémites dans lesquels il s'en prend à la bourgeoisie « pan-démo-plouto-judaïque »!

Au printemps 1968, pris lui aussi du soudain virus gauchiste, il ouvre des librairies et se lance dans une vaste entreprise d'impression et d'édition.

A Padoue, avec deux militants prochinois, les professeurs Quaranta et Franzin, il crée les éditions *S.L.B. Galileo;* à Rome, avec un membre du parti socialiste (il se révélera par la suite qu'il s'agit d'un fasciste infiltré), il ouvre *Nuova Società,* plus connue sous le sigle N.S. (*enne esse*), spécialisée dans la publication d'ouvrages anarchistes. Enfin, associé avec un autre membre du P.S.I., authentique celui-là, propriétaire à Rome des éditions *Lerici Editore,* il monte une imprimerie : la Lito Press. Pour cette dernière affaire, la plus importante, Ventura s'est assuré le financement d'un riche comte de la région de Trieste, Giorgio Guarneiri, agent de l'Intelligence Service durant la Seconde Guerre mondiale.

Lito Press va très vite se spécialiser dans l'impression des publications gauchistes [1], devenant ainsi un excellent instrument d'infiltration.

Avant d'aller plus loin, il est à noter que, comme par hasard, les conversions au gauchisme de Freda et de Ventura sont contemporaines de celles de Merlino et de

1. Lito Press, comme l'a révélé une enquête de l'extrême gauche italienne, a imprimé, par exemple, du matériel de propagande pour le M.P.L.A. d'Agostinho Neto : manuels d'alphabétisation en portugais, reportages sur les maquis, etc. (*Il perche della Strage di Stato,* Florence, 1974). Cela est à rapprocher du travail d'infiltration effectué par Aginter-Presse dans les mouvements de libération des colonies portugaises. (Voir chap. « Le métier de la contre-révolution... ».)

quelques-uns de ses compagnons du fameux voyage en Grèce du mois d'avril 1968, organisé par Pino Rauti.

Le plan d'infiltration de l'extrême gauche est également défini dans le document envoyé à Guérin-Sérac au mois de novembre 1968, par l'un des correspondants italiens d'Aginter-Presse. Or, on peut le rappeler, quelques semaines avant son voyage à Athènes, Pino Rauti avait eu, à Rome, trois jours de conférence avec le directeur de l'agence de Lisbonne, orfèvre en matière d'infiltration. Faut-il en déduire que Guérin-Sérac est à l'origine de l'utilisation de l'extrême gauche italienne comme couverture de la stratégie de la tension, ou bien la paternité de ce plan revient-elle aux colonels grecs?

Ce plan, en tout cas, semblait devoir s'articuler, d'une part, sur les anarchistes poseurs de bombes qui constituent la cible idéale — et c'est effectivement chez eux que s'infiltreront Merlino et Delle Chiaie — et, d'autre part, sur les prochinois, ces derniers permettant d'accréditer la thèse du complot international.

C'est chez les seconds que Freda et Ventura tenteront, eux, de s'infiltrer, et plus particulièrement dans le parti communiste d'Italie marxiste-léniniste (P.C. d'I.M.-L.), dont l'un des leaders est un ancien commandant de partisans des brigades Garibaldi, Alberto Sartori, à qui Ventura offre la direction administrative de la Lito Press.

Deux cas de « reconversion » et d'infiltration peuvent ici être cités en exemple. Celui de Claudio Orsi, inculpé d'association subversive et soupçonné d'être l'exécuteur matériel des attentats du mois d'août 1969 contre les trains; et celui de Claudio Mutti, inculpé en juin 1974 d'association subversive et de complicité avec le groupe Freda-Ventura.

Neveu d'Italo Balbo, l'un des dirigeants de la marche sur Rome, Claudio Orsi, fondateur au début des années 60 de la section italienne du mouvement Jeune Europe de Jean Thiriart, puis de Nation européenne, agent de l'O.A.S. en Italie, s'est converti lui aussi à la fin des années 60 au maoïsme. Un maoïsme teinté de nazisme et d'antisémitisme qui ne trompe pas grand monde sinon quelques prochinois

naïfs. Expulsé de toutes les organisations « marxistes-léninistes » dans lesquelles il a tenté de s'infiltrer, il fonde en désespoir de cause son propre groupe « prochinois » : les « Centres d'étude et d'application de la pensée de Mao Tsé-toung », ainsi qu'une fantomatique « Association Italie-Chine ».

Dénoncé par toute l'extrême gauche comme un provocateur fasciste, il persiste — toujours dans une sorte de schizophrénie — à s'affirmer prochinois, dénonçant par tracts tous les autres gauchistes, y compris des anciens dirigeants de la Résistance, comme les véritables provocateurs nazis-fascistes.

L'itinéraire de Claudio Mutti est assez similaire à celui de son compagnon Claudio Orsi : Jeune Europe, Nation européenne, nazi-maoïsme (il est l'un des dirigeants de l'organisation provocatrice et raciste « Organisation Lutte du peuple », O.L.P.).

Traducteur de l'idéologue raciste roumain Codreanu (chef de la Garde de fer), violemment antisémite, Claudio Mutti cache mal ses convictions profondes. Il tentera néanmoins, lui aussi, de s'infiltrer dans les organisations d'extrême gauche. Il est en possession, lors de son arrestation en juin 1974, de la carte du parti socialiste, de celle du groupe gauchiste *Potere Operaio,* de celle du syndicat C.G.I.L. (la C.G.T. italienne). Dénoncé lui aussi par toute la gauche comme provocateur fasciste, il essaiera timidement de se disculper en invoquant un complot américano-sioniste à son égard. Personne n'étant dupe, il ne cherche plus alors à travestir ses convictions et publie en 1976, dans la maison d'édition de son ami Freda, une réédition commentée par ses soins du *Protocole des Sages de Sion.*

Sartori est un personnage connu de la Résistance italienne. Sous le nom de bataille de Carlo Loris, il a été l'un des protagonistes de premier plan de la guerre de partisans dans la montagne vénitienne, obtenant la médaille d'argent de la Résistance à valeur militaire « pour avoir affronté et tué un général des Brigades noires [brigades fascistes anti-partisans] et avoir contraint à la reddition un fort contingent de troupes allemandes ». Ces mêmes actions lui ont valu en 1956, dans le cadre de la campagne contre les anciens partisans communistes, une condamnation par contumace à vingt ans de prison et l'exil en Amérique latine

durant neuf ans en attendant d'être amnistié en 1965!...

De retour en Italie, Sartori a fondé, avec un groupe de dissidents prochinois du P.C.I., le parti communiste d'Italie marxiste-léniniste (P.C. d'I.M.-L.). C'est en tant que « sympathisant prochinois » que Ventura a proposé à Sartori la direction de son imprimerie, lui faisant miroiter un financement possible pour son parti et les avantages qu'offre une imprimerie en matière de propagande. L'homme qui les a mis en contact au début de l'année 1969 est un gros propriétaire terrien de la région vénitienne, actionnaire de Lito Press, le comte Piero Loredan de Valpago.

De tous ces cas d'infiltration, le cas Loredan est sûrement l'un des plus remarquables. Frère du dirigeant du M.S.I. Alvise Loredan, Piero Loredan, lui-même dirigeant du mouvement *Ordine Nuovo*, a réussi à se faire passer pour un ancien partisan en militant activement dans les associations d'anciens résistants comme l'A.N.P.I. (*Associazioni Nazionale dei Partigiani Italiani*). Son activité débordante, son antifascisme radical lui ont même valu dans la presse le titre de « comte rouge »...

« Loredan avait pris contact avec moi au nom d'un comité d'anciens résistants, en se présentant comme ancien commissaire politique des brigades *Giustizia e Libertà*, raconte Alberto Sartori. M'étant informé sur son compte auprès de l'A.N.P.I., on me confirma qu'il était bien un ancien partisan et qu'il était très estimé par le parti communiste... »

Le P.C.I. sera d'ailleurs le premier surpris d'apprendre que le comte Loredan était lié au groupe fasciste Freda-Ventura; il mettra tout d'abord cela au compte de son « ingénuité et de son romantisme d'ancien résistant [1] ».

En fait, il se révélera rapidement que les épisodiques relations que ce résistant « romantique et ingénu » avait eues avec les partisans étaient téléguidées par l'O.V.R.A., la police secrète de Mussolini. On peut rappeler à ce

1. *L'Unità*, 23 avril 1971.

sujet le plan d'infiltration de la Résistance (parti communiste et Comité de libération nationale) mis en place par les services secrets de Mussolini au mois de mars 1945, et dans lequel la région de Padoue, aujourd'hui au centre des trames noires, avait un rôle stratégique privilégié [1].

Au mois de septembre 1973, sur le point d'être arrêté pour association terroriste et complicité dans les attentats de 1969, Loredan quitte l'Italie pour les cieux plus cléments de l'Argentine, emportant avec lui une petite fortune, fruit de la vente précipitée de tous ses biens.

Alberto Sartori, qui a accepté, quelques jours avant les attentats du 12 décembre, les propositions de Ventura et de Loredan, va rapidement se rendre compte de son erreur et, en vieux stratège, « faire d'une mauvaise chose une bonne ».

« En février 1970, quand les accusations de Lorenzon sortirent dans la presse, raconte l'ancien commandant de partisans, j'acquis alors la certitude que Ventura et Loredan n'étaient pas étrangers à l'opération de diversion qui tentait de donner aux provocations fascistes une couverture gauchiste. Cette opération devait être démasquée totalement. De témoin inconscient je devenais donc un militant en mission spéciale derrière les lignes de l'ennemi. »

Sartori contribuera ainsi de façon notable, après le professeur Lorenzon, au dévoilement des trames noires, notamment en démontant les mécanismes d'infiltration de l'extrême droite dans les mouvements prochinois et l'opération montée contre son propre parti, auquel, incontestablement, les instigateurs de la stratégie de la tension tenaient à faire jouer un rôle de bouc émissaire identique à celui joué par les anarchistes du « 22 mars ».

« A preuve, assure Sartori, les enquêtes publiées par *Lo Specchio*, un hebdomadaire d'extrême droite, porte-parole de la C.I.A. et de l'impérialisme américain dans la Péninsule. La première de ces enquêtes, publiée dans

1. Voir chap. « En Italie ».

Lo Specchio du 27 avril sous le titre " Rapport sur les commandos révolutionnaires italiens. Nous avons découvert les centrales de subversion ", dénonçait le P.C. d'I.M.-L. comme le " groupe numéro un du terrorisme en Italie "... Ce rapport avait été écrit, imprimé et mis en circulation à la veille des attentats du 25 avril 1969. Ce qui était déjà suspect. Fait plus grave, dans son numéro du 16 décembre 1969, *Lo Specchio* récidivait en publiant intégralement le même article (imprimé quelques jours plus tôt), prouvant ainsi que cette seconde publication du pseudo-rapport avait été décidée sciemment en prévision des attentats du 12 décembre précédent... [1] »

L'enquête va faire un progrès décisif un jour du mois de novembre 1971, quand un maçon, qui effectue des réparations sur le toit d'une maison de Castel Franco Veneto, défonce par erreur la cloison d'une habitation mitoyenne, propriété d'un conseiller municipal socialiste, Giancarlo Marchesin, et découvre un stock d'armes et d'explosifs [2]. Arrêté, Marchesin déclare que ces armes ont été cachées là par Giovanni Ventura quelques jours après les attentats du 12 décembre, et qu'elles se trouvaient précédemment chez un certain Ruggero Pan.

Interrogé à son tour, Pan explique que durant l'été 1969, après les attentats contre les trains, Ventura lui avait demandé d'acheter des caisses métalliques allemandes de marque « Jewell ». Les coffrets en bois utilisés pour contenir les explosifs lors des attentats, avait expliqué Ventura, n'avaient pas eu l'effet de « compression explosive du métal ». Pan avait refusé. Le jour suivant, apercevant chez Ventura une cassette en métal, il comprit que quelqu'un les avait achetées à sa place.

Pan oubliera cet incident jusqu'au 13 décembre 1969, jour où la télévision et les journaux reproduisent l'une des cassettes employées pour les attentats contre les

1. *Il perche della Strage di Stato, op. cit.*
2. En particulier des caisses de munitions frappées du sigle de l'O.T.A.N.



banques. Elle était identique — une « Jewell » — à celles que Freda et Ventura s'étaient procurées.

Les magistrats de Trévise découvrent également que la centrale terroriste tenait ses réunions dans la salle d'un institut universitaire de Padoue mise à leur disposition par son concierge, Marco Pozzan, bras droit de Franco Freda.

Longuement questionné par les enquêteurs au cours de deux interrogatoires, les 21 février et 1er mars 1972, Marco Pozzan explique que l'ensemble du plan, préparé depuis longtemps, a reçu le feu vert au cours d'une réunion nocturne tenue à Padoue le 18 avril 1969. D'abord discret sur l'identité de deux des participants à la réunion, arrivés de Rome le soir même, Pozzan révèle après quelques hésitations le nom de l'un d'entre eux, Pino Rauti, qui est à l'époque le chef du mouvement *Ordine Nuovo*. Quant au second personnage, Pozzan assure n'en savoir que ce que lui en a dit Franco Freda : « C'est un journaliste et il est membre des services secrets... »

En fait, les magistrats sont déjà au courant de cette réunion par les écoutes téléphoniques qu'ils avaient fait poser sur le téléphone de Freda. Ce qu'ils ignoraient, c'est l'importance capitale qu'elle avait eue dans l'organisation des attentats de 1969.

Le juge Stiz et le procureur Calogero décident alors d'arrêter Freda, Ventura, Pozzan et Pino Rauti. Quelques jours plus tard, le juge Stiz s'apprête à remettre Pozzan, complice mineur, en liberté provisoire; celui-ci l'apprend et demande immédiatement à être entendu de nouveau par le magistrat devant lequel il se rétracte, déclarant que la visite de Rauti le 18 avril 1969 « était le fruit de son imagination ». Manifestement, avant de sortir, Pozzan a besoin d'une assurance sur la vie. Le magistrat verbalise mais se refuse à reconnaître cette rétractation comme valable : « D'autres éléments, écrira-t-il dans son acte d'accusation, prouvent que seules les premières déclarations de Pozzan sont conformes à la vérité. » Mis en liberté, Pozzan disparaît.

Le 21 mars, ajoutant les attentats du 12 décembre aux chefs d'inculpation retenus contre le groupe Freda-Ventura, le juge Stiz transmet le dossier, pour compétence territoriale, au parquet de Milan.

Trois nouveaux magistrats, le juge Gherardo D'Ambrosio et les substituts Fiasconaro et Alessandrini, sont désignés pour continuer l'enquête. Leur première initiative consiste à mettre en liberté Pino Rauti, sans pour autant faire tomber son inculpation. Violemment critiquée, cette décision se révélera en fait très judicieuse. Les magistrats n'ignorent pas que Rauti, tête de liste du M.S.I. à Rome, va être très certainement élu député. S'il est encore en prison lors de son élection, non seulement l'immunité parlementaire l'en sortira immédiatement, mais surtout les juges devront transmettre le dossier au Parlement : un enlisement de l'affaire qu'ils veulent éviter à tout prix.

Reprenant l'enquête à zéro, les trois magistrats milanais vont en quelques mois recueillir une série de preuves décisives contre le groupe Freda-Ventura, et démontrer, par la même occasion, que de nombreuses irrégularités ont été commises par les policiers et les magistrats qui se sont précipités sur la piste anarchiste.

Une nouvelle expertise des divers fragments d'explosifs, des *timers* et des sacs contenant les bombes retrouvés le 12 décembre 1969 sur les lieux des attentats, établit trois faits importants :

— les bombes sont faites de bâtons de Binitroluene enveloppés dans du plastic, identiques au stock d'explosifs caché par G. Ventura, quelques jours après les attentats, dans la maison de son ami Giancarlo Marchesin, conseiller municipal socialiste de Castel Franco Veneto;
— les mécanismes de retardement des bombes proviennent d'un lot de cinquante *timers* Dhiel Jun-

gans, achetés le 22 septembre 1969 dans un magasin de Bologne par Franco Freda [1] ;

— les sacs dans lesquels se trouvaient les bombes avaient été achetés, deux jours avant les attentats, dans une maroquinerie de Padoue.

Le 11 septembre 1972, un journaliste de *L'Espresso,* Mario Scialoja, se présente au juge D'Ambrosio pour lui dire que des sacs semblables à ceux utilisés pour les attentats ont été vendus dans la ville de Padoue en 1969. Par acquit de conscience, D'Ambrosio fait enquêter les carabiniers dans les maroquineries de la ville. Le rapport qu'il reçoit trois jours plus tard est stupéfiant. Un maroquinier de Padoue a déclaré aux carabiniers : « Les sacs des attentats ont été vendus dans mon magasin le 10 décembre 1969 à un jeune homme grand et brun. Je suis étonné que vous ne soyez pas au courant, car je suis allé personnellement, en compagnie d'une de mes vendeuses — le 16 décembre 1969 — en faire la déclaration au commissariat, et mon témoignage a fait l'objet d'un procès-verbal. »

Mais ce procès-verbal, envoyé le jour même par télex aux policiers de Milan et de Rome et au ministère de l'Intérieur, n'est jamais parvenu jusqu'aux magistrats romains qui ont orienté leur enquête en direction des anarchistes. Quelqu'un l'a volontairement fait disparaître.

Ce n'est pas tout : quelques jours plus tard, comparant deux photos de la serviette de peau retrouvée intacte à la Banque commerciale italienne [2], le juge D'Ambrosio remarque une différence. Sur la première, prise le soir même des attentats, l'étiquette du prix pend encore à la poignée. Sur la seconde, prise un mois plus

1. Freda expliquera aux magistrats qu'il a acheté les *timers* en question à la demande d'un fantomatique capitaine Mohamed Selin Hamid, des services secrets algériens, pour le compte de la résistance palestinienne. Vérification faite auprès des autorités algériennes, ce capitaine n'existait pas ; d'autre part, les services secrets israéliens confirmaient qu'aucun *timer* de ce type n'avait été utilisé par les fedayin.

2. Voir p. 8.

tard, l'étiquette et la cordelette qui l'attachait ont disparu. Une fois encore quelqu'un est intervenu pour supprimer des preuves.

« Si les juges avaient immédiatement disposé du témoignage du maroquinier de Padoue et de l'étiquette du sac, l'enquête aurait pris une direction différente et Valpreda ne serait pas aujourd'hui en prison », déclare avec indignation l'un des magistrats, en apprenant le nom des coupables. Le 25 septembre, trois hauts fonctionnaires de police (le sous-directeur de la police au ministère de l'Intérieur, Elvio Catennacci, et les deux responsables du service politique de la préfecture de police de Milan) sont inculpés « d'entrave à la justice, d'omission de rapport et de dissimulation et soustraction de preuves ».

Pourtant, ces trois fonctionnaires obtiendront un non-lieu deux ans plus tard...

Désormais convaincus de tenir, avec Franco Freda et Giovanni Ventura, les personnages clés des attentats, les magistrats milanais vont alors s'attacher à découvrir qui sont, derrière ces deux hommes, les véritables instigateurs de la stratégie de la tension.

Leur enquête les conduit vite à s'intéresser à un journaliste romain du *Secolo d'Italia* (le quotidien du M.S.I.), Guido Giannettini.

Au mois de décembre 1971, au cours d'une perquisition effectuée à l'un des domiciles de Giovanni Ventura, les enquêteurs ont découvert dans un coffre une série de rapports confidentiels, « faisant référence aux services de renseignements américains, soviétiques, français, allemands et roumains et à leurs activités ». Pour se justifier, Ventura explique aux magistrats qu'il travaille pour un mystérieux service de renseignements international.



Contrairement à son ancien ami Freda qui, lui, revendique fermement son néo-nazisme, Ventura persiste en effet à se présenter comme un homme de gauche. Il affirme donc s'être infiltré dans le groupe fasciste de Freda afin d'en surveiller les activités pour le compte de

ce mystérieux service qu'il dit « proche de la gauche gaulliste et de certains milieux de gauche européens partisans d'une troisième force contre le bipolarisme soviéto-américain [1] ».

Toujours selon Ventura, ses agents de liaison sont deux journalistes, un Roumain et un Italien, dont il refuse de donner les noms. Il faudra plusieurs mois aux magistrats pour découvrir qu'il s'agit du fasciste roumain, réfugié à Paris, Jean Parvulesco, et du journaliste Guido Giannettini [2].

Guido Giannettini, quarante-trois ans, petit et gros, sous-lieutenant de réserve et chroniqueur spécialisé dans les problèmes militaires, est mêlé depuis une quinzaine d'années au Gotha du fascisme international.

Après le putsch d'Alger, en avril 1961, il devient l'un des principaux agents de liaison de l'O.A.S. en Italie, assurant les contacts avec le représentant de l'armée secrète dans la Péninsule, Philippe de Massey. La même année, en Espagne, il est investi, au cours d'une messe aux champs à laquelle assiste l'état-major de la Phalange et des représentants de l'O.A.S., du titre pompeux de « capitaine de la Croisade ». En novembre 1961, à l'invitation du général Delvalle, commandant l'école centrale des marines d'Annapolis, aux États-Unis, il tient un séminaire de trois jours sur « les techniques et les possibilités de coup d'État en Europe », auquel participent des représentants du Pentagone et de la C.I.A.

En 1964, Giannettini fonde, avec quelques Français, l'A.M.S.A.R. (Appareil mondial secret d'action révolutionnaire), une sorte de service secret fasciste international financé par les services spéciaux espagnols et les

1. Voir réquisitoire des bombes de 1969, déjà cité p. 142.

2. Le nom de Giannettini avait été mentionné une première fois par Guido Lorenzon : « Lorenzon, écrivent les magistrats, a connu aussi un journaliste du *Borghese*, Guido Giannettini (dont Ventura parlait souvent). Par ce dernier, il a obtenu une recommandation auprès de Dominique de Roux, pour sa thèse sur Céline. Dominique de Roux, à son tour, l'avait adressé à un certain Hamilton à Rome et à Julius Evola... » (Réquisitoire des bombes de 1969, p. 67.)

réseaux néo-nazis sud-africains et sud-américains. Il commence également à collaborer à la *Rivista Militare,* la revue de l'armée italienne. En tant qu'expert des problèmes militaires internationaux, il représente aussi à plusieurs reprises l'état-major italien dans des réunions de l'O.T.A.N.

En 1965, il entre au M.S.I., le parti néo-fasciste, et participe avec la fine fleur de l'activisme italien au fameux congrès sur la guerre révolutionnaire tenu au mois de mai à Rome, à l'hôtel *Parco dei Principi* [1].

Au mois d'octobre 1966, Giannettini est engagé officiellement par les services secrets italiens dirigés à l'époque par l'amiral Henke. Il est chargé d'espionner les organisations de gauche et d'extrême gauche.

Parallèlement, il poursuit son travail de journaliste, collaborant au *Secolo d'Italia,* aux agences Oltremare et Aginter-Presse, ainsi qu'à *L'Italiano,* la revue théorique des ultras du M.S.I., dirigée par le député Pino Romualdi [2]. C'est en 1966 qu'il rencontre pour la première fois Franco Freda et Giovanni Ventura avec lesquels il noue des liens étroits.

Au moment où les magistrats milanais commencent à s'intéresser à lui, pourtant, Giannettini a disparu. Une perquisition à son domicile permet aux enquêteurs de découvrir une masse énorme de documents prouvant qu'il est en relation avec le gratin fasciste européen, ainsi que des rapports identiques à ceux trouvés dans le coffre de Ventura.

Interrogé sur ses liens avec Giannettini, Ventura reconnaît que le journaliste du *Secolo d'Italia* est bien le rédacteur des documents confidentiels en sa possession, et révèle qu'il est également un agent des services secrets italiens, le S.I.D.

Interrogé par le juge D'Ambrosio, le général Miceli, chef du S.I.D., répond qu'à sa connaissance Giannettini n'appartient pas aux services secrets, mais, prudent, il

1. Voir p. 201 et suivantes.
2. Guido Giannettini a dirigé également l'agence de presse du M.S.I., *Destra Nazionale,* durant la campagne électorale de mai 1972.

ajoute qu'il ne connaît pas l'identité de tous les informateurs de ses services.

La disparition de ce personnage clé — le magistrat pense qu'il s'agit « du journaliste agent du S.I.D. » qui, selon Pozzan, accompagnait Pino Rauti le soir de la réunion du 18 avril 1969 — bloque l'enquête. Les magistrats décident au mois de février 1974 de déposer leurs conclusions en ce qui concerne Freda et Ventura, et de procéder à un complément d'enquête sur Pino Rauti et Guido Giannettini.

Un mois plus tard, le 24 mars 1974, Giannettini, réfugié à Paris, rompt le silence par une interview à l'hebdomadaire *L'Espresso,* dans laquelle il précise ses rapports avec le groupe Freda-Ventura.

« Ce que Ventura a raconté est faux, dit-il. Il soutient que, pour le compte du S.I.D., je l'avais chargé de surveiller le groupe d'extrême droite de Freda. C'est tout le contraire, Freda était un de mes amis, ce n'est pas lui que je surveillais. Il m'importait de recueillir des informations sur les groupes d'extrême gauche [...] prochinois et Ventura avait été infiltré par Freda chez les prochinois [...].

« Je transmettais mes informations à quelques amis dans certains milieux de la droite internationale. Ils me transmettaient les leurs [...]. Pratiquement, cet échange prenait la forme de bulletins privés qui circulaient dans certains groupes de centre droit européens [...] comme, par exemple, le parti chrétien-social bavarois, les " groupes géopolitiques " français (émanation de certain courant gaulliste [*sic*]) et d'autres groupes en Belgique, en Suisse et pratiquement dans tous les pays d'Europe. »

Bien qu'il soit l'objet d'un mandat d'arrêt international pour sa participation au massacre du 12 décembre 1969, Giannettini réside sans problème à Paris sous sa véritable identité, à l'hôtel Claridge, au vu et au su des autorités françaises qui, assure *L'Europeo,* « lui offrent une discrète protection [1] ».

1. *L'Europeo,* juillet 1974.

Coup de théâtre le 20 juin 1974. En contradiction avec les affirmations des chefs du S.I.D., le ministre de la Défense, Giulio Andreotti, reconnaît dans une interview [1] que Giannettini compte au nombre des informateurs régulièrement rémunérés par les services secrets.

Le ministre va plus loin : le S.I.D. était au courant par Giannettini de la trame noire des bombes de Milan, mais n'en a pas averti la justice. « Enfin, dit-il, la décision de couvrir Giannettini par le secret politico-militaire a été prise en Conseil des ministres. »

C'est au cours d'une réunion tenue au mois de juillet 1973, au siège du S.I.D., palazzo Baracchini, et présidée par le général Miceli, que cette décision a été prise. Ce sommet, auquel assistaient le général Maletti, alors responsable du contre-espionnage, le procureur militaire et plusieurs autres hauts fonctionnaires des services secrets, avait été suivi d'une « réunion spéciale » au siège de la présidence du Conseil, à laquelle participaient le Premier ministre Mariano Rumor et les ministres de la Défense et de l'Intérieur Mario Tanassi et Paolo Taviani.

Second coup de théâtre le 8 août 1974. Expulsé sans bruit de France à la suite des déclarations du ministre Andreotti, Giannettini, qui s'est réfugié en Argentine, se constitue prisonnier auprès de l'ambassade d'Italie à Buenos Aires. Il est rapatrié quelques jours plus tard à Rome où il est arrêté à sa descente d'avion. Il déclarait pourtant quelques semaines plus tôt, à Paris, lors d'une interview : « Je n'entends ni me constituer prisonnier ni me faire prendre. Je ne crois pas à la justice [...]. Interpol a un mandat d'arrêt, mais ce ne sera pas facile de m'arrêter, j'ai des amis à Paris et dans toute l'Europe. » Précisant : « Je suis contre la démocratie, je suis fasciste; mieux, je suis nazi-fasciste. Des hommes comme moi travaillent pour qu'il y ait en Italie un coup d'État militaire ou la guerre civile... »

Après de telles déclarations, la reddition sans condi-

1. *Il Mondo*, 20 juin 1974.

tion de Giannettini — qui risque la prison à vie — apparaît pour le moins mystérieuse. A-t-il préféré la prison en Italie à une tombe en Argentine? Pour beaucoup, Giannettini s'est rendu sur les conseils du S.I.D. et après que les services secrets italiens lui eurent donné l'assurance d'une relative impunité. « Je suis convaincu, dira plus tard Giovanni Ventura, que Giannettini a été poussé à se constituer prisonnier par le capitaine La Bruna et le général Maletti, pour couvrir les responsabilités du S.I.D. et des politiciens qui ont utilisé le terrorisme... »

D'autre part, pour rester en vie dans une affaire où habituellement les témoins gênants disparaissent à l'allure que l'on sait, Giannettini devait posséder une solide assurance sur la vie, ce que confirmera en privé le juge D'Ambrosio qui souligne que le S.I.D. avait les moyens de liquider clandestinement un témoin aussi compromettant pour lui. S'il ne l'a pas fait, c'est que Giannettini détient quelque part des documents explosifs qui seraient rendus publics s'il devait disparaître. « Si j'étais mort, dira Giannettini dans le box des accusés, il y aurait à ma place tous les chefs du S.I.D. [1] »

Malgré les garanties qui semblent lui avoir été données, Giannettini est en effet inculpé, le 12 décembre 1974, avec Freda et Ventura, du massacre de la piazza Fontana. L'acte d'accusation est rédigé à toute vitesse, dans la nuit du 12 au 13 décembre, par le substitut Alessandrini. Il vient d'apprendre que la Cour de cassation s'apprête à dessaisir le tribunal de Milan du dossier pour le transmettre aux magistrats de Catanzaro, cité perdue du sud de l'Italie. Le juge D'Ambrosio et le substitut Alessandrini étaient précisément sur le point d'émettre un mandat d'arrêt — « il ne nous manquait que peu d'éléments » — contre l'amiral Henke, chef d'état-major général de l'armée italienne, et chef du S.I.D. à l'époque des attentats. Prévenu, l'amiral Henke s'en était plaint au Premier ministre Aldo Moro. C'est

1. *L'Espresso*, 27 mars 1977.

alors qu'intervient l'arrêt providentiel de la Cour de cassation.

Les magistrats milanais se voient ainsi retirer une enquête qu'ils dirigeaient depuis deux ans avec un courage exemplaire. A Catanzaro, l'enquête est confiée à deux magistrats locaux, le juge Migliaccio et le substitut Lombardi qui, sans que l'on puisse mettre en doute leur honnêteté, ne poursuivront jamais les « pistes noires » avec l'obstination de leurs prédécesseurs...

Pourtant, ces pistes sont si évidentes que, le 28 mars 1976, le juge de Catanzaro décide d'arrêter le général Maletti, ancien chef du bureau D du S.I.D., devenu le commandant en chef du régiment de défense de la ville de Rome, et son ancien adjoint, la capitaine La Bruna. Ils sont accusés d'avoir fourni une couverture à certains responsables du massacre de la piazza Fontana et d'avoir assuré leur fuite!

Les témoignages contre eux sont accablants et nombreux. Il y a tout d'abord Giannettini qui déclare avoir contacté La Bruna, son « officier traitant », dès qu'il apprit que le juge D'Ambrosio s'intéressait à lui, le 5 avril 1973. Après en avoir référé à Maletti, La Bruna, dit-il, lui ordonna de ne pas se présenter devant le magistrat et de « changer d'air ». « Le matin du 7 avril, je quittai mon domicile pour un bureau du S.I.D., 235, via Sicilia à Rome. Le jour suivant, un collaborateur de La Bruna me conduisit à l'aéroport de Fiumicino où un fonctionnaire des douanes, ami du S.I.D., me fit embarquer dans un avion en partance pour Paris sans être soumis à aucun contrôle. »

Mais ce n'est pas tout : réfugié à Paris, Giannettini continue à travailler pour le S.I.D., entretenant une correspondance suivie avec le général Maletti et compilant une série de rapports pour le bureau D jusqu'au mois de mars 1974 [1]. En rémunération de ces services,

1. Le dernier travail de Giannettini envoyé à l'état-major de la Défense, IV[e] département, section B, est daté du 28 mars 1974, n° IV-19037-B-RIS; il

Giannettini a, affirme-t-il, touché une somme globale de trois millions de lires qui lui a été remise, à Paris, en plusieurs fois, par le capitaine La Bruna.

Deuxième accusateur des chefs du S.I.D. : Ventura, dont le témoignage est en partie confirmé par celui de Stefano Delle Chiaie, qui déclarait au printemps 1976 à l'hebdomadaire *Panorama :* « En novembre 1972, le capitaine La Bruna me demanda si j'étais en mesure d'accueillir à Barcelone, puis de transférer hors d'Europe, Freda et Ventura qu'il devait faire évader de prison [1]. »

Dans une note envoyée au juge Migliaccio en décembre 1975, Ventura explique comment le bureau D du S.I.D. avait prévu son évasion en janvier 1973.

La proposition en avait été faite à sa sœur par Giannettini. L'agent du S.I.D. a montré à la jeune femme le plan de la prison et lui a donné en « acompte » la clé d'une des portes de la prison, ainsi que deux bombes de gaz narcotique, en lui disant : « Va transmettre à ton frère notre proposition, et s'il accepte, nous lui ferons parvenir des instructions précises et les autres clés... » Ventura hésite, le S.I.D. ne lui apportant pas l'assurance qu'une fois évadé il ne serait pas éliminé. Il décide de refuser. Mais, naturellement, il ne restitue pas la clé donnée par Giannettini à sa sœur, gardant ainsi une preuve de l'offre qui lui avait été faite.

Le troisième à mettre en cause le S.I.D. est Pozzan. Dans une note envoyée d'Espagne aux juges de Catanzaro, il explique que c'est le S.I.D. qui a organisé sa fuite à l'étranger. Le capitaine La Bruna, dit-il, lui a fourni un faux passeport et de l'argent, avant de l'expédier en Espagne au mois de janvier 1973, où il est allé rejoindre Stefano Delle Chiaie.

s'agit d'un rapport extravagant sur « les réseaux opérationnels trotskystes et sionistes en Europe et en Amérique latine », dans lequel l'informateur, dans un délire antisémite, soutient que les services secrets israéliens, de connivence avec la C.I.A. et les groupes trotskystes, fomentent les révolutions rouges dans le monde entier.



1. *Panorama,* 4 mai 1976.

Pozzan, en effet, aurait pu révéler, par exemple, que le S.I.D. était informé à l'avance de tous les attentats meurtriers commis durant l'année 1969, et ce, grâce aux informateurs qu'il possédait au sein de la cellule terroriste vénitienne de Freda Ventura et du groupe romain de Delle Chiaie [1].

Ainsi, dès le 4 mai 1969, soit quelques jours seulement après les premiers attentats à la Foire de Milan, le bureau D du S.I.D. recevait un rapport rédigé par Giannettini à partir des informations de Ventura qui annonçait « une nouvelle phase d'attentats dans les " lieux clos ", telles les banques ».

Les témoignages de Ventura et de Giannettini, confirmés par les enquêtes des différents magistrats, établissent qu'au plus haut niveau des services secrets, certains étaient donc parfaitement au courant de tous les complots de la stratégie de la tension; qu'ils ont volontairement laissé faire, puis couvert les exécutants.

Quel jeu jouaient donc les services secrets italiens? Dans quel but ont-ils laissé les fascistes commettre leurs sanglants attentats? S'agissait-il de laisser s'instaurer le chaos pour l'exploiter ensuite par un coup d'État s'appuyant sur certaines forces politiques? Dans ce cas, le S.I.D. était-il instigateur ou simplement complice?

La collaboration régulière entre les fascistes et les services secrets italiens remonte à l'été 1966, date à laquelle l'amiral Henke [2] prend la direction du S.I.D. qu'il conservera jusqu'à l'automne 1970. Pino Rauti, alors chef du mouvement néo-nazi, devient à cette

1. C'est-à-dire Pozzan, Ventura et Giannettini, ou Stefano Serpieri, rédacteur du rapport accusant Guérin-Sérac et Stefano Delle Chiaie.

2. Le 23 juin 1966, l'amiral Henke devient chef du S.I.F.A.R. qui prend, quelques mois plus tard, la dénomination de S.I.D. (Service d'information et de défense). Très lié à l'époque au parti social-démocrate (P.S.D.I.), traditionnellement considéré comme le « parti américain », l'amiral doit, dit-on, sa fortune au président de la République Saragat, élu l'année précédente.

époque l'un des principaux informateurs du S.I.D. [1]. Il devient même l'un des plus proches collaborateurs de son chef. De son côté, Giannettini est « embauché » le 18 octobre 1966 par le bureau R (espionnage extérieur) du S.I.D., à la demande de l'état-major de la Défense, avant d'être transféré en juillet 1967 au bureau D (contre-espionnage), pour lequel il rédigera plus de cent trente rapports.

L'artisan de cette collaboration entre le S.I.D. et les fascistes est Giorgio Torchia, directeur de l'agence de presse Oltremare.

« Giannettini, écrit le substitut Alessandrini, fait remonter son admission au S.I.D. à un accord entre Giorgio Torchia, dont l'agence de presse Oltremare était financée par le S.I.D., et le général Aloja, chef d'état-major général de l'armée italienne [...]. Torchia, entendu comme témoin, a confirmé dans leur substance, mais avec beaucoup de nuances, les affirmations de Giannettini. »

L'entrée massive des néo-fascistes dans les services secrets italiens en 1966 semble être, en réalité, la conséquence directe d'une conférence organisée discrètement par le S.I.D., l'année précédente, sur le thème de la guerre révolutionnaire.

Cette conférence, qui s'est tenue à l'hôtel *Parco dei Principi* à Rome, marque la volonté de la droite italienne d'utiliser à son profit les enseignements de l'action psychologique.

Reprenant la plupart des analyses du 5e bureau de l'armée française, les Italiens découvrent à leur tour, et avec un peu de retard, que la guerre révolutionnaire est « l'instrument de l'expansion communiste dans le monde ».

1. « On peut affirmer avec certitude que Rauti était un informateur contacté aussi bien par l'amiral Henke, chef du S.I.D., que par le colonel Viola, chef du bureau D; ceci est confirmé par la déposition du colonel Genovesi, chef de service de la première section du S.I.D. » (Réquisitoire écrit du substitut Alessandrini, 15 décembre 1974, in *Le stragi del S.I.D., I generali sotto accusa*, éd. Mazzotta, 1974.)

La conférence du *Parco dei Principi,* et ce n'est pas un hasard, intervient au moment où le débat sur la restructuration des forces armées italiennes bat son plein. De nombreux projets sont en concurrence et nul ne soupçonne encore quelles seront les conséquences des contradictions internes de l'état-major italien. La droite italienne a été traumatisée par les événements du mois de juillet 1960 où une véritable insurrection populaire a fait chuter le gouvernement démocrate-chrétien de Fernando Tambroni. Les insurgés ont pu, dans de nombreux cas, tenir la rue devant des forces de l'ordre totalement paralysées, et seul le « réalisme » du parti communiste italien a permis à la droite de rétablir la situation. Terrifiés à l'idée que de tels événements puissent se reproduire, les autorités militaires, les partis de la majorité, et tout particulièrement le président de la République Segni, vont se donner les moyens de tenir tête dorénavant à toute situation insurrectionnelle.

Une restructuration des forces armées s'impose donc. D'autant plus que l'Italie est en première ligne du système de défense de l'O.T.A.N. et qu'une série de tâches précises sont assignées à ses troupes en cas de conflit : missions d'intervention contre certains pays de l'Est, en particulier la Yougoslavie; et, éventuellement, missions de soutien au Proche-Orient.

Les troupes italiennes risquent donc de se trouver confrontées à des pays dotés non seulement d'une armée régulière, mais aptes également — l'histoire l'a prouvé — à développer des formes de guerre populaire.

D'où le double intérêt pour les Italiens de préparer les structures militaires à la « guerre révolutionnaire ».

Le fiasco de la guerre psychologique en Algérie et les piètres succès des militaires américains qui la pratiquent au Vietnam n'ont pas découragé les stratèges de l'O.T.A.N. Les thèmes de l'action psychologique sont largement diffusés au sein de l'Alliance atlantique.

En Italie, ils sont défendus par le chef d'état-major, le général Aloja. Reprenant les thèses développées par les militaires de la Cité catholique, et notamment celles

du général Chassin[1], Aloja veut faire de l'armée un instrument doctrinal. Inspiré par les récits de ses deux conseillers Rauti et Giannettini, il rêve de faire subir aux jeunes appelés italiens la transformation opérée, croit-il, sur le contingent pendant la guerre d'Algérie. Il ne cesse de citer ce discours qu'aurait prononcé Jacques Duclos : « Ils partent communistes des banlieues rouges de Paris [...] vont en Algérie, reviennent paras et sont perdus pour nous[2]... »

Le général Aloja propose en particulier « l'organisation de centres d'endoctrinement des jeunes recrues et la sélection d'officiers idéologiquement qualifiés ». Il veut, par « un dur entraînement du corps et de l'esprit », effectuer un véritable lavage de cerveau des appelés et leur donner une formation anticommuniste solide. A cet effet, il a mis sur pied des « cours de courage » (*corsi di ardimento*). « Cette " préparation civique ", explique-t-il, est la base sur laquelle peut se greffer la guerre psychologique. »

Autre orientation : celle du général De Lorenzo, chef d'état-major de l'armée de terre. S'opposant radicalement à Aloja, il préconise la constitution d'une armée de volontaires, la conscription facilitant par trop, à ses yeux, l'infiltration des communistes.

De Lorenzo pense que pour faire face à l'insurrection, il suffit de disposer : 1) d'un appareil d'espionnage puissant qui permette de prévoir tous les mouvements populaires et d'en maîtriser les chefs; 2) d'un instrument de répression solide, pour contrôler efficacement les mouvements de masse et les briser dès leur formation. Ces deux instruments sont, pour le général, les services secrets et les corps militaires spécialisés comme les parachutistes et les brigades blindées.

Le général travaille dans cette optique depuis déjà plusieurs années. Placé à la tête des services secrets en 1956 par le président Gronchi, il a donné au S.I.F.A.R.

1. Voir p. 63 et suivantes.
2. *Le Mani Rossi sulle Forze armate*, Rome, éd. Savelli, 1975.

(les services italiens ne prendront la dénomination de S.I.D. qu'en 1966) des pouvoirs considérables, le transformant en une véritable police politique occupée quasi essentiellement au fichage et à la recherche d'informations sur les citoyens italiens. On découvrira en 1967 que le S.I.F.A.R. avait constitué illégalement 157 000 dossiers concernant toute la classe politique italienne.

Passé en 1962 au commandement des carabiniers (tout en conservant la haute main sur les services secrets à la tête desquels il a placé ses hommes), le général De Lorenzo va transformer illégalement ce corps en une véritable armée prétorienne qu'il dotera d'armes lourdes, de blindés et même d'un détachement de parachutistes. Dans le même temps, il se débarrasse de tous les officiers démocrates de la gendarmerie italienne pour les remplacer par des officiers venant du S.I.F.A.R.

Le général De Lorenzo ne s'intéresse pas uniquement à la lutte contre une insurrection communiste. En réalité, il veut surtout constituer une structure militaire capable de prendre à tout moment le pouvoir. Ce pouvoir qu'il a déjà cherché à prendre deux ans auparavant. Mais cela on ne l'apprendra que l'année suivante, lorsqu'un député de la « gauche indépendante » révélera à la Chambre que, trois ans plus tôt, l'Italie avait échappé à un coup d'État militaire. « En juillet 64, affirmera-t-il, nous avons failli connaître une nuit identique à celle au cours de laquelle les colonels grecs ont récemment étranglé la démocratie. »

Il s'agit du plan Solo. Le général De Lorenzo, avec l'accord du président de la République Antonio Segni, avait réuni le 14 juillet 1964 une vingtaine de généraux et de colonels afin de préparer un coup de force militaire pour le cas où, dans les jours suivants, les partis du centre gauche n'auraient pas mis fin à la crise gouvernementale ouverte trois semaines plus tôt, et formé un nouveau cabinet.

Le coup de force aurait alors assuré la mise en place d'un gouvernement de salut public constitué de démocrates-chrétiens, de « techniciens » et de militaires. Pour cela, l'armée devait appliquer un plan « spécial d'urgence » élaboré durant les années 50 et prévoyant l'occupation de

tous les sièges de partis, des journaux, des préfectures, de la radiotélévision, ainsi que l'internement des principaux leaders politiques et syndicaux. Un accord étant intervenu *in extremis* entre socialistes et démocrates-chrétiens pour reconduire un gouvernement de centre gauche, le coup perdit sa justification et fut abandonné. Informés de ce qui se tramait, les dirigeants du parti socialiste préférèrent un mauvais accord de gouvernement avec la démocratie chrétienne à un putsch militaire.

La conférence de l'hôtel *Parco dei Principi* se tient les 2, 4 et 5 mai 1965. Discrètement financée par le bureau D du S.I.D., elle est organisée sous l'égide d'un mystérieux « Institut d'études militaires et historiques Alberto Polio ». Ses travaux, sur le thème de « la guerre révolutionnaire, instrument de l'expansion communiste dans le monde », seront publiés un mois plus tard par les éditions Giovanni Volpe.

La presse ne leur accorde aucune attention particulière, et il faudra quelques années pour que leur importance apparaisse. Entre-temps, certains participants à la conférence, Pino Rauti ou Guido Giannettini, auront été inculpés en liaison avec les complots et les attentats de la stratégie de la tension.

Présidée par un général parachutiste et par le président de la cour d'appel de Milan, la conférence est animée par un journaliste d'extrême droite très proche des services secrets : Edgardo Beltrametti.

Parmi les autres participants de la conférence figurent pratiquement tous les penseurs du néo-fascisme italien, quelques futurs putschistes et les principaux instigateurs de la stratégie de la tension.

Outre Rauti et Giannettini, on trouve les journalistes Giorgio Torchia, Gino Ragno, Giano Accame (auteur d'une intervention aussi remarquablement documentée que prophétique sur la contre-révolution des officiers grecs et leur organisation clandestine I.D.E.A.), Enrico De Boccard, Gian Franco Finaldi, qui seront embauchés l'année suivante par le S.I.D.

Ces hommes ne se sont pas réunis simplement pour

épiloguer sur la « guerre révolutionnaire ». La conférence est en fait le point de départ du vaste plan politico-militaire par lequel l'extrême droite italienne va tenter de mettre en place un appareil de coup d'État en exploitant la restructuration de l'armée italienne.

Les propositions faites par les orateurs du *Parco dei Principi* visent à « préparer un instrument militaire apte à faire face aux techniques et au développement de la guerre révolutionnaire [...] un instrument qui comprenne la création de groupes d'autodéfense permanents capables de s'opposer à la pénétration clandestine de la G.R. [guerre révolutionnaire], et qui acceptent la lutte sans hésitation et avec toute l'énergie et l'absence de scrupules nécessaires, même dans les circonstances les moins orthodoxes [1] ».

Pour créer ces groupes civils d'autodéfense rompus à la clandestinité, Beltrametti propose « une organisation de la nation tout entière telle que tous les citoyens figurent sur des listes de mobilisation, où ils ne seraient pas classés uniquement selon leurs aptitudes militaires ». Un euphémisme pour dire que la classification tiendra compte de l' « aptitude idéologique », c'est-à-dire du degré d'anticommunisme des citoyens. « Ainsi il sera possible de choisir ceux qui doivent former les groupes d'autodéfense », conclut Beltrametti [2].

Le plan des fascistes du *Parco dei Principi* est simple. Ils espèrent que, leur projet retenu par l'état-major, ils pourront investir en force toutes les structures militaires. Ayant établi leur qualité d'experts en contre-révolution, ils se verront alors confier la constitution et la gestion des « groupes d'autodéfense permanents ». Ils comptent évidemment trouver l'armature de ces groupes au sein des organisations d'extrême droite qu'ils contrôlent, et constituer ainsi, sous la couverture de l'état-major et du secret militaire, un véritable appareil putschiste.

Toutes ces propositions sont accueillies avec enthousiasme par le général Aloja. « J'ai lu avec beaucoup

1. *La guerra rivoluzionia*, éd. Giovanni Volpe, p. 71.
2. *Ibid.*, p. 85.

d'intérêt, écrit le chef de l'état-major général à Giannettini, votre étude sur les techniques de la guerre révolutionnaire et j'ai apprécié l'analyse aiguë que vous faites du problème [...]. Votre œuvre mérite d'être connue et méditée par tous ceux qui ont à cœur le sort de la démocratie et de ses institutions... » Un jugement d'une remarquable myopie quand on sait quel sort, à coups de bombes et de massacres, Giannettini entendait faire à la démocratie [1].

C'est ainsi qu'Aloja va s'attacher la collaboration de la plupart des orateurs de la conférence, faire d'eux ses principaux collaborateurs et les placer dans les services secrets.

Cette collaboration est scellée sans attendre. Le général Aloja commande aux hommes du *Parco dei Principi* un ouvrage dénonçant les infiltrations communistes dans l'armée italienne. Intitulé *Mains rouges sur les Forces armées,* l'ouvrage est compilé par Beltrametti, Rauti et Giannettini. Il est imprimé à dix mille exemplaires, mais sa diffusion au sein du corps des officiers est immédiatement bloquée. Son extrémisme est tel qu'il risque d'avoir un effet contraire à celui désiré par Aloja. Non seulement les partis démocratiques, mais de nombreux officiers pourraient bien être effrayés par un programme aussi clairement fascisant, et s'opposer à la réorganisation de l'armée voulue par le général. Aloja demande même à l'amiral Henke de faire détruire tous les exemplaires de l'ouvrage par le S.I.D. Ce qui n'empêchera pas Rauti, Giannettini et Beltrametti de conserver les faveurs du chef d'état-major. Rauti recevra d'ailleurs « deux millions de lires de la part de l'amiral Henke comme manque à gagner [2] ».

Quelques mois plus tard, plusieurs milliers d'officiers italiens recevaient un tract, signé par les « noyaux de

1. A la fin du mois de décembre 1976, l'ancien chef d'état-major a été inculpé, à la suite d'une escroquerie d'un montant de trois milliards de lires, par la magistrature italienne. Le général Aloja est poursuivi pour avoir occupé, entre les mois de septembre 1970 et mai 1971, les fonctions de président d'une société fictive mise en place par un dénommé Ugo Ratti, et avoir escroqué des industriels et des financiers italiens.

2. Réquisitoire contre Giannettini, *op. cit.*

défense de l'État », qui les invitait à rejoindre ces noyaux « constitués par des militaires de grand prestige », et à effectuer une « opération décisive » contre la subversion des « rouges ». « Il appartient, concluait le tract, aux forces armées de détruire l'infection avant qu'elle ne devienne mortelle... » Les instigateurs de cette opération sont encore Rauti, Beltrametti, Giannettini et quelques autres spécialistes de la guerre révolutionnaire. Quant à la diffusion de ces tracts, dirigée surtout sur la région vénitienne où stationnent les trois quarts de l'armée italienne, elle est assurée par Franco Freda et Giovanni Ventura...

L'enquête, menée sept ans plus tard par les magistrats milanais, montrera qu'une fois de plus le S.I.D. avait été mis au courant par Rauti lui-même, mais qu'il avait entièrement couvert l'opération ainsi que ses auteurs qu'il venait juste d'embaucher.

Le 18 janvier 1977, sept ans après le drame de la piazza Fontana, s'ouvre finalement à Catanzaro le procès des auteurs présumés du massacre et de leurs complices. Sur le banc des accusés : trente-quatre personnes, fascistes et officiers des services secrets, auxquelles se trouvent associés par les absurdités de la procédure Pietro Valpreda et deux autres anarchistes, alors que leur innocence ne fait plus aucun doute.

Pourtant, seuls Freda Ventura et Giannettini sont présents à l'ouverture du procès. Les autres accusés sont en fuite ou n'ont pas jugé utile de se déplacer. « Mais dans le hall du palais de justice, écrit Mario Scialoja dans *L'Espresso,* il manque le principal accusé, celui dont depuis sept ans l'opinion publique réclame le jugement : l'État de la stratégie de la tension. Il y a certes quelque menu fretin. Mais même si deux officiers du S.I.D. font acte de présence, les vrais responsables, les organisateurs, les commanditaires, les politiciens et les stratèges de l'état-major, eux, sont absents [1]. »

1. *L'Espresso,* 23 janvier 1977.

Comme sont absents Pino Rauti, l'homme des colonels grecs, Stefano Delle Chiaie et Guérin-Sérac.

Rauti, accusé d'être l'un des organisateurs des attentats, a été acquitté au cours de l'instruction par le juge Migliaccio. Après l'avoir accusé par deux fois d'avoir participé à la réunion où furent conçus les attentats, Marco Pozzan avait fini par se rétracter. Les juges Stiz et D'Ambrosio avaient refusé d'en tenir compte. Mais le magistrat de Catanzaro, lui, a préféré ne pas retenir le premier témoignage de Pozzan. Autre pièce accablante pour Rauti : le rapport secret grec qui désigne un certain « Monsieur P. » comme ayant été chargé d'entretenir des contacts entre le gouvernement fasciste grec et des membres des forces armées italiennes, dans le but de préparer une action permettant d'instaurer en Italie un régime semblable à celui des colonels. La presse avait immédiatement reconnu Pino Rauti dans « Monsieur P. ». Quelques années plus tard, les services secrets eux-mêmes corroboraient cette hypothèse.

En réponse à une question du juge D'Ambrosio le 8 avril 1975, le S.I.D. affirmait dans une note « que les services secrets grecs avaient fait savoir qu'il y a tout lieu de penser que Monsieur P. est bien Pino Rauti ». Dessaisi de l'affaire, D'Ambrosio dressait un procès-verbal qu'il transmettait au magistrat de Catanzaro désormais compétent. Mais, deux mois plus tard, le 5 juin 1975, un officier du S.I.D. se rendait à Catanzaro pour démentir l'information.

Devant ce brusque revirement, le juge Migliaccio demandait alors aux autorités grecques d'établir l'authenticité du rapport Kottakis et d'identifier Monsieur P. Ayant pris connaissance de la réponse d'Athènes, il prononçait un nouveau non-lieu en faveur du député fasciste.

« A notre avis, écrit Ibio Paolucci dans *L'Unità,* ses conclusions auraient dû être différentes. » Mais examinons plutôt les résultats de l'enquête faite à Athènes. Les magistrats grecs ont interrogé huit témoins. D'abord le rédacteur présumé du rapport, Michel Kottakis, ancien

directeur de cabinet au ministère des Affaires étrangères, et son destinataire, Antoine Poudoura, ambassadeur grec à Rome en 1969. Bien entendu, les deux hommes affirment qu'il s'agit d'un faux. En revanche, Mme Helena Vlachou, directrice du quotidien de droite *Kathimerini,* qui avait transmis le document à l'*Observer,* reste fermement convaincue de son authenticité. Le rapport, dit-elle, lui a été « remis par une personnalité politique grecque en laquelle elle a une confiance absolue ».

Les autres témoins sont partagés. Le directeur du service politique des Affaires étrangères fait preuve d'une logique stupéfiante : il n'existe, dit-il, aucune trace de ce rapport au ministère, et comme « aucun document n'a disparu durant le passage de la dictature à la démocratie », c'est que le document est faux...

Le chef du service de sécurité du ministère de l'Ordre public affirme, lui, s'être occupé personnellement du rapport Kottakis. Il précise qu'il avait alors « l'impression, à partir d'informations dignes de foi » dont il ne peut citer la source, « que c'était à Pino Rauti que pensait le rédacteur du rapport en écrivant " Monsieur P. " », et il cite les conclusions d'une enquête d'après lesquelles Rauti avait eu de nombreux contacts avec Pattakos et Ladas durant la dictature. Les autres témoins, trois fonctionnaires des services de sécurité, se déclarent incapables d'authentifier le rapport, soulignant toutefois qu'ils « soupçonnaient que Monsieur P. n'était autre que Rauti ».

Au vu de ces témoignages, la décision du magistrat de Catanzaro est pour le moins surprenante et renforce l'impression que Rauti, plus encore que les dirigeants des services secrets italiens, est un personnage intouchable.

« D'autant plus que si ce rapport est authentique, et tout porte à le croire, écrit Paolucci, une autre information fournie par le S.I.D. prend toute son importance. D'après un officier supérieur du S.I.D., en effet, le service avait pu vérifier la présence à Rome de l'agent du K.Y.P. Kostas Plevris quelques jours avant le massacre

de la piazza Fontana, et constater que Plevris avait eu plusieurs réunions avec Pino Rauti... [1] »

Quant à Delle Chiaie et à Guérin-Sérac qui avaient été accusés dès le 17 décembre 1969, par une note du S.I.D., d'être parmi les instigateurs des attentats, seul le premier a été inculpé, et uniquement pour avoir fourni un faux alibi au pseudo-anarchiste Mario Merlino. Rédigée par un des bureaux du contre-espionnage de Rome, cette note avait échoué dans les tiroirs de la police romaine. Elle n'en est ressortie que trois ans plus tard, sur requête pressante du juge D'Ambrosio. Quant à son double, il n'en reste aucune trace dans les archives du S.I.D. Sans doute le fruit d'un excès de zèle, cette note, en effet, était bien imprudente. Stefano Delle Chiaie, chef d'*Avanguardia Nazionale,* ne jouissait pas seulement de la protection de certains services du ministère de l'Intérieur italien, mais il travaillait également pour le S.I.D., comme le révélera quelques années plus tard le témoignage de Marco Pozzan, bras droit de Franco Freda [2].

Guérin-Sérac, lui aussi, était en contact avec les services secrets italiens par l'intermédiaire de l'agence Oltremare, qui assurait la correspondance d'Aginter en Italie et qui était contrôlée par le S.I.D. Il était surtout lié à Pino Rauti, conseiller de l'amiral Henke, alors chef des services secrets italiens.

Le rôle joué par certains membres du S.I.D. dans les attentats du 12 décembre 1969 ne fait d'ailleurs pas de doute.

C'était déjà la conviction du procureur de Milan Alessandrini, qui écrivait dans son réquisitoire en 1974 : « Il est inimaginable que Freda et Ventura, alors qu'ils étaient sous le contrôle d'un agent du S.I.D. lié à l'état-major [Giannettini], se soient lancés dans les attentats

1. *Il processo infame,* éd. Feltrinelli, 1977.
2. Au mois de septembre 1977, la police de Rome a découvert, dans une des « planques » de Delle Chiaie, un certain nombre de documents manuscrits, apportant la preuve de l'appartenance du chef d'*Avanguardia Nazionale* à Aginter-Presse, ainsi qu'une carte de presse de l'agence au nom de Giovanni Martelli, portant la photo de Delle Chiaie.

sans estimer qu'ils agissaient avec la couverture desdits organes [le S.I.D. et l'état-major italien]. »

C'est aussi celle du juge Migliaccio qui écrit dans ses conclusions au sujet de la protection apportée par le général Maletti à certains des inculpés : « Le fait que pendant des années le chef du bureau D du S.I.D., c'est-à-dire de la branche la plus importante des services de sécurité, ait agi personnellement en jouant de tous les moyens à sa disposition pour assurer l'impunité des accusés des attentats de 1969 ajoute indiscutablement du poids à la thèse, déjà étayée par d'autres présomptions, selon laquelle les forces subversives responsables des attentats étaient représentées au sein même du S.I.D... [1] »

Le magistrat confirme par ailleurs que toutes les décisions importantes prises par le S.I.D. pour couvrir les auteurs présumés des attentats avaient été adoptées par le ministre de la Défense, Mario Tanassi, avec l'aval du Premier ministre Mariano Rumor, dont il faut signaler — est-ce un hasard? — qu'il était déjà Premier ministre en décembre 1969. Interrogés par le juge Migliaccio durant l'hiver 1976, les deux ministres déclareront que, trois ans après les événements, ils ne se souviennent plus de rien. C'est tout juste s'ils se rappellent le nom de Giannettini [2] !

Pourquoi ne pas les inculper de faux témoignage? demandait un journaliste. Incriminer un ministre, Tanassi par exemple, répondait le magistrat, cela « signifie la transmission du dossier au Parlement et donc l'interruption de l'enquête [3] ».

Le magistrat ne pouvait que souligner son impuissance, même s'il n'avait guère de doute sur les véritables responsables du drame. « Les forces manœuvrant habilement dans l'ombre, écrit-il dans ses conclusions, ont organisé cette activité de protection continue durant

1. Cité par Ibio Paolucci, in *Il processo infame*, éd. Feltrinelli, 1977.
2. *Ibid.*
3. *L'Espresso*, 23 janvier 1977.

des années, ont agi pour assurer, plus encore que l'impunité des accusés, leur propre impunité... [1] »

Ainsi, pour le magistrat de Catanzaro, les politiciens et les militaires qui ont entravé l'enquête sur les attentats de 1969 sont aussi les instigateurs de la stratégie de la tension. Ceux-ci ont-ils voulu exploiter la tension causée par un an d'attentats, faire un coup d'État le 12 décembre 1969?

Strage di Stato rapporte en effet que, le soir du 11 décembre, des cadres des services secrets et des officiers supérieurs de l'armée s'étaient réunis à Milan « en prévision d'un événement important qui devait se passer le lendemain ». Le 12 au matin, on signalait des mouvements de troupes et de chars autour de la capitale. Enfin, que dans la soirée, dès l'annonce des attentats de Milan et de Rome, le président de la République Giuseppe Saragat avait convoqué ses ministres et le commandant des carabiniers en toute hâte pour discuter de l'opportunité de proclamer l'état d'urgence. Devant l'hostilité de certains des ministres et en particulier celle du ministre du Travail, Donnat Cattin, et devant la désapprobation de l'ambassadeur des États-Unis, Saragat avait fini par renoncer à son projet [2].

Six mois auparavant, la droite du parti socialiste, conduite par Saragat, avait fait une nouvelle scission pour créer le P.S.U. (devenu P.S.D.I.). Cette action avait entraîné la rupture de la coalition gouvernementale de centre gauche et la formation d'un gouvernement minoritaire démocrate-chrétien.

« Les raisons pour lesquelles Saragat avait provoqué la scission du parti socialiste étaient évidemment subtiles, écrivait l'*Observer*. Il s'agissait moins pour lui d'influencer les socialistes que de pousser vers la droite la démocratie chrétienne. D'après ses estimations, le gouvernement serait contraint de démissionner devant l'agi-

1. Appelés à témoigner au mois de juin 1977 au procès de Catanzaro en compagnie de trois autres ministres, Rumor et Tanassi n'ont pas daigné faire le déplacement et se sont fait représenter par leurs avocats.
2. *La Strage di Stato*, 5e éd., p. 32-33.

tation ouvrière dans les usines; les élections anticipées auraient lieu au début de l'année 1970 et la peur du communisme éloignerait des urnes la gauche de la démocratie chrétienne [...]. Une réaction passionnelle, la fatigue et l'intolérance du public ont donné à de Gaulle sa victoire aux élections d'après mai 1968. Saragat peut-il espérer obtenir un résultat identique?

« Pour l'ensemble de la coalition de droite qui va des socialistes saragatiens aux néo-fascistes, la modération inattendue des luttes sociales de cet automne qu'on avait prévu " chaud " menaçait de calmer la peur de la révolution sur laquelle elle avait misé. Ceux qui ont fait exploser les bombes en Italie ont ranimé cette peur. La droite " modérée " peut aussi tirer avantage du terrorisme de l'extrême droite [1]. »

C'était une semaine plus tôt que l'*Observer*, en publiant le rapport Kottakis, avait révélé qu' « un groupe d'éléments d'extrême droite et d'officiers était en train de tramer en Italie un coup d'État militaire avec l'encouragement et l'appui du gouvernement grec et de son premier ministre le colonel Papadopoulos ».

Son commentaire deux jours après les attentats du 12 décembre, alors que la quasi-unanimité de la grande presse italienne, comme la police, dénonce les anarchistes, est d'une remarquable finesse. Déjà l'hebdomadaire anglais a compris que la droite « modérée » est la principale bénéficiaire des attentats fascistes. De là à l'accuser de tirer les ficelles...

On peut pousser plus loin l'hypothèse. L'objectif de ces « modérés » était de préparer les conditions d'une réforme constitutionnelle comparable à celle qu'avait introduite de Gaulle en 1958. De faire naître cette république présidentielle « seule capable de donner force et stabilité au pouvoir exécutif » que réclamait, coïncidence, la veille même des attentats, l'hebdomadaire *Epoca*, pourtant connu pour sa modération.

Cette république présidentielle à la française, ses

1. *The Observer*, 14 décembre 1969, cité in *La Strage di Stato*.

promoteurs — sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens — appuyés par leurs complices dans l'armée et les services secrets, étaient prêts à l'obtenir « à la française ». C'est-à-dire par un coup de force militaire comme celui du 13 mai 1958.

Mais les fascistes, sur lesquels s'appuyait la droite, avaient eux aussi des complices dans l'armée. Et s'ils avaient pu rêver au lendemain du putsch des militaires français à un « 13 mai » italien, depuis le 21 avril 1967 ils avaient un autre modèle, plus conforme encore à leurs aspirations : le putsch des colonels grecs.

Cette double influence du coup d'État gaulliste et du coup d'État grec a marqué tous les complots de la stratégie de la tension. Et cette dualité explique peut-être pourquoi le 12 décembre 1969, les « gaullistes » italiens ont hésité à la dernière minute, craignant que, comme en Grèce, leur coup d'État ne soit récupéré par des militaires d'extrême droite.

2

Les complots pour abattre l'État

L'exemple grec

Le 21 avril 1967, à 2 heures du matin, cent cinquante chars et quelques centaines d'hommes investissent Athènes. Calmement, des commandos casqués et armés de fusils mitrailleurs occupent tous les points stratégiques de la ville : radios, télécommunications, postes, ministères, etc. Toutes les communications téléphoniques sont suspendues. Les routes d'accès à la capitale sont bloquées et l'aéroport fermé. Le trafic ferroviaire entre la Grèce et la Yougoslavie est interrompu dans les deux sens.

En ville, des tanks prennent position autour du Palais royal, du Parlement et à tous les carrefours. Les locaux des journaux sont occupés et tous les exemplaires déjà imprimés saisis.

A 6 h 30, la radio des forces armées et la radio nationale désormais contrôlées par les putschistes annoncent la prise du pouvoir par l'armée et proclament l'état de siège. Onze articles de la Constitution sont suspendus « en raison des dangers menaçant l'ordre public et la sécurité du pays », mais aucune indication n'est donnée sur la nature de ces « dangers ».

Ainsi en quelques heures, une centaine de chars et

moins d'un millier d'hommes ont suffi pour que les Grecs se réveillent sous une dictature militaire.

L'opération, modèle de réussite technique, a de quoi faire rêver les apprentis dictateurs du monde entier. L'aviation, la marine, la police et la gendarmerie n'ont pas participé directement au putsch. Seuls trois cents des dix mille officiers que compte l'armée grecque étaient dans le « coup ». La sélection des exécutants a été faite très soigneusement. Ils appartiennent essentiellement aux unités d'élite dépendant de l'O.T.A.N. : le L.O.K. (brigade d'assaut des montagnes) qui compte sept cents hommes organisés sur le modèle des bérets verts de l'*U.S. Special Force* et entraînés directement par les Américains, et les troupes du centre d'entraînement des blindés de Goudi. Les autres putschistes ont été recrutés dans la promotion de l'année de l'École militaire d'Athènes. Ces effectifs ont été épaulés par la police militaire, un des centres de la conjuration [1]. Le succès est foudroyant. Tout est terminé avant l'aube.

Dès 1 heure du matin, les arrestations ont commencé. Des patrouilles mixtes, composées de militaires et de policiers (la police a rallié les putschistes sans difficulté), se saisissent de milliers de militants et sympathisants de gauche. Les listes étaient prêtes : les complicités que les conjurés s'étaient acquises dans la police et les services secrets (le K.Y.P.) leur avaient ouvert tous les fichiers et permis de dresser la liste des personnes à neutraliser. Ils n'ont pas fait de détail : communistes, libéraux, et quiconque manifeste la moindre opinion non conformiste, sont arrêtés. Ils se sont même servi des vieux fichiers de suspects datant de la guerre civile. (Il faut dire que ces fichiers étaient si bien tenus à jour que certains inscrits qui venaient de déménager ont eu la surprise d'être arrêtés à leur nouveau domicile [2] !)

A l'aube, la plupart des chefs de l'opposition sont aux

1. J.-P. Bonnet, « Une dictature made in U.S.A. », in *Les Temps modernes*, septembre 1967.

2. Jean Meynaud, « Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce », Montréal, octobre 1976.

mains de l'armée. George et Andhréas Papandhréou. dirigeants de l'Union du centre, ont été arrêtés sans ménagement, ainsi que plusieurs membres de la direction de l'E.D.A. [1]. Les militaires se sont emparés également du président du Conseil en exercice, M. Canellopoulos, leader de la droite, et de quelques-uns de ses ministres. Les arrestations se poursuivront pendant plusieurs jours. En moins d'une semaine, huit à dix mille personnes [2] seront appréhendées. Les personnalités politiques sont gardées à vue à l'hôtel Hilton réquisitionné pour l'occasion. Le reste des prisonniers, les « communistes », sont entassés dans les casernes et les stades de la ville (terrains de football de Nea Philadelphia et du Pirée). Après un triage sommaire, la marine de guerre procède, dès le lendemain du putsch, aux premiers transferts de détenus vers des îles qui ont déjà servi de camps d'internement durant la guerre civile, en particulier l'île de Yaros.

Dans la soirée du 21, la radio annonce qu'un nouveau gouvernement a été constitué, il est présidé par Constantin Kollias, procureur général auprès de la Cour de cassation. Connu pour ses opinions d'extrême droite, celui-ci avait été accusé pendant l'instruction de l'affaire Lambrakis [3] d'avoir exercé des pressions pour obtenir de faux témoignages. Le soir même, le nouveau Premier ministre livre la philosophie du coup d'État dans une allocution radiodiffusée, expliquant que le nouveau gouvernement « rétablira la concorde entre les Grecs » en écartant les « mauvais Grecs »; il justifie l'intervention de l'armée par le fait que « le pays se trouvait au seuil de la catastrophe et que les élections prévues ne pouvaient aboutir à aucun résultat concret ».

Tout le monde en effet a compris, à Athènes, que l'armée a agi pour empêcher que se tiennent les élections générales prévues pour le 28 mai suivant, la consultation risquant fort de confirmer, voire de renforcer, la vic-

1. Gauche démocratique.
2. Jean Meynaud, *op. cit.*
3. Député de gauche assassiné à Salonique en 1963. Voir le film *Z.*

toire remportée par l'Union du centre de George Papandhréou en février 1964.

Les nouveaux maîtres de la Grèce éprouvent cependant quelque embarras à justifier leur coup d'État aux yeux de l'opinion. Le prétexte invoqué n'est guère original : le porte-parole du nouveau gouvernement explique à la presse que les militaires se sont vus contraints d'intervenir parce que les communistes attendaient l'occasion du meeting électoral que George Papandhréou devait tenir le 23 avril à Salonique pour impulser une insurrection. « Nous savions que M. Papandhréou devait lancer un appel qui aurait conduit à l'émeute et à la révolte, et que les militants de l'Union du centre et du parti communiste se rendaient à Salonique pour soutenir cette action [...] nous avons agi préventivement [1]. » Deux jours plus tard, c'est au tour du colonel Papadopoulos, l'homme fort du nouveau régime, de ressortir la fable d'un coup d'État communiste : « Il s'agissait pour nous de sauver le pays du danger communiste et non d'empêcher une victoire électorale des partis libéraux, comme on l'a prétendu. » Les preuves du complot, indique le colonel Papadopoulos, ont été obtenues lors d'une perquisition des locaux de l'E.D.A., « les documents saisis ont rempli soixante-dix camions de trois tonnes. Un délai est nécessaire pour un dépouillement complet, mais certains de ces documents seront rendus publics [2] ». Le document le plus « compromettant » que pourra finalement reproduire la presse grecque est une coupure de dix roubles sur laquelle on peut lire : « émis en 1947 ». Il s'agit d'un billet de banque retiré de la circulation en U.R.S.S., après la réforme monétaire de 1961 !

Deux semaines après le coup d'État, le général Pattakos avoue enfin avec cynisme : « Nous avons fait la révolution pour éviter les élections... »

La facilité avec laquelle le coup d'État a été réalisé

1. *Le Monde*, 25 avril 1967.
2. *Ibid.*, 26 avril 1967.

frappe tous les observateurs politiques. A Athènes comme dans le reste du pays, aucune opposition populaire n'a été signalée. Les Grecs sont comme paralysés. En fait, la rapidité d'exécution du putsch n'a permis aucune résistance; seuls à Salonique deux cents étudiants tentent en vain de se retrancher dans l'université. Ils en seront délogés à coups de canon par deux automitrailleuses.

Le coup ne fera finalement que quelques victimes dont le nombre n'a jamais pu être établi avec certitude. Aucune précaution n'avait été prise par l'opposition et par les hommes politiques les plus vulnérables. Tous sont pris de court. Même Andhréas Papandhréou, cible favorite de la droite, qui avait pris l'habitude, depuis quelques semaines, de coucher chez des amis, était rentré chez lui cette nuit-là. Un informateur lui avait assuré qu'aucun coup d'État n'était programmé dans l'immédiat.

Pourtant, depuis plusieurs mois, les rumeurs s'étaient étendues avec insistance. Quotidiennement, la presse d'opposition mettait en garde l'opinion en accusant ouvertement le roi de couvrir la « junte [1] », et depuis plusieurs semaines, une activité suspecte régnait au sein des forces armées.

Des unités avaient été déplacées de Khalkis à Salamine pour des exercices de débarquement; diverses mutations avaient été opérées dans les rouages les plus élevés de l'administration militaire sans que l'on puisse discerner les auteurs réels et les véritables bénéficiaires de ces mesures [2].

Ainsi plusieurs responsables, tels le chef d'état-major général Tsikalas et le général de gendarmerie Panagopoulos, jugés trop libéraux, avaient été limogés le 27 mars par le Palais.

1. C'est le général de corps d'armée Jordanidis, un officier démocrate proche de l'Union du centre, qui, deux ans avant le putsch, a révélé l'existence de cette junte en évoquant, dans un article publié par le quotidien centriste *To Vima*, « les forces occultes qui gouvernent la Grèce et qui veulent abattre la façade démocratique du régime ».

2. Jean Meynaud, *op. cit.*

Andhréas Papandhréou, leader de l'aile gauche de l'Union du centre, ne croyait pas vraiment à la possibilité d'un putsch : « Les circonstances objectives ne le permettent pas, écrivait-il au mois de décembre 1966 dans le périodique athénien *Néoi Dromi* (*Voies nouvelles*), aujourd'hui la Grèce est un volcan démocratique [...]. Les bruits de dictature sont un piège. » Quelques jours avant le 21 avril, Andhréas traitait donc de provocateur un membre de son parti qui avait émis publiquement l'hypothèse de la possibilité d'un coup d'État.

De son côté, George Papandhréou, ancien Premier ministre, tout en contredisant son fils, affichait la même assurance et proclamait : « Nous connaissons les projets de la junte et nous veillons à en déjouer les plans [1]. »

Le poste de veille du vieux leader était mal choisi. La junte dont il parlait ne sera pas celle du 21 avril. En fait, les plus pessimistes des hommes politiques athéniens prévoyaient au pire un coup de force du roi Constantin, identique à celui qui avait éliminé, deux ans auparavant, George Papandhréou et le premier gouvernement libéral depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le triomphe de l'Union du centre aux élections législatives de février 1964 (52,72 % des voix et 171 sièges sur 300) avait en effet brisé la succession sans faille des gouvernements ultra-réactionnaires. Mais les hésitations des centristes à épurer l'appareil d'État de ses éléments fascistes, et les tergiversations du Premier ministre pour s'assurer le contrôle de l'armée (totalement inféodée à la politique américaine), avaient permis à Constantin, le 15 juillet 1965, de refuser — en violation de la Constitution — à George Papandhréou le renvoi du ministre de la Défense Garoufalias. En dépit d'un soutien populaire incontestable, le Premier ministre capitulait et présentait la démission de son gouvernement.

La mise en minorité de l'Union du centre au

1. *Les Temps modernes*, septembre 1967, *op. cit.*

Parlement ne fut ensuite qu'une question de dollars généreusement distribués à quelques députés centristes par Constantin et John M. Maury, chef d'antenne de la C.I.A. à Athènes [1].

La répétition d'un tel coup de force était du domaine du possible : les élections du 28 mai 1967 s'annonçaient comme un raz de marée en faveur de l'Union du centre, et « Constantin, comme l'écrivait le *New York Times* quatre jours avant le coup d'État, se trouvait devant une impasse politique : soit le retour d'un gouvernement Papandhréou, soit une dictature soutenue par les militaires [2] ».

« Il n'avait plus d'espace de manœuvre parlementaire ou constitutionnelle. Les élections devaient être évitées et par n'importe quel moyen, un coup d'État se révélait être la seule issue [3]. » Le Palais avait fait son choix.

Une réunion top secret tenue à Washington à la mi-février lui avait assuré le soutien des Américains [4].

Le « coup d'État royal », préparé par une tension politique et une agitation qui auraient légitimé le renvoi des élections, aurait dû intervenir à la mi-mai. Constantin ignorait que ses amis américains étaient partagés, et qu'à l'intérieur de la « grande junte » qu'il avait constituée avec les généraux de son entourage, une « petite junte », celle des colonels, avait décidé de s'emparer du pouvoir pour son propre compte, avec l'appui des services secrets américains, la C.I.A.

Deux juntes existaient ainsi côte à côte, ou plutôt l'une dans l'autre. La « grande junte » regroupait les militaires d'extrême droite et le Palais, dirigée par les généraux, le roi Constantin et la reine mère Frederika, c'est-à-dire les forces qui contrôlaient le pays depuis la fin de la guerre civile. Dans cette junte le roi Constantin succédait à son père, le roi Paul I[er].

1. *New York Times*, 2 août 1974.
2. *Ibid.*, 17 avril 1967.
3. Stephen Rousseas, *The Death of a Democracy*, Groves Press, New York.
4. « Aujourd'hui la Grèce », *Les Temps modernes*, numéro spécial, 1969, p. 90.

La « petite junte » se composait d'un groupe restreint d'officiers, essentiellement des colonels, qui contrôlaient les postes clés de l'armée grecque et les projets de la « grande junte ».

Le Palais et les généraux connaissaient très vraisemblablement l'existence de cette « petite junte », mais ils ne soupçonnaient pas ses projets.

C'est dans l'articulation de ces deux juntes que réside l'explication technique du coup d'État. « La première partie du coup », sa préparation, « s'est faite selon une structure mixte des deux juntes, mais déjà sous la direction quasi totale de la " petite junte " », explique Stephen Rousseas [1] ; cela a permis à la junte des colonels de préparer en fait son propre coup d'État sans éveiller l'attention de l'état-major qui mettait ces préparatifs au compte du nouveau coup d'État royal.

On attribue généralement à trois anciens officiers des services secrets, le colonel George Papadopoulos, chef du bureau des opérations de l'état-major général, le colonel Nicolas Makarezos et le général Pattakos, commandant l'école des blindés, l'élaboration minutieuse, la mise au point et le déclenchement du projet extrêmement habile qui a pris à leur propre piège le roi et les généraux, c'est-à-dire la « grande junte ».

Techniquement, ces derniers, qui gardaient le contrôle de la marine et de l'aviation, pouvaient stopper le coup d'État en lançant des contrordres. Mais ils se seraient trouvés dans la position de s'opposer à un coup dont les objectifs immédiats se confondaient avec les buts de leur propre coup d'État. « En agissant ainsi le 21 avril, écrit Stephen Rousseas, ils ne pouvaient plus mener à bien l'action qu'ils avaient prévu de déclencher trois semaines plus tard. Ils se trouvaient face au dilemme de devoir marcher avec les colonels pour tenter de contrôler leur mouvement, ou de s'opposer au coup d'État et de reporter le leur après les élections. Ce dernier choix était beaucoup trop dangereux, les élections risquaient d'être

1. Stephen Rousseas, *op. cit.*

remportées par l'Union du centre avec 60 % des suffrages, auxquels il fallait ajouter les 10 % de la gauche E.D.A.; de plus l'opposition démocratique aurait été mise en état d'alerte [1]. » La junte des colonels jouait donc sur du velours, elle savait que l'armée et le roi seraient finalement contraints de la suivre.

A tout hasard, la nuit du putsch, pour empêcher Constantin de se lancer dans l'aventure, les colonels l'avaient isolé dans sa résidence d'été de Faloi, à vingt-cinq kilomètres d'Athènes, faisant cerner la demeure royale par des blindés et désarmant les evzones de sa garde. Finalement, après quelques heures d'hésitation, l'aviation, la marine et le Palais se rangeaient au côté des colonels.

La « petite junte » avait gagné la partie. Elle avait remarquablement su garder le secret. « Les membres du triumvirat (Papadopoulos, Makarezos et Pattakos) ont déclaré qu'ils se bornèrent à mettre dans le secret de la conspiration, vingt-quatre heures avant le déclenchement du coup, neuf autres officiers (l'ensemble formant un comité exécutif spécial de douze membres) et à en informer une vingtaine d'autres quatorze heures avant l'entrée des blindés dans Athènes... » Ces déclarations n'ont jamais pu être vérifiées. Mais un officier supérieur grec affirmait à l'auteur en 1975 « que le coup d'État de la " petite junte " aurait été décidé au début de l'année 1967 par une douzaine d'officiers, sans doute ceux qui constituèrent par la suite le " Comité exécutif spécial ". A cet effet, les putschistes mirent en place, avec la bénédiction de la " grande junte " qui n'y vit que du feu, un dispositif militaire et policier leur permettant de déclencher leur coup dans un délai extrêmement rapide, concentrant ainsi par avance dans la capitale grecque les forces nécessaires pour l'exécution ». Ainsi, comme le souligne *Le Monde* du 26 avril 1967, « la 20e division blindée, aile marchante du putsch, qui avait fait mouvement vers la capitale pour le défilé du 25 mars, jour de

1. Stephen Rousseas, *op. cit.*

la fête nationale, n'avait pas regagné son casernement, non plus que les détachements de la police militaire et les formations de parachutistes concentrés à Athènes pour la même occasion ».

La décision de passer à l'action, le choix du jour et de l'heure, fut prise au cours d'une réunion secrète, tenue le 18 avril, au domicile du colonel Corydas, par le triumvirat. Le général Pattakos s'était assuré la veille de la participation du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Grégoire Spantidakis.

Quelques heures avant le coup, le général Pattakos avait réuni ses officiers dans une grande salle de l'école des blindés sous prétexte de leur exposer un exercice nocturne; après avoir fait barricader toutes les portes, il leur avait déclaré : « Camarades, nous devons sauver la patrie. Le devoir sacré de l'armée est d'empêcher la prise du pouvoir par la gauche »; les officiers quittèrent alors la salle, chacun emportant les plans d'opération et les ordres de commandement. Quant aux soldats qui allaient bientôt être lâchés dans la ville endormie, ils n'en furent prévenus qu'à la dernière minute.

Si le coup avait été décidé au début de l'année 1967, la conspiration, elle, existait depuis plus d'une quinzaine d'années et regroupait, dans une structure extrêmement cloisonnée, une centaine d'officiers dont la « petite junte » constituait l'exécutif. C'est avec ces officiers, qui avaient établi à l'intérieur de l'armée grecque une sorte de hiérarchie parallèle, que les colonels Papadopoulos et Makarezos vont réaliser leur coup d'État (le général Pattakos avait été intégré à la direction de la conjuration six mois avant le déclenchement de l'opération, en tant que commandant des troupes blindées d'Athènes, indispensables au succès de la manœuvre).

On sait peu de chose sur l'organisation que les colonels avaient établie à l'intérieur de l'armée et sur son histoire. Son cloisonnement, par extrême hiérarchisation, l'absence de traces écrites, interdisent, même après

la chute de la dictature et le procès de ses chefs, de connaître l'identité de tous ses membres ou même leur nombre exact.

L'hypothèse communément admise aujourd'hui est que la junte des colonels est issue de la vieille organisation I.D.E.A. (*Ieros Desmos Ellinon Axiomatikon,* Alliance sacrée des officiers grecs), créée à la fin de la Seconde Guerre mondiale par des officiers issus de la dictature Metaxas.

La pratique du coup d'État et l'organisation clandestine sont de vieilles traditions de l'armée grecque. Depuis 1900, les militaires grecs ont participé à une vingtaine de rébellions et procédé à la création d'une trentaine d'organisations plus ou moins secrètes [1]. L'E.N.A. et l'I.D.E.A. s'inscrivent dans cette tradition.

La première, l'*Enosis Neon Axiomatikon* (Union des jeunes officiers), est conçue en 1943 au Caire et en Palestine pour s'opposer à l'influence des militaires progressistes, exclus de l'armée en 1936, mais réintégrés à l'heure de la nécessaire mobilisation antifasciste.

Avec l'appui du roi Georges II et de l'état-major britannique, l'E.N.A. va écarter systématiquement de l'armée grecque, intégrée aux forces alliées, tous les éléments qu'elle soupçonne de tendances libérales ou progressistes.

Le gouvernement royal en exil, les Alliés anglo-américains et l'E.N.A. n'ignorent pas qu'en Grèce la Résistance intérieure à l'occupant nazi est dominée par une organisation de gauche, l'E.A.M. [2], composée essentiellement de résistants communistes ayant pour organisation spécifique l'E.L.A.S. Les trois parties n'ignorent pas non plus que, dès la guerre finie, ils auront à affronter l'E.A.M. D'où l'intérêt de contrôler parfaitement l'armée régulière. Au début de 1944, l'E.N.A. a

1. Selon une évaluation rapportée par le correspondant du *Monde* à Athènes (16 novembre 1966).

2. Un document de l'Abwehr, référence Ia Br n° 17512/44, daté du 5 juillet 1943 et cité par l'historien grec A. Kedros, affirme qu'à cette époque « 90 % des Grecs sont unis dans l'E.A.M. et prêts à passer à la révolte ».

réussi dans son entreprise : tous les éléments progressistes ont été éliminés.

En septembre 1944, peu avant Yalta, un accord secret entre Churchill et Staline (entériné par Roosevelt) réserve au premier le droit de considérer la Grèce comme son fief[1]. Les troupes britanniques et le gouvernement en exil ont dès lors les mains libres pour attaquer dès le mois de décembre 1944 les forces de l'E.A.M. Alors que la guerre contre l'Allemagne continue. La Résistance est mise au ban de la nation.

Tous les hommes qui, au sein de l'administration, de l'armée, de la police, de la gendarmerie, des bataillons de sécurité, ont collaboré avec l'occupant nazi sont maintenus aux postes clés.

Les Anglais et le gouvernement, pour lutter contre l'organisation de la Résistance, ne vont pas hésiter à se servir « de tous les corps d'armée hérités de l'occupant : miliciens, policiers, gendarmes, organisations armées d'extrême droite [2] ».

De leur côté, dès leur retour du Proche-Orient, les officiers de l'E.N.A. ont transformé leur organisation en intégrant immédiatement tous les officiers qui avaient collaboré avec l'occupant nazi. I.D.E.A. est créée le 25 octobre 1944.

Sept officiers passent pour être à l'origine de l'organisation.

L'identité de cinq d'entre eux a pu être établie, il s'agit des capitaines Constantin Zacarakis, Michel Kiurtsoglou et Argirio Mardas, et des sous-lieutenants George Maraveleas et Demitrios Alevras (morts pendant la guerre civile); les noms des deux autres sont toujours restés ignorés et font l'objet de nombreuses spéculations.

S'il n'existe aucun texte écrit d'I.D.E.A. elle-même, un ouvrage confidentiel rédigé par le lieutenant général Karaghiannis, qui en fut membre, résume la doctrine de l'organisation[3]. Elle a deux caractéristiques essentielles :

1. Kedros, in *Le Monde*, 25 avril 1967.
2. *Ibid.*
3. *1940-1952 — To dramatis Ellades Epikai Athiolotes Idea* (aucune indication d'impression).

un anticommunisme fanatique et une mystique de l'hellénisme.

Les critères d'admission à l'intérieur de l'organisation étaient, raconte Karaghiannis, « un patriotisme fanatique, la moralité, l'esprit combatif, la compétence professionnelle et le sérieux »...

I.D.E.A. n'a jamais eu de chef, hormis une brève période, où elle fut, semble-t-il, dirigée par le général Solon Ghikas [1].

Elle avait une direction collégiale de sept membres, le « groupe de direction centrale » (*Dioikousan Desmin*). Hiérarchisée et pyramidale, l'organisation était divisée en cellules de cinq officiers (*Pentada*) qui étaient subordonnées à des « groupes d'unité » (*Desmis Monados*), subordonnés à leur tour à des « groupes de garde » (*Desmai Frouron*). Ces groupes de garde dépendaient de quatre « commandements périphériques » (*Perifereiakon Dioikousin Desmon*) situés à Larissa, Salonique, Kozani et Giannina, qui dépendaient eux-mêmes du « groupe de direction centrale ».

Tous les ordres étaient donnés verbalement et seul le groupe de direction centrale disposait d'un sceau pour d'éventuelles directives écrites. Il n'en reste aucune trace.

La terreur blanche s'est donc abattue sur l'E.A.M. Les anciens résistants, *Andartes* et *Kapetanios*, ces célèbres capitaines des montagnes qui avaient libéré le pays quelques mois plus tôt, sont contraints de reprendre le maquis. La guerre civile va durer plus de trois ans. La gauche et la Résistance voient leurs militants massacrés, emprisonnés et contraints à l'exil. La répression fera plus de 50 000 morts; 80 000 personnes, presque 1 % de la population, seront internées dans des camps, 60 000 autres prendront le chemin de l'exil vers les

1. Ministre de l'Ordre public dans le gouvernement constitué par Constantin Caramanlis après la chute de la dictature des colonels, le général Ghikas était « démissionné » au début du mois de janvier 1976; l'opposition l'avait accusé d'avoir eu des liens étroits avec des officiers d'extrême droite dont certains avaient appartenu à la junte. Le colonel Papadopoulos lui avait par ailleurs proposé la régence après le départ pour l'exil du roi Constantin.

démocraties populaires. Décimée, la gauche grecque va connaître durant vingt-cinq ans, et pratiquement sans interruption, la terreur policière, la semi-clandestinité et le silence.

I.D.E.A. a été l'artisan du triomphe de la droite. L'organisation secrète est plus puissante que jamais [1]. La guerre civile lui a permis de prendre non seulement le contrôle de l'armée, mais également du pays tout entier. En fait, c'est elle qui a conduit la guerre civile, le gouvernement d'Athènes ne faisant qu'appliquer ses ordres et ceux des nouveaux protecteurs américains qui ont remplacé les Britanniques à partir de 1947.

La doctrine Truman (12 mars 1947) a conduit les Américains à intervenir ouvertement dans le conflit intérieur grec. La C.I.A., créée pratiquement à l'occasion de ce conflit, viendra y faire son apprentissage des opérations clandestines et des « sales coups ». L'Agence compte aujourd'hui de nombreux cadres d'origine grecque, et l'un deux, Thomas H. Karamessimes, a été respectivement chef d'antenne dans la capitale grecque de 1951 à 1953, puis directeur des services clandestins de la centrale de renseignements américaine.

Les agents américains interviendront systématiquement en faveur des officiers d'I.D.E.A. dans les querelles qui devaient souvent opposer ces derniers aux gouvernements civils d'Athènes. I.D.E.A. imposera ainsi la nomination d'un fasciste, le maréchal Papagos, ancien dignitaire de la dictature Metaxas, comme chef suprême des armées avec les pleins pouvoirs.

Pour « pacifier » le pays, I.D.E.A. a organisé la terreur dans les campagnes. L'instrument qu'elle a conçu à cet effet fascinera la droite du monde entier qui tentera par la suite de le reproduire avec plus ou moins de succès en Indochine, en Algérie, en Indonésie, au Vietnam, au Guatemala, etc.

Sa structure s'articulait sur l'armée régulière et l'organisation de groupes de civils armés appelés pour l'occasion groupes d'autodéfense. Certains y voient la première apparition des formes « occidentales » de

1. A la fin de 1945, I.D.E.A. comptait un millier d'officiers.

guerre non conventionnelles. Il s'agissait en fait de bandes terroristes fascistes composées d'anciens membres des organisations d'extrême droite qui avaient collaboré avec les Allemands (par exemple, l'organisation X), et d'anciens miliciens des bataillons de sécurité formés par les nazis pour combattre les partisans. Ratissant les campagnes et massacrant les populations soupçonnées d'apporter de l'aide aux communistes, elles feront régner la terreur durant toute la guerre civile. A la fin de celle-ci, elles seront institutionnalisées par la création des « bataillons de défense de la Garde nationale », T.E.A. (*Tagmata Ethnofilakis Amunis*), sortes d'organismes paramilitaires composés de civils en armes contrôlés par la gendarmerie et les forces armées grecques. Elles continueront à quadriller les campagnes jusqu'à leur dissolution par le gouvernement Papandhréou, au milieu des années 60. Après le coup d'État de 1967, la dictature des colonels reconstituera les T.E.A.

Agent d'épuration du gouvernement tant qu'il s'agit de lutter contre le communisme, I.D.E.A. est un outil dangereux. C'est avant tout une structure permanente de coup d'État. Au début de l'année 1951, sous la pression du Palais qui a pris ombrage de sa puissance, le maréchal Papagos quitte le commandement de l'armée grecque. Un groupe d'officiers, appartenant tous à I.D.E.A., mécontents de cette démission forcée, tentent un putsch dans la nuit du 30 au 31 mai 1951.

Le coup est bien organisé. Les putschistes se sont assuré des complicités au sein du Palais, de l'état-major et dans tous les commandements. Seule l'intervention, au dernier moment, du maréchal Papagos fait échouer l'entreprise. Seize officiers supérieurs sont arrêtés et accusés de haute trahison; il s'agit des généraux A. Kristeas, S. Tavoularis, I. Contopoulos, I. Frontistis, I. Gogousis, D. Karagalios, G. Kourouklis, D. Tsambatos, I. Anagnoustopoulos, et des colonels M. Karandas, Parlavantsas, Tsankilfinos, I. Skleros, etc. [1].

1. *Elfeteria,* 18 janvier 1952.

D'autres officiers seront arrêtés ou inquiétés, parmi eux : le général Ghikas; le futur général Ioannidis qui remplacera vingt-deux ans plus tard, à la tête de la dictature, le colonel Papadopoulos après son éviction en novembre 1973; M. A. Karaiossifoglou qui deviendra, sous le régime des colonels, directeur de la radio-télévision grecque (une promotion justifiée : Karaiossifoglou avait été arrêté avec Ioannidis, lors du coup de 1951, alors qu'il tentait de s'emparer de la station de radio d'Athènes); I. Carabetsos et C. Caravitis, auxquels le roi Constantin confiera la préparation des élections qui auraient dû se tenir en mai 1967, en les plaçant à la direction des ministères clés de l'Intérieur et de l'Ordre public.

Le cerveau de la conjuration est le général Gogousis, chef de cabinet du maréchal Papagos. Gogousis sera promu directeur de la Banque générale de Grèce après le coup d'État d'avril 1967.

Malgré de fortes pressions contre le président du tribunal militaire M. Zozonakis, le procès des conjurés aura lieu en janvier 1952. Mais le jour même de la prononciation de la sentence, le 25 janvier, tous les accusés seront amnistiés par un décret royal et réintégrés dans l'armée. Pas étonnant : les Américains ont tranché en faveur de Papagos dans la querelle qui l'oppose au Palais, et, plébiscité, le maréchal est devenu entre-temps chef du gouvernement, grâce aux élections truquées du 9 septembre 1951. Il le restera jusqu'à sa mort en 1955.

Identité des protagonistes, similitude des moyens, le parallèle a souvent été fait entre le coup de 1951 et celui du 21 avril 1967.

Pour le général Jordanidis, aujourd'hui député de l'Union du centre, I.D.E.A. était à l'origine de ces deux conjurations. Ce sentiment est partagé, mais avec quelques nuances, par le général Vardoulakis, un officier antifasciste limogé par les colonels à la fin de l'année 1967. Le général Vardoulakis est certain que George Papadopoulos, bien que son nom n'ait jamais été mentionné à l'époque, fut l'un des moteurs du putsch

manqué de 1951. Selon lui, le futur dictateur aurait été l'un des premiers membres de l'organisation secrète, il serait entré dans I.D.E.A. dès 1945, et non en 1947, comme on le croit généralement.

« Je pense également, ajoute le général Vardoulakis, que la conjuration qui a échoué en 1951 était distincte d'I.D.E.A., même si les officiers qui la composaient en étaient membres. Ces officiers avaient structuré à l'intérieur d'I.D.E.A. une organisation encore plus secrète, une organisation sans colonne vertébrale, sans identité, sans statuts écrits. Durant toute son existence, elle a respecté de façon rigoureuse toutes les règles de la clandestinité. Ses membres étaient très peu nombreux, juste le nombre nécessaire, et n'ont laissé aucune trace écrite, aucune preuve de leurs réunions secrètes. C'est le même sens aigu du secret que l'on retrouvera chez la junte durant toute la dictature, puisque l'on n'a jamais su qui en faisait exactement partie. Même au pouvoir, la junte n'a pas laissé de trace. Son procès aura d'ailleurs été rendu très difficile [1]. »

Après son échec de 1951, cette organisation va attendre son heure, tissant patiemment des réseaux dans toutes les structures de l'armée et du pays, utilisant les réseaux déjà mis en place par I.D.E.A. et s'identifiant le plus souvent à elle.

Officiellement, I.D.E.A. annonçait sa dissolution à la fin de l'année 1952. L'organisation a « atteint son but » : la dictature fascisante du maréchal Papagos a procédé à une stabilisation réactionnaire de la vie politique; la « hiérarchie parallèle » et le « commandement invisible » constitués par I.D.E.A. se sont institutionnalisés. Mais la dissolution est fictive. La « hiérarchie parallèle » demeure et continue à constituer, d'abord avec le maréchal Papagos, puis à sa mort avec le Palais, la junte occulte qui dirige le pays sous la protection de l'Oncle Sam.

Le témoignage de l'ancien ministre des Affaires

1. Entretien avec l'auteur, 8 décembre 1975.

étrangères et de la Défense, M. Costopoulos, rapporté par l'historien grec Yannis Katris, illustre de façon exemplaire les pouvoirs de cette hiérarchie occulte. Durant la campagne électorale de 1961, M. Costopoulos, qui se présente dans la région de Messinia, est empêché de tenir un discours par les milices paramilitaires (les T.E.A.) et la police. Furieux, il va se plaindre au commandant de la gendarmerie de Kalamata qui est l'un de ses amis. Après avoir écouté Costopoulos, le commandant regarde à droite puis à gauche, vérifie si la porte est bien fermée, puis, baissant le ton, déclare au futur ministre : « Écoutez... ici je ne suis le commandant qu'en apparence, le véritable commandement est assuré par un lieutenant qui reçoit ses ordres directement du Palais. Si je me révoltais contre ces illégalités, je serais envoyé le lendemain sur la frontière, ou limogé. »

Le maréchal Papagos meurt en 1955, Constantin Caramanlis lui succède à la tête du gouvernement. Le nouveau Premier ministre va faciliter, à son insu, la conjuration de Papadopoulos et de ses amis.

« Je me rappelle que quelques jours avant les élections de 1958, M. Caramanlis nous a convoqués, quelques amis et moi-même, dans sa résidence d'été de Kifisia. Nous étions une dizaine, hauts fonctionnaires, politiciens et journalistes. Nous avons discuté de l'avenir du gouvernement [...]. A la fin j'ai posé la question de la menace communiste et des résultats des futures élections. M. Caramanlis a reconnu qu'effectivement ce problème était le plus important [...]. La conséquence de cette réunion fut la création d'une commission secrète chargée d'étudier la théorie et la politique communiste; y participaient des militaires et des intellectuels connus [...]. C'est dans cette commission que j'ai rencontré pour la première fois M. Papadopoulos... »

Cette commission que se remémore le 11 août 1968 M. Constandopoulos, directeur du quotidien d'extrême droite *Elfeteros Kosmos* et homme de confiance de la

junte, avait été créée en fait dans le cadre de l'O.T.A.N. et avec la participation d'officiels américains. Elle comprenait également des représentants des services secrets grecs (K.Y.P.). Il s'agissait d'une opération d'« action psychologique » à la grecque. Elle a produit notamment le plan Périclès dont George Papadopoulos, dit-on, a assuré la coordination. Le plan Périclès, opération d'« action psychologique », prévoyait l'intervention de l'armée dans les élections de 1961. Il a été dévoilé quelques années plus tard par le gouvernement Papandhréou (la droite ayant malencontreusement oublié de précieux documents dans les dossiers d'un ministère).

Intoxiquant et terrorisant les populations, bourrant les urnes, l'armée avait permis le 20 octobre 1961 au parti de Caramanlis, l'E.R.E., d'obtenir la majorité absolue (50,92 %). Dans les régions frontières placées sous l'autorité directe des forces armées (cette zone s'étend le long des frontières nord et turques, et représente près de 15 % de la population), l'E.R.E. obtiendra même entre 90 et 100 % des suffrages.

La gestion du plan Périclès donne aux officiers, qui constitueront plus tard la « petite junte », l'occasion de se former aux techniques de manipulation, d'intoxication et de terreur. Quant à la commission secrète créée par Caramanlis, elle favorise incontestablement leur travail d'infiltration des services de propagande de l'armée et du gouvernement [1].

Parallèlement, les colonels de la future junte investissent tous les postes clés de l'armée grecque. Patiemment, ils mettront une dizaine d'années à cela, ils contrôlent petit à petit les services secrets (K.Y.P.), les services de sécurité, la police militaire, le 1er et le 2e bureau de l'état-major, et enfin le commandement militaire d'Athènes. « Avec le contrôle du bureau du personnel, le 1er bureau, les colonels avaient mis la main sur tous les

1. Le colonel Papadopoulos dirigeait, à la veille de son coup d'État, les bureaux de propagande de l'état-major de l'armée de terre.

dossiers d'informations des officiers de l'armée grecque, explique le général Vardoulakis. Cela leur a permis de décider des carrières, de favoriser ou de bloquer les promotions et d'éliminer, bien entendu, les officiers qui leur étaient hostiles [1]. »

Mais les conjurés ne s'intéressent pas uniquement aux forces armées. Il est important pour eux de s'assurer une base minimum au sein de la population. Ils s'attachent donc à gagner la collaboration de l'extrême droite civile, dont les groupes prolifèrent depuis le début des années 50, garantissant au Palais et aux militaires un relais plus sûr que les partis de droite traditionnelle. Les bataillons de sécurité nationale (T.E.A.), les milices civiles, en constituent les principaux fondements. A l'occasion du plan Périclès, les hommes de Papadopoulos en prennent le contrôle et veilleront, après leur dissolution par le gouvernement Papandhréou, à en maintenir clandestinement les structures.

Parallèlement, ils infiltrent les mouvements d'extrême droite, et ceux-ci formeront, plus tard — en particulier le « Mouvement du 4 août », dirigé par Kostas Plevris — la base civile de la dictature des colonels. Toutes ces organisations étaient financées notamment par la reine mère Frederika, qui puisait à cet effet dans les fonds de ses prétendues œuvres de charité, et dans les milliards de drachmes provenant soit des dons de Grecs exilés, soit d'une taxe spéciale imposée sur les billets de cinéma.

La « petite junte » entretenait également de solides relations avec une importante organisation parareligieuse d'extrême droite, appelée *Zoi* (vie) [2].

Dès le mois de mars 1967, pour préparer psychologiquement la population à un rétablissement brutal de

1. Entretien avec l'auteur, 9 décembre 1975.

2. Il existe peu d'informations sur *Zoi*. Il s'agissait, semble-t-il, d'une organisation similaire par certains côtés à la Cité catholique en France, avec cette différence notable qu'elle s'appuyait sur la hiérarchie orthodoxe. Fortement réactionnaire et très liée au Palais, *Zoi* aurait joué un rôle assez important en assurant aux colonels un relais dans la grande bourgeoisie grecque et, bien entendu, l'Église orthodoxe.

l'ordre, les colonels vont amplifier la stratégie de la tension et son cortège de provocations et d'attentats.

Ce goût de la machination, George Papadopoulos l'avait déjà manifesté quelques années plus tôt, en 1964, alors qu'il commandait la 12e division blindée d'Evros (en Thrace, à la frontière gréco-turque). Il avait fait saboter quelques camions en introduisant du sucre dans les moteurs, et accusé ensuite deux soldats d'avoir effectué le sabotage sur ordre du parti communiste. Tout cela, pour pouvoir dénoncer la faiblesse du gouvernement Papandhréou devant les infiltrations communistes qui conduisaient l'armée à sa désagrégation.

Une provocation beaucoup plus grave devait avoir lieu la même année, au cours de la commémoration de l'un des plus grands faits d'armes de la Résistance grecque : la destruction du viaduc de Gorgopotamos en 1942. L'explosion d'une bombe faisait treize morts et de nombreux blessés; la police concluait à l'explosion d'une mine posée durant la guerre et oubliée par négligence...

L'année précédente avait vu l'assassinat, le 22 mai 1963 à Salonique, d'un député de l'E.D.A., Georges Lambrakis, par des tueurs d'extrême droite couverts par la police et l'armée (voir *Z*).

Ces attentats, organisés par le K.Y.P. et effectués par des provocateurs recrutés au sein des mouvements ou groupuscules d'extrême droite, sont bien évidemment attribués à la gauche (notamment par le journal *Elefteros Kosmos*). Mais une circulaire signée par le colonel Ladas, l'un des hommes forts de la junte, et diffusée à tous les services de police, est révélatrice des protections assurées aux provocateurs par les services secrets.

Cette circulaire confidentielle est datée du 2 mars 1967, soit un mois et demi avant le putsch, et l'on peut y lire :

« Afin d'éviter toute équivoque déplaisante, la direction désire être informée sur les identités de tous ceux qui seraient arrêtés pour des actions en rapport avec des activités politiques (agitateurs, manifestants, saboteurs, terroristes, etc.). Les noms en question doivent être communiqués au commandement avec la plus grande

urgence, même par téléphone si cela est nécessaire, avant que les susdits arrêtés soient interrogés par des fonctionnaires de police...[1] »

En 1967, la C.I.A. fut presque immédiatement accusée d'être à l'origine du coup d'État des colonels. Il semblait en effet difficile qu'une telle action ait pu être réalisée à l'insu des Américains qui, depuis la fin de la guerre, contrôlent très étroitement la situation politique grecque et n'hésitent pas à s'en mêler directement. Par ailleurs, les services secrets grecs, dont le rôle fut essentiel dans la réussite du coup, n'avaient jamais été autonomes vis-à-vis de leurs homologues américains, exception faite d'une brève période sous le gouvernement de George Papandhréou. En effet, durant les dix-huit mois qu'il fut au pouvoir, le vieux leader de l'Union du centre avait tenté de soustraire le K.Y.P. à l'influence de la C.I.A. : « J'étais ministre d'État auprès du président du Conseil, raconte aujourd'hui son fils Andhréas, en tant que tel j'avais la responsabilité du K.Y.P. Je découvris immédiatement que je ne pouvais pas faire grand-chose [...]. Les Américains contrôlaient totalement nos services secrets, aussi bien du point de vue administratif que du point de vue financier [...]. Les salaires, l'équipement, tout venait de la C.I.A.[2] »

Andhréas Papandhréou essaya néanmoins de s'assurer un contrôle minimum sur les services secrets grecs en décidant que les sommes attribuées par la C.I.A. à certains membres du K.Y.P. passeraient désormais par les services de la présidence du Conseil, et en remplaçant certains membres de la direction du K.Y.P. par deux officiers supérieurs, le général Agoros et le colonel Papaterpos qui, fait très rare dans l'armée grecque, avaient des titres de résistance.

Ces deux hommes et un groupe d'officiers libéraux

1. Cité par C. de Simone, in *La pista nera*, éd. Riuniti, 1972.
2. Entretien avec l'auteur, le 10 décembre 1975, à Athènes.

seront plus tard accusés d'avoir voulu organiser un coup d'État avec l'aile gauche de l'Union du centre. Ce complot devait être réalisé par une organisation militaire clandestine, l'*Aspidha,* dont Andhréas Papandhréou assure aujourd'hui qu'il s'agit d'un mythe inventé par la droite.

Mythe ou pas, la junte et la C.I.A. n'oublieront pas ce coup de semonce.

Dans la nuit du 15 au 16 juillet 1965, quelques heures à peine après la chute du gouvernement Papandhréou, une cinquantaine d'hommes en civil faisaient irruption dans les locaux du K.Y.P., occupaient les bureaux *manu militari,* forçaient les coffres, s'emparaient des dossiers; le lendemain matin, ils refoulaient les responsables nommés par Andhréas Papandhréou. Repris en main par l'extrême droite, les services secrets seront désormais l'objet de la part de la C.I.A. d'un contrôle encore plus serré qu'auparavant.

Lors du coup d'État de 1967, le rôle de la C.I.A. se confondra en fait très précisément avec celui de son acteur principal : George Papadopoulos. Ce dernier et d'autres membres de la junte, notamment Makarezos, Ioannidis, Ulysse Evanghelis et Georghis Ladas, avaient occupé de hautes fonctions dans les services secrets hellènes et étaient donc en rapport étroit avec les Américains. Là, comme ailleurs, ils avaient installé une direction occulte... George Papadopoulos, grand admirateur des colonels de l'O.A.S., est tout simplement le premier agent régulier de la C.I.A. à être devenu le chef d'un État européen.

Des fonctionnaires de la centrale de renseignements américaine l'ont eux-mêmes affirmé : « M. Papadopoulos faisait partie des hommes politiques et des militaires grecs qui ont touché des subsides de la C.I.A. durant de nombreuses années. » Une autre source précise : « M. Papadopoulos était rémunéré par l'Agence depuis 1952 [1]. »

1. *New York Times,* 2 août 1974.

D'après des informations recueillies par l'*Observer* de Londres, notamment à Washington, Papadopoulos a toujours été un agent de la C.I.A., d'autant plus obéissant que celle-ci détient toutes les preuves de sa collaboration, pendant la dernière guerre mondiale, avec les services secrets nazis, et notamment celles de sa participation aux massacres de partisans dans la région de Patras, où Papadopoulos avait été le responsable d'un bataillon de sécurité.

Les services secrets U.S. étaient donc en mesure, par Papadopoulos interposé, de contrôler parfaitement, dès l'origine, la conjuration qui conduira au coup d'État de 1967, effectué par les colonels sans l'appui du roi, ni de l'ensemble de l'armée, ou encore moins du peuple, mais avec le nécessaire feu vert et le soutien de la C.I.A.

Deux hommes ont, semble-t-il, joué un rôle essentiel dans l'aide apportée à la junte par la centrale américaine. Il s'agit de John M. Maury, chef d'antenne de la C.I.A. à Athènes au moment du putsch, et de James Potts, chef d'antenne adjoint et « officier traitant » de Papadopoulos de 1960 à 1964. Potts a remplacé Maury comme chef d'antenne peu de temps après le 21 avril. Ses liens avec les hommes de la junte étaient si étroits, rapporte le *New York Times*[1], que tous les colonels étaient présents sans exception à la réception qu'il a donnée pour son départ d'Athènes au mois d'août 1972. Ce sont Potts et Maury qui, contre l'avis de certains officiels américains, auraient donné le feu vert aux colonels et facilité leurs actions en leur assurant certaines complicités au sein de l'O.T.A.N., afin de leur permettre d'appliquer, pour l'exécution du coup d'État, le plan Prométhée.

Ce plan, élaboré par les services de l'O.T.A.N. dans les années 50 et applicable en cas de révolte communiste intérieure, prévoyait l'arrestation rapide des leaders « communistes » (afin d'empêcher la formation d'une résistance clandestine) et l'occupation des bâtiments clés

1. *New York Times*, 2 août 1974.

de l'administration et des centres de communications pour empêcher la réalisation de sabotages.

Les conjurés n'auraient apporté que deux modifications au plan Prométhée : l'arrestation provisoire de quelques représentants de la droite de manière à annihiler toute tentative de contre-coup, et la coupure de la totalité des lignes téléphoniques (y compris celles du Palais) afin d'isoler les dirigeants de la droite qui ne feraient pas l'objet d'arrestations [1].

Il est à noter que la C.I.A. et le Pentagone étaient en désaccord avec le Département d'État sur l'attitude à adopter face à l'échéance des élections grecques. Certains diplomates étaient en effet partisans d'un accord négocié entre le roi et George Papandhréou (contacté, au début du mois d'avril, Andhréas Papandhréou avait refusé), ou d'un coup d'État en douceur mené par le roi Constantin et la « grande junte ».

La C.I.A. a-t-elle forcé les événements? Papadopoulos l'a-t-il mise devant le fait accompli? Le gouvernement Johnson a appuyé, en tout cas, et sans réserve, le régime ouvertement fasciste mis en place par les colonels de la « petite junte ». Peu importait sans doute à ses yeux la forme du régime qui lui permettrait de maintenir la domination américaine sur cette région du globe. Comme devait le déclarer en mai 1968 le secrétaire d'État à la Défense Clark Clifford : « Les obligations qui nous sont imposées par l'Alliance atlantique sont de loin plus importantes que la forme de gouvernement existant en Grèce ou ce que nous en pensons. »

Quelles qu'aient pu être les hésitations de certains membres de l'administration Johnson à soutenir le putsch du 21 avril 1967, moins de deux ans plus tard, les colonels grecs disposeront aux États-Unis d'un allié de premier ordre : Richard Nixon, entré à la Maison-Blanche le 20 janvier 1969. La campagne du candidat

1. *New York Times*, 3 mai 1967.

républicain n'a-t-elle pas en partie été financée par un industriel gréco-américain, Tom Pappas, chef du lobby de la junte grecque auprès du gouvernement américain? Les relations entre Nixon et Pappas ne sont pas nouvelles : c'est à l'instigation de Pappas, semble-t-il [1], que le futur président a choisi un autre Gréco-Américain, Spiro Agnew, pour être son coéquipier dans la course à la Maison-Blanche; et elles sont assez étroites pour que, quatre ans plus tard, lorsque éclate l'affaire du Watergate, ce soit à Pappas que le ministre de la Justice de Nixon, John Mitchell (qui est d'autant plus proche du président qu'il a longtemps été son mentor en la profession d'avocat d'affaires à New York), confie la tâche infiniment délicate de collecter les fonds nécessaires pour acheter le silence des « plombiers » pris en train de poser des micros au Q.G. du parti démocrate du Watergate, dans la nuit du 16 juin 1972. La participation de Tom Pappas à cette opération d'entrave à la justice est d'ailleurs l'une des informations que Nixon craignait le plus de voir faire surface au cours du scandale.

En ce qui concerne le coup d'État proprement dit, de nombreux commentateurs [2] ont mis en cause le frère de Tom, John Pappas, et la Fondation Pappas de Boston, soupçonnée de servir de canal de dissimulation pour les fonds de la C.I.A. Il est enfin à noter qu'un des employés de Tom Pappas, P. Totomis, est devenu ministre de l'Ordre public de la junte. Totomis fut d'ailleurs longtemps considéré comme l'un des principaux liens entre les colonels et la C.I.A.

Étant donné les espoirs entretenus par les colonels grecs sur la possibilité d'une « révolution nationale » en Italie [3], et l'intimité des relations entre le chef de la Maison-Blanche et l'un des principaux représentants de la junte fasciste aux États-Unis, peut-être n'y a-t-il pas

1. Voir *Washington Post* du 1er mai 1977.
2. Voir Meynaud, *op. cit.*
3. Voir Introduction.

lieu de s'étonner de la multitude de complots et de tentatives de coups d'État qui ont été fomentés dans les milieux d'extrême droite italiens entre 1969 et 1974, année qui vit la chute infamante de Richard Nixon. Sans doute est-il encore beaucoup trop tôt pour y voir totalement clair sur les encouragements qu'ont pu recevoir les putschistes italiens; la coïncidence, toutefois, méritait qu'on la signale.

Le « coup Borghèse »

« Nous avons discuté une nuit entière pour décider si nous devions envoyer une commission rogatoire au président des États-Unis Richard Nixon. »

MM. Fiore et Vitalone, juge d'instruction et procureur chargés de l'enquête sur la tentative de coup d'État du prince Borghèse.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970 à 0 h 53, le lieutenant-colonel du S.I.D., Giorgio Genovesi, téléphone au colonel Federico Gasca Queirazza, chef du bureau D (contre-espionnage) : « Des gens en armes ont occupé le ministère de l'Intérieur, ils se préparent à occuper la radiotélévision; d'autres hommes sont rassemblés dans la rue, ils attendent des armes [...]. Que faisons-nous? »

Le colonel Gasca Queirazza appelle à son tour le général Miceli, qui a remplacé trois mois plus tôt l'amiral Henke à la tête du S.I.D., il lui transmet les informations et demande des instructions. Réponse de Miceli : « Pour le moment ne faites rien... contentez-vous de les surveiller. »

Quelques minutes plus tard, les putschistes abandonnent leurs positions et rentrent chez eux. Le coup d'État est reporté. A 2 heures du matin, le S.I.D. donne l'alarme. Pourquoi les services secrets ont-ils attendu plus d'une heure? Qui a donné le contrordre? Qu'a fait le général Miceli pendant ce temps? Autant de questions sans réponses.

Trois mois plus tard, le 19 mars 1971, la police procède dans Gênes, Naples et Rome à trente-deux perquisitions. Parmi les appartements visités, celui du Prince Noir, Junio Valerio Borghèse. Cet ancien compagnon de Mussolini a commandé durant la Seconde Guerre mondiale le *Decima Mas,* puis, au moment de la République de Salo, il a dirigé les Brigades noires chargées d'exterminer les partisans. Après la Libération, il a été condamné pour crimes de guerre à douze ans de prison qu'il n'a jamais faits. Depuis cette époque, il est, pour les fascistes italiens, le nouveau « Duce ».

Parmi les documents saisis au cours des perquisitions, des plans, des listes, des codes. Il faudra attendre encore quelques jours pour que la presse révèle qu'un coup d'État avait failli éclater le 8 décembre 1970, que le prince Borghèse était à sa tête... et qu'il n'a pas attendu qu'on vienne l'arrêter pour s'enfuir en Espagne (où il compte de nombreux amis, dont le duc de Valence et le nazi Otto Skorzeny).

Mais ce n'est que trois ans et demi plus tard, à la suite des révélations du bras droit du prince Borghèse, Remo Orlandini, que les événements de la nuit du 7 au 8 décembre 1970 peuvent être reconstitués avec précision.

En juin 1974, deux officiers du S.I.D., le colonel Romagnoli et l'inévitable capitaine des carabiniers La Bruna, se rendent en Suisse, sur ordre de leur supérieur direct, le général Maletti, pour y contacter Remo Orlandini, réfugié dans une station alpine [1].

Les deux officiers ont avec le bras droit du prince

1. Comme pour Pozzan, Giannettini, Delle Chiaie, etc., c'est le S.I.D. qui avait assuré la fuite d'Orlandini.

Borghèse une longue conversation qu'ils vont enregistrer à son insu. Le vieux comploteur, qui trempe dans une nouvelle conjuration à laquelle les services secrets ne sont pas étrangers [1], parle en confiance, convaincu que ses interlocuteurs y participent également.

« L'unique façon de ne pas échouer, lui explique La Bruna, c'est d'étudier les erreurs commises en 1970... » Orlandini tombe dans le piège. Il parle notamment des liens existant entre le prince Borghèse et le général Miceli, depuis le début de l'année 1969, lorsque le prince Borghèse avait créé le *Fronte Nazionale* et que le futur patron du S.I.D. dirigeait encore les services de renseignements militaires (S.I.O.S.). Orlandini, qui avait servi d'intermédiaire entre eux, raconte, raconte pendant plus d'une heure [2].

Opération « *Tora Tora* »

Le 7 décembre 1970, 19 h 30, le prince Borghèse, qui a, la veille, installé son quartier général dans un appartement de la rue Santa Angela Merici, reçoit un coup de téléphone lui annonçant que les opérations prévues viennent de démarrer. Leur nom de code : « Tora Tora [3]. »

21 heures. Aux quatre coins de la ville, des groupes se sont formés en silence.

Dans un gymnase de la via Eleniana, des hommes se rassemblent. A l'entrée, un garde filtre les arrivants, vérifiant sur une liste leur identité.

« Le coup est pour cette nuit, leur explique-t-on, demain nous serons au pouvoir. Les communistes, on va

1. Voir « Le complot Sogno », p. 272 et suivantes.

2. La chronologie qui suit a été établie grâce aux indiscrétions d'Orlandini et aux informations du bureau D. du S.I.D., telles qu'elles ont été rapportées, ici et là, par la presse italienne.

3. Comme l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais, dans la nuit du 7 au 8 décembre (eh oui! les fascistes aiment bien les symboles) 1941, qui a entraîné les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale.

les enculer... En attendant, pas de bordel, fermez vos gueules, vous recevrez bientôt des armes... »

Ces hommes sont presque tous des fascistes. Il y a également quelques nervis embauchés le matin même, et une cinquantaine de mafiosi siciliens arrivés la veille. Aucun n'a posé de question.

22 heures. Piazza Romania, une dizaine de voitures s'éloignent en direction du palais du Viminal, siège du ministère de l'Intérieur.

Au même moment, de l'autre côté de la ville, cent quatre-vingt-dix-sept gardes forestiers (*sic*) commandés par le major Berti, et partis quelques heures avant de Cittaducale, une petite ville proche de Rome, arrivent via Olimpica. Ils sont suivis d'une dizaine de camions, de deux jeeps et de deux ambulances chargées de mitrailleuses et de lance-flammes.

Dans les camions, des soldtas armés jusqu'aux dents, mitraillettes et fusils d'assaut Fal en bandoulière, pistolets 7,65 à la ceinture, les poches pleines de grenades, attendent les ordres. La colonne s'arrête via Teulada en vue des immeubles de la R.A.I., la radiotélévision italienne. Dans leur quartier général, Borghèse et son état-major suivent la progression des événements sur une carte.

A côté d'eux, au téléphone, un homme assure la coordination des opérations. Dans un autre immeuble de la ville, Remo Orlandini et quelques hommes politiques et militaires attendent. Ils sont aussi en liaison téléphonique permanente avec Borghèse.

Tout semble se passer normalement.

22 h 30. Tous les groupes ont atteint leurs objectifs. Certains, disséminés dans la ville, ont pris position devant les domiciles des principaux hommes politiques et des dirigeants syndicaux de la capitale. A quelques mètres du ministère de l'Intérieur, une dizaine d'hommes se rassemblent discrètement.

23 h 15. De son quartier général, le prince Borghèse lance la deuxième phase du plan.

Au ministère de l'Intérieur, les grilles s'ouvrent

lentement. Silencieusement, les conjurés investissent les bâtiments du ministère (les policiers chargés de la surveillance ont, peu avant, mystérieusement disparu). A l'intérieur du ministère, une cinquantaine d'hommes les attendent. Ils sont là depuis le matin. Déguisés en ouvriers, ils ont pénétré dans les lieux par le garage souterrain. Dans la cour du ministère, les hommes se divisent en deux groupes, le premier commandé par Stefano Delle Chiaie se dirige vers l'armurerie, le second sous le commandement de Sandro Saccucci prend position dans les installations radiotéléphoniques.

Saccucci téléphone à Borghèse : « Tout va bien. »

A quelques pas de la R.A.I., la colonne du major Berti attend maintenant l'ordre d'assaut. Le prince Borghèse doit venir enregistrer un message à la nation...

Pour les conjurés, le plus gros semble fait. Borghèse leur a assuré l'appui de l'aviation avec celui de nombreux officiers de l'armée de terre et des carabiniers... Dans les casernes, c'est effectivement l'alerte. Une colonne de blindés a même quitté son cantonnement et se dirige vers la capitale...

Au ministère de l'Intérieur, l'attente se prolonge, un peu trop au gré de certains.

1 heure. Enfin, le téléphone sonne. Contrordre : tout le monde rentre à la maison. Qui a téléphoné? Saccucci tente vainement de rentrer en contact avec Borghèse, mais celui-ci a déjà quitté son état-major. Au Viminal, c'est la panique : « Quelqu'un aura trahi! » Delle Chiaie veut continuer quand même, mais ses hommes commencent à quitter précipitamment le ministère.

A la R.A.I., le major Berti a reçu lui aussi le contrordre; il regagne Cittaducale avec ses troupes.

Les hommes d'*Avanguardia Nazionale* et les mafiosi embauchés pour arrêter les ministres et les hommes politiques disparaissent dans la nuit.

2 heures. Les carabiniers arrivent au ministère. Tout est en ordre, c'est à peine s'il manque une dizaine d'armes dans les râteliers de l'armurerie. Les putschistes de la Saint-Nicolas sont en sécurité depuis longtemps.

9 décembre 1970.

« Vous devez comprendre...

— Oui, je sais, mais que s'est-il passé?

— Vous devez comprendre qu'il n'y avait pas d'autre solution.

— D'accord, mais maintenant que fait-on?

— Maintenant, restez tranquille, c'est mieux comme ça... De toute façon, il fallait arrêter l'opération... »

Cette conversation, qui a eu lieu au lendemain de la tentative de putsch, entre Remo Orlandini et le colonel du S.I.D. Cosino Pace, bras droit du général Miceli, a été enregistrée par la police, le téléphone d'Orlandini étant sur table d'écoute.

Au mois de juillet 1974, Giulio Andreotti, le ministre de la Défense, réclame au général Miceli le rapport du S.I.D. sur le complot Borghèse, qu'il a commandé quelques mois plus tôt. Le dossier que remet le général à son ministre ne contient pas les déclarations d'Orlandini : Miceli les a déjà fait disparaître.

Mais c'était compter sans le général Maletti, chef du bureau D (contre-espionnage), qui a conservé une copie de ce document compromettant. D'ailleurs, Maletti, qui hait Miceli depuis longtemps, n'est sans doute pas étranger au soudain intérêt d'Andreotti pour le complot Borghèse. Il s'empresse de transmettre au ministre le texte de la confession d'Orlandini.

Le ministre de la Défense n'aime pas non plus Miceli, depuis qu'en février 1972, celui-ci a rédigé un rapport déconseillant au chef de l'État, pour des motifs de sécurité nationale, de confier à Andreotti la charge de former un gouvernement.

Il décide donc de transmettre à la justice l'intégralité du dossier. A la fin du mois de juillet, le général Miceli démissionne et la presse — sans doute renseignée par Maletti — se met à l'accuser de complicité dans le coup

Borghèse. D'ailleurs, l'opinion publique commence à s'émouvoir sérieusement du rôle de plus en plus évident joué par une fraction importante des services secrets dans les « trames noires ».

Quant au Prince Noir, il meurt opportunément à la fin du mois d'août en Espagne. Officiellement, Borghèse a succombé à une crise cardiaque, mais les circonstances pour le moins étranges dans lesquelles il disparaît font immédiatement penser à un assassinat, et plus particulièrement à un empoisonnement.

Au début du mois d'octobre 1974, la magistrature romaine inculpe une cinquantaine de personnes pour tentative d'insurrection armée dans le cadre du complot Borghèse. Une information est ouverte contre d'autres suspects. Les accusés et les suspects sont :

— une dizaine d'officiers supérieurs, dont le général Miceli, et les généraux d'aviation Diulio Fanali et Casero, respectivement chef et sous-chef d'état-major de l'armée de l'air à l'époque du complot ;
— des fascistes, dont le chef d'*Avanguardia Nazionale* Delle Chiaie, son bras droit Flavio Campo, et le député du M.S.I. Sandro Saccucci [1] ;
— plusieurs petits industriels accusés d'être les financiers de l'opération, tel le promoteur immobilier Remo Orlandini, auquel, en cas de réussite du putsch, devait revenir le poste de ministre de l'Intérieur.

Malgré la présence de ces quelques personnalités, le tableau de chasse des magistrats romains ne satisfait pas

1. Arrêté au mois de mars 1971 pour sa participation au complot Borghèse, Sandro Saccucci, secrétaire de l'Association nationale parachutiste d'Italie, est élu député du M.S.I. en mai 1972. En décembre 1975, il est condamné par le tribunal de Rome après que la Chambre italienne eut levé son immunité parlementaire, mais il reste en liberté. Le 28 mai 1976, au cours d'un meeting électoral à Sezze, ville proche de Rome, il assassine froidement un jeune militant du parti communiste. Arrêté à nouveau, il est remis en liberté après quelques jours et quitte clandestinement l'Italie. Il est réélu député de Rome au mois de juin 1976. Il vit aujourd'hui en Argentine après avoir séjourné en Angleterre, en France et en Espagne.

tous les journalistes italiens, dont certains, surnommés les « pistards noirs », connaissent désormais les dossiers de la stratégie de la tension aussi bien que les meilleurs procureurs [1].

« L'occupation du ministère de l'Intérieur et une proclamation à la radio, c'est un peu mince pour renverser les institutions. A moins de penser que Borghèse et ses amis étaient complètement fous, il devait donc y avoir derrière eux d'autres personnalités qui n'attendaient que l'occasion de se proposer comme les gardiens vigilants de la démocratie », écrit à l'époque l'hebdomadaire *Panorama*.

Effectivement, n'est-ce pas dans le schéma « à la grecque » de la double junte, où un groupe de comploteurs est manipulé par la volonté de pouvoir de l'autre, que l'on trouve la seule explication logique de ce putsch à première vue loufoque autant qu'inquiétant?

Mais, tout d'abord, qui donc tirait les ficelles de la conspiration?

Lors de son arrestation, au mois d'octobre 1974, Miceli déclarait avec colère : « L'enquête pourrait bien impliquer de nombreux représentants de la démocratie chrétienne et du parti social-démocrate [P.S.D.I.]. » Reprenant ces accusations, la presse cite les noms de Giuseppe Saragat, président de la République à l'époque du coup d'État, et de son ministre de la Défense, Tanassi, auxquels elle reproche de ne pas avoir transmis immédiatement à la justice les informations qu'ils détenaient sur cette affaire. Plusieurs dirigeants de la D.C., et notamment l'un de ses hommes forts, Flaminio Picolli, sont également nommés.

Mais les soupçons ne s'arrêtent pas là. Dans ses confessions, Remo Orlandini n'y a pas été de main morte : il a tout simplement associé à la tentative de putsch fasciste du prince Borghèse l'ambassadeur des

1. Lors de la découverte du complot au mois de mars 1971, une puissante organisation militaire avait été évoquée et une liste de quatre cents officiers avait circulé.

États-Unis à Rome, son attaché militaire et Richard Nixon [1].

Dès le début de l'année 1970, affirme Orlandini, l'attaché militaire de l'ambassade U.S., James Clavio, jouant de ses fonctions, entre en contact avec les principaux cadres de l'armée italienne. Au cours de ses entretiens, il s'informe discrètement de l'attitude de ces officiers au cas où « il serait nécessaire pour sauver le pays du chaos de recourir à une action énergique des forces armées ». Faisant clairement entendre qu'il suivait les instructions de l'ambassadeur Graham Martin, Clavio aurait ainsi recensé les officiers disponibles pour un coup d'État. Durant toute cette période, effectivement, les contacts entre Clavio, Miceli et Martin étaient très fréquents [2].

En avril 1971, James Clavio quittait brusquement l'Italie au moment où sortaient dans la presse les premières révélations sur le coup Borghèse. Il reparaît dans la Péninsule au mois de juillet 1974, à l'heure où Andreotti demande des comptes au général Miceli. Les hommes du général Maletti le retrouvent sans difficulté : il habite chez Miceli! Pendant une quinzaine de jours, les deux hommes tenteront, mais en vain, de mobiliser contre le ministre de la Défense les milieux politiques traditionnellement pro-américains. Mais, devenu trop compromettant, Miceli est lâché même par ses amis. Clavio quitte l'Italie à la fin du mois d'août. Il ne peut plus rien pour son hôte, qui sera arrêté deux mois plus tard.

Plus stupéfiant encore est le rôle qu'Orlandini attribue au président Nixon. Près du quart de ses « confessions » lui sont consacrées, et elles sont jugées assez accablantes par les magistrats pour qu'ils envisagent de faire comparaître le président déchu.

1. « Firmato Miceli contro Firmato Martin », in *L'Espresso*, décembre 1974.

2. En poste à Rome de 1969 à 1972, l'ambassadeur Graham Martin a été interrogé en mai 1973 par la commission des Affaires étrangères du Sénat américain sur son activité en Italie durant cette époque.

Selon le bras droit du Prince Noir, le président Nixon aurait en effet suivi tous les préparatifs du coup d'État dont il était informé par deux hommes de la C.I.A. trempant dans la conjuration, un certain Fendwich, ingénieur américain de la société Selenia, et un Italo-Américain du nom de Talenti. Orlandini affirme même avoir, à plusieurs reprises, assisté à des coups de téléphone au cours desquels Fendwich informait personnellement le chef de la Maison-Blanche des projets de la conspiration, en utilisant les relais radio de la VIe Flotte. Ces déclarations stupéfiantes sont confirmées par une note du S.I.D. envoyée au juge Filipo Fiore et au procureur Claudio Vitalone.

« Pour la mise en œuvre du *Golpe* [1], le Front national de Valerio Borghèse avait établi depuis longtemps des liaisons avec les U.S.A. en la personne du président Nixon, ainsi qu'avec des membres des unités de l'O.T.A.N. stationnées à Malte. Avant la réalisation du *Golpe*, un coup de téléphone est parti de Rome qui devait joindre le président américain aux U.S.A. en passant par Naples et Malte. Pour des motifs qui n'ont pu jusqu'à présent être éclaircis, la communication fut bloquée à Malte. Dans cette île, quatre navires de l'O.T.A.N. étaient déjà prêts à appareiller, au premier ordre; pour accomplir une mission d'approche et de soutien éventuel à l'action des putschistes [2]. »

Les accusations d'Orlandini ont été confirmées par ailleurs par l'enquête du S.I.D., du moins en ce qui concerne les contacts très fréquents entre le général Miceli, Graham Martin et James Clavio. L'étroitesse des rapports existant entre les deux premiers sera d'ailleurs confirmée par la commission d'enquête sur la C.I.A. de la Chambre des représentants [3].

Or, il n'est pas dans les habitudes des ambassadeurs U.S. de pratiquer une politique personnelle sans en référer à leur gouvernement. Si Graham Martin a encou-

1. Coup d'État.
2. Rapporté in *Panorama*, 6 novembre 1975.
3. Voir « La conjuration de la Rose des Vents », p. 258 et suivantes.

ragé le général Miceli et donc le prince Borghèse dans leur tentative de coup d'État, il y a tout lieu de croire que c'était avec l'aval du président Nixon. Reste donc à vérifier si, comme l'affirme Orlandini, le président américain a joué personnellement un rôle actif dans cette affaire. La réponse à cette question aurait pu être fournie par les deux agents de la C.I.A., Fendwich et Talenti, mis en cause par Orlandini. Recherchés par les magistrats italiens, ils n'ont jamais répondu aux convocations et il n'a pas été possible de les identifier avec précision. Une coïncidence mérite toutefois d'être relevée : un Italo-Américain du nom de Pier Talenti, installé aux U.S.A. depuis la guerre, était, pendant la campagne électorale de 1968, l'un des attachés de presse du candidat Richard Nixon. Il en aurait conservé, selon la presse italienne, un droit d'accès permanent au bureau du président jusqu'à sa chute. En 1972, Talenti créait d'ailleurs en Italie un « Comité pour la réélection de Nixon », chargé — en violation de la législation U.S. — de rançonner les industriels de la Péninsule, pour le maintien au pouvoir de son ami.

Talenti n'est d'ailleurs pas le seul Italien à avoir fait campagne pour Nixon, qui entretenait les meilleurs rapports avec l'extrême droite de la Péninsule, et notamment avec le M.S.I. Ainsi, pendant les élections de 1968, Luigi Turchi, député néo-fasciste, s'est rendu à Washington pour diriger les opérations de propagande du parti républicain en direction de la communauté italienne des États-Unis. Les liens avec le M.S.I. étaient assurés par Philip Guarino, membre de la direction du parti de Richard Nixon, et plus récemment dirigeant du groupe de pression *Americans for a Democratic Italy,* qui, lors des élections de 1976, finança généreusement la campagne du parti néo-fasciste. Un autre bailleur de fonds américain de l'extrême droite italienne est cité par *La Strage di Stato :* il s'agit de David Kennedy, ancien conseiller au Trésor de Richard Nixon et P.-D.G. d'une grande banque de l'Illinois (située à Cicero, une banlieue de Chicago célèbre comme un haut lieu de la *Cosa Nostra*). Kennedy transférait les fonds en Italie par l'intermédiaire de la *Banca Private Finanziaria* de Milan, propriété du financier italo-américain Michele Sindona, impliqué dans le

complot de la « Rose des Vents » et actuellement poursuivi pour une banqueroute frauduleuse de 400 milliards de lires!

Compte tenu des liens étroits que Richard Nixon a toujours entretenus avec la droite ultra-conservatrice de son pays, sa participation à un coup d'État visant à ramener un ordre musclé en Italie n'a, en elle-même, rien de surprenant. Ce qui l'est plus, c'est qu'un chef de la Maison-Blanche prenne le risque de tremper en personne dans un coup d'État à l'étranger. Toutefois, la personnalité de Richard Nixon, telle qu'elle s'est révélée au travers des scandales du Watergate, nous contraint à n'exclure aucune hypothèse, même la plus invraisemblable.

Enfin, la présence en Italie, au moment du complot Borghèse, d'un des patrons de la C.I.A., James Angleton, « arrivé, écrit *L'Espresso,* en visite privée quelques semaines avant que les commandos du Prince Noir se mettent en action », est également troublante, d'autant plus qu' « Angleton est rentré aux États-Unis juste après la faillite du coup d'État ».

C'est le même James Angleton qui avait soustrait, en 1945, le prince Borghèse à la justice des partisans italiens, lui sauvant ainsi la vie. Les deux hommes, dit-on en Italie, sont restés très liés après la guerre. Interrogé à ce sujet en 1976, Angleton affirme pourtant n'avoir jamais revu l'homme qu'il avait sauvé.

Mais, quelle que soit la part de responsabilité à imputer à chacun de ces hommes, quel était donc le but véritable d'une opération compromettant tant de monde et qui, pourtant, n'a abouti qu'à l'occupation pendant quelques heures d'un ministère?

Faut-il s'en tenir au plan présenté par Borghèse à ses amis pour les entraîner dans un coup d'État qui devait, dit-il, être immédiatement appuyé par l'armée?

Il semble plutôt — et c'est l'avis de nombreux

journalistes italiens — que le Prince Noir, lui-même, a été la victime de plus malins que lui, qu'il était destiné à servir d'appât pour la prise du pouvoir par d'autres. mais qu'il s'en est aperçu à temps.

L'occupation des ministères n'avait en fait qu'un but : créer un climat de panique qui autoriserait l'intervention des forces armées et la mise en œuvre d'un plan d'urgence de l'O.T.A.N. [1], pour s'emparer de Borghèse, de Delle Chiaie et de ses amis. Ainsi, l'armée, ayant empêché un coup d'État fasciste, aurait pu légitimement imposer l'état d'exception et la formation d'un gouvernement de salut public militaire et civil, sans que la gauche et les syndicats puissent s'y opposer.

L'opération aurait finalement échoué à cause d'un coup de téléphone avertissant Borghèse au dernier moment du piège dans lequel il s'apprêtait à tomber. Officiellement, on pense que c'est le général Miceli qui l'a averti. Mais un autre nom circule aussi, celui du chef de cabinet d'un ministre de l'époque.

En fait, il semble qu'un désaccord sur le sort à réserver aux hommes du prince Borghèse ait existé, dès le début de la conspiration, entre ceux qui la téléguidaient! Certains des conjurés, ayant exigé l'assurance que les fascistes ne seraient pas éliminés, auraient découvert au dernier moment qu'ils avaient été trompés. Ils auraient alors prévenu le prince Borghèse...

« Il y a des personnages mineurs qui se déplacent en pleine lumière sur la scène; il y a un personnage invisible qui tire tous les fils, et il y a beaucoup de fenêtres entrouvertes derrière lesquelles certaines personnes attendent de voir comment les choses évoluent... »

Cette explication du coup Borghèse est sans doute la plus sérieuse; mais elle ne rend pas compte de toute la complexité du complot. On peut l'affiner en se référant au schéma du coup d'État des colonels grecs, celui des « deux juntes ».

1. L'existence de ce plan sera révélée par le complot de la « Rose des Vents » (voir p. 267).

Il y aurait d'abord un premier groupe dont il est relativement aisé de cerner les limites, formé de Borghèse et de ses hommes, c'est-à-dire des fascistes et de leurs complices au sein de l'armée et des services secrets. L'autre groupe, aux contours plus flous, serait celui des hommes politiques (une fraction importante de la D.C. et du parti social-démocrate), des militaires, des services spéciaux, de l'O.T.A.N. et des Américains. Ce dernier groupe avait ses hommes dans le groupe Borghèse dont il téléguidait le complot. Reste à savoir si le Prince Noir, à l'instar de la « petite junte » des colonels grecs, n'avait pas lui aussi ses espions au sein de l'autre groupe qu'il pouvait espérer déborder dans l'action [1]...

1. Le procès du complot Borghèse s'est ouvert, après sept ans d'instruction le 30 mai 1977 à Rome. Depuis, les débats s'éternisent.

La conjuration de la « Rose des Vents »

Octobre 1973.

Sandro Rampazzo et Sandro Sedona, deux trafiquants d'armes à destination de la Grèce, sont appréhendés à Viareggio (Toscane). Les policiers italiens qui les recherchent depuis le mois de mars précédent soupçonnent Rampazzo d'être l'auteur de nombreux hold-up commis dans la région.

Dans l'automobile utilisée par les deux hommes, les policiers découvrent un stock d'armes diverses, un émetteur récepteur de forte puissance branché sur la longueur d'onde utilisée par la police et des portraits de Mussolini.

La lecture de l'agenda de Rampazzo va ménager d'autres surprises aux enquêteurs italiens, mais surtout leur permettre de déceler un des complots les plus élaborés qu'ait connus la Péninsule : celui de la Rose des Vents. Dans cet agenda, parmi les noms de plusieurs fascistes plus ou moins notoires, figure celui d'un médecin d'Ortonovo, une localité proche de La Spezia.

Ce médecin, Gian Paolo Porta Casucci, les policiers le connaissent bien. Plusieurs plaintes ont été déposées

contre lui car, maniaque du nazisme, il s'exhibe régulièrement en uniforme de S.S. et prescrit à ses patients, en plus de médicaments, la lecture d'ouvrages nazis. Noblesse oblige, il leur recommande en particulier celle du livre qu'il a écrit à la gloire du soldat nazi (*L'Enfant au bâton*) et qu'il a signé d'un pseudonyme : Josef von Tazen.

Intéressés par les liens existant entre Rampazzo et Porta Casucci, les policiers décident d'effectuer une perquisition chez le second.

Leur visite est fructueuse et l'affaire prend d'un coup une dimension nouvelle.

Au domicile du médecin, joints à une abondante documentation sur les activités et réunions des fascistes de la région, les policiers découvrent, ébahis, les plans d'un coup d'État prévu pour le début de l'année 1974.

Tous les documents saisis sont frappés d'un sceau (aigle et faisceaux) symbole d'une mystérieuse organisation, la *Rosa dei Venti-Giunta, esecutiva riscossa sociale italiana,* la « Rose des Vents » (ou des Vingt), « junte exécutive de sauvegarde sociale italienne ».

Le plan du coup d'État se divise ainsi :

Phase I : financement de l'opération grâce à l'appui d'industriels d'extrême droite, à des hold-up et à des enlèvements.

Phase II : application de la stratégie de la tension et exécution d'attentats sanglants dans toute la Péninsule. Ces attentats seront attribués indifféremment à l'extrême gauche et à l'extrême droite. Création d'un état de psychose dans la population;

Phase III : offensive contre les organisations de gauche, assassinat de leurs dirigeants, guerre civile.

Phase IV : intervention de l'armée. Les officiers et soldats putschistes se joignent à l'extrême droite et neutralisent les militaires démocrates dont la liste a été établie à l'avance. Ils occupent ensuite tous les centres névralgiques du pays;

Phase V : exécution des ministres et parlementaires socialistes ou communistes, des dirigeants de la

gauche et des anciens chefs de la Résistance, etc. Au total, 1 624 personnes [1] ;

Phase VI : instauration d'un régime inspiré de celui de la République sociale de Salo.

Interrogé par les enquêteurs, Porta Casucci révèle, sans réticence, être en contact avec le prince Borghèse et un nommé Eugenio Rizzato, de Padoue; ce dernier étant, selon les propres termes de Porta Casucci, « un être assoiffé de sang ».

Le médecin ajoute que le plan découvert chez lui « a été élaboré durant l'hiver 1972 lors d'un rassemblement de vétérans de la République de Salo », et que « les conjurés ont perfectionné l'organisation lors d'une série de réunions tenues dans la région de Venise ».

L'affaire est alors confiée à deux magistrats de Padoue, Giovanni Tamburino et Luigi Nuziante, qui depuis plusieurs mois cherchent à identifier les membres d'organisations aux noms aussi mystérieux que *Rosa di Venti-G.E.R.S.I.*, *Giusticieri d'Italia*, « 18e légion », etc.

L'enquête qui suit les complaisantes révélations de Porta Casucci aboutit, au mois de novembre 1973, à l'arrestation d'Eugenio Rizatto (un ancien membre des Brigades noires, condamné à la Libération à la peine capitale qui fut ensuite commuée en trente ans de prison, pour le massacre de nombreux partisans), de l'avocat Giancarlo De Marchi, conseiller municipal M.S.I. de la ville de Gênes et proche collaborateur de Giorgio Almirante, le leader du parti, et de Roberto Cavallero, un fonctionnaire du syndicat fasciste C.I.S.N.A.L.

Tous ces hommes appartiennent au *Fronte Nazionale* de Junio Valerio Borghèse qui s'est réfugié en Espagne après son coup d'État manqué de 1970 (voir « Le coup Borghèse »). En l'absence de Borghèse, c'est De Marchi qui assure l'intérim à la direction du Front, mais le prince va

1. Le ministre de l'Intérieur Taviani devait être assassiné devant son domicile de Gênes, le leader du parti socialiste De Martino devait l'être à Naples. Une bombe devait être placée sous la voiture de Sandro Pertini, président de la Chambre, etc.

rapidement apparaître comme l'éminence grise du complot. L'enquête confirmera qu'il a participé durant l'été 1973, avec le colonel S.S. Otto Skorzeny, à une réunion des conjurés de la Rose des Vents au domicile de Porta Casucci. Des industriels génois étaient également présents.

Au début du mois de janvier 1974, l'affaire, que nombre d'observateurs percevaient comme une pantalonnade en raison de la personnalité de Porta Casucci, bascule dans la tragédie.

L'un des inculpés, Roberto Cavallero, met nommément en cause plusieurs officiers supérieurs, et en particulier le lieutenant-colonel Amos Spiazzi, qui dirige le bureau des renseignements militaires de la IIIe armée [1].

Cavallero affirme : « Sous les ordres de Spiazzi, je me suis infiltré, déguisé en officier et avec un faux nom, dans certains services de l'armée afin d'y accomplir des missions pour la Rose des Vents [...]. L'une de ces missions était de sonder les officiers, y compris les officiers supérieurs, pour savoir lesquels parmi eux étaient des sujets " aptes "... »

Fils d'un ancien député démocrate-chrétien, le lieutenant-colonel Amos Spiazzi n'a jamais caché ses sympathies pour l'extrême droite.

La perquisition qui a lieu à son domicile après les aveux de Cavallero permet aux enquêteurs d'y découvrir, outre une stupéfiante collection d'armes, une série de documents qui prouvent ses liens avec l'organisation néo-nazie *Ordine Nuovo*, et surtout son rôle dans la conjuration de la Rose des Vents [2].

1. Dès le début de l'affaire, certains journaux avaient évoqué des complicités possibles entre les conjurés de la Rose des Vents et les forces armées. L'hebdomadaire milanais *L'Europeo* suggérait même que la dissolution, au début de l'année 1972, du commandement de la IIIe armée italienne était motivée par ces liens.

Les informations sur ces réunions, précisait *L'Europeo*, avaient été fournies par les services secrets britanniques.

2. Cette collection ne comptait pas moins de 203 pièces différentes allant du mortier de campagne au pistolet, le tout en parfait état de fonctionnement. Le lieutenant-colonel Amos Spiazzi possédait une autorisation spéciale du ministère de l'Intérieur pour détenir ces armes.

Sur la base de ces documents, le juge d'instruction Tamburino fait arrêter Spiazzi, qui observe un mutisme total, et l'accuse d'avoir joué un rôle essentiel dans la conjuration en assurant la liaison entre la Rose des Vents, les officiers putschistes et certains groupes d'extrême droite, et d'avoir fourni à son organisation subversive des secrets de la Défense nationale, notamment les codes militaires des services de transmissions, dont la conjuration se servait pour assurer les contacts entre ses membres.

Avec Spiazzi, les magistrats instructeurs ne sont pas au bout de leurs surprises, et ils ne tardent pas à découvrir que l'officier putschiste, grâce aux fonctions qu'il occupe au bureau des renseignements de la IIIe armée, a pu disposer de plans ultra-secrets. Il a pris connaissance de tous les détails organisationnels concernant la sécurité du territoire, y compris l'emplacement des armes atomiques et la disposition des troupes de l'O.T.A.N. Avec Spiazzi, la Rose des Vents avait le pouvoir de contrôler, et éventuellement de bloquer, tous les systèmes de défense de la Péninsule.

Dans les jours qui suivront l'arrestation de Spiazzi, de nombreux officiers seront interrogés par les magistrats, et l'un d'eux, un général en retraite qui avait préféré prendre la fuite, sera inculpé. L'enquête révélera que ce général, Francesco Nardella, président du Mouvement d'opinion publique, une organisation de couverture fondée en 1970 avec Spiazzi, était l'une des têtes pensantes de la Rose des Vents.

Au mois de février 1974, Roberto Cavallero, qui a gardé le silence depuis ses révélations sur Spiazzi, se remet à parler. Au cours d'un interrogatoire-fleuve qui dure une douzaine d'heures, il décrit avec précision ce qu'il appelle l' « Organisation » avec laquelle coïncide la Rose, et divulgue les plans de la conjuration, ses projets d'attentats, ses rapports avec les industriels et les financiers, les liens qu'elle entretient avec les organi-

sations d'extrême droite italiennes (*Fronte Nazionale*, M.A.R., *Ordine Nuovo*, *Ordine Nero*, *Avanguardia Nazionale*, etc.).

Cavallero (il subira en neuf mois soixante et un interrogatoires!) est intarissable : « L'Organisation s'est constituée en 1964 après la faillite du plan Solo de De Lorenzo. Tout ce qui s'est passé ensuite, du congrès du *Parco de Principi* à aujourd'hui, s'est déroulé sur sa ligne », et Cavallero poursuit : « La Rose est une organisation secrète qui a à son sommet un groupe de 87 officiers supérieurs représentant tous les corps et tous les services de sécurité. Ce groupe possède des ramifications dans tout le pays et a des noyaux opérationnels d'officiers répartis dans tous les détachements. Il existe aussi un groupe d'officiers de liaison avec les organisations d'extrême droite qui participent aux complots. »

Cavallero explique également que la Rose a constitué une hiérarchie militaire parallèle où les grades réguliers ne couvrent plus la réalité des commandements ; « dans l'Organisation un capitaine peut être supérieur à un colonel parce qu'il revêt une fonction de coordinateur alors que le colonel est un simple attaché ».

« Les liaisons sont assurées par des officiers destinés à être brûlés, tel Spiazzi, qui servait d'intermédiaire entre le groupe opérationnel et le groupe dirigeant (le groupe " noble "), celui-ci ayant pour but de doubler de ses ramifications les commandements périphériques afin de s'y substituer progressivement. » En bref, l' « Organisation » entend parvenir à la prise, ou mieux à l'encadrement musclé, du pouvoir par la destitution des commandements subordonnés qui refusent d'appliquer son programme. Ces destitutions doivent être mises en œuvre par les officiers de coordination.

Roberto Cavallero révèle également qu'une stratégie de la tension devait créer les conditions justifiant un rétablissement de l'ordre par les militaires. « Un coup d'État de type chilien ou grec était à exclure en Italie où il faut tenir compte, d'une part, de la situation politique générale (les 9 millions de voix communistes) et, de



l'autre, d'un certain laxisme moral qui touche également les militaires et empêche une intervention de ce type [...]. Nous avons choisi la stratégie de la tension car il fallait créer chez l'homme de la rue un besoin d'ordre. »

« L'Organisation, précise-t-il, a une fonction légitime : celle d'empêcher que les institutions ne soient menacées. Quand des troubles se développent dans le pays (désordre, tension syndicale, violence, etc.), l'Organisation se met en action pour créer la possibilité d'un rétablissement de l'ordre. Quand ces troubles ne se produisent pas, ils sont créés par l'Organisation elle-même, par l'intervention de " groupes parallèles " d'extrême droite [...] gérés et financés par des membres de l'Organisation et de la Rose... »

Les magistrats instructeurs auront confirmation des dires de Cavallero quelques mois plus tard, grâce à un dossier transmis par le ministre de la Défense, Giulio Andreotti. « De Marchi [1] avait des rapports avec Fumagalli [2] et participait au projet de créer une situation de tension dans la Valtellina et la Ligurie, comme prémices à la guerre civile. Des noyaux isolés auraient dû étendre cette tension aux régions centrales du pays afin de pousser les forces armées à intervenir. »

De surcroît, l'enquête va établir que la Rose est à l'origine de nombreux attentats sanglants, et plus particulièrement de l'attentat du 17 mai 1973 à Milan, où l'explosion d'une grenade, lancée devant le commissariat central par un « anarchiste », Gian Franco Bertoli, a fait quatre morts et une vingtaine de blessés graves [3]. L'attentat avait été préparé par Eugenio Rizzato.

« Je suis un anarchiste individualiste stirnerien », déclarait Bertoli aux policiers qui l'ont arrêté. Mais on s'aperçoit très vite que cet anarchiste un peu spécial a appartenu

1. L'un des inculpés.
2. Leader du M.A.R. (Voir « Le complot Sogno ».)
3. La cible visée était en fait le président du Conseil, Mariano Rumor, venu inaugurer une plaque à la mémoire du commissaire Calabresi assassiné l'année précédente; sa mort devait donner le feu vert à une importante action de la Rose.

autrefois au mouvement Paix et Liberté, patronné par la C.I.A., et qu'il est en contact avec l'organisation néo-nazie *Ordine Nuovo*. Bertoli est rentré en Italie vingt-quatre heures avant l'attentat. Sous le coup d'un mandat d'arrêt pour hold-up, il vivait depuis le 28 février 1971 en Israël, dans le kibboutz de Karmiyah, à soixante-dix kilomètres de Tel-Aviv. Il a quitté brusquement Karmiyah le 8 mai 1973 et s'est embarqué pour Marseille à Haïfa sur le paquebot *Dan*.

Arrivé le 13 mai dans la cité phocéenne, il y a séjourné vingt-quatre heures puis il a disparu pour ne reparaître à Milan que la veille de l'attentat. Pourquoi a-t-il débarqué à Marseille, alors que le bateau avait fait escale quelques heures plus tôt à Gênes? Qui y a-t-il rencontré? Pour les enquêteurs, la réponse ne fait aucun doute : c'est là qu'il avait rendez-vous avec les mystérieux commanditaires de l'attentat. Les policiers italiens signalent par ailleurs que Bertoli, durant son séjour en Israël, avait vécu plusieurs mois avec deux militants d'extrême droite français, les frères Jean-Michel et Jacques Yemmi, avant que ceux-ci ne se rendent ensuite chez les colonels grecs...

La Rose est aussi responsable de l'attentat, manqué celui-là, contre le train Gênes-Rome du 8 avril 1973. Attentat qui aurait pu se transformer en massacre si son auteur, Nico Azzi, militant d'*Ordine Nuovo*, n'avait fait sauter entre ses mains le détonateur de la bombe qu'il était en train de placer dans l'un des wagons.

Confronté à Cavallero le 6 avril 1974, le lieutenant-colonel Amos Spiazzi, jusqu'alors muet, craque et reconnaît l'existence d'une « organisation clandestine », mais, explique-t-il, il s'agit d'une « organisation de sécurité des forces armées », elle n'a « aucune finalité subversive ». « elle est loyale et patriotique » et « se propose de protéger les institutions contre le marxisme », de « lutter contre les infiltrations communistes dans l'armée ». « Des militaires. mais également des civils, hommes politiques et industriels, en font partie. »

Quelques jours plus tard, le juge Tamburino se rend donc à Rome pour se renseigner auprès du chef d'état-

major des armées, l'amiral Henke, sur une éventuelle organisation parallèle de soutien aux forces armées italiennes. L'amiral conseille au magistrat de s'adresser au chef des services secrets (S.I.D.), le général Miceli, qui, interrogé à son tour, déclare « n'être au courant de rien ». Mais au cours d'une seconde confrontation entre Cavallero et Spiazzi, qui a lieu au début du mois de mai, le lieutenant-colonel affirme qu'il est entré dans la Rose « sur l'ordre de son supérieur militaire, un officier du S.I.D., le capitaine de carabiniers Mauri Venturi, et qu'il a rendu compte de ses actions clandestines à un autre officier du S.I.D., le colonel Marzollo, secrétaire du général Miceli ». Les magistrats de Padoue sont convaincus désormais de l'existence à l'intérieur des forces armées et du S.I.D. d'une structure clandestine formée de militaires et de civils, et dotée de très importants moyens. Une sorte de super-service secret dédié à la subversion.

Interrogé une nouvelle fois, le chef du S.I.D., Miceli, continue à nier et refuse que ses dénégations fassent l'objet d'un procès-verbal.

Quelques mois plus tard, examinant des dossiers que lui a fait parvenir le nouveau chef du S.I.D., l'amiral Casardi — le général Miceli a été limogé entre-temps par le ministre de la Défense Andreotti, à la suite des révélations sur le coup Borghèse — le juge Tamburino acquiert la preuve concrète des mensonges du général Miceli : un rapport, daté de septembre 1973 et intitulé : « Contact en cours entre le lieutenant-colonel Spiazzi et l'avocat De Marchi pour l'organisation G.E.R.S.I.-Rose des Vents », décrit minutieusement les activités subversives du groupe. Le tout est accompagné de longues annotations manuscrites du général Miceli...

Une nouvelle fois donc, comme lors du coup Borghèse ou de la tragédie des bombes de Milan, des magistrats italiens ont fait la preuve que le S.I.D. était parfaitement au courant de ce qui se tramait, qu'il n'en a rien dit, mieux, qu'il a couvert les conspirateurs.

Le 4 novembre 1974, le juge Tamburino fait arrêter

l'ex-patron des services secrets italiens et l'accuse de « complot contre l'État » et de constitution illégale d'un « groupe parallèle et complémentaire » des services secrets.

« Un super-S.I.D. à mes ordres? Bien sûr, reconnaît enfin le général, mais je ne l'ai pas organisé pour faire un coup d'État; se sont les Américains et l'O.T.A.N. qui me l'avaient demandé. »

Quelques semaines plus tard, au début du mois de décembre, le juge Tamburino faisait arrêter également un autre général de l'armée italienne, le général Ricci, commandant la région militaire de Salerne et le régiment blindé le plus puissant de la Péninsule. Le magistrat avait établi que le général Ricci coordonnait avec le fasciste De Marchi les divers financements de la conjuration. On est loin de la pantalonnade attribuée à Porta Casucci...

La mise en place de ce super-S.I.D. et des structures parallèles qui l'accompagnent est la conséquence d'une clause secrète des accords de l'O.T.A.N. adoptée en 1965 [1].

Aux termes de ce texte, tous les pays de l'Alliance atlantique doivent constituer « une organisation composée d'individus sûrs, compétents, dotés des moyens nécessaires et capables d'intervenir avec efficacité en cas d'invasion », écrit *L'Europeo*. « En Allemagne, en Belgique, en Grande-Bretagne [...] ces organisations ont été constituées dans le cadre des armées régulières [...]. En Italie, non. L'armée était jugée inefficace et peu sûre... »

En conséquence, c'est un réseau anticommuniste ultra-secret, « coïncidant seulement en partie avec les services de sécurité officiels », qui est créé.

Ce service secret parallèle est formé essentiellement de « spécialistes » recrutés en raison de leur « fiabilité » anticommuniste. Il est chargé de constituer dans la

1. Déjà un accord bilatéral secret avait été signé en 1949 entre Rome et Washington, officialisant le contrôle institué au lendemain de la guerre par les services secrets américains sur leurs homologues de la Péninsule.

Péninsule des bases secrètes et des dépôts d'armes et de matériel, et doit « entrer en action dans le cadre du " plan de survie ", de l'O.T.A.N. sur le territoire italien en cas d'agression socialiste extérieure et de trouble politique intérieur ».

C'est au général Miceli, qui dirigeait le S.I.O.S. à l'époque, que les Américains, l'O.T.A.N. et le gouvernement italien avaient confié cette tâche [1].

Incontestablement, ces dispositions de l'O.T.A.N. ont permis à certains groupes paramilitaires d'extrême droite d'agir en toute impunité, et même de jouir de couvertures officielles — ces groupes étant qualifiés de force militaire d'appui « en cas d'agression socialiste extérieure » et « intérieure ». Elles expliquent la présence massive de fascistes dans les services de renseignements et dans les services spéciaux « complémentaires » qui dépendent plus directement de l'O.T.A.N.

L'hebdomadaire italien *L'Europeo* a révélé, au mois de mai 1976, l'existence d'un « camp d'entraînement spécial (armes, explosifs, propagande) » créé en 1968 à Alghero en Sardaigne, et où sont entraînés les groupes d'extrême droite. « Ce centre, écrit *L'Europeo*, se trouve dans une base dépendant de l'O.T.A.N. Il a été inauguré officiellement par le ministre de la Défense. C'est là qu'ont été entraînés des fascistes d'*Ordine Nuovo*, d'*Avanguardia Nazionale* et du *Fronte* de Borghèse. Embarqués sur des aérodromes militaires, ils étaient transportés clandestinement, de nuit, à Alghero sans connaître leur destination. Là, ils recevaient un entraînement spécial et rentraient ensuite chez eux avec leur matériel d' " étude " : le technicien radio avec sa radio, l'expert en armes avec son pistolet mitrailleur, l'artificier avec ses explosifs... C'est ainsi qu'ont été appliquées en Italie les instructions de l'O.T.A.N. C'est de cette manière qu'appui et protection ont été donnés à une

1. Le général Miceli dirigeait également l'Office de sécurité du Pacte atlantique, chargé d'enquêter sur les fonctionnaires de l'O.T.A.N.

organisation fasciste dont tout le monde connaît aujourd'hui le danger... »

Très vraisemblablement, cette même clause secrète est également à l'origine de l'embauche (après accord de la C.I.A. et de l'O.T.A.N.) des « journalistes » de la conférence du *Parco dei Principi* comme conseillers et informateurs de l'état-major italien et du S.I.D. [1].

Grâce à l'occupation de ces postes (Giannettini, par exemple, était le conseiller du général Aloja, Rauti celui d'Henke puis de Miceli), ils étaient en mesure d'exercer de fortes pressions sur la hiérarchie militaire pour la pousser à déclencher un coup de force préventif contre le danger communiste [2].

Ainsi, inspirés et généreusement conseillés par les colonels grecs [3], les fascistes italiens vont donc tenter de mettre sur pied un appareil de coup d'État identique à celui qui avait permis au colonel Papadopoulos et à ses amis de prendre le pouvoir.

Leur plan était simple : il s'agissait de greffer les réseaux putschistes sur les services de sécurité et sur les structures anticommunistes clandestines, militaires et civiles, constituées dans le cadre du « plan de survie » de l'O.T.A.N., puis d'exploiter le chaos provoqué par la stratégie de la tension pour déclencher le « plan de survie » de l'O.T.A.N. et, en le contrôlant, un coup d'État militaire.

La conspiration de la Rose des Vents aurait disposé de fonds considérables (plusieurs millions de lires) déposés dans des coffres de banques suisses. Une partie

1. Voir chap. « Les bombes de Milan... ». On peut signaler également que l'ex-Waffen-S.S. Robert Leroy, soupçonné d'être avec Guérin-Sérac l'un des cerveaux des attentats du 12 décembre 1969, a travaillé pour les renseignements de l'O.T.A.N. entre 1958 et 1966 (rapport du S.D.C.I.); et il ne s'agit sûrement pas d'un cas isolé...

2. Dans une lettre envoyée le 15 septembre 1973, Giannettini conseillait au général Maletti, chef du bureau D du S.I.D., de faire un coup d'État préventif afin d'empêcher la gauche de prendre le pouvoir, et éviter ainsi la guerre civile.

3. Voir p. 11.

de ce financement était assuré par la C.I.A. sur ordre du Comité 40 et de Kissinger. L'ambassadeur américain à Rome, Graham Martin, était en effet intervenu — à l'encontre des propres représentants de la C.I.A. — auprès de la Maison-Blanche pour que soit soutenu le projet de son ami Miceli. Le rapport de la commission Pike, chargée en 1975 par la Chambre des représentants d'enquêter sur les opérations clandestines de la C.I.A., est clair à propos des versements effectués secrètement en Italie pour soutenir les amis politiques de Washington [1], bien qu'il ne donne aucun nom : « De profondes divergences, explique-t-il, ont parfois éclaté entre l'ambassadeur et le chef d'antenne de la C.I.A. à propos de certain destinataire [des fonds secrets]. Dans un cas il s'agissait d'un haut fonctionnaire des services secrets locaux auquel l'ambassadeur voulait donner plus de 800 000 dollars pour des opérations de propagande. L'ambassadeur ne se laissa pas ébranler par les mises en garde de la C.I.A. concernant les liens évidents qui attachaient cet homme à des éléments antidémocratiques d'extrême droite, et procéda au financement. »

Un télégramme du chef d'antenne de la C.I.A. à Rome au quartier général de Langley, reproduit par le rapport, précise d'autre part que « ce haut fonctionnaire des services secrets utilise essentiellement (comme collaborateur principal) un journaliste qui a été autrefois lié à un mouvement de jeunes (faction politique extrémiste de droite) et qui est aujourd'hui membre du comité central du ... (mouvement politique extrémiste de droite) ».

Bien que le rapport Pike ne cite aucun nom et aucune date, on sait aujourd'hui que cette affaire s'est déroulée en février 1972, et que ses protagonistes étaient l'ambassadeur Graham Martin, le général Miceli, chef du S.I.D., et le chef d'antenne de la C.I.A., Howard « Rocky » Stone.

Que le général Miceli ait été le bénéficiaire du financement ne fait aucun doute. Une note du rapport

1. Versements qui ont atteint au moins 65 millions de dollars en vingt ans.

précise en effet que « par la suite, le fonctionnaire des services secrets fut impliqué dans un complot d'extrême droite destiné à renverser le gouvernement », et qu'il « fut inculpé pour une conspiration politique qui aurait dû aboutir à une tentative de coup d'État qui n'eut jamais lieu ».

Le général Miceli et le complot de la Rose des Vents correspondent exactement à cette définition.

Quant au journaliste « collaborateur » de Miceli, le portrait fait par la commission d'enquête américaine convient parfaitement à Pino Rauti, ancien fondateur d'*Ordine Nuovo,* rentré dans les rangs du M.S.I. quelques jours avant les attentats du 12 décembre 1969, et immédiatement nommé membre du comité central de ce parti.

En succédant à l'amiral Henke à la tête du S.I.D., le général Miceli avait tout naturellement récupéré son conseiller privé...

D'après Roberto Cavallero, le coup d'État de la Rose des Vents aurait dû avoir lieu au printemps 1973, pendant le voyage au Japon du Premier ministre Giulio Andreotti. Une série de réunions préparatoires s'étaient tenues au mois de mars, dit-il, entre des généraux italiens de la Rose, dont le général Lucertini, chef d'état-major de l'armée de l'air, et des généraux américains, dont le commandant en chef des forces américaines de l'O.T.A.N., zone Europe du Sud, le général Lindon Jonston.

Pour des raisons demeurées mystérieuses, le coup fut remis à une date ultérieure, au début de l'année 1974. A la suite de l'arrestation, à l'automne 1973, des chefs de la cellule vénitienne de la Rose des Vents, le projet a été abandonné, semble-t-il, bien que l'armée italienne ait été placée en état d'alerte à la fin du mois de janvier 1974.

Le complot Sogno

« A tous les centres du contre-espionnage, ordre est donné de surveiller au maximum les membres des organisations dissoutes *Fronte Nazionale* et *Ordine Nuovo*, et les adhérents du M.A.R., de *Nuova Republica*, du mouvement dirigé par Edgardo Sogno [...]. Des actions insurrectionnelles sont possibles. Ce qui précède ne doit pas, jusqu'à nouvel ordre, être signalé à la *Publica sicurezza* [la police] ni aux autorités militaires. »

Ce câble est envoyé à toutes les antennes du S.I.D. le 13 juillet 1974 par le général Maletti, chef du bureau D (contre-espionnage) des services secrets italiens.

Deux jours plus tard, le ministre de la Défense, Giulio Andreotti, décide de relever de leurs fonctions plusieurs officiers généraux soupçonnés d'appartenir à la conjuration [1], « coupant ainsi d'éventuelles connexions et

1. En particulier les généraux de corps d'armée Piero Zavattaro, Ardizzi, commandant l'école militaire de Civitavecchia, et Luigi Salatiero, commandant la région militaire du Centre, le général de division Giuseppe Salovito, les généraux Zavateni et Li Gotti. L'amiral Giuseppe Roselli Lorenzini et les généraux Diulio Fanali, Ugo Ricci et Francesco Nardella, également impliqués, avaient été « éliminés » précédemment (voir « La conjuration de la Rose des Vents »).

détruisant un éventuel réseau militaire », expliquera-t-il plus tard.

Jugeant le message du général Maletti un peu ambigu — on dira plus tard que le général n'avait pas encore choisi son camp — le ministre de la Défense fait également mettre en état d'alerte toutes les forces militaires italiennes et renforcer la garde présidentielle au palais du Quirinal.

Quelques semaines plus tôt, Andreotti a reçu un rapport du S.I.D. annonçant un coup d'État imminent, dans lequel trempent — conformément au schéma devenu traditionnel — des fascistes, mais aussi un large secteur des forces armées et des services secrets, avec, dans l'ombre, des industriels et des politiciens « antifascistes » qui tirent les ficelles... Une fois de plus, le S.I.D. est au cœur d'un jeu de pouvoir où, tantôt dénonçant, tantôt complotant, il ne dévide certains fils que pour mieux en embrouiller d'autres...

Le putsch n'aura pas lieu : l'état d'alerte a convaincu les conjurés de la fermeté du gouvernement. Ils s'attendaient à une crise gouvernementale, ce qui aurait légitimé la formation d'un gouvernement de « techniciens » et de militaires; elle ne s'est pas produite. Enfin, une activité politique inattendue a contraint les deux Chambres à siéger jusqu'au 15 août et le gouvernement n'a pas pris de vacances...

Dans ces conditions, les putschistes ont jugé opportun de suspendre provisoirement leur projet.

Le 23 août 1974, un jeune magistrat de Turin, Luciano Violante, convoque quatre membres des Comités de la Résistance démocratique, une organisation d'anciens résistants, soupçonnés de « conspiration politique et d'association subversive »; il s'agit du comte Edgardo Sogno, médaille d'or de la Résistance et ambassadeur alors en disponibilité, d'Enrico Martini Mauri, lui aussi titulaire de la médaille d'or de la Résistance, de Felice Mautino, membre influent de la D.C. locale, et

d'Andrea Borghesio, ancien partisan communiste passé au *Fronte Nazionale* du prince Borghèse, et conseiller municipal de la banlieue de Turin. On leur reproche d'avoir participé à la préparation du coup d'État qui devait se dérouler à la mi-août.

Edgardo Sogno gagne immédiatement la « clandestinité ». « Je commence, déclare-t-il à la presse, ma seconde Résistance... » Pourtant, deux mois plus tard, il finira par se rendre à la convocation du magistrat.

L'instruction durera deux ans. Son dossier comprendra plus de vingt mille pages, et notamment les rapports d'interrogatoires des anciens ministres Moro, Rumor, Andreotti et de tous les chefs de l'armée. Au début de mai 1976, le juge Violante inculpe officiellement Edgardo Sogno et Luigi Cavallo, un haut fonctionnaire de la Fiat, de complot contre la sûreté de l'État. Les deux hommes sont immédiatement arrêtés et incarcérés dans une prison romaine. Ils recouvreront la liberté quelques semaines plus tard, à la veille des élections législatives.

Neuf autres conspirateurs sont également inculpés. Parmi eux, plusieurs habitués des complots de ces dix dernières années : l'ancien ministre de la Défense Randolfo Pacciardi; Remo Orlandini, bras droit du prince Borghèse; le général Ugo Ricci, impliqué dans le complot de la Rose des Vents; Salvatore Drago, un médecin de la police, et le lieutenant-colonel Pecorella, ces deux derniers ayant participé à l'occupation du ministère de l'Intérieur lors du « coup Borghèse ». Drago et Pecorella devaient rééditer leur exploit, au Quirinal cette fois, en enlevant le président Leone le 10 août 1974 [1].

Également cités, mais non inculpés faute de « charges suffisantes », une vingtaine de généraux et d'amiraux,

1. Les autres inculpés sont Andrea Borghesio, le capitaine des carabiniers Lorenzo Pinto, Vincenzo Pagnozzi, secrétaire des Comités de la Résistance démocratique, Maria Nicastro, une comtesse roumaine qui tenait le salon des putschistes. Les deux commandants de partisans turinois Martini Mauri et Mautino obtenant quant à eux un non-lieu en cours d'instruction.

dont plusieurs commandants de régions militaires, des magistrats, des hauts fonctionnaires et des industriels de premier plan.

C'est dans l'une des nombreuses résidences de Luigi Cavallo que les enquêteurs ont découvert les plans précis du coup d'État. « Le coup, avait écrit Cavallo, doit être organisé selon les critères du *Blitzkrieg* [...]. Le samedi, pendant les fêtes du mois d'août, alors que les usines sont fermées et les masses dispersées par les vacances. L'action doit être préparée à la manière indonésienne, grecque, péruvienne, brésilienne [...]. Ce soit être un coup d'État de droite avec un programme politique de gauche [...]. Afin de démanteler l'édifice antifasciste et de placer les néo-fascistes hors jeu. Le nouveau gouvernement devra alors agir de façon énergique, impitoyable et sans hésitation... »

Première étape de ce *Blitzkrieg* : s'emparer du président de la République. Deuxième étape : une délégation « choisie » de généraux, amiraux, magistrats et industriels exigera du président qu'il dissolve les Chambres et qu'il nomme un gouvernement de salut public, composé de techniciens civils et militaires, présidé par Randolfo Pacciardi, ancien ministre de la Défense des gouvernements de l'après-guerre.

Au même moment des détachements militaires et des brigades de civils, constituées par les Comités de la Résistance démocratique, interviendront dans tout le pays pour empêcher que le parti communiste ou l'extrême gauche ne réagisse dans la rue.

Troisième étape : le gouvernement devra, très vite, réaliser une série de réformes constitutionnelles et faire reconnaître le pouvoir militaire comme unique pouvoir légitime...

Afin de ne pas « apparaître comme de dangereux extrémistes », les dirigeants du putsch prévoient la dissolution du M.S.I. et des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche, dont les principaux responsables seront arrêtés et internés dans des camps. Ils espèrent ainsi se gagner la neutralité d'une grande partie des

socialistes et de la gauche catholique, et donc isoler le parti communiste.

La population devait être mise en condition, préparée psychologiquement au coup d'État par une crise économique (fuite des capitaux), et, surtout, par l'habituelle stratégie de la tension faite d'attentats et d'enlèvements. L'enquête établira que la réalisation de ceux-ci avait été confiée aux groupes fascistes *Ordine Nuovo,* M.A.R., et au *Fronte Nazionale* de Borghèse. Il est un fait que les six premiers mois de l'année 1974 avaient vu une recrudescence d'attentats. Deux d'entre eux avaient été particulièrement meurtriers : le massacre de Brescia du 28 mai 1974, et l'attentat contre le train Rome-Munich *Italicus.*

Le 4 août 1974, six jours avant la date choisie pour le putsch, une bombe explose dans l'express *Italicus.* Bilan : douze morts et quarante-huit blessés.

Deux ans d'enquête amènent l'inculpation de Mario Tuti, leader d'un groupe de néo-fascistes toscan. Recherché en janvier 1975, en relation avec une série d'attentats dans la région de Florence, celui-ci avait abattu les deux policiers venus l'arrêter avant de prendre la fuite. C'est quelques jours après avoir été condamné à la prison à vie pour ce crime qu'il sera inculpé pour l'attentat de l'*Italicus.*

Les 5 et 6 mai 1976, le quotidien d'extrême gauche *Lotta Continua* révèle, preuves à l'appui, qu'un groupe de policiers, les « Dragons noirs », a participé à l'attentat de l'*Italicus* avec Mario Tuti. Et ce n'était d'ailleurs pas le premier attentat contre des trains à mettre à l'actif de cette cellule de policiers, par ailleurs spécialisée dans les hold-up. Le quotidien ajoute qu'un mandat d'arrêt pour le massacre de l'*Italicus* a été émis contre Bruno Cesca, un policier de la 8e brigade mobile de Florence, alors incarcéré pour hold-up. Les autorités judiciaires démentent sans conviction.

Le quotidien gauchiste révèle également que Bruno Cesca a sans doute trempé dans un autre attentat sanglant, l'attaque à la roquette, le 17 décembre 1973, de

l'aéroport de Rome, Fiumicino, qui avait fait trente-deux morts. Cet attentat avait été, à l'époque, revendiqué par une organisation inconnue : le « Peuple palestinien ». Bien que la résistance palestinienne ait durement condamné cette action, il était difficile d'imaginer qu'elle était l'œuvre de fascistes. *Lotta Continua* produit les preuves (feuille de service et photographie) que l'agent Cesca était présent à Fiumicino le jour de l'attentat, alors qu'officiellement il avait été muté dans un autre service un mois plus tôt. Le quotidien cite un témoin qui a vu les terroristes passer par une porte secondaire, conduits par un agent de service, et éviter les contrôles qui auraient permis de découvrir leurs armes.

Lotta Continua publie enfin le fac-similé manuscrit d'un interrogatoire de Cesca, à propos de quelque trente millions de lires trouvés en sa possession. Incomplètes, les réponses de l'agent Cesca étaient pourtant troublantes : cet argent lui avait été donné en septembre 1974, pour des faits s'étant déroulés à Rome un an plus tôt. Ne s'agissait-il pas de l'attentat de Fiumicino? La question demeure encore posée aujourd'hui.

Brescia

Le 28 mai 1974, à 10 heures du matin, une bombe explose place de la Loggia à Brescia, où les syndicats avaient organisé une grande manifestation antifasciste à laquelle assistaient plusieurs milliers de personnes. Bilan de l'attentat : sept morts et quatre-vingt-dix blessés. Des tracts sont retrouvés sur la place encore sanglante. Ils sont signés *Ordine Nero*, le nouveau sigle de l'organisation néo-nazie *Ordine Nuovo*, dissoute à la fin de 1973.

Le jour même, plusieurs fascistes notoires sont arrêtés. Les enquêteurs sont convaincus de l'existence d'un vaste plan de subversion. Trois semaines plus tôt, l'arrestation d'un nommé Carlo Fumagalli leur avait permis d'éventer un programme d'action terroriste qui devait être mis en œuvre le 10 mai, quarante-huit heures avant le

référendum sur le divorce. Ce plan prévoyait une série de massacres, et en particulier le mitraillage d'une manifestation ouvrière à Milan. Prévue aussi, l'attaque de certaines casernes et de bases de l'O.T.A.N., sans oublier quelques enlèvements et autres attentats à faire attribuer à l'extrême gauche.

Pour cette opération, l'unité s'était faite entre les groupes terroristes d'extrême droite. L'enquête révélera qu'elle était déjà connue des services secrets, bien avant l'arrestation de Fumagalli. Son nom de code était *Stella del mar* (Étoile de mer).

Carlo Fumagalli, qui devait la diriger, est, comme Edgardo Sogno, un ancien de la Résistance non communiste. Engagé à dix-huit ans dans l'armée de la République de Salo, il avait déserté après quelques semaines et rejoint les montagnes de la Valtellina, près de la frontière suisse. Là, avec l'aide de l'O.S.S., dont le quartier général de Coira, en Suisse, se trouve à quelques dizaines de kilomètres, il va créer un groupe de partisans « autonomes et apolitiques » : les « Chats-huants de la Valtellina » (*i Gufi della Valtellina*).

Maîtres de la frontière, Fumagalli et ses hommes s'intéressaient peu à la lutte contre les Allemands, lui préférant la contrebande et le racket des Juifs italiens qui affluaient. On raconte aujourd'hui que Fumagalli et ses *Gufi* les dépouillaient de tous leurs biens et les livraient ensuite aux Allemands pour ne pas laisser de trace.

Bons et loyaux services qui, à la Libération, vaudront la *Bronze Star* à Fumagalli, l'O.S.S. et la Ve armée alliée ayant préféré ne pas enquêter sur ses exploits...

Après la guerre, Fumagalli devait continuer à travailler pour les services américains. Pour le compte de la C.I.A., il fut notamment conseiller auprès des services secrets d'Arabie Saoudite. Rentré en Italie au début des années 60, il fonda le M.A.R., Mouvement d'action révolutionnaire. Son objectif : la création d'une république présidentielle...

Une entreprise qui rejoint les préoccupations d'Ed-

gardo Sogno. Les deux hommes se connaissent d'ailleurs très bien. Deux semaines avant l'arrestation de Fumagalli, ces deux « antifascistes militants » célébraient ensemble, avec les Comités de la Résistance démocratique, la « fête de la Libération »...

Edgardo Sogno Dei Conti Rata Del Vallino est né en 1915 dans une famille de la noblesse turinoise. Il est lieutenant de l'armée italienne quand, le 8 septembre 1943, le gouvernement du maréchal Badoglio demande l'armistice aux Alliés. Mussolini vient d'être arrêté, la bourgeoisie italienne a décidé de changer d'alliance. Les Allemands continuent d'occuper le nord de la Péninsule. Sogno, comme beaucoup d'autres officiers monarchistes, rejoint alors la Résistance et entre en contact avec les services anglo-américains basés à Berne. Son principal contact est le Britannique McCaffery, chef du S.O.D.

Les services alliés vont charger Sogno de constituer des bandes de partisans autonomes pour faire contrepoids aux brigades Garibaldi contrôlées par le parti communiste.

Ainsi, les Alliés espèrent contrôler la Résistance italienne, en particulier grâce au monopole qu'ils ont sur les transports et les services de communications. Ils désirent développer parallèlement, dans tout le nord de l'Italie, un réseau d'espionnage dirigé à la fois contre les nazis-fascistes et contre les maquis communistes. Très généreusement soutenus par leurs commanditaires, les *Franchi,* les formations autonomes de Sogno, joueront bien leur rôle d'informateurs tous azimuts, mais ils se rendront célèbres aussi dans les derniers mois de la guerre, en tentant de délivrer un homme de gauche, Ferruccio Parri, l'un des principaux dirigeants de la Résistance, prisonnier des Allemands à Milan. Fait prisonnier à cette occasion par les Allemands, Sogno sera libéré le 25 avril. La guerre terminée, ses exploits lui vaudront la médaille d'or de la Résistance.

Membre de la direction nationale du parti libéral,

Sogno fonde, à la Libération, le *Giornale lombardo*, dans lequel il se livre à une défense aiguë de la monarchie. Après le référendum du 2 juin 1946 et la proclamation de la République, Sogno quitte officiellement la vie politique pour se consacrer à la diplomatie. En 1948, Sogno est nommé au consulat de Paris. En 1951, devenu membre du *Planning Coordination Group* de l'O.T.A.N., il se rend à Londres au secrétariat de l'Alliance atlantique. L'année suivante, il retourne à Paris pour suivre les cours du *Defense College* de l'O.T.A.N., organisme créé par le général Eisenhower et chargé de former des cadres pour la guerre psychologique contre le communisme.

En 1953, à la demande du Premier ministre Scelba, Sogno rentre en Italie. Avec le soutien financier de la C.I.A., il fonde la section italienne du mouvement Paix et Liberté (*Pace e Libertà*), une organisation créée deux ans auparavant à Paris par le député radical-socialiste Jean-Paul David.

Sous la direction de Sogno, avec le soutien de l'O.T.A.N. et les dollars de l'ambassade américaine, *Pace e Libertà* fait une rapide percée dans les milieux financiers et chez les industriels du nord de la Péninsule, qui lui allouent d'énormes subsides.

Luigi Cavallo, qui, vingt ans plus tard, sera son coïnculpé dans le complot d'août 1974, est déjà aux côtés d'Edgardo Sogno. Né le 17 mai 1920 à Turin dans une famille de la petite bourgeoisie, Cavallo s'est rendu en 1938 en Allemagne pour y faire ses études, expliquera-t-il plus tard, lorsqu'on l'accusera d'avoir entretenu d'étroite relations avec les autorités nazies.

Un rapport du « bureau des cadres » du parti communiste est explicite : « Il est établi, selon ses propres déclarations, que Cavallo a enseigné l'italien à des officiers de la Gestapo [...]. Cavallo a déclaré à différentes reprises avoir travaillé dans une organisation de propagande de Goebbels [...]. La femme de Cavallo a été dans les Jeunesses hitlériennes [...]. Il est venu en Italie en décembre 1942, envoyé par les autorités

nazies... » Cavallo regagne effectivement l'Italie à la fin de 1942.

On le retrouve en 1944 à Turin, dans les rangs de la résistance, au sein de *Stella Rossa,* un groupe d'extrême gauche proche du parti communiste. A la suite de l'arrestation de plusieurs militants, Cavallo devient suspect. Ses camarades prennent leurs distances. Puis c'est la fin de la guerre, l'histoire s'efface dans les mémoires. Cavallo adhère au parti communiste et il entre comme rédacteur à *L'Unità,* le quotidien du parti. Quelques mois plus tard, il est envoyé comme correspondant à Paris, et prend contact avec la rédaction de *L'Humanité* à laquelle il propose ses services. La direction du P.C.I. donne son accord. Cavallo collaborera également à *Démocratie nouvelle.* Mais, en 1949, une série d'articles vont le rendre suspect. Les reportages qu'il envoie sont en fait « la copie exacte d'articles publiés par des agences et des revues étrangères [1] ». Cavallo est rappelé en Italie par la direction du P.C.I. pour un contrôle. On s'aperçoit qu'il avait déjà été rejeté par *Stella Rossa,* il est contraint de démissionner de *L'Unità* et exclu du parti en compagnie d'un autre journaliste, Roberto Dotti. Les deux hommes sont identifiés par le parti comme des agents des services secrets américains (O.S.S.) depuis 1945. On soupçonne même que Cavallo avait été un agent de l'O.V.R.A. infiltré dans la Résistance avant d'être embauché par les Américains pour espionner les communistes.

De retour à Paris, Cavallo est pendant quelques mois le correspondant de la *Gazzetta del Popolo,* un quotidien démocrate-chrétien. La capitale française est à l'époque le centre des services U.S. pour toute l'Europe.

En décembre 1949, Cavallo quitte Paris pour les États-Unis. C'est l'âge d'or du maccarthysme et de la chasse aux communistes. Cavallo reste là-bas près de trois ans, mais on ne sait rien de ce qu'il y fait. En 1954, il regagne l'Italie et entre dans l'organisation de Sogno,

1. Alberto Papazzi, *Il Provocatore,* Turin, éd. Einaudi, 1976.

Pace e Libertà Les deux hommes se lancent alors dans une intense activité de provocation et de propagande contre le P.C.I., organisant des commandos anticommunistes et antisyndicaux, et inondant le pays de millions de tracts et de journaux.

Sogno et Cavallo recrutent chez les anciens communistes et surtout parmi les militants du M.S.I., le parti néo-fasciste, comme l'attesteront plusieurs rapports du S.I.F.A.R.[1]. *Pace e Libertà* est surtout active pendant l'année 1954, où Sogno et Cavallo se rendent souvent à Paris auprès de l'organisation centrale pour rencontrer Jean-Paul David. Au début de 1955, l'organisation réduit brutalement ses activités.

Sogno retourne à la diplomatie et le reste de l'équipe est embauché par la direction de la société Fiat avec laquelle elle collaborait déjà étroitement. Devenu « conseiller politico-syndical » du P.-D.G. de l'énorme consortium, Cavallo s'emploie à détruire l'organisation ouvrière à l'intérieur des usines Fiat par un intense travail de provocation et d'intoxication.

Il participe activement à la création du S.I.D.A., un syndicat jaune constitué essentiellement d'indicateurs de police, d'agents des services secrets et de fascistes. Le S.I.D.A. réussit à bloquer pendant de nombreuses années toute contestation ouvrière.

Cavallo fonde également de fausses organisations de gauche ainsi qu'une série de publications antisyndicales utilisant une terminologie de gauche, voire d'extrême gauche (Cavallo a gardé un faible pour la rhétorique léniniste)[2]. Mais tout cela n'empêche pas Cavallo de militer entre 1966 et 1973 au sein du parti socialiste italien.

Avec le retour en Italie d'Edgardo Sogno, Cavallo va devenir le cerveau d'un complot tendant à instaurer dans la Péninsule un régime de type présidentiel. Après une

1. Ces rapports ont été publiés par le journal socialiste l'*Avanti*, les 17 et 20 septembre 1974.

2. *Pace e Lavoro, Fronte del lavoro, L'Ordine Nuovo, Tribuna operaia*, etc.

longue parenthèse diplomatique qui l'a conduit à Washington où, conseiller politique, il s'est fait remarquer par un antikennedysme virulent, puis à Rangoon où il était ambassadeur, Edgardo Sogno rentre à l'improviste en Italie au début de 1970. « Je suis rentré dans un moment exceptionnel, obéissant à un devoir moral », dira-t-il lui-même. Le moment est en effet exceptionnel : l'Italie vient de connaître l' « automne chaud » et les tragiques attentats de Milan et de Rome.

Qui l'a rappelé? Rentre-t-il, comme quinze ans auparavant, sur l'ordre de ses employeurs américains? Quoi qu'il en soit, Sogno va rompre avec le maccarthysme brutal de Paix et Liberté. Il ne s'agit plus uniquement de mettre en place une machine de guerre froide. C'est un véritable projet politique d'ensemble qui semble être confié cette fois à l'ancien ambassadeur.

« La première République est en train de tomber, proclame-t-il. Nous devons nous préparer à nous rassembler autour de la seconde... [1] »

Sogno situe délibérément son action dans la perspective d'un gaullisme à l'italienne, alliant une partie des néo-fascistes à l'ensemble de la droite, y compris certains socialistes. Les anciens résistants non communistes, comme lui, doivent constituer l'armature du mouvement, lui donnant ainsi une double coloration anticommuniste et antifasciste. Sogno a tiré les leçons du coup d'État gaulliste de 1958.

Au début de l'année 1971, Sogno crée les Comités de la Résistance démocratique, dont la direction est donnée à Roberto Dotti, ancien membre du parti communiste dénoncé comme agent de la C.I.A.

La création de ces comités a été précédée par deux importantes réunions clandestines tenues dans la maison d'un architecte de Varèse, les 30 mai et 27 septembre 1970,

1. *Panorama*, 8 août 1974.

auxquelles participaient des industriels, des magistrats, des hommes politiques, dont un membre du gouvernement, ainsi que quatre Américains dont l'identité n'est pas connue (il pourrait s'agir de fonctionnaires de la C.I.A. en poste à l'ambassade de Rome). Un Britannique d'origine maltaise assistait également à ces réunions. Il s'agit d'Edward Philip Scicluna, ancien officier de l'Intelligence Service qui, pendant la guerre, avait été l'un des agents de liaison avec Edgardo Sogno. puis, à la Libération, le responsable du secteur syndical dans l'administration militaire alliée (rapport O.S.S. 18 mars 1944, O.S.S. 64575). Scicluna et Sogno sont restés en contact après la guerre. L'agent anglo-américain, employé au bureau du personnel de la Fiat, a participé à Paix et Liberté et à toutes les provocations anti-ouvrières de Luigi Cavallo.

Parallèlement, Sogno est entré au parti libéral. En compagnie de Manlio Brosio, ancien secrétaire général de l'O.T.A.N., il prend immédiatement la direction de l'aile droite du parti et se gagne des appuis dans les milieux modérés et chez les industriels de la Péninsule qui vont très largement financer son entreprise, comme le révélera l'enquête du juge Violante [1].

Mais c'est bien entendu en direction des milieux militaires que Sogno et Cavallo dirigent leurs plus gros efforts, tissant à l'intérieur de l'armée un réseau putschiste qui se fond rapidement avec celui qui a trempé dans les complots du prince Borghèse et de la Rose des Vents.

Sogno et Cavallo utilisent comme couverture un fantomatique « Comité de contrôle des institutions publiques », dont la « section économique et militaire » publie une revue, *Difesa Nazionale,* dirigée par Luigi Cavallo. La revue s'assure dès son premier numéro la collaboration des principaux chefs militaires, y compris celle du chef d'état-major général, l'amiral Henke. Ce premier numéro, publié quelques semaines avant la date prévue pour le putsch, appelle à la formation d'un « pouvoir militaire » et d'un « gouvernement provisoire de salut public pour la renais-

1. En particulier la caisse centrale de la Fiat, qui versera à Sogno plusieurs centaines de millions de lires, des armateurs génois, l'Union des industriels de Turin et l'*Assolombardo.*

sance nationale », constitué en dehors des partis et qui doit assurer « la défense de la République face aux infiltrations de la cinquième colonne communiste, aux entreprises criminelles des néo-fascistes et au fléchissement des ministres corrompus et incapables ».

Mis à part Cavallo et Sogno, en effet, la plupart des hommes impliqués dans le complot des anciens « partisans blancs » (Orlandini, Pacciardi, le général Ricci, etc.) l'étaient également dans les précédentes conspirations. Il semble d'ailleurs — et c'est l'analyse de beaucoup d'enquêteurs italiens — que le complot Sogno n'ait en fait été, du moins pour ceux qui tiraient les ficelles au niveau le plus haut, que le dernier épisode, après le complot Borghèse et celui de la Rose des Vents, d'une conspiration unique dont les buts étaient l'avènement d'un gaullisme musclé et la constitution d'une « seconde République italienne ».

A l'origine de cette conspiration, un groupe d'industriels inquiets devant le développement de la contestation à l'intérieur des usines. C'est du moins la conclusion que plusieurs journalistes italiens ont tirée de plusieurs années d'enquête sur les « pistes noires » de la stratégie de la tension.

Tirant les premiers enseignements des tragiques attentats de Milan, ces hommes refusent l'alternative évidente qui s'offre à eux : ou bien l'alliance avec le seul parti capable de contrôler les syndicats, c'est-à-dire le parti communiste, ou bien le virage vers la droite la plus musclée, qui n'offre aucune garantie de stabilité. Prévoyant le capital à tirer des outrances des extrémistes, ils parient sur une troisième voie, comme l'explique *La Repubblica* [1], celle de « la prétendue " seconde République " à la fois antifasciste et anticommuniste ».

L'appareil militaire du putsch est constitué autour du « super-S.I.D. » de Miceli, les conjurés comptant bien tirer profit de la fameuse clause secrète de l'O.T.A.N. [2]

1. *La Repubblica*, 7 mai 1976.
2. Voir p. 269.

qui prévoit, en cas de conflit « intérieur ou extérieur », un système de mobilisation fondé sur des « colonnes civiles et militaires » appartenant à des organisations idéologiquement sûres (telles que la Rose des Vents ou, bien que certains de leurs membres ne s'en soient pas doutés, les Comités de la Résistance démocratique constitués par Sogno). *La Repubblica* ajoute : « Entre les industriels, les officiers supérieurs et la grande bureaucratie d'État, le " discours de l'unité " se poursuit jusqu'à la fin de l'année 1973, Edgardo Sogno jouant le rôle d'intermédiaire privilégié avec l'ambassade U.S. à Rome. Le coup d'État était prévu, dit-on, pour le début de 1974, mais il n'a pas eu lieu car un désaccord s'est installé entre les militaires et les industriels représentés par Sogno sur le rôle qui doit être celui de l'armée dans le projet subversif. Une division identique se produira à l'intérieur des services secrets entre, d'une part, les partisans de Sogno conduits par le général Maletti qui, par ailleurs, est lié au ministre Andreotti et, de l'autre, les partisans des militaires avec, à leur tête, le général Miceli, lié lui à l'ex-ministre social-démocrate Mario Tanassi [...]. Entre-temps les industriels s'étaient retirés et avaient changé de politique [1]. »

En dépit de tout, Sogno décide de mener à bien le complot avec ses amis. Mais il lui manque désormais trop d'atouts et, surtout, ses anciens complices ne se sentent plus tenus au silence. Révélé par le S.I.D., le coup d'État programmé pour la mi-août n'a pas lieu.

L'échec du complot Sogno marque soudain l'arrêt de conjurations sanglantes qui durent depuis dix ans. Après 1974, l'Italie connaîtra certes encore des attentats, mais elle ne connaîtra plus de tentative de coup d'État comparable à celles de la stratégie de la tension. Loin de signifier l'échec de cette stratégie, ce changement semble prouver au contraire qu'en 1974, les complots des

1. *La Repubblica*, 7 mai 1976.

trames noires ont rempli la fonction qui leur avait été assignée, qu'on était passé à une autre étape.

Au mois de mai 1974, le référendum sur le divorce a marqué un tournant très important dans la vie politique italienne. Se prononçant à plus de 60 % en faveur de la législation du divorce, les Italiens ont porté un coup sévère à la démocratie chrétienne qui avait investi d'énormes moyens dans sa campagne en faveur du « non ». Cette défaite idéologique de la démocratie chrétienne sera d'ailleurs sanctionnée dès l'année suivante aux élections régionales par une très forte poussée du parti communiste, qui passera de 27 % à plus de 33 %.

Les résultats du référendum ont convaincu une partie importante de la droite et du patronat qu'il est désormais inévitable pour la démocratie chrétienne de passer un accord avec le parti communiste si elle veut continuer à diriger le pays.

C'est effectivement ce qui se passera au lendemain des élections de 1976, avec le « compromis historique » rampant entre la démocratie chrétienne et le parti communiste. L'homme de cette alliance tactique contre nature est l'ancien ministre de la Défense, Giulio Andreotti. Celui-là même qui, à la fin du printemps 1974, a choisi de révéler le rôle des services secrets italiens dans les complots de la stratégie de la tension et de les débarrasser de leur personnel putschiste. Pour l'homme du Vatican et des Américains qu'est Andreotti, c'était une volte-face. Jusque-là, chaque fois qu'il avait été ministre de la Défense, Andreotti avait favorisé la carrière des officiers d'extrême droite. Au lendemain du référendum sur le divorce, pourtant, il décide de sacrifier ces hommes pour se présenter comme l'homme politique qui a eu le courage d'épurer l'armée et les services secrets. Celui qui n'a pas craint de s'attaquer aux putschistes.

Pour ceux qui avaient été à l'origine des complots, cette épuration a un autre avantage : elle les débarrasse d'alliés dangereux dont les ambitions ne correspondent

plus aux besoins du jour. En effet, c'est dans le but de terroriser l'électorat italien et de provoquer un déplacement à droite de l'axe politique que des politiciens (démocrates-chrétiens et sociaux-démocrates) et des industriels de droite s'étaient alliés avec les fascistes. Témoignant au contraire d'un glissement de fond de l'électorat vers la gauche, les résultats du référendum exigeaient un changement de tactique.

Une autre évidence s'imposait : trop occupés à jouer la carte de l'électoralisme, les partis de gauche étaient prêts à céder au chantage aussi vite qu'à la terreur. La menace d'un coup d'État suffisait à les transformer en défenseurs de l'ordre, sans qu'il soit besoin de passer aux actes. Alors pourquoi prendre le risque, en poursuivant la stratégie des complots, de voir des conjurés fascistes détourner ceux-ci à leur profit à la manière des colonels grecs?

« La vigilance révolutionnaire et l'autodéfense ont disparu de la culture du parti communiste », lisait-on déjà en 1970 dans *Strage di Stato*.

C'est au lendemain du coup d'État qui a renversé Salvador Allende au Chili que le secrétaire général du parti communiste le plus puissant d'Europe occidentale a proposé aux représentants de la bourgeoisie un « compromis historique » de gouvernement. Sous prétexte qu'il est impossible pour un parti de gauche de gérer un pays avec l'appui de seulement 51 % de la population. Faut-il chercher plus loin la preuve du succès de la stratégie de la tension?

L'Orchestre noir : service « action » de la droite à travers le monde

1

Échecs et demi-succès des efforts de création d'une « internationale »...

« La poussée de la gauche dans certains pays européens semble avoir ressoudé une internationale fasciste qui resserre ainsi, face au danger, des liens qui étaient devenus assez lâches, chaque parti ayant eu jadis tendance à considérer ses propres difficultés comme prioritaires », écrivait *Le Monde* le 1er avril 1975.

Depuis plusieurs mois déjà, quelques journalistes italiens, français et portugais avaient commencé à s'intéresser à cette « internationale noire » du néofascisme dont ils croyaient retrouver les traces aux quatre coins de l'Europe. Ils allaient à contre-courant. L'heure était plutôt à la mise au banc d'accusation de la conspiration gauchiste internationale qui, selon diverses personnalités prétendument compétentes, cherchait à créer le chaos à travers le monde à coups d'enlèvements, de détournements d'avions, d'attentats. L'Italie, notamment, était le terrain d'actes de violence spectaculaires que la majorité des bien-pensants n'hésitait pas un instant à attribuer à la gauche, cherchant volontiers derrière les actes épars la marque d'un chef d'orchestre clandestin ayant de préférence son Q.G. à Moscou, Tripoli ou Pyongyang.

Alors que la « révolution des œillets » venait de révéler l'existence d'Aginter-Presse et que, en Italie justement, quelques magistrats courageux parvenaient enfin à démêler les fils de la stratégie de la tension pour

démasquer ses véritables instigateurs, il semblait urgent de dénoncer la manœuvre et de prouver que, mis à part quelques terroristes se réclamant effectivement de la gauche, c'était à l'extrême droite qu'il fallait chercher les ravisseurs, racketteurs et autres poseurs de bombes. D'où la fascination pour une « internationale du néo-fascisme » dont la découverte permettrait enfin de déjouer la propagande manipulatrice de l'opinion internationale.

Une découverte faite par le juge Violante, magistrat instructeur de Turin, avait éveillé les curiosités. Au début du mois de janvier 1975, dans le cadre d'une enquête sur la reconstitution de mouvements d'extrême droite interdits, le juge turinois révélait en effet « qu'un mouvement clandestin international se proposant de renverser les institutions politiques de certains pays s'était réuni récemment à Lyon ».

Immédiatement, l'information était reprise, les journalistes partaient en chasse, et on apprenait que, les 28 et 29 décembre 1974, s'était tenu un « sommet néo-fasciste européen » auquel assistaient deux vedettes du terrorisme international : Luis Garcia Rodriguez, officier des services secrets espagnols, représentant la Phalange, qui venait d'être inculpé en Italie de complot contre la sûreté de l'État pour sa participation à l'un des récents coups d'État, et Ralf Guérin-Sérac, ancien directeur d'Aginter-Presse, dont le rôle dans les attentats de Milan n'était plus un mystère [1].

Grâce à des fuites provenant des Renseignements généraux, on apprenait que cette réunion, à laquelle assistaient quelque cinquante personnes, s'était tenue dans l'arrière-salle du bar *Le La Fayette* appartenant à un militant d'extrême droite lyonnais, M. Soulage, dont *a priori* rien n'aurait laissé supposer qu'il puisse être un jour sélectionné ainsi par le petit Gotha du néo-fascisme européen pour y tenir concile.

« Chemise kaki, foulard bleu, ceinturon et poignard de

1. *L'Humanité*, 23 janvier 1975.

para, une centurie » de jeunes fascistes venus de Paris et conduits par Pierre Clémenti assurait le service d'ordre de cette réunion somme toute assez peu discrète.

Finalement, on découvrit qu'il s'agissait du XII[e] congrès que le Nouvel Ordre européen [1] tient tous les deux ans depuis sa création en 1951. Fallait-il réellement y voir la grande centrale de terrorisme international dont parlaient certains journalistes? Ce mouvement néo-nazi, relativement marginal même à l'extrême droite depuis l'O.A.S. et la guerre d'Algérie, était-il parvenu à s'imposer comme structure regroupant toutes les tendances du néo-fascisme? Peu vraisemblable.

Depuis la mobilisation autour de l'O.A.S., au début des années 60, et la faillite de la tentative du Belge Thiriart de constituer avec Jeune Europe un mouvement à l'échelle du continent, les néo-fascistes s'étaient révélés incapables, en effet, de créer une structure de liaison permanente. Plusieurs tentatives avaient néanmoins été faites à partir de 1968. Inquiets du développement de la « nouvelle gauche » dans la jeunesse européenne, plusieurs mouvements fascistes avaient pris à cette époque l'initiative de relancer un mouvement d'envergure européenne.

Une première réunion s'était tenue, à la fin de 1968, à Rome, dans les locaux du Mouvement social italien (M.S.I.), qui patronnait cette opération [2].

Elle avait pris la forme d'une « conférence de la jeunesse nationale européenne » convoquée par la direction de la jeunesse du parti. Il s'agissait de susciter la création à la fois d'un front de la jeunesse européenne et d'une « Constituante européenne » réunissant « les différents mouvements politiques qui possèdent les mêmes caractéristiques idéologiques, chacun gardant à l'inté-

1. Voir p. 86 et suivantes.
2. Les archives d'Aginter saisies à Lisbonne par le M.F.A. comportent un certain nombre d'informations sur cette réunion, contenues en particulier dans un échange de correspondance entre Guérin-Sérac et deux responsables du M.S.I. : Michelle Rallo, l'un des correspondants d'Aginter en Italie, et Mario Anderson, le dirigeant des mouvements de jeunesse du parti néo-fasciste.

rieur de ce vaste mouvement son autonomie politique », comme l'écrivait l'organisateur de la réunion, Mario Anderson. Il est intéressant de noter que le mouvement se présentait également comme le défenseur de l'Alliance atlantique et proposait la création d'une communauté de défense européenne intégrée à l'O.T.A.N. [1].

Une seconde réunion, convoquée cette fois par l'agence de presse du M.S.I., *Europa Nazione,* avait lieu au mois de novembre de l'année suivante [2]. Un rapport rédigé par le fameux agent fasciste Guido Giannettini rend compte de son déroulement. Celui-ci écrit :

« Sont intervenus les représentants des délégations d'Allemagne fédérale, de France, d'Espagne, du Portugal et d'autres pays. Un comité central européen a été créé; il se réunira le 5 janvier 1970. Avec cette action, le M.S.I. compte obtenir des appuis financiers au Portugal et surtout en Allemagne [...] [où] on peut toucher les milieux industriels par l'intermédiaire de Strauss et des représentants du N.P.D. »

A noter qu'une fois de plus, le chef de la C.S.U. bavaroise est cité comme financier possible d'un mouvement néo-fasciste européen.

Ces deux essais de « Constituante européenne » devaient finalement échouer. En 1972, une nouvelle tentative avait lieu, cette fois à l'initiative des magazines allemands d'extrême droite *Nation Europa* (fondé en 1951 par l'ancien officier S.S. Arthur Erhardt) et *M.U.T.* (le *Magazine national européen*), tous deux proches du N.P.D. Les 16 et 17 septembre, se tenait à Planeg, dans une « auberge » de la banlieue de Munich, le Ier congrès national européen de la jeunesse. Mille deux cents participants venus d'Europe de l'Ouest, des États-Unis et d'Afrique du Sud : sans doute l'une des plus fortes

1. Il semble que cette réunion ait joué un rôle important dans la création en France, l'année suivante, du mouvement Ordre nouveau.

2. Sont présentes à cette rencontre les organisations suivantes : le « Mouvement du 4 août » pour la Grèce, *Fuerza Nueva* pour l'Espagne, *Avanguardia* pour le Portugal, Ordre nouveau pour la France, etc. (*La Croix,* 12 décembre 1970.)

concentrations fascistes internationales depuis la fin de la guerre.

« Les premiers participants étaient arrivés dès la fin du mois d'août, raconte un des congressistes italiens [...]. Quant à nous, nous étions une quarantaine, représentant *Ordine Nuovo, Avanguardia Nazionale, Lotta di Popolo,* etc. Pour les autres pays, c'est la représentation française d'Ordre nouveau qui était de beaucoup la plus importante. » Bien que le M.S.I. n'ait pas envoyé de délégation officielle, l'objectif de ce « sommet » était le même que celui des réunions précédentes : susciter un regroupement européen autour du parti néo-fasciste italien qui avait le vent en poupe à la suite de sa considérable progression électorale aux législatives de mai 1972 [1].

Mais cette initiative devait échouer comme les autres. Contrairement à ce qui fut dit et écrit à l'époque, le fascisme n'est pas sorti de Munich organisé et structuré à l'échelle de l'Europe. Certes, on y décida la création d'un « secrétariat général de la nationale intereuropéenne », mais son existence fut éphémère. Signalons quand même que la France était représentée par l'ancien Waffen-S.S. Bernard Calaret, correspondant d'Aginter à Munich.

Enfin, en décembre 1974, se tenait à Lyon le fameux congrès du N.O.E. qui devait faire couler tant d'encre. Mis à part la présence de Guérin-Sérac et de Luis Garcia Rodriguez, et une fois l'excitation de la découverte passée, cette réunion ne semble pas non plus devoir être considérée comme le « sommet » du néo-fascisme qu'on avait pu y voir à l'époque.

N'y étaient représentés qu'une demi-douzaine de pays (Allemagne, Belgique, Canada, Espagne, Italie, France et Suisse), « L'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Autriche, le Danemark, la Hollande, le Portugal et la Roumanie étant des absents justifiés » (*sic*), d'après la déclaration finale du congrès. Pour représenter le fascisme français,

1. 9 % des voix, 56 sièges de députés et 26 sièges de sénateurs.

outre Clémenti, il y avait un avocat de Villefranche-sur-Saône, Daniel Louis Burdeyron, ancien correspondant d'Aginter-Presse et militant du S.A.C. lyonnais, le Marseillais Georges Jaymes et MM. Dolbeau et Cormier, délégués du groupe fantomatique « Peuple et Nation ».

Au cours de cette réunion, on parla beaucoup de la situation en Italie et au Portugal, mais il ne semble pas qu'on prît des décisions d'une importance capitale, puisqu'une autre réunion, consacrée à ces deux pays, était convoquée pour la fin du mois de mars 1975. Quant à la résolution finale du « congrès », elle ne contenait guère plus que les banalités habituelles sur la construction de l'Europe et la défense de la race blanche, sans oublier, bien sûr, l'éternel motion réclamant la libération de Rudolf Hess. Tout cela cachait-il réellement la nouvelle « internationale noire »?

« Si, par Internationale, on entend une série de rapports coordonnés tendant vers un même but, alors disons qu'il existe une Internationale national-révolutionnaire qui rassemble tous les groupes néo-fascistes. Elle ne possède pas d'organe de presse ni de siège; elle a uniquement des points de rassemblement », déclarait à la fin du mois de janvier 1975, à l'hebdomadaire italien *Epoca,* le député néo-fasciste Pino Rauti, fondateur d'*Ordine Nuovo*. Rendons justice à cet expert : il semble bien que sa définition de l'internationale noire soit celle qui corresponde le mieux à la réalité.

Il n'existe pas en effet d'organisation centrale coordonnant de façon hiérarchique toutes les activités du néo-fascisme à l'échelle internationale. A cela, une raison essentielle : les théories produites par l'extrême droite sont aussi nombreuses qu'elles sont confuses et sectaires. D'où l'extrême division de ses militants qui, le plus souvent, ne communient que dans leur soif pathologique de l'ordre et leur haine féroce du progrès, que celui-ci se traduise par l'émancipation des peuples et la

décolonisation du tiers monde ou par la poussée des forces populaires dans les pays industrialisés.

Après leurs multiples échecs dans ce domaine, les dirigeants fascistes semblent d'ailleurs avoir abandonné — pour l'instant du moins — l'idée de mettre en place une organisation chargée de la supervision autoritaire des activités de leurs divers mouvements. Mais cela n'exclut pas ce que Rauti appelle les « rapports coordonnés tendant vers un même but » que les organisations d'extrême droite entretiennent entre elles, grâce à des réunions bipartites ou à diverses manifestations internationales, conférences, congrès, etc.

C'est au cours ou en marge de ces réunions que s'échangent les expériences, que s'organisent les réseaux de soutien aux activistes recherchés dans leur pays, voire que se combine l'appui logistique et financier de certaines opérations.

« Officiellement, nous n'avons pas parlé de terrorisme pendant la conférence. Mais naturellement, le soir, dans les tavernes, les conversations portaient sur les rapports opérationnels entre les groupes et les possibilités d'action », avouait, deux ans après le congrès de Munich, l'un de ses participants italiens [1]. Un rapport des policiers italiens chargés de la lutte antiterroriste [2] signalait d'ailleurs que, d'après des informateurs, « l'un des objectifs de la réunion de Munich était l'organisation d'attentats à la dynamite sur tout le territoire italien ».

Parmi les participants à la réunion, les informateurs de la police italienne désignaient un curieux personnage comme lié tout particulièrement à cette opération : le fasciste ukrainien Yaroslav Stetzko, chef du Bloc antibolchevique des nations (A.B.N.). Créé au début des années 50, l'A.B.N., qui regroupe plusieurs organisations de transfuges des pays de l'Est, est financé par la C.I.A. et les services secrets allemands (B.N.D.) et bénéficie d'un soutien impor-

1. In *Epoca*, en août 1974.
2. Cité par le *Corriere della Sera* du 21 août 1974.

tant du parti chrétien-social bavarois de Franz Josef Strauss. Largement dominé par les Ukrainiens de l'O.U.N., l'A.B.N. a son siège à Munich au 67 de la Zeppelinstrasse, un immeuble gardé en permanence par trois hommes armés. Yaroslav Stetzko partage son temps entre Munich et la succursale de l'A.B.N. de Londres, voyageant sous les pseudonymes de Vassili Dankin et Sernon Karbowilsh. L'A.B.N. possède à Munich un bureau de presse qui publie un bulletin bimensuel et qui diffuse sur les pays de l'Est une presse clandestine, régulièrement saisie par les autorités soviétiques. L'A.B.N. réalise en outre de nombreuses émissions de *Radio Free Europe* et *Radio Liberty* (également transmises par la radio franquiste et les émetteurs du Vatican). La surveillance effectuée par les autorités soviétiques et, surtout, les infiltrations du K.G.B. ont porté des coups sérieux à l'organisation ukrainienne et à ses satellites, et les ont contraints à limiter leurs opérations au-delà du rideau de fer (*Win,* voir p. 23).

Ces organisations sont surtout actives aujourd'hui à l'intérieur de la Ligue anticommuniste mondiale (W.A.C.L.), et elles assurent à certains groupes fascistes européens une base d'appui logistique et financière.

La Ligue anticommuniste mondiale

Quelque peu en marge des efforts faits par les organisations d'extrême droite au cours des dix dernières années pour se structurer sur le plan international, il faut mentionner un organisme qui, jouissant d'une assise mondiale, regroupe à la fois des représentants de la droite conservatrice traditionnelle et des militants plus franchement fascistes ou même néo-nazis : la Ligue anticommuniste mondiale (W.A.C.L.). Bien que cette structure ne puisse, du fait même de sa composition, remplir le rôle de l'internationale noire à laquelle peuvent rêver les Pino Rauti et autres Guérin-Sérac, les plus extrémistes de ses membres n'ont cessé depuis sa création de chercher à la contrôler. Ils y ont d'ailleurs pris une place si prépondérante que certains de ses membres plus modérés, notamment américains et anglais, se sont inquiétés de cette évolution. La Ligue anticommuniste mondiale a été créée en 1967 à Taipeh,

sous la houlette du gouvernement de Taiwan. Elle a succédé à la Ligue anticommuniste des peuples d'Asie, A.P.A.C.L., fondée en 1954 à l'initiative des U.S.A., qui est alors devenue sa section asiatique. La Ligue est divisée en sections nationales, elles-mêmes regroupées par régions du globe. Trois autres grandes organisations régionales ont été créées depuis 1967. Aux États-Unis, l'*American Council for World Freedom;* en Amérique du Sud, la *Confederación Anticomunista Latino-americana* (C.A.L.), fondée au Mexique en août 1972, à l'initiative de la *Federación Mexicana Anticomunista* (F.E.M.A.C.O.); et plus récemment, au Moyen-Orient, la Conférence de solidarité du Moyen-Orient (M.E.S.C.), qui a tenu sa première réunion à Beyrouth en mars 1975 [1].

La W.A.C.L. publie un bulletin international réservé à ses militants (*W.A.C.L. Bulletin*) ainsi que de nombreuses revues dont les mensuels *Replica,* édité au Mexique en anglais et en espagnol, et *Asian Outlook,* publié en Extrême-Orient en anglais.

Elle est soutenue financièrement par les gouvernements de Formose, de Corée du Sud, des Philippines et d'Arabie Saoudite. *Asian Outlook* rapportait en novembre 1973 que « le gouvernement saoudien venait de donner 74000 dollars pour appuyer le développement de la W.A.C.L. et aider à ses dépenses ».

En 1974, M. Geoffrey Stewart-Smith, ancien député conservateur et chef de la section britannique de la Ligue, a dénoncé la prise en main de la W.A.C.L. par les fascistes, accusant en particulier les sections sud-américaines et européennes d'être totalement contrôlées par des groupes néo-nazis et antisémites. Plus spécifique-

Rundeu

1. Présidée par l'ancien président libanais Camille Chamoun, cette réunion devait regrouper de nombreuses personnalités réactionnaires arabes, anciens ministres et anciens chefs d'État ou de gouvernement : Mohamed Hassan Obali, ancien chef d'État du Yémen du Sud; Ahmed al-Chami, ancien Premier ministre du Yémen; Abu al-Khair Nijib, ancien ministre de l'Information égyptien; Fethi Tevetoglu, vice-président du parti de la justice turque; Inan Allah khan, secrétaire général du Congrès mondial musulman; etc.

ment, l'ancien député britannique accusait la *Confederación Anticomunista Latino-americana* (C.A.L.), dirigée par le professeur mexicain Raimundo Guerrero, d'être étroitement liée avec des organisations néo-nazies suédoise (*Nordeskriks Partiet*), allemande (*Action Neue Recht*), chilienne (parti national-socialiste ouvrier), argentine (Front national-socialiste), toutes regroupées au sein de l'Union mondiale national-socialiste (W.U.N.S., *World Union National Socialist*). Cette internationale néo-nazie, très marginale en Europe, et quelque peu folklorique (son représentant le plus célèbre est le nazi britannique Colin Jordan), a pris plus d'importance en Amérique du Sud, notamment au Chili et en Argentine, où les coups d'État fascistes des généraux Pinochet et Videla lui ont permis de développer ses activités au grand jour.

Raimundo Guerrero, président de la F.E.M.A.C.O. et de la C.A.L., appartient également, selon le journaliste du *Guardian* Martin Walker, à un puissant groupe d'extrême droite mexicain appelé *Tecos,* qui a participé, à la veille des jeux Olympiques de 1968, au massacre de la place des Trois-Cultures, qui fit plusieurs centaines de morts chez les étudiants mexicains.

Mouvement ultra-intégriste, *Tecos,* que l'on nomme aussi la « Légion du Christ-Roi », dénonce les infiltrations de Juifs et de francs-maçons dans l'Église, appelle au rétablissement d'un ordre chrétien et réclame l'excommunication de Paul VI, qu'il traite de Juif, de drogué et d'hérétique [1].

L'intégrisme est un trait dominant de la *Confederación Anticomunista Latino-americana* qui influence de très nombreux groupes catholiques en Amérique latine, et

1. La F.E.M.A.C.O. a mis en place, à Guadalajara, sa propre université anticommuniste, qui est aujourd'hui également le siège international des mouvements de jeunesse de la W.A.C.L. Martin Walker signale à ce sujet qu'entre 1964 et 1974, l'université de Guadalajara a touché 19,8 millions de dollars de subventions américaines provenant des fondations Ford, Carnegie et Rockefeller et de l'Agence internationale de développement (A.I.D.).

particulièrement les sociétés de « Défense de la Tradition Famille et Propriété », plus connues sous le nom de « Tradition Famille Propriété », très implantées au Brésil et au Chili, où elles ont d'ailleurs joué un rôle important dans les coups d'État militaires qui ont mis fin en 1964 et en 1973 aux gouvernements démocratiques de ces pays. Cette centrale intégriste a des sociétés dans la plupart des pays d'Amérique latine, ainsi qu'aux États-Unis, où elle contrôle l'organisation *Crusade for a Christian Civilisation* [1].

La F.E.M.A.C.O. et la C.A.L. apportent également un soutien important aux groupes d'exilés anticastristes, et plus particulièrement au groupe Alpha 66.

En Europe, c'est évidemment en Espagne que la W.A.C.L. est la plus active. Sa section espagnole était dirigée en 1974 par Jesús Palacio et par le professeur Bartolomé Puiggros, chef du « Groupe intellectuel antimarxiste ». Depuis 1975, c'est avec les guérilleros du Christ-Roi et la colonie fasciste étrangère que ses liens sont les plus étroits [2].

La Ligue est moins bien implantée dans les autres pays européens. Elle entretient néanmoins d'excellentes relations avec le M.S.I. en Italie, et en Allemagne avec le mouvement *Action Neue Recht* et des fonctionnaires de la C.S.U. bavaroise de Franz Josef Strauss. Elle est surtout liée aux groupes d'exilés des pays de l'Est, dont plusieurs mouvements sont des membres associés de la W.A.C.L. : l'Organisation des nationalistes ukrainiens (O.U.N.) de Yaroslav Steztko; le Bloc antibolchevique des nations; le Front de libération Biélorusse; le Mouvement de libération croate, *Captive Nation Week Committee;*

1. « Travail Famille Propriété » a installé en 1974 une antenne à Paris (siège 5, rue du Cirque, Paris 8ᵉ), d'où elle diffuse sur l'Europe l'ensemble des publications de ses sociétés, soit neuf revues : *Catolicismo* édité au Brésil, *Covadonga* au Venezuela, *Crusade for a Christian Civilisation* aux États-Unis, *Cruzada* en Colombie, *Fiducia* au Chili, *Lepanto* en Uruguay, *Reconquista* en Équateur, *Tradición y Acción* au Pérou, *Tradición Familia Propriedad* en Argentine. (*Le Monde diplomatique*, juillet 1974.)
2. Voir chap. suivant.

Ungarkongress; Assembly of Captive European Nations; etc.

En Europe, la W.A.C.L. compte même dans ses rangs quelques vieux « socialistes » de la guerre froide, férocement anticommunistes, comme le représentant italien Yvan Matteo Lombardo, instigateur, avec l'ancien président de la République G. Saragat, de la scission socialiste de droite du P.S.D.I. (parti social-démocrate italien) en 1947 [1].

La section française de la Ligue anticommuniste mondiale est présidée par Suzanne Labin [2], ancien membre de la S.F.I.O., animatrice de nombreuses initiatives anticommunistes durant la guerre froide. On lui doit notamment l'organisation, en décembre 1960 à Paris, d'une « conférence internationale sur la guerre politique des Soviets », et celle d'une conférence identique l'année suivante à Rome.

> Ces conférences, auxquelles ont participé des personnalités appartenant à une cinquantaine de pays, avaient pour but de rassembler « pour la défense de la liberté, par-dessus les barrières doctrinales et nationales, d'éminentes personnalités de la politique, de l'Université, de la diplomatie, du syndicalisme, de la presse ». Dans son comité de patronage figuraient notamment les sénateurs Dodd, Keating, Mundt, l'amiral Burke, les présidents Paul-Henri Spaak, Paul Van Zeeland, Antoine Pinay, René Pleven, Maurice Schumann, Heinrich von Brentano, Fulbert Youlou, Yvan-Matteo Lombardo, Pacciardi, Carlos Lacerda, Jules Romains et Gabriel Marcel (Henri Coston : *Dictionnaire de la politique française*).

Parmi les autres représentants français, on trouve le général Vanuxem, François Duprat, ancien dirigeant d'Ordre nouveau, (il y représente la Ligue canadienne

1. Yvan Matteo Lombardo a été impliqué par la presse italienne dans le complot Sogno (*L'Espresso*, 17 novembre 1974).
2. Suzanne Labin et son mari Édouard Labin figurent sur la liste des contacts d'Aginter et d'Ordre et Tradition établie par la commission d'enquête du S.D.C.I. portugais (contact effectué le 17 décembre 1966).

pour la libération de l'Ukraine!...), l'avocat Georges de Maleville, membre du Front national, Georges Albertini, ainsi que de nombreux transfuges des pays de l'Est. Plusieurs organisations participent aux travaux de la W.A.C.L., soit comme membres associés, soit comme observateurs, en particulier le Cercle d'information civique et social dirigé par Gilles de Couessin et Michel Echivart (un cercle très lié aux milieux catholiques intégristes), l'Union des intellectuels indépendants, dirigée par Claude Adam, ancien membre du P.P.F. de Jacques Doriot, l'Office de formation civique, dirigé par Arnaud de Lassus, etc. [1].

La W.A.C.L. travaille également en liaison avec de nombreux instituts, centres de recherche et revues anticommunistes, financés par les services de renseignements occidentaux, comme l'Institut Oost West de La Haye, dirigé par Mi Van den Heuvel (représentant national de la Hollande à la W.A.C.L.) et dont dépend le Centre d'information et de documentation, « Interdoc », un organisme spécialisé dans le renseignement sur les militants et les organisations de gauche en Europe et sur leurs activités, et financé par les services secrets hollandais [2].

Selon une note du S.I.F.A.R. (service secret italien) datée du 28 octobre 1963 [3], « Interdoc » a été créé au cours d'une réunion tenue du 5 au 8 octobre 1961 à Barbizon, près de Paris, et « les participants décidèrent d'unir dans cette nouvelle organisation tous les efforts et les initiatives pour la lutte contre le communisme sur des bases techniques sérieuses ». La note ne mentionne que les noms des participants italiens : on y trouve, par exemple, celui du professeur Luigi Gedda [4], homme de la C.I.A. et du Vatican. La note du S.I.F.A.R. précise

1. Source : Geoffrey Stewart-Smith, septembre 1975.
Voir également l'Office international.
2. *Libération*, 9 octobre 1975.
3. Citée par Zangrandi, in *Inchiesta sul S.I.F.A.R.*, *op. cit.*
4. Voir chap. : en Italie.

enfin que l'opération a été financée par les services secrets hollandais.

Il existe en Europe tout un réseau d'instituts et de centres de documentation du même type avec lesquels collaborent Interdoc et Oost West, par exemple l'Institut espagnol d'étude stratégique de Madrid, ou l'Institut d'étude stratégique et de défense (I.S.S.E.D.) de Rome qui publie la revue *Politica e Strategia.* Cet institut intéresse d'ailleurs beaucoup tous ceux qui enquêtent sur la stratégie de la tension. Son fondateur, le général Diulio Fanali, a en effet été inculpé dans le complot du prince Borghèse. Quant au directeur de *Politica e Strategia,* Filipo de Jorio, et au codirecteur, E. Beltrametti, ils ont été impliqués respectivement dans le complot Sogno et dans l'enquête sur les bombes de Milan [1].

Mais c'est à Londres que se trouve la plus importante de ces officines anticommunistes : l'*Institute for the Study of Conflict* (I.S.C., Institut pour l'étude des conflits), que dirigent deux journalistes d'extrême droite, Brian Crozier et Robert Moss. Le premier est notamment l'auteur d'une biographie élogieuse du général Franco. Quant à Moss, qui était au Chili à l'époque du coup d'État contre l'Unité populaire, on le considère généralement, à Londres, comme un proche collaborateur du général Pinochet, dont il aurait rédigé plusieurs discours.

La presse britannique a accusé l'*Institute for the Study of Conflict* d'être financé par la C.I.A., en s'appuyant sur les liens très étroits existant entre cet institut et le

1. Les membres de ces divers instituts ont réuni au début du mois de mai 1975 à Florence, sous l'égide du Centro italiano di documentazione e azione sociale (C.I.D.A.S.), une « conférence sur la sécurité de l'Europe ». Étaient présents : l'ancien correspondant italien d'Aginter-Presse Gianno Accame; le général putschiste Diulio Fanali; l'ancien secrétaire général de l'O.T.A.N. Manlio Brosio; Richard Foster du *Stamford Research Institute* de Washington; Michel Garder de l'Institut d'étude stratégique de Paris (cet officier soviétologue est l'un des anciens rédacteurs de la *Lettre Armée-Nation,* ancêtre des réseaux militaires de l'O.A.S.-métropole); Miguel Cuartero de l'Institut d'étude stratégique de Madrid; etc.

Forum World Features, une agence de presse créée par la centrale américaine pour diffuser une propagande antisoviétique dans la presse internationale. I.S.C. reçoit également des fonds de la Fondation Ford et d'un mystérieux « Comité Pinay » de Paris, composé essentiellement, semble-t-il, de membres du C.N.P.F. et dirigé par l'ancien ministre des Finances du général de Gaulle.

Un rapport confidentiel de l'I.S.C., daté du 11 juillet 1972, signale en effet au conseil d'administration de l'institut que, à la suite de discussions à Paris avec le « Comité Pinay », une subvention de 20 000 livres est attendue pour l'année 1973 [1].

Cet institut finance notamment des recherches portant sur tous les types de conflits militaires, économiques et sociaux du monde, traités dans une perspective de contre-guérilla, de contre-subversion, de contre-terrorisme. Bref, il travaille à l'établissement théorique et pratique de la doctrine de la sécurité actuellement en vogue dans les différents pays de l'Alliance atlantique et parmi les alliés politiques des U.S.A.

Les travaux s'adressent essentiellement aux cadres et aux hauts responsables des organisations nationales et supranationales s'occupant de défense et de stratégie économique, ainsi qu'aux organes de décision gouvernementaux ou patronaux. L'O.T.A.N., la C.E.E., les ministères de la Défense et de l'Intérieur des pays de l'Alliance atlantique et plusieurs officines spécialisées reçoivent le résultat de ces études mensuellement, et parfois à un rythme plus accéléré, dans la revue *Conflict Studies*, et dans des rapports spéciaux (*I.S.C. Special Reports*).

1. I.S.C. collabore en France avec la revue d'extrême droite *Le Monde moderne* et le Centre d'étude du monde moderne, créé à Paris en novembre 1974 et auquel participent des militants d'extrême droite et des officiers supérieurs de l'armée française (le général J. Callet, le contre-amiral Peltier, le général F. Pin, etc.).

2

... Mais tout le monde se retrouve à Madrid

Mis à part les réseaux par lesquels, à l'échelon du globe, la droite et l'extrême droite échangent leurs analyses et leurs recherches sur les moyens de lutter contre le communisme et le progrès, il n'existe donc pas, à proprement parler, d'internationale du fascisme. Seulement des rencontres régulières entre activistes et ultras de toutes nationalités.

Mais il peut arriver que, impossible à organiser au niveau des directions d'appareils, une unité se réalise conjoncturellement dans la pratique. Et c'est un peu ce qui s'est produit, ces dernières années, pour les activistes néo-fascistes qui, chacun pour des raisons différentes, se sont retrouvés à Madrid.

Sur cette terre d'Espagne où, depuis quarante ans, le franquisme offre un dernier refuge et une base de repli aux activistes d'extrême droite pourchassés ailleurs, sont arrivés, par vagues, des ultras de toutes nationalités. Ainsi, peu à peu, s'est opéré, à l'ombre du généralissime, un regroupement des forces d'extrême droite, l'expérience des uns venant enrichir celle des autres, jusqu'à la formation, sinon d'une véritable internationale, du moins d'un « orchestre noir » capable d'organiser, depuis sa base madrilène, des interventions communes un peu partout dans le monde.



Le premier gros arrivage d'exilés fascistes à Madrid s'est produit à la Libération. Tandis que les grands

criminels de guerre prenaient pour la plupart la route de l'Amérique du Sud et du Proche-Orient, les autres choisissaient tout naturellement de se réfugier en Espagne et au Portugal. Au début des années 50, on retrouve ainsi à Madrid des hommes comme le colonel S.S. Otto Skorzeny, le chef du mouvement rexiste belge Léon Degrelle, ou le chef de la Garde de fer roumaine Horia Sima. Les fascistes français, eux, ont préféré le Portugal d'Antonio Salazar où leur influence a toujours été très forte.

Une dizaine d'années plus tard, la péninsule Ibérique accueille une seconde vague d'exilés avec la fin de la guerre d'Algérie et le départ en exil de nombreux commandos de l'O.A.S. recherchés en France. Mais c'est surtout à partir de 1970 que s'effectue le regroupement en Espagne des ténors de l'activisme et de l'extrême droite internationale.

Les fascistes italiens de la stratégie de la tension forment le premier contingent. En mars 1971, le prince Borghèse arrive à Madrid, suivi de peu par son bras droit Stefano Delle Chiaie. Puis, au fur et à mesure que l'enquête des magistrats italiens progresse, ce sont tous les activistes impliqués dans les complots de ces dix dernières années qui se réfugient en Espagne.

Marco Pozzan, inculpé pour les attentats de Milan; le milliardaire fasciste Gianni Nardi, accusé du meurtre du commissaire Calabresi; les dirigeants d'*Ordine Nuovo,* Clemente Graziani, Salvatore Francia, Giancarlo Rognoni, Elio Masagrande, tous inculpés pour les attentats sanglants de la Rose des Vents ou pour celui de Brescia; l'ingénieur atomiste Eliodoro Pomar, successeur du prince Borghèse à la tête du *Fronte Nazionale,* poursuivi pour le complot de la Toussaint[1]; Flavio Campo, lieutenant de Delle Chiaie; etc.

Ils sont ainsi plus d'une centaine à trouver asile à

1. Les instigateurs de ce complot comptaient procéder à l'automne 1974 à l'assassinat de plusieurs ministres et organiser la terreur dans le pays en polluant les canalisations d'eau potable de la Péninsule avec des matières radioactives.



Barcelone où fonctionne, depuis une dizaine d'années, un groupe de liaison et d'entraide du fascisme européen, dirigé par Alberto Royuela, secrétaire général de la *Hermandad de la Guardia de Franco*, et Luis Garcia Rodriguez, ex-secrétaire provincial de l'Action phalangiste et agent du contre-espionnage espagnol.

Cette « organisation » utilise comme couverture une entreprise de matériel électrique, 25 calle Villaroel à Barcelone, propriété de Royuela, et quatre sociétés d'import-export que dirige Garcia Rodriguez.

Ces sociétés sont spécialisées dans le trafic d'armes et servent souvent de canaux de financement aux principaux groupes terroristes européens d'extrême droite.

En juillet 1974, un mandat d'arrêt a été lancé en Italie contre Garcia Rodriguez, pour « conspiration politique, association subversive et trafic d'armes », par le juge Luciano Violante. Quelques semaines plus tôt, au cours d'une perquisition dans les locaux d'Europreement, une société d'import-export au nom de Salvatore Francia, le magistrat turinois a découvert des documents prouvant que Garcia Rodriguez avait fourni des armes à un groupe de néo-fascistes italiens, qui projetaient un coup d'État pour le mois d'octobre (le complot de la Toussaint). Poursuivant son enquête sur ce coup d'État, le juge Violante devait également découvrir des liens entre les putschistes et Aginter, en trouvant dans les archives d'un leader du mouvement *Avanguardia Nazionale* impliqué dans l'affaire, Fausto Fabruzzi, un chèque de mille dollars tiré sur une filiale espagnole de la Banque de Panama et signé d'Yves Guillou, c'est-à-dire Guérin-Sérac. Enfin, toujours dans le cadre de cette affaire, au cours d'une autre perquisition, cette fois dans les bureaux d'une entreprise d'import-export de Modène, la M.G.M., le juge Violante découvrait un énorme trafic d'armes international, comportant un projet de vente à des pays africains pour une valeur d'un milliard et demi de dollars.

Selon un protocole trouvé dans les coffres de la M.G.M. (abréviation, semble-t-il, de « Matériel de guerre de Modène »), une partie de cette transaction — environ 10 % — était destinée à un groupe d'extrême droite italien reconstitué autour de l'ancien *Fronte Nazionale* du prince Borghèse. L'enquête sur ce trafic d'armes, confiée pour des

questions de compétence territoriale au tribunal de Rome, devait être classée quelques mois plus tard...

Au printemps 1974, avec la « révolution des œillets » et la chute des colonels grecs, nouvel arrivage en force. Les milliers de fascistes qui vivaient à Athènes et à Lisbonne refluent soudain vers l'Espagne : militaires portugais, agents de la P.I.D.E., barbouzes O.A.S. d'Aginter, etc. Et c'est ainsi que Delle Chiaie retrouve son complice des bombes de Milan, Yves Guérin-Sérac.

Mais Barcelone est aussi le fief des forces démocratiques espagnoles. Au début de l'année 1975, la colonie fasciste italienne décide donc de quitter cette ville pour Madrid, plus sûre. Dans la capitale espagnole, où ils continuent à jouir de la protection des ultras de la Phalange, les Italiens créent une série d'entreprises commerciales qui leur assurent à la fois une couverture et une relative autonomie financière. C'est ainsi que Delle Chiaie et ses hommes ouvrent successivement une pizzeria, l'*Appuntamiento* (qui sera fermée à la fin de l'été 1976, à la suite d'un différend entre Delle Chiaie et ses comparses), une agence de voyages (Transalpina II, plaza de España) et une entreprise d'import-export de poissons, E.N.E.S.I.A., située 37 Nuñez de Balboa.

Durant l'été 1975 arrivent de nouveaux renforts de choix : une équipe de tueurs argentins de la triple A qui suit, dans son second exil madrilène, l'ancien ministre du Bien-Être social de Juan puis Isabel Perón, Lopez Rega, accusé à Buenos Aires de détournements de fonds de l'État. Cet ex-policier, astrologue à demi fou, qui est devenu l'homme fort du gouvernement argentin à la mort de Perón, amène avec lui en Espagne tout son état-major parapolicier : le colonel Navarro, les commissaires Juan Ramón Morales et Rodolfo Almirón, les officiers Edwin Farquharson et José Vicente Labia, etc.

Almirón et Morales sont les assassins du dirigeant de la gauche péroniste Rodolfo Ortega Peña. Exclus des forces de l'ordre en 1973 à cause de leurs liens avec la pègre, ces deux tueurs à gages avaient été réintégrés dans la police de

Buenos Aires à la demande de Lopez Rega et affectés, sur décret présidentiel d'« Isabelita » Perón, « à la réalisation d'actions au service du ministère du Bien-Être social », base opérationnelle de la sinistre triple A.

Une telle réserve d'activistes et de professionnels du terrorisme ne pouvait rester longtemps sans agir. Très vite, ces hommes de main mettent en effet leurs talents au service des guérilleros du Christ-Roi, champions de la répression antibasque.

L'organisation des *Guerrilleros del Christo Rey* a été créée en 1968, à l'initiative de Mariano Sanchez Covisa, un ancien de la division *Azul,* très lié aux milieux intégristes espagnols et sud-américains[1]. Après s'être spécialisés dans les agressions contre les universitaires progressistes, les hommes de Sanchez Covisa sont rapidement devenus, à partir de 1970, les combattants de choc auxquels le gouvernement a discrètement confié la lutte contre les mouvements de libération basques. Avec les hommes de l'orchestre noir et d'anciens commandos Delta de l'O.A.S., les guérilleros du Christ-Roi forment le plus gros des commandos de l'A.T.E. (Antiterrorisme-E.T.A.) qui, sous la haute protection de certains services de police, font la chasse aux séparatistes jusque sur le territoire français. Ils peuvent agir avec d'autant plus d'impunité que l'organisation compte bon nombre de gardes civils et barbouzes de la D.G.S. qui, pour de fortes primes, laissent, le soir venu, leur uniforme au vestiaire pour aller assassiner les militants de l'E.T.A.

La police française a arrêté depuis 1975, dans le Sud-Ouest et en Pays basque, plusieurs activistes français et étrangers des commandos anti-E.T.A. : un Portugais, José Manuel Marquez, titulaire d'un faux passeport australien

1. Un homme semble avoir joué un rôle occulte dans la création des guérilleros du Christ-Roi : il est connu dans les milieux fascistes de Madrid sous le pseudonyme de « Ranzir ». Il vit en Espagne depuis la fin des années 60 sous diverses identités, dont la dernière en date serait Vicario Serato. Il s'agit d'un intégriste argentin qui a été longtemps, au Mexique, le bras droit de Raimundo Guerrero au sein de l'organisation *Tecos*, connue également sous le nom de « Légion du Christ-Roi ».

au nom d'Edwards, un Italien, Roberto Nanni; et les Français Dominique Polidori, né à Bastia, porteur d'un faux passeport italien au nom de Carlo Pelagati, Marcel Cardona, né à Rabat, déjà condamné en France et en Espagne pour trafic d'armes et fausse monnaie, Annie Billard, M. Chabessie, responsable de l'U.S.D.I.F.R.A. pour les départements du Sud-Ouest; etc.

Mais, même avec quelques escapades de l'autre côté des Pyrénées, le territoire espagnol est trop petit pour contenir l'activisme du groupe qui s'est constitué à Madrid. Sous l'impulsion de Guérin-Sérac, habitué au mercenariat « à la pige », l'Orchestre noir va vite étendre ses activités et, profitant des liens entretenus par Aginter avec les divers services secrets occidentaux, offrir ses talents aux régimes amis. Par exemple, le Chili du général Pinochet. La D.I.N.A. (les services spéciaux chiliens) a installé dès 1974 son antenne opérationnelle pour l'Europe à Madrid, où plus de quinze mille Chiliens se sont réfugiés après le coup d'État du 11 septembre 1973. C'est donc très naturellement que les barbouzes de Pinochet se sont adressées aux activistes de la capitale espagnole pour les aider dans leurs opérations contre les résistants en exil. La coopération est facilitée par les contacts existant déjà entre l'extrême droite chilienne et Stefano Delle Chiaie qui s'était rendu à Santiago avec le prince Borghèse quelques mois avant la mort de ce dernier. Les deux fascistes italiens étaient allés réclamer, sous la couverture d'une société d'import-export, des armes et de l'argent à la junte. Bien que le général Pinochet les ait reçus en personne, il ne semble pas que leur démarche ait abouti.

Parmi les opérations que la D.I.N.A. commande à l'Orchestre noir, il y a, par exemple, l'attentat du 6 octobre 1975 au cours duquel le leader de la gauche de la D.C. chilienne et sa femme sont attaqués à la mitraillette dans une rue de Rome. Tous les deux survivront. Mais Anna Leighton restera paralysée. Réalisé par des hommes de Delle Chiaie qui était à Rome quelques jours plus tôt, l'attentat a été organisé

au plus haut niveau par le colonel Pedro Ewing, chef des opérations extérieures de la D.I.N.A., et par son assistant, Luis Bournes Cerda, ancien dirigeant des jeunesses du parti national chilien [1].

Outre la D.I.N.A. de Pinochet, le groupe de Madrid loue ses services à la S.A.V.A.C. du chah d'Iran et au régime raciste de Ian Smith en Rhodésie. Rodés au terrorisme urbain comme aux interventions dans le tiers monde, et armés d'un solide carnet d'adresses, Guérin-Sérac et les hommes de l'Orchestre noir se constituent rapidement en un véritable service « action » de la droite internationale. A défaut d'un cerveau unique, le néo-fascisme a désormais un bras armé qui va servir, sans distinction, les gouvernements réactionnaires, les mouvements de contre-révolution, les services spéciaux ou les intérêts des multinationales. Pour ces mercenaires de la réaction, les premiers ennemis à abattre seront les militaires portugais qui cherchent à liquider le salazarisme. Contre eux, ils luttèrent d'abord au Portugal, puis aux Açores et, enfin, en Afrique. Mais pour les anciens O.A.S. de l' « Orchestre », il y a un autre ennemi de choix : le gouvernement algérien que, avec l'aide du S.D.E.C.E., ils cherchent à déstabiliser. L'isolement progressif des régimes blancs d'Afrique australe offrira aussi à ces défenseurs de l'Occident souverain de belles occasions de prouver leurs talents. Enfin, il y a l'Europe où la « révolution des œillets », la chute des colonels grecs et la mort de Franco, en marquant la fin du fascisme d'État traditionnel, ont retenti comme autant de signaux d'alerte aux oreilles des partisans de la droite la plus dure, les poussant à oublier leurs différences pour préparer l'avenir. Et là aussi, l'Orchestre noir se révélera un instrument de choix.

1. Ces deux hommes sont déjà responsables de l'assassinat, le 30 septembre 1974, du général Carlos Prats, ancien commandant des forces armées chiliennes réfugié en Argentine au lendemain du coup d'État de Pinochet. Ils ont également trempé, au mois d'octobre 1970, dans l'assassinat du général Schneider, organisé par la C.I.A. (voir *Les Complots de la C.I.A.*, Stock, et *Counterspy*, vol. 3, n° 2).

3

L'Orchestre noir à l'œuvre

A LA RECONQUÊTE DU PORTUGAL : L'E.L.P.

Le 7 avril 1976, l'hebdomadaire allemand *Stern* publie le récit explosif d'un journaliste d'extrême gauche, Gunther Walraff [1]. Cet ancien dirigeant du S.D.S. [2] a mis au point, depuis une dizaine d'années, des méthodes d'enquête très spéciales. Pour obtenir des informations sur les projets et pratiques du patronat, de l'armée ou des administrations, il se déguise : en alcoolique pour pénétrer dans un hôpital psychiatrique, en ouvrier pour enquêter sur Ford, ou en indicateur pour connaître les méthodes de la police...

Cette fois, Walraff, déguisé en dirigeant d'une organisation d'extrême droite, a pénétré l'entourage du général Spinola qui a dû fuir le Portugal après l'échec de son coup d'État du 11 mars 1975. Sous son déguisement, Walraff a réussi à rencontrer Spinola en personne, ainsi que les principaux dirigeants du Mouvement démocratique pour la libération du Portugal (M.D.L.P.), créé durant l'été 1975 à l'initiative du général pour regrouper toutes les organisations civiles et militaires de l'extrême droite portugaise.

1. Le récit de Walraff a également été publié dans *Libération* du 9-10 et 11 avril 1976.
2. S.D.S. : *Sozial-Demokratich Studenten*, mouvement étudiant contestataire des années 60.

Dans son article, le journaliste allemand apporte la preuve que Spinola prépare un nouveau putsch pour les élections législatives du 25 avril 1976, au cas où celles-ci verraient la victoire de la gauche. Walraff a enregistré, à l'insu de ses interlocuteurs, toutes les conversations qu'il a eues avec Spinola et ses amis au Portugal, soit près de douze heures de bandes magnétiques.

Il révèle que le général et l'extrême droite portugaise contrôlent au Portugal même, et sur les frontières, une dizaine de milliers d'hommes en armes regroupés dans l'Armée de libération du Portugal (E.L.P.) et prêts à intervenir.

Les amis du général Spinola sont très confiants sur l'issue du putsch qui n'est plus qu'une question de date, car, précisent-ils, « nous avons nos hommes au Conseil de la révolution ». Il s'agit du général Morais da Silva, chef d'état-major de l'armée de l'air, et du général Pires Veloso, commandant la région militaire de Porto.

Les révélations de Walraff vont provisoirement faire tourner court le projet du général Spinola. L'affaire est prise très au sérieux par les autorités helvétiques qui décident de l'expulser de Suisse où il s'était réfugié.

15 février 1975 à Salamanque, Espagne. Il est un peu plus de 14 heures. Dans un luxueux restaurant de la ville, six hommes discutent autour d'une table sans prêter attention au couple de jeunes mariés en voyage de noces qui déjeunent à quelques mètres d'eux. La jeune femme tient dans ses mains un petit appareil de photo. Les six hommes appartiennent à l'E.L.P., l'Armée de libération du Portugal, une organisation inconnue jusqu'alors.

Un mois plus tard, dans la nuit du 23 au 24 mars, le colonel Eurico Corvacho, chef d'état-major de la région de Porto, va en révéler l'existence au cours d'une conférence de presse. Parlant au nom du Conseil de la révolution, le colonel explique que cette organisation, qui a trempé dans la tentative de coup d'État du général

Spinola, le 11 mars précédent, se proposait de « libérer le Portugal du marxisme en pratiquant l'assassinat politique, le terrorisme sélectif, le sabotage et l'action psychologique ».

Eurico Corvacho livre également à la presse de nombreux documents internes sur les commandos de l'E.L.P., ainsi qu'une photo de son état-major prise à Salamanque dans le restaurant *Las Torres*. Les jeunes mariés étaient en fait deux agents du service de renseignements du Mouvement des forces armées. « Nous avions eu connaissance de la réunion de Salamanque, expliquera quelques mois plus tard un officier du S.D.C.I., grâce à des officiers espagnols de l'Union militaire démocratique avec lesquels nous avions pris des contacts. Nous avons ainsi pu remonter une grande partie des filières de l'E.L.P. et contrôler plusieurs autres réunions de son état-major tenues à Verin (Espagne), à l'hôtel des Deux Nations. Cela nous a permis de déjouer un complot à Porto, l'opération " Robin des Bois ", et d'arrêter une trentaine de personnes, mais les chefs de cette opération, deux étrangers, nous ont échappé au dernier moment. »

Au cours de sa conférence de presse, le colonel Corvacho donne également des précisions sur les opérations spectaculaires que comptaient effectuer les membres du complot pour créer un climat d'insécurité dans le pays. Sabotage de l'économie, création artificielle de conflits du travail, exécution de personnalités de gauche, enlèvement d'officiers du Mouvement des forces armées, d'ambassadeurs... et même le parasitage, avec des images de la Vierge de Fatima, des discours télévisés du Premier ministre Vasco Gonçalves et du président de la République Costa Gomes. Deux émetteurs prévus à cet effet, explique le colonel, devaient être installés au nord et au sud de la frontière hispano-portugaise.

Selon le colonel Corvacho, l'E.L.P., qui dispose de fonds importants, utilise pour couverture, au Portugal et dans les pays africains encore sous administration portugaise, deux sociétés commerciales installées en

Espagne : la *Sociedade Mariano Lana Villacampa* (apartado 1134 et 16, calle Augusto Figuera, Madrid), une société fondée en 1962 et appartenant à Mariano Sanchez Covisa, chef des guérilleros du Christ-Roi, et la société Technomotor (51, calle Fleming, Madrid) fondée en 1973, une entreprise s'occupant officiellement de machines agricoles...

Cette société, comme par hasard, est la propriété de la Banque d'Avila dont le principal actionnaire est le duc Herzog von Valencia, autrefois hôte et protecteur d'Otto Skorzeny et du prince Borghèse.

Le chef d'état-major de Porto livre aussi les noms d'emprunt des deux responsables de l'E.L.P. qui ont disparu : un certain Morgan, présenté comme le « directeur du programme », et un certain Joaquin, dit Castor, titulaire du passeport guatémaltèque n° 33100, délivré le 4 octobre 1973 par le consulat du Guatemala à Montréal au nom de Hugh Castor Franklin. Selon Eurico Corvacho, ces deux hommes sont des « spécialistes en déstabilisation et en activisme armé ayant déjà opéré au Guatémala, au Pérou et au Chili lors du coup d'État contre Allende ».

La photo de l'état-major de l'E.L.P. présentée à la presse permet à certains journalistes d'identifier les deux hommes : Morgan n'est autre que Guérin-Sérac, ex-directeur d'Aginter-Presse ; Castor, c'est Jay S. Sablosky, dit Jay Salby, l'un de ses principaux lieutenants. Les quatre autres participants de la réunion de Salamanque sont des Portugais [1].

La présence de Guérin-Sérac au sein de l'E.L.P. en dit long sur la nature de l'organisation découverte à Porto et sur ses objectifs. En deux ans et demi, l'E.L.P. effectuera plusieurs centaines d'attentats dont certains seront très meurtriers.

Les techniques employées par l'E.L.P. sont assez reconnaissables : chargé de la section « action psycholo-

1. Azeredo, Joao Pinto, Vieira de Carvalho, José Rebordao e Esteves Pinto, quatre personnages connus de l'extrême droite politique et militaire.

gique », Guérin-Sérac a calqué ses méthodes sur celles de l'O.A.S., du 5e bureau de l'armée française et, bien sûr, d'Aginter. Les documents saisis à Porto chez les personnes arrêtées au lendemain du 11 mars, en particulier le « Manuel d'instruction général », portent clairement l'empreinte de Guérin-Sérac. La logomachie, les techniques d'organisation, de couverture, d'infiltration, et même les codes utilisés, sont identiques à ceux du manuel interne d'Aginter [1].

Le type d'organisation est classique : l'E.L.P. est divisée en cinq sections spécialisées : politique, renseignement, sécurité, action psychologique et logistique. Les militants, qui forment des cellules de sept personnes au maximum, doivent — explique le Manuel d'instruction général — « avoir de solides couvertures, agir selon des règles précises de foi, d'enthousiasme, de sacrifice, de discipline et de hiérarchie [...] et communiquer toutes les informations à leurs supérieurs au moyen de codes ».

Ces codes, copiés sur ceux du manuel d'Aginter, ne sont pas d'une grande originalité. Par exemple, char : « camion Fiat »; avion : « camion Mercedes »; opération : « vente »; etc. Les noms de villes sont intervertis et les chiffres aussi : Madrid devient Estoril et 1 devient 2, etc. L'E.L.P. a une prédilection pour l'infiltration : les agents — expliquent ses documents — doivent s'infiltrer dans l'armée portugaise et dans les partis d'opposition (C.D.S. et P.P.D.) pour en prendre le contrôle, mais aussi dans le parti socialiste et chez les maoïstes du M.R.P.P. afin de les intoxiquer.

Ces techniques seront appliquées avec un rendement maximum durant l'été 1975, dans le nord du Portugal. L'E.L.P. va en effet se spécialiser dans la transformation des manifestations de soutien à l'Église en affrontements contre la gauche et contre le Mouvement des forces armées, reprenant à son compte les slogans des « maoïstes » du M.R.P.P. : « Ni fascisme ni social-fascisme ! » (Comprendre : ni fascisme ni P.C. et

1. Voir p. 136 et suivantes.

M.F.A.) Cette stratégie de la tension à la portugaise réussira amplement et permettra la déstabilisation du gouvernement Gonçalves.

Une autre opération de guerre psychologique utilisée par l'E.L.P. durant l'été 1975 : une campagne de feux de forêt dans le nord et l'est du pays, à l'aide d'un petit avion A.T. 6 (n° 985 F) larguant systématiquement des bombes au phosphore sur les forêts portugaises [1].

Officieusement, l'E.L.P. a été créée au lendemain du 28 septembre 1974 par des officiers d'extrême droite et un groupe d'industriels [2], en liaison avec le parti libéral et le parti du progrès, deux partis compromis dans la tentative de coup d'État du général Spinola [3]. Deux coups d'État auraient dû avoir lieu fin septembre 1974, simultanément à Lisbonne et en Angola. A Luanda, le parti d'unité angolais (U.P.A.) [4], le seul parti « blanc » allié à des éléments de l'U.N.I.T.A. [5] et à des unités des troupes d'occupation portugaises contrôlées par des spinolistes, devait éliminer l'amiral Rosa Coutinho et le M.P.L.A. d'Agostinho Neto. L'U.P.A. avait engagé pour la besogne les « Oies sauvages », un groupe de mercenaires sud-africains commandés par Mike Hoare, dit le « Fou », et qui avait fait ses classes auprès de Tschombé durant la sécession katangaise. Pour traiter l'affaire, Hoare avait demandé aux colons portugais un

1. *Cambio 16*, 8 septembre 1975.

2. Plus de cinq cents banquiers, industriels et gros propriétaires terriens devaient quitter le Portugal après l'échec du 28 septembre, et parmi eux cinquante des plus grosses fortunes du pays.

3. Ces deux partis, créés après le 25 avril, regroupent de nombreux militaires salazaristes ainsi que d'anciens officiers d'extrême droite, par exemple le général Venancio Deslandes, très lié au général Spinola, et qui, lorsqu'il était au ministère de la Défense, assurait la liaison avec Aginter-Presse.

4. Autour de l'U.P.A., s'était également réunie Unida Angolana, R.U.A., sorte d'armée clandestine constituée par des « pieds-noirs » angolais racistes, qui regroupe près de 20 000 hommes et est dirigée par un ancien officier, le capitaine José Maria Mendoza, soutenu par les services secrets sud-africains.

5. Mouvement de libération pro-occidental dirigé par Jonas Sawimbi et accusé de collaboration avec la P.I.D.E.

demi-million de dollars. Finalement, l'U.P.A. n'ayant pas réuni l'argent et le coup d'État de Spinola à Lisbonne ayant échoué, le projet angolais fut abandonné au dernier moment [1].

A la suite de l'échec du coup d'État en Angola, plusieurs officiers, rejoints par d'anciens agents de la P.I.D.E.-D.G.S., réfugiés en Angola après le 25 avril, rentraient alors clandestinement en métropole. A Lisbonne, ils se mettaient en contact avec les organisateurs de la manifestation de la majorité silencieuse qui aurait dû, le 28 septembre, donner le signal du coup d'État du général Spinola.

Ainsi, créée au début du mois d'octobre, l'Armée de libération du Portugal allait rapidement bénéficier du soutien financier des industriels portugais qui avaient fui Lisbonne après le 25 avril et le 28 septembre 1974.

A la fin du mois, une réunion se tenait à Paris à cet effet. Réunion discrète, ses participants portugais étaient arrivés par avion de Porto via Londres... et étaient descendus chacun dans un hôtel différent du quartier de l'Opéra. Assistaient à cette réunion, selon la revue américaine *Counterspy*, entre autres, le financier Marcel Bulhosa (S.O.N.A.P. et Banque franco-portugaise), l'industriel Manuel Vinhas [3] (propriétaire en Angola des brasseries C.U.C.A.), le marchand d'armes Zoio et l'avocat Martins Soares [4]

Une seconde réunion des dirigeants de l'E.L.P. avait lieu à Paris quelques semaines plus tard, en la présence, cette fois, de l'ex-directeur d'Aginter-Presse,

1. Source gouvernementale américaine citée par *Counterspy*, printemps 1976.

2. Carl Michael et Julie Brooks « E.L.P. Mercenaries Prepare to Invade Portugal », in *Counterspy*, printemps 1976.

3. Très lié au général Spinola et en Angola au F.N.L.A., Vinhas était à cette époque sous le coup d'un mandat d'arrêt portugais pour sa participation au putsch manqué du 28 septembre.

4. L'avocat Martins Soares était sûrement le plus intéressant de tous les participants de ce sommet financier. Avocat de deux sociétés américano-portugaises, il était également celui du M.R.P.P., le Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat, et membre de sa direction. Mort dans un accident de voiture au cours de l'année 1975, Martins Soares devait léguer sa police d'assurance-vie à son organisation politique...

Guérin-Sérac, rentré en France après un séjour en Amérique latine consécutif au coup d'État démocratique du 25 avril 1974 [1]. C'est au cours de cette réunion que Guérin-Sérac devait être investi de la « direction technique » et des programmes d'action psychologique de l'E.L.P.

Guérin-Sérac et son « organisation » vont désormais s'employer à la structuration des commandos de l'E.L.P.

Dès le mois de janvier 1975, ils installent les premiers camps d'entraînement dans les grandes propriétés foncières situées en Espagne, le long de la frontière portugaise. Au mois d'avril, la presse portugaise signale que le « Caballero » Samuel Lupi, un éleveur de taureaux célèbre au Portugal, propriétaire d'un grand domaine dans la région d'Olivença, essaie d'acquérir pour des sommes considérables de grandes propriétés situées — coïncidence — de part et d'autre de la frontière. La presse portugaise accuse formellement Lupi et un autre éleveur de taureaux de combat, le marquis Domeq, d'abriter sur leurs terres les camps d'entraînement de l'E.L.P. [2]. La présence à Badajoz d'une station émettrice mobile, camouflée dans un camion de transport de chevaux et utilisée par l'E.L.P. pour ses émissions de propagande en direction du Portugal, est également révélée. Interrompues pendant quelques mois, ces émissions reprendront au mois de septembre 1975, les radios pirates de l'E.L.P. émettant la nuit sur la longueur d'onde de la B.B.C.

C'est une vieille gloire mercenaire, le Belge Jean Schramme, qui devait assurer l'instruction des premiers commandos. Ancien colon du Congo, celui qui fut le chef des « affreux » au Katanga s'était installé en Angola, puis au Portugal, après la débâcle en 1967 de sa

1. Paris avait été choisi à cause des complicités dont bénéficie en France la réaction portugaise, en particulier dans la D.S.T. qui vient de récupérer l'ancien directeur de la P.I.D.E., Barbieri Cardoso.

2. D'autres camps seront installés par la suite, toujours près de la frontière, à Verin, Salvatierra de Mino, Ayamonte, Tuy et Salamanque.

République de Bukavu[1]. Propriétaire d'un élevage de poulets dans la région de Viseu, Schramme avait quitté le Portugal après le 25 avril et s'était réfugié en Espagne[2].

Les commandos de l'E.L.P. commencent leurs opérations au Portugal au mois de janvier 1975 (mais le sigle n'apparaîtra officiellement qu'après la découverte, fin mars, de l'existence de l'E.L.P. par les autorités de Porto).

« Le recrutement doit être notre tâche prioritaire, expliquent les documents de l'E.L.P. saisis à Porto, il faut rechercher du côté des amis, des collègues de travail, des familiers [...] mais il faut contacter des individus politiquement sûrs. » Le recrutement se fait tout naturellement chez les anciens membres des organisations fascistes de l'époque salazariste, l'Alliance nationale populaire, la Légion portugaise, les anciens agents de la P.I.D.E., et bien sûr, à partir de l'été 1975, chez les *retornados,* les rapatriés des anciennes colonies portugaises.

Les « pieds-noirs » d'Angola constituent un bouillon de culture idéal pour une entreprise ayant de nombreux points communs avec l'O.A.S. A l'étranger, et principalement en Espagne, l'E.L.P. enrôle parmi les exilés portugais qui ont fui la « Révolution des œillets » du 25 avril, et les contrecoups des 28 septembre 1974 et 11 mars 1975. (On estimait au mois d'août 1975 cette émigration à plus de 80 000 personnes.) L'E.L.P. recrute également par voie de presse. Les journaux portugais publient, durant l'été 1975, des petites annonces ainsi rédigées : « Pour gagner beaucoup d'argent. Nous offrons la possibilité de gagner 15 000 escudos mensuels. Écrire d'urgence : " Croisade verte internationale " apt 12105 Barcelone Espagne. »

1. Voir chap. « Le métier de la contre-révolution... » Les renforts attendus d'Angola n'étant pas arrivés, Schramme et ses mercenaires, devant l'offensive des troupes congolaises de Mobutu, se replièrent dans la ville de Bukavu, sur le lac Kivu, avant de se réfugier le 5 novembre 1967 au Ruanda.

2. Selon *Counterspy,* Schramme travaillait en 1975 dans une maison d'édition hispano-américaine à Madrid.

« Nous avons été rapidement intrigués par ces annonces, raconte un officier du S.D.C.I. Renseignements pris, la " Croisade verte internationale " s'occupait de culture de champignons. Nous avons trouvé cela encore plus étrange. Une enquête nous a permis de vérifier qu'il s'agissait en fait d'une officine de recrutement de l'E.L.P. La couverture était un peu grosse. Quel besoin y avait-il de recruter au Portugal des hommes avec un salaire aussi élevé pour cultiver des champignons?... »

Quinze mille escudos représentent en août 1975 le salaire d'un ministre portugais. Dans un pays où crise, chômage et misère sont encore le lot quotidien de la population, une telle somme avait de quoi encourager les pires vocations... L'E.L.P. installe aussi une agence de recrutement à Madrid, Casa Nuestra, Señora de Fatima (Tél. : 248 48 26).

L'E.L.P. compte également de nombreux mercenaires dans ses rangs. Outre les anciens O.A.S. d'Aginter, de nombreux Espagnols des organisations ultra-fascistes lui prêtent main-forte. Sanchez Covisa et ses guérilleros du Christ-Roi fournissent à l'E.L.P. une aide importante en lui assurant la couverture de sociétés bidons et en organisant pour son compte un bureau de recrutement dans le sud-ouest de la France près de Perpignan. C'est là que l' « Armée de libération du Portugal » donnera sa première conférence de presse au mois d'avril 1975. En fait, dès les premiers mois de 1975, l'E.L.P. va bénéficier d'une véritable mobilisation générale du fascisme international, comparable à celle qu'avait suscitée l'O.A.S. D'Espagne, de France, d'Italie, d'Afrique du Sud, du Brésil et des États-Unis, argent, armes et hommes confluent vers le Portugal et les colonies portugaises.

Si, à partir du printemps 1975, la réaction portugaise et internationale semble avoir provisoirement accepté d'abandonner la Guinée-Bissau et le Mozambique (dans ces deux pays, les mouvements de libération n'avaient pas de concurrents et étaient largement soutenus par les populations), en Angola, en revanche, s'appuyant sur

deux mouvements de libération, l'U.N.I.T.A. et le F.N.L.A., la droite portugaise, aidée par la C.I.A. et les services secrets français, devait se battre jusqu'au bout pour garder le contrôle politique et économique du pays. Espérant, avec la liquidation du M.P.L.A. et la prise du pouvoir par des hommes comme Holden Roberto ou Jonas Sawimbi [1], créer une situation de type néo-colonialiste à la gabonaise ou à l'ivoirienne.

Il est très difficile, dans ces conditions, de dissocier les situations portugaise et angolaise. Ainsi, l'E.L.P. opérera en Angola dans les rangs du F.N.L.A., tandis que de nombreux mercenaires recrutés initialement pour combattre en Afrique seront utilisés pour des actions terroristes au Portugal.

A la même époque, un milliardaire suisse, Hans Lenzlinger faisait un appel d'offre, par voie d'annonce dans des journaux suisses et allemands, aux mercenaires du monde entier, afin de constituer une armée pour envahir le Mozambique. « Je compte sur cinq cents Suédois parce que c'est une race pure et honnête, je cherche le reste en Allemagne et en Autriche », expliquait Lenzlinger dans un entretien [2]. « Nous mènerons, précisait-il, une guerre propre et efficace. » Le milliardaire offrait un salaire de 1 000 dollars par mois aux simples soldats et de 2 200 dollars aux officiers. Le financement était assuré, disait-il, par certaines familles portugaises qui voulaient empêcher l'indépendance de leur ancienne colonie. Au mois de septembre 1974, les dirigeants du F.R.E.L.I.M.O. [3] avaient déjà eu à s'opposer à une tentative de sécession « à la rhodésienne » de

1. Beau-frère du président zaïrois Mobutu — lui aussi agent de la C.I.A. — Holden Roberto, selon des sources américaines, a reçu personnellement, depuis 1962, une somme de 10 000 dollars par an de la part de l'agence de renseignements U.S.
Dissident du F.N.L.A., Sawimbi a créé l'U.N.I.T.A. au milieu des années 60. Le bimensuel *Afrique-Asie* a publié durant l'été 1974 des documents de la P.I.D.E. prouvant les liens de Sawimbi avec des officiers des services secrets salazaristes.

2. *Il secolo XIX*, 24 novembre 1974, *Libération*, 25 novembre.

3. F.R.E.L.I.M.O. : Front de libération du Mozambique.

la minorité blanche, qui s'était soldée par plusieurs centaines de morts.

Ces mercenaires devaient, selon les plans de Lenzlinger, se rassembler au début du mois de décembre dans le port de Gênes, s'y embarquer et retrouver quelque part en mer un bateau transportant une cargaison de mitraillettes M 16. Devant la menace d'une grève du syndicat des dockers italiens et de manifestations d'anciens résistants, le milliardaire suisse abandonna apparemment son entreprise. On ne sait pas précisément ce qui advint des « troupes » de Lenzlinger, mais — coïncidence — un nouveau plan d'invasion du Mozambique était déjoué quelques mois plus tard par le F.R.E.L.I.M.O.

« Dans la dernière semaine du mois de mars, un vaste réseau d'agents contre-révolutionnaires fut démantelé au Mozambique par la police judiciaire et les forces armées mixtes. Des contacts avaient été pris avec des militaires afin qu'ils facilitent l'entrée d'armes et de munitions destinées à des éléments hostiles au F.R.E.L.I.M.O. et au processus de décolonisation; démasqués, les auteurs de cette tentative de coup de force s'enfuirent en Rhodésie [1]. »

Par ailleurs, des informations circulant à Lisbonne donnent à penser qu'une partie des mercenaires de Lenzlinger devait rejoindre l'E.L.P. en Espagne avant de se rendre, en juin 1975, en Angola pour combattre aux côtés du F.N.L.A. et de l'U.N.I.T.A.

Le groupe Paladin

A propos de Hans Lenzlinger, une coïncidence mérite d'être signalée. Le milliardaire suisse a fait sa fortune en dirigeant depuis de nombreuses années une organisation spécialisée dans le passage des transfuges d'Est vers

1. *Afrique-Asie*, 25 avril 1975.

l'Ouest. Cette organisation, qui porte le nom de « La Filière », avait en 1974 son siège à Zurich.

Curieusement, c'est aussi à Zurich que se trouvait, à la même époque, le siège de l'agence Paladin, spécialisée elle aussi dans le recrutement de mercenaires et les opérations anticommunistes.

« Le danger n'est pas un obstacle! Passez vos commandes, le groupe Paladin les exécutera à l'échelle nationale et internationale, même derrière les rideaux de fer et de bambou. Totale discrétion assurée. Des experts qualifiés dans de nombreux domaines sont à votre disposition, prêts à se rendre dans n'importe quelle partie du monde pour y exécuter vos ordres avec succès. Toutes les réponses et les commandes demeurent strictement confidentielles et ne seront jamais communiquées à des tiers. Répondre à GROUPE PALADIN c/o Dr G. H. von Schubert « El Panorama » 9e Albuferete Alicante Espagne. »

Ces curieuses annonces, rédigées en anglais, étaient publiées par divers quotidiens et magazines européens, au mois de juin 1971 [1]. Ce groupe Paladin qui fournit, à la demande, mercenaires, espions et tueurs est dirigé par un vieux cheval de retour du fascisme international : Gerard Harmut von Schubert a fait ses classes en Allemagne nazie, au ministère de la Propagande du Dr Goebbels. Après la guerre, avec l'ancien adjoint de Goebbels, Johanes von Leers, dit Omar Amin, il sert dans les services spéciaux argentins, puis à la chute de Perón, en 1955, en Égypte, où von Leers dirige pendant quelques années un bureau des services de propagande.

Las, semble-t-il, de jouer les hommes de main, von Schubert décide en 1970 de se mettre à son compte, et fonde en Espagne le groupe Paladin. Patiemment, il regroupe un personnel de spécialistes parfaitement qualifiés et peu regardants sur le travail proposé. Il recrute

1. « Le groupe Paladin recherche : 1 pilote (licence commerciale), 2 spécialistes en électronique, 2 spécialistes en explosifs, 3 photographes [...] 6 ex-marines, 2 experts en camouflage, 2 spécialistes en chinois, 2 spécialistes en vietnamien, 1 psychologue », etc. Pour quoi faire?

essentiellement dans les milieux d'extrême droite et chez les anciens de l'O.A.S.

Il n'existe aucune photo de von Schubert. Un Français, ancien commando Delta d'Alger, le décrit en ces termes : « J'ai rencontré von Schubert il y a quelques années en Espagne où je travaillais pour la D.G.S. [services spéciaux espagnols]. C'est un vrai génie de la guerre secrète, un personnage étonnant et mystérieux. Impossible de lui mettre un visage. A part son personnel, qu'il sélectionnait et formait lui-même, je crois que peu de gens l'ont vraiment rencontré [...]. En matière de renseignements et comme service " action ", son agence était sûrement la plus sérieuse; il était, en tout, totalement couvert par les services secrets et le gouvernement espagnol... »

Fort de cette couverture, von Schubert installe son quartier général à Alicante. En homme d'affaires avisé, il ouvre également des bureaux à Genève et à Zurich, utilisant pour ses transactions l'éternel compte à numéro.

De solides amitiés dans une grande partie de l'extrême droite européenne — en particulier chez les anciens S.S. — et de bons rapports avec les services secrets occidentaux vont lui permettre d'installer des succursales à Paris, Bruxelles, Rome et Londres. Il en confie la direction à quelques anciens S.S., par exemple le Belge Jean-Robert Debbautd.

Le travail ne manque pas pour les hommes de Paladin. Le gouvernement espagnol est le premier à faire appel à eux et leur confie des actions de « contre-terrorisme » : assassinat de dirigeants de l'E.T.A. réfugiés en France, infiltration dans l'extrême gauche, etc. [1]. Puis, les clients successifs de Paladin seront — la liste n'est pas exhaustive — les services secrets grecs, le trust ouest-allemand Reinmetall, le groupe britannique Cadbury's, le gouvernement vietnamien et, plus récemment, l'E.L.P. [2].

1. *Libération*, 22 et 23 février 1974.
2. *Ibid.*, 25 mai 1974.

Généralement, Paladin utilisera comme couverture une société de vente d'armes, la *World Arm Co*, dont von Schubert est évidemment le P.-D.G. et qui a son siège à Zurich à la même adresse que le groupe Paladin.

L'enquête sur Paladin publiée par un quotidien parisien [1] embarrassera suffisamment le groupe pour qu'il déserte précipitamment, laissant plusieurs mois de loyer impayé, l'antenne parisienne du 15, avenue Victor-Hugo, qu'il partageait aussi avec la *World Arm Co* [2].

A la suite des révélations de *Libération*, largement reprises par la presse italienne qui s'intéresse également aux activités du groupe dans la Péninsule — où Paladin est accusé d'avoir trempé dans certains attentats — von Schubert décide de mettre son agence en sommeil. Il ferme tous ses bureaux et disparaît sans laisser d'adresse...

Après la tentative de putsch du 11 mars et malgré les arrestations de Porto, l'E.L.P. va connaître un développement extrêmement rapide. De nombreux officiers impliqués dans le coup de Spinola viennent rejoindre ses rangs. Un regroupement de toutes les forces d'extrême droite va s'opérer autour de l'E.L.P. qui, en quelques mois, passe de huit cents hommes armés (mars 1975) à plus de deux mille au mois de juillet. Deux officiers spinolistes, le capitaine Alpoim Calvao et le lieutenant-colonel Santos e Castro, prennent la direction de cette « armée ».

Né en Angola, Alpoim Calvao était considéré dans l'armée coloniale portugaise comme l'un des meilleurs spécialistes de la contre-guérilla. Il avait participé au Mozambique à la formation des *Flechas* [3] du milliardaire portugais Jorge Jardim, une bande de merce-

1. *Libération*, 22-23 février et 25 mai 1974.
2. A cette adresse, on trouve aussi la firme I.B.O.S. (*International Business Offices Service*) qui, d'après « *B. comme Barbouze* », héberge plusieurs sociétés contrôlées par les réseaux Foccart.
3. Mercenaires noirs encadrés par des colons portugais et basés dans les propriétés du milliardaire Jorge Jardim, de part et d'autre de la frontière entre le Mozambique et le Malawi.

naires africains qui pratiquaient la guérilla contre le F.R.E.L.I.M.O. Accusé de massacres en Guinée-Bissau, Calvao avait été cité par la presse portugaise bien avant le 11 mars 1975. Il avait en effet trempé dans l'assassinat d'Amilcar Cabral, le chef historique du parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.), abattu à Conakry le 20 janvier 1973, et dans la tentative d'invasion de la Guinée-Conakry en 1972. Pour ces deux opérations, les commandos portugais avaient bénéficié de la complicité du S.D.E.C.E. français. De passage à Rome en septembre 1975, Luis Cabral, chef du gouvernement de la Guinée-Bissau, devait déclarer au cours d'une conférence de presse qu'il possédait les preuves formelles que l'assassinat de son frère avait été organisé sur l'ordre du... général Spinola qui commandait, à l'époque, des troupes coloniales portugaises en Guinée-Bissau.

Le lieutenant-colonel Santos e Castro est, lui, un ancien chef des commandos de l'armée portugaise en Angola. Spinoliste, il quitte l'Angola en octobre 1974, après le coup d'État manqué, et s'installe en Espagne dans la région de Vigo où il constitue des groupes de commandos qui seront plus tard intégrés dans l'E.L.P. Durant plusieurs mois, Santos e Castro partage son temps entre l'Espagne, l'Afrique du Sud et l'Angola où il est devenu conseiller militaire de Holden Roberto. Au début de l'été 1975, une bonne partie des troupes de l'E.L.P. ont rejoint sous ses ordres les troupes du F.N.L.A. pour combattre le M.P.L.A., puis les troupes cubaines. Santos e Castro restera, jusqu'à la débâcle du F.N.L.A., le principal conseiller de Holden Roberto. En janvier 1976, alors que les forces du F.N.L.A. subissent le *Blitzkrieg* cubain, Santos e Castro tentera en vain de constituer en Espagne un nouveau corps expéditionnaire. Il n'embauchera finalement que 47 officiers spinolistes qui rejoindront trop tard le quartier général de Holden Roberto au Zaïre [1].

1. *Newsweek International*, 9 février 1976.

Si, dans les colonies portugaises, l'E.L.P. subit une cuisante défaite, en métropole, en revanche, sa situation demeure excellente. La crise politique de l'été 1975, ouverte par le parti socialiste de Mario Soares et accélérée par la chute du gouvernement du général Vasco Gonçalves, va permettre à l'E.L.P., sous la direction du capitaine Calvao, d'obtenir d'importants succès dans le nord du pays.

Le Portugal est à cette époque coupé en deux. Dans le Sud et la région de Lisbonne, la gauche est très largement majoritaire, mais le Nord est retombé aux mains de la réaction.

L'hostilité de la population du Nord au Mouvement des forces armées — les promesses des équipes de dynamisation culturelle [1] n'ont pas été suivies d'effet — favorise l'implantation des commandos de l'E.L.P. « Calvao circule comme il veut dans le Nord, expliquait à la mi-août 1975 un officier du quartier général de Porto. Dans la région de Bragance, les complicités dans la population sont telles que l'E.L.P. est pratiquement comme un poisson dans l'eau. Si demain, Spinola arrivait à Bragance, il serait accueilli comme un libérateur. L'E.L.P. a vraiment réussi son action psychologique. » Et l'officier poursuivait en racontant une histoire rapportée par une équipe de dynamisation culturelle : « Où sont tes deux fils? » demande l'un des officiers du M.F.A. à un paysan. « Ils font leur service militaire. » Comme on lui fait remarquer que ses fils ont déjà combattu en Angola, le paysan répond alors : « Oui, mais cette fois, ils font leur service avec la nouvelle armée portugaise, l'E.L.P... »

Les informations les plus intéressantes sur la situation dans le nord du Portugal à la fin de l'été 1975 seront données par un journaliste britannique proche de la C.I.A., dans la lettre confidentielle de la revue *The Economist : Foreign Report*.

1. Équipes de militaires parcourant les campagnes pour expliquer le sens du coup d'État du 25 avril.

« L'indication la plus révélatrice, écrivait Robert Moss, sur qui détient le pouvoir dans le Nord, c'est une récente série d'assassinats de dirigeants du P.C. Des leaders des groupes paramilitaires de droite sont disposés à en parler avec franchise. Ils déclarent que depuis l'alliance entre les forces d'Alpoim Calvao et de Santos e Castro, des instructions ont été données pour que cessent ces assassinats dont la plupart ont été faits en représailles après des attaques contre des dirigeants de droite (il y a eu deux tentatives d'assassinat contre un chef de district de l'E.L.P.). Il est impossible de déterminer le nombre d'assassinats, mais selon des informations sérieuses, il y en aurait eu parfois jusqu'à quatre dans une seule nuit. »

Au mois de juillet 1975, l'E.L.P. et les autres organisations militaires d'extrême droite décident de fusionner avec l'opposition civile du général Spinola. L'E.L.P. lève donc définitivement l'exclusive prononcée au mois d'avril 1975 contre Spinola, « ce Kerenski qui a fait le lit du communisme ».

A la fin du mois d'août, Spinola annonce la création du M.D.L.P. (Mouvement démocratique pour la libération du Portugal) et la constitution d'un directoire formé de l'ancien ministre de Caetano, Costa Dias, du lieutenant-colonel Dias de Lima, l'un des organisateurs de la manifestation du 28 septembre, de Rapazorte, ex-ministre de Caetano, du major Sanchez Osario, ancien ministre de l'Information de Spinola, et des responsables militaires de l'E.L.P., Alpoim Calvao et Santos e Castro.

Cette fusion provoque une nouvelle progression de l'E.L.P., confondue, désormais, avec le M.D.L.P. dont elle est le principal bras armé. L'afflux en métropole des *retornados*. les « pieds-noirs » des colonies portugaises, dans les mois qui précèdent la déclaration d'indépendance de l'Angola le 11 novembre 1975, fournit à l'E.L.P. de nouvelles troupes. Ils sont plusieurs centaines de milliers à rentrer en métropole; beaucoup ont gardé leurs armes...

A la fin de l'automne 1975, *Foreign Report* estime les forces de l'E.L.P. à 6000 hommes.

Les Américains avaient été pris de court par la « révolution des œillets » dont ils n'avaient pas saisi la signification profonde. Les services d'information de leur ambassade à Lisbonne étaient restés étonnamment muets sur le processus révolutionnaire en cours depuis plusieurs mois [1].

La présence de Spinola à la tête de l'État les avait provisoirement rassurés. Mais au mois de juillet, le colonel Vasco Gonçalves, proche des communistes, devenant Premier ministre, les relations entre le Mouvement des forces armées et le général Spinola se détérioraient, et les États-Unis abandonnaient l'expectative.

D'abord discrète, l'intervention de la C.I.A. se faisait massive au début de l'automne 1974. Entre-temps, le général Spinola avait été contraint de se retirer du pouvoir à la suite de sa tentative de putsch du 28 septembre. Au mois d'octobre, le général Otelo de Carvalho accusait ouvertement les Américains de comploter contre le régime et d'avoir envoyé au Portugal plus d'une centaine d'agents. L'ambassadeur américain, Stuart Nash Scott, jugé trop mou par Kissinger, était limogé et remplacé à la mi-janvier par Frank Charles Carlucci [2].

Devant le glissement vers l'extrême gauche du gouvernement militaire portugais, un retour au pouvoir du général Spinola devenait la seule solution acceptable pour Washington... Trois options s'offraient aux stratèges du Département d'État : soit la déstabilisation, du type de celle employée au Chili contre Salvador Allende;

1. Rapport de la sous-commission sur l'Afrique de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants, *The complex of United State Portugese Relation*, 1974.

2. A la suite d'une enquête du sous-directeur de la C.I.A., le général Vernon Walthers Stuart Nash Scott était accusé de ne pas avoir su apprécier précisément le général Vasco Gonçalves.

soit l'isolement économique, tactique utilisée contre Cuba; soit une politique de pressions diplomatiques traditionnelle [1].

Les faits devaient démontrer qu'Henry Kissinger avait choisi la première. Frank C. Carlucci, que des fonctions au bureau politique de l'ambassade U.S. au Brésil avaient rompu aux techniques de la déstabilisation, était chargé de sa mise en œuvre. Carlucci s'était fait de solides relations dans les milieux de la droite brésilienne; il était très lié, en particulier, avec l'ancien gouverneur Carlos Lacerda, instigateur du coup d'État militaire contre le gouvernement démocratique de Joao Goulart, et aussi au général Spinola... Lacerda sera d'ailleurs accusé d'avoir trempé dans le coup d'État du 11 mars...

Carlucci s'entoure aussitôt des hommes de la C.I.A. qui ont opéré au Brésil entre 1962 et 1963 [2].

Les services secrets brésiliens viennent également à l'aide de leurs homologues américains : plus de 80 agents du S.N.I. arrivent à Lisbonne durant l'hiver 1975, accompagnés de l'ancien directeur de la D.O.P.S. [3], Celso Telles.

L'aide brésilienne à la réaction portugaise se poursuivra jusqu'à l'été 1976, par l'envoi systématique de « volontaires anticommunistes » pour combattre dans les rangs de l'E.L.P. [4]. De Miami, arriveront aussi une centaine de Cubains anticastristes, liés ou non à la C.I.A.

Malgré tout, Carlucci déclare à l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16 :* « Je n'ai aucune information sur l'E.L.P., nous ne les aidons pas et je ne sais rien à leur sujet [5]. » Pourtant, Carlucci avait rencontré, au début

1. Tad Szulc, *Foreign Affairs.*

2. Le chef d'antenne de la C.I.A. à Lisbonne John S. Morgan et son adjoint James N. Lawler avaient servi tous les deux au Brésil durant les années 60, à l'époque où Carlucci était conseiller politique à l'ambassade U.S. à Rio de Janeiro.

3. S.N.I. : Service national d'information; services secrets brésiliens. D.O.P.S. : Département d'ordre public et social; police politique brésilienne.

4. *Counterspy, op. cit.*

5. *Cambio 16,* 18 août 1975.

du mois d'août, le général Spinola, dans la base américaine de Tojerón en Espagne.

Le mystère subsiste sur le contenu de leurs conversations. L'ambassadeur américain a-t-il donné le feu vert à la création, quelques jours plus tard, du M.D.L.P.? Toujours est-il que l'ex-général se lance aussitôt dans une intense activité politique et « diplomatique ».

Mi-août, il déjeune à Madrid avec Sanchez Covisa, au restaurant *Le Provençal,* tenu par un Français.

Deux jours plus tard, il est à Bonn où il rencontre le banquier Otto Abs et Franz Josef Strauss, chef du parti chrétien-social bavarois.

Début septembre, il arrive à Paris et s'intalle avec la bénédiction du gouvernement français au vingt-cinquième étage de l'hôtel Sheraton. Discrètement, il va recevoir, durant une semaine, hommes politiques, financiers, agents secrets et trafiquants d'armes. Un document du S.D.C.I.[1] établit que le général a reçu notamment le milliardaire mozambicain Jorge Jardim; le banquier Champalimaud; le représentant de l'U.N.I.T.A. dans la capitale française, N'Zau; Dias de Lima; le dirigeant du C.D.S. Freitas do Amaral; le dirigeant du parti socialiste portugais Manuel Allegre; le trafiquant d'armes belge César Dauwe; un représentant de la firme allemande Merex; un représentant de la société M.G.M.[2] et le colonel Lageneste, un officier du S.D.E.C.E. Spinola rencontre aussi à son domicile le chef d'antenne de la C.I.A. à Paris, Eugen Burgstaller.

Enfin, à la fin du mois de septembre, Spinola se rend à Lausanne pour rencontrer John MacCone, ancien directeur de la C.I.A., devenu directeur du tristement célèbre conglomérat I.T.T. Selon le magazine américain *Counterspy,* cette tournée européenne aurait valu à l'E.L.P.-M.D.L.P. une contribution de plusieurs centaines de milliers de dollars assurée par plusieurs firmes multinationales (dont 300 000 dollars d'I.T.T.), une

1. Services secrets du M.F.A. portugais.
2. Voir p. 309.

contribution qui vient s'ajouter aux nombreux subsides brésiliens coordonnés par l'association *Viva Portugal* et les banques *Pinto Magalhes* et *Sociedade Financiera.*

Le processus de restauration engagé par la droite modérée ne va pas pour autant tempérer l'agressivité de l'extrême droite portugaise, même si l'E.L.P. n'interviendra pas durant les jours qui suivront le 25 novembre. Ses commandos reprennent brutalement l'offensive au début du mois de janvier 1976, multipliant les attentats (près d'une centaine en moins d'un mois). Au mois de février, les deux bataillons de l'E.L.P. transférés quelques mois plus tôt en Angola, pour combattre aux côtés d'Holden Roberto, sont rapatriés vers l'Espagne et le Portugal.

Aidé du corps expéditionnaire cubain, le M.P.L.A. a remporté une victoire totale sur l'U.N.I.T.A. et le F.N.L.A., les deux mouvements de libération pro-occidentaux.

Ces renforts de troupes vont stimuler les dirigeants de l'E.L.P. dont le virage à droite du nouveau gouvernement n'a pas tempéré l'hostilité. Ainsi, au début du mois d'avril, apprend-on que l'E.L.P.-M.D.L.P. contrôle une dizaine de milliers d'hommes prêts à intervenir en cas de victoire de la gauche aux élections législatives du 25 avril. Les révélations de Gunther Walraff vont bloquer prématurément l'initiative du général Spinola.

En juin, la victoire aux élections présidentielles du candidat de la droite, le général Ramalho Eanes, suscite une crise au sein de l'E.L.P.-M.D.L.P. Ses dirigeants spinolistes ont appelé à voter pour le chef d'état-major de l'armée portugaise, sa victoire est considérée comme encourageante.

Mais les dirigeants de l'E.L.P. sont partagés sur l'attitude à prendre concernant le processus de restauration qui se confirme. Les spinolistes préconisent la mise en veilleuse des activités militaires de l'E.L.P., et

l'attentisme devant le glissement à droite qui s'opère. Au contraire, Alpoim Calvao et les durs de l'E.L.P. considèrent que la politique du nouveau régime portugais ouvre la voie à un accroissement des actions de l'« armée secrète ».

Faisant, semble-t-il, confiance au réformisme musclé du couple Eanes-Soares pour éliminer définitivement toutes les séquelles de la « révolution des œillets », la droite internationale tranchera en faveur des premiers.

L'E.L.P. n'a pas disparu pour autant. Elle reste un recours possible en cas d'échec de la politique du général Eanes.

Alpoim Calvao, pour sa part, n'a pas renoncé à se battre. En septembre 1976, on signalait sa présence à Paris. Par l'intermédiaire d'un journaliste britannique, il achetait des armes. Au début du mois d'octobre, des bombes éclataient à nouveau à Lisbonne...

LE « FRONT DE LIBÉRATION DES AÇORES »

En 1967 et en 1973, la base américaine de Lages, aux Açores, a servi de relais aux avions géants américains qui ravitaillaient militairement l'État juif durant les deux conflits israélo-arabes. Le Portugal, qui administre les Açores, était en effet le seul membre de l'O.T.A.N. à autoriser ouvertement les États-Unis à utiliser leur territoire pour des opérations ne concernant pas directement la défense de l'Alliance atlantique. Cette autorisation est contenue dans une clause secrète du contrat de location de la base aéronavale des Açores.

Ce bail arrivait justement à expiration le 6 février 1974. Et, le 25 avril, au moment du coup d'État portugais, il n'avait pas encore été renouvelé. Caetano, ayant compris l'importance stratégique de la base de Lages, faisait durer les négociations depuis des mois. En contrepartie du renouvellement du contrat, il réclamait

un prêt financier considérable ainsi que d'importantes fournitures militaires [1].

Pour les nouveaux dirigeants portugais, une fois passé l'intermède « modéré » du général Spinola, le problème ne se pose plus tant en termes financiers qu'en termes politiques. Si le renouvellement du bail ne fait pas de problème, Lisbonne ne veut plus entendre parler de la clause secrète. Le général Vasco Gonçalves, chef du gouvernement, le fait savoir poliment mais fermement au gouvernement américain.

Or, pour Washington, l'intérêt principal des Açores est justement d'offrir une base autonome pour les indispensables escales techniques des avions militaires américains faisant route vers le Proche-Orient, mais aussi vers le continent africain, et plus particulièrement l'Afrique australe, comme cela s'est vérifié durant le complot angolais.

> La C.I.A. s'est en effet servie de la base de Lages, durant l'automne 1975, pour un porte-avions et trois destroyers de la marine. Le porte-avions *Independance* a été mis en alerte permanente avec quatre à cinq mille hommes et 90 « Phantom » à bord. Ces avions étaient prêts à décoller à toute heure pour effectuer des vols d'appui tactique et des bombardements en Angola. Selon un témoin oculaire, l'*Independance*, qui se trouvait encore aux Açores à la fin décembre, a appareillé début janvier pour les côtes angolaises, accompagné par le croiseur *Boston*. Ce navire, officiellement désarmé depuis novembre 1973, a été récupéré par la centrale de renseignements américaine pour ses opérations clandestines. (*Counterspy*, hiver 1976.)

C'est peu après que Vasco Gonçalves eut fait connaître ses exigences aux États-Unis que se manifestait pour la première fois un Front de libération des Açores (F.L.A.), d'inspiration ouvertement réactionnaire, qui réclamait au Portugal l'indépendance de l'archipel. Vite, il deviendra clair que, jouant sur un sentiment autonomiste réel, ce groupement sert essentiellement les

1. *Afrique-Asie*, 13 janvier 1975.

intérêts des États-Unis. Pour Washington, en effet, un gouvernement açoréen formé de fraîche date serait un interlocuteur bien plus docile et « compréhensif » que les autorités révolutionnaires de Lisbonne, pour le renouvellement du contrat.

Le F.L.A. — dont des documents découverts aux États-Unis révèlent comment il a été constitué et s'est développé — offre, à son niveau restreint, un bon exemple des services que l'Orchestre noir peut rendre « discrètement » à une grande puissance et à quelques firmes multinationales.

L'homme clé de la création du F.L.A., Jean-Paul Blétière, est — coïncidence! — le cousin de l'un des principaux lieutenants de Guérin-Sérac, Jean-Denis Ringeard de La Blétière. Tout naturellement, il lui confie le soin d'organiser les opérations et d'équiper le mouvement.

Jean-Paul Blétière — nom de code « Poyo » — est établi aux Açores où il est — d'après ses propres déclarations — une sorte de représentant occulte de l'O.T.A.N. et le conseiller du très spinoliste général Altino Magalhaes, chef de la région militaire des Açores [1]. Au lendemain du putsch avorté du général Spinola du 11 mars 1975, Blétière envoie aux États-Unis l'ancien conseiller de Salazar, José Almeida, en qui les dirigeants du F.L.A. voient volontiers le président du futur État açoréen. Il a pour mission d'y nouer des contacts avec des représentants de l'administration américaine et des personnalités de la droite conservatrice, et de développer un réseau de soutien au F.L.A. au sein de la riche communauté açoréo-américaine des États-Unis.

Dès son arrivée aux États-Unis, Almeida est pris en charge par un industriel de Richmond (Virginie). Ronald R. Gillies, dirigeant d'une puissante association de droite regroupant industriels, hommes politiques,

1. *Azorean Times*, avril 1976.

militaires et fonctionnaires des services de renseignements, l'*American Security Council*. Il rencontre aussi Victor Fedday, assistant du sénateur le plus réactionnaire du Congrès américain, Storm Thurmond, et Ernest Ladeira, directeur adjoint de l'*Office of Economic Opportunities*, un organisme fédéral de développement des petites entreprises. Avec leur aide, Almeida réunit un groupe d'Açoréens qui formeront par la suite le « comité açoréen 75 » (de lutte pour l'indépendance) et un « gouvernement provisoire clandestin des Açores ».

Lors d'un second voyage aux États-Unis de José Almeida, qui est accompagné cette fois par l'adjoint de Guérin-Sérac, la C.I.A. offre aux Açoréens — par l'intermédiaire de Victor Fedday — de leur fournir trois millions de dollars et des contacts en Floride pour acheter des armes.

Au cours de ce voyage, selon le témoignage d'Américains d'origine açoréenne, non seulement Jean-Denis Ringeard de La Blétière semble donner des ordres à Almeida, mais aussi il recrute des mercenaires pour aller suivre un entraînement militaire en Europe, et préparer avec l'E.L.P. une invasion du Portugal et l'insurrection aux Açores. « Jean Denis » a apporté avec lui un important matériel de propagande en français. Sur place, « Jean Denis » s'occupe également d'assurer au F.L.A., par l'intermédiaire d'Aginter, des fournitures militaires autonomes. Il écrit dans une lettre à José Almeida : « A titre indicatif, je tiens à te préciser que nous avions obtenu du matériel gratuit pour 350 éléments, plus quelques caisses de grenades et autres engins utiles à votre cause... [1] » Orchestrées par « Jean Denis » avec l'aide d'agents opérationnels d'Aginter, les activités du F.L.A. redoublent dès le mois de juin 1975, avec de nombreux attentats à la bombe, notamment contre la section du parti socialiste des Açores. Parallèlement, de violentes manifestations contraignent le gou-

1. La correspondance de « Jean Denis » à José Almeida et à « Poyo » fait état de Jacques Bonomo, ancien mercenaire en Afrique, et d'un certain François.

verneur civil des Açores à démissionner. Il est remplacé par le général Magalhaes qui avait eu de nombreux entretiens avec Jean-Paul Blétière et José Almeida avant le voyage de ce dernier aux États-Unis. Le nouveau gouverneur menace de faire sécession si la gauche reste au pouvoir à Lisbonne. Dans cette perspective, « Jean Denis » active alors les contacts internationaux de son organisation, afin d'obtenir le soutien de certains gouvernements à une sécession açoréenne. Une lettre de « Jean Denis » à son cousin Jean-Paul Blétière (« Poyo ») est particulièrement instructive sur les contacts internationaux des deux hommes et d'Aginter. Parlant des possibilités d'une reconnaissance rapide d'un État açoréen, « Jean Denis » écrit : « Par ailleurs que toi (*sic*), sur un plan politique international tu avais Guatemala-Costa Rica-Gabon-Koweït reconnaissance immédiate sous soixante-douze heures maximum, ensuite Brésil, Espagne, Afrique du Sud, Chili, Suisse, Maroc sous huitaine, France, Allemagne, Belgique, Italie plus divers pays d'Amérique du Sud et d'Afrique sous un mois, enfin U.S.A. et divers pays asiates sous deux mois... »

Finalement, le F.L.A. n'aura qu'une existence éphémère. Pour les États-Unis, il devient inutile dès l'accession au pouvoir, après le coup d'État du 25 novembre 1975, d'un gouvernement modéré et atlantiste au Portugal. En outre, une fraction importante du « Comité 75 », s'inquiète des relations qu'entretient Almeida avec des extrémistes fascistes (les Blétière) et se détache de lui.

Cependant, une réunion qui s'est tenue début septembre 1975 à l'hôtel Rafaël, à Paris, est assez révélatrice. S'y retrouvent, à côté des indépendantistes açoréens, d'Almeida, de « Jean Denis », de Jacques Bonomo (dit « Jack l'Araignée »), de Victor Fedday, les représentants de quelques grandes firmes américaines et un représentant de la Mafia. L'offre de trois millions de dollars pour acheter des armes est renouvelée, en échange du contrôle économique des îles, et notamment des banques et des casinos (d'où la parti-

cipation de la Mafia à cette offre). Les Açoréens refusent. Le général Spinola, qui, lui aussi, est à Paris, offre alors au F.L.A. de lui fournir gratuitement des armes, à condition qu'il puisse utiliser les Açores comme base d'un « gouvernement libre du Portugal ».

En dépit de son échec, l'extrême droite açoréenne ne va pas abandonner la partie. Un communiqué publié aux Açores le 2 juin 1976 annonçait la création d'une nouvelle organisation, le « Mouvement pour la défense de l'Occident libre », se présentant comme « une organisation de combattants fascistes intégrée dans diverses organisations anticommunistes portugaises et étrangères ». On apprenait également à cette époque que José Almeida avait effectué un voyage en Corse durant l'hiver. Voyage anodin, si la Corse n'était devenue depuis quelques années l'une des plaques tournantes de l'Orchestre noir et l'un de ses lieux de réunion privilégiés.

À LA RECONQUÊTE DE L'ALGÉRIE : LE S.O.A.

Le 4 mars 1976, la Cour de sûreté de l'État algérienne condamne à mort un ressortissant algérien, Mohamed Medjeber, un Français, André Noël Cherid, et un citoyen américain, Jay Salby, reconnus coupables d'« atteinte à la sûreté de l'État et aux biens matériels militaires et civils ».

Les trois hommes faisaient partie d'un commando arrêté au début de l'année à la suite d'un attentat contre le quotidien gouvernemental *El Moudjahid.* Selon les autorités algériennes, ces arrestations avaient été facilitées par le fait « que les services de sécurité », qui « connaissaient les plans élaborés pour exécuter des actes violents en Algérie, avaient pris toutes les dispositions pour contrôler les criminels dépêchés de l'étranger [1] ».

1 Algérie Presse-Service, 8 janvier 1976.

Immédiatement, les autorités d'Alger impliquent les services secrets français dans l'attentat. Le S.D.E.C.E. est accusé aussi de manipuler et de financer l'opposition algérienne d'extrême droite structurée au sein du S.O.A. (Soldat de l'opposition algérienne), dirigé par Mouloud Kaouane.

Un mémoire adressé par le ministère algérien des Affaires étrangères à Paris, quelques semaines après l'attentat d'Alger, dénonce en effet « la responsabilité des services français » et attire « solennellement l'attention du gouvernement français sur les graves conséquences que pourraient entraîner ces agissements [...] des services spéciaux français » visant à déstabiliser le régime politique algérien [1]. Le mémoire souligne que l'attentat de *El Moudjahid* entre dans le cadre d'un plan concerté de provocations et d'attentats mis en œuvre depuis deux ans contre les ressortissants et les biens algériens en France et à l'étranger.

Il relève que plusieurs de ces attentats ont été revendiqués par le S.O.A. et par Mouloud Kaouane qui, ajoute la note, « aurait mis sur pied dans le midi de la France, selon ses propres déclarations publiques, des camps d'entraînement spécialisés dans l'action subversive et le sabotage sans être à aucun moment et en aucune manière inquiété par les services français compétents [2] ».

Mouloud Kaouane, Kabyle chrétien de nationalité française, est connu par les autorités algériennes depuis de nombreuses années comme un agent du S.D.E.C.E. Le chef du S.O.A. travaille en effet pour les services français depuis 1959, date à laquelle il a été chargé de noyauter la Fédération de France du F.L.N. Démasqué après quelques mois et condamné à mort par le Front, il a échappé de peu à un attentat.

En 1965, trois ans après l'indépendance, Kaouane rentre en Algérie à la demande du directeur technique

1. *Le Monde*, 24 février 1976.
2. *Ibid.*

du S.D.E.C.E., le colonel Fourcaud, pour y implanter un mouvement d'opposition. Il est arrêté peu après son arrivée. Libéré au bout de quelques années, il se réfugie à Lisbonne où il est pris en charge par Guérin-Sérac et Aginter [1].

La collaboration entre opposants algériens et anciens membres de l'O.A.S. n'est pas nouvelle. Dès 1964, soit deux ans après l'indépendance, des premiers contacts avaient eu lieu entre Mohamed Khider, un des chefs historiques du F.L.N. (qui accusait à l'époque le gouvernement Ben Bella de faire de l'Algérie un nouveau Cuba), et Pierre Sergent, dernier dirigeant de l'O.A.S. en activité qui vivait réfugié en Belgique. Les deux hommes avaient été présentés par le magnat de la presse belge Brébart, et la réunion s'était tenue dans un cabinet particulier d'un grand restaurant de la banlieue bruxelloise, préalablement « sonorisé » par la police belge.

On connaît le contenu de la conversation grâce au rapport d'écoute envoyé à la police française.

En voici des extraits :

1° Comme annoncé par Mohamed Khider a passe dans conditions prévues journée 21 à Bruxelles.
2° De 10 heures à 15 heures, a eu lieu, en cabinet particulier, château de Moqebendael, restaurant select banlieue Bruxelles entretiens Khider et ex-capitaine Sergent, se prétendant comme chef actuel de l'O.A.S.

POSITION SERGENT

Après échec pour conserver Algérie à France ressent deux motifs de se battre : haine contre général de Gaulle qui a trahi et volonté de lutter contre communisme.

L'indépendance de l'Algérie étant fait acquis, deux raisons motivent la rencontre avec Khider :

— lutter contre Ben Bella soutenu par de Gaulle et fourrier de Moscou, ou Pékin, ou Cuba en Algérie;

1. Il publie en 1970 en France, sous son nom, un livre écrit par Aginter et préfacé par Georges Bidault, dont le titre : *Reconstruire l'Occident* est pour l'Algérie tout un programme.

— créer une amitié loyale franco-algérienne par ...ation cadres français capables aider transition vers nouvelle Algérie sauvée du danger communiste.

Sur ces principes, Sergent propose :

— Accord secret avec Khider pour mettre à la disposition moyens accélérés chute Ben Bella.

— Une fois Khider et les siens au pouvoir, une réconciliation spectaculaire — mouvement Khider et Sergent foudroieront opinion et ce dernier se fait fort de pouvoir alors, en proclamant réconciliation une certaine France traditionnelle avec chefs historiques rébellion algérienne, d'amener en Algérie vingt-cinq ou trente mille cadres compétents et galvanisés, qui serait autre chose que l'argent fourni par de Gaulle.

— Pour cette bataille dont issue devrait selon ... Sergent accélérer chute général de Gaulle, celui-là pour engager forces d'autant plus disponibles qu'il a renoncé à toute action directe en France y compris élimination physique du chef de l'État.

POSITION KHIDER

Très attentif a exposé Sergent il en retient deux points positifs :

— Anticommunisme et opposition à Ben Bella qui fait de l'Algérie un nouveau Cuba et creuse un fossé entre forces traditionnelles de France et d'Algérie, faites pour s'épauler.

— Possibilité d'effacer les souvenirs de lutte et de la saignée d'hommes qu'une application à temps du plan de Susini aurait pu sans doute éviter et, capacité de collaborer avec cadres français en leur ouvrant la porte en revenant sur certaines nationalisations et revoyant code des investissements, car seuls les Français peuvent comprendre les Algériens.

Khider exprime son désaccord sur fait suivant :

Général de Gaulle ne peut, sans se renier, laisser choir Ben Bella. Est trop fin politique pour ne pas décrocher à temps d'une planche pourrie.

Bien sûr si gouvernement français ne fait rien pour m'approcher personne ne me gêne quand je suis à Paris et pourtant on sait que les activités sont essentiellement orientées contre B.B.

Conclusion de Khider :

Vous êtes libre, capitaine Sergent, de lutter contre général de Gaulle, mais sauf intérêt supérieur de mon pays, je ne m'en

mêle pas — par contre, j'accepte notre collaboration à condition qu'elle reste secrète. Le jour venu nous lui donnerons la publicité désirable, frappant les esprits de stupeur et entraînant les ... les extrêmes s'entendent, il n'y a pas de raison pour que les autres ne suivent pas.

3° Sergent a proposé avec accords Brébart, fourniture navire d'armes légères — au départ Amiens et Hambourg — destinées au maquis de Kabylie — opérations très coûteuses et nécessitant couvertures difficiles. Khider estime cette couverture facile côté marocain mais difficile pour acheminer matériel de frontière marocaine à Kabylie.

Deux solutions ... temporaires — petit port côte algérienne pour effectuer opération ou parachutage — Khider favorable à ce dernier.

Selon Khider qui fait confiance au maquis kabyle de son beau-frère (qui revendique explosion du *Star of Alexandria*) deux ou trois cent mille hommes pourront levés dès qu'il y aura des armes pour marcher sur Alger — alors pourraient intervenir commandes techniques de Sergent pour actions tactiques et neutralisation chars gouvernementaux. Selon Khider, A.N.L. n'a pas de servants capables pour son matériel lourd.

Attitude A.N.L., dans hypothèse insurrection reste problématique, maigres propositions partielles, ralliements faits à moi-même et à Aït Ahmed. Khider estime préférable attendre insurrection pour ordonner ralliement général avec A.N.L.

Le pouvoir conquis, Khider envisage rassemblement de tout le F.L.N. historique et constitue gouvernement union nationale.

4° Khider et Sergent ont convenu de rendre compte à leurs états-majors respectifs, de garder le contact et se sont séparés amicalement.

Une entrevue Brébart-Khider est prévue vers le 12 septembre en Suisse.

5° C'est Brébart, présent à l'entretien, qui a présenté Khider et Sergent, après différentes mesures de sécurité en faveur de ce dernier.

C'est en octobre 1973 que Kaouane crée le S.O.A. [1], anagramme de l'O.A.S. dont il n'est en fait qu'un succédané. Derrière Kaouane se retrouvent en effet quelques nostalgiques de l'Algérie française comme Joseph Ortiz, animateur des barricades d'Alger, ou Eugène Ibanez, patron du mouvement activiste, « Justice pied-noir ».

Reprenant les bonnes vieilles méthodes d'Aginter-Presse, héritées elles-mêmes de l'O.A.S., l'organisation ne va pas tarder à se faire connaître. Un attentat sanglant contre le consulat d'Algérie à Marseille, le 14 décembre 1973, cause la mort de cinq personnes et fait vingt-trois blessés.

Le S.O.A. multiplie les attentats durant l'année 1975. Le 3 février, attentat contre le bureau d'Air Algérie à Lyon. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, attentats contre les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe, à Paris, Lyon et Roubaix. Le 18 août, trois bombes explosent à Rome. Londres et Bonn, contre les ambassades d'Algérie; dans la nuit du 13 au 14 septembre, attentat contre le siège de l'Amicale des Algériens en Europe à Strasbourg; le 4 novembre, attentat contre le consulat d'Algérie à Nice; etc. Enfin, la nuit de la Saint-Sylvestre, c'est, à Alger, l'attentat contre *El Moudjahid.*

Dans ses aveux, le chef du commando arrêté à cette occasion, Mohamed Medjeber, détenteur d'un passeport français au nom de Claude Pascal Rousseaux, reconnaît qu'il travaille pour les services spéciaux français et implique dans l'affaire plusieurs anciens ténors de l'O.A.S., notamment Joseph Ortiz.

Il avoue : « J'ai été recruté par un certain Jacques Benet, officier du S.D.E.C.E. travaillant sous la couverture du commissariat au Plan, place de la Madeleine. On

1. Le 31 décembre 1975, le S.O.A. a abandonné son sigle pour prendre celui d'Opposition algérienne-A.L.P. (Armée de légitimation des pouvoirs). Parallèlement est créé un Front de libération unifié de la nouvelle Algérie. C'est sous ce sigle que sont désormais revendiqués les attentats.

m'a proposé 3000 francs par mois, plus les frais, pour travailler pour les services spéciaux [...]. Ensuite, par l'intermédiaire d'un journaliste du *Quotidien de Paris* et d'un ancien député de Constantine, j'ai été également mis en contact avec un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, un certain Orlic [...] c'est alors que j'ai fait la connaissance à Toulon de Mouloud Kaouane, chef du S.O.A., et en Espagne d'un certain Jean Laurent, qui m'a fait subir un stage de maniement des explosifs. Au mois de septembre 1975, Jacques Benet m'a envoyé à Toulon où j'ai été pris en charge par Joseph Ortiz [...]. Quelques jours plus tard, j'ai assisté à une réunion en présence d'Ortiz, de Kaouane, d'Eugène Ibanez et de trois officiers du S.D.E.C.E., le colonel Roger, le commandant Bout et René Rousseaux [...]. Au cours de cette réunion, on me fit savoir que mille mercenaires étaient prêts à débarquer en Algérie pour y commettre des attentats et créer des troubles [...]. C'est en novembre que l'opération d'Alger a été décidée [...] et au début décembre je me suis rendu à Madrid où j'ai retrouvé Jean Laurent et Jay Salby [dit « Bertin »] pour la mise au point de l'opération [1]... »

Mais l'enquête va surtout démontrer le rôle joué par l'internationale noire aux côtés des commandos. « Jean Laurent » n'est en fait que l'un des nombreux pseudonymes de l'ex-directeur d'Aginter-Presse, Guérin-Sérac. L'ancien capitaine du 11e choc a ainsi retrouvé, après une parenthèse de près de quinze ans, ses anciens employeurs du S.D.E.C.E., au service desquels il a mis son organisation. En effet, les deux autres membres du commando d'Alger condamnés à mort appartiennent à Aginter et à l'O.A.C.I.

Ils ont débarqué au port d'Alger le 30 décembre 1975. Ils viennent de Madrid, via Palma de Majorque. Les deux hommes sont porteurs de passeports italiens au nom d'Ignacio Tedesco et d'Aurelio Bertin. Selon les enquêteurs, ils ont introduit des explosifs en Algérie. Ils sont arrêtés en mer le 4 janvier, alors qu'à bord d'un ferry, ils

1. *El Moudjahid*, 5 mars 1976.

tentent de regagner Marseille. Reconduits à Alger, ils ne tardent pas à admettre qu'ils sont munis de faux papiers.

Au cours des premiers interrogatoires, Ignacio Tedesco dit qu'il s'appelle Javier Lucumberi Martinez, né à Marseille en 1941, qu'il a habité à Bab-el-Oued pendant plusieurs années et que présentement, il est domicilié à Alicante en Espagne. Aurelio Bertin déclare, lui, s'appeler Gregorio Villagram Anderson, né le 28 juillet 1937 à Ascension (Paraguay). Il possède également un passeport guatémaltèque au nom de Pais Ochoa Ricardo, né le 28 juillet 1937 au Guatemala. Son domicile est à Madrid, 26, Victor de Sa Serna. Il a travaillé avec « le consul général du Guatemala à Ottawa, puis s'est occupé de l'immigration aux U.S.A. ». C'est à Madrid que Jean Laurent lui a proposé de faire partie du commando. Il a été présenté à ce dernier « par une Américaine, Gilles Maxwell, employée à Madrid dans une agence immobilière dirigée par un ancien colonel de l'aviation américaine, Auguste Woltz ». Cette agence, selon les autorités algériennes, « sert de couverture à la C.I.A. » [1].

Mais lors du procès qui se déroule les 3 et 4 mars 1976, les deux hommes vont enfin se présenter sous leur véritable identité : Bertin-Villagram sous le nom de Jay Salby, et Tedesco, dit Lucumberi-Martinez, sous le nom de Noël Cherid. Salby n'est autre que Jay S. Sablosky, le « Castor » de l'Armée de libération du Portugal, l'E.L.P. Noël Cherid, lui, est un ancien commando Delta d'Alger, mercenaire au Biafra. En 1968, sous les ordres du commandant Faulques, il a été blessé assez gravement. Non pas au feu, mais dans un accident de voiture : conduisant sa jeep en état d'ivresse, il a percuté une ambulance. « Je l'ai retrouvé quelques années plus tard dans un bar minable d'Alicante, raconte un ancien du Biafra. Il avait un œil bizarre, séquelle sans doute de son accident. Il voulait remettre ça. " Si tu es sur un coup, préviens-moi ", m'a-t-il dit. Je crois qu'il a trempé depuis

1. A.P.S., 8 janvier 1976.

dans une affaire foireuse à Tanger avant de se faire piéger à Alger. »

Les deux hommes avouent au cours du procès être les auteurs de plusieurs des attentats du S.O.A. Salby reconnaît avoir placé une bombe à l'ambassade d'Algérie à Londres et admet avoir fourni à Medjeber des explosifs pour l'attentat contre le consulat de Bordeaux. Il avoue enfin avoir participé, sous la direction de Jean Laurent — c'est-à-dire de Guérin-Sérac — à plusieurs opérations anti-basques avec les guérilleros du Christ-Roi et pour le compte des services secrets espagnols [1]. En effet, la police judiciaire de Bordeaux confirme au mois de janvier 1976 qu'un citoyen paraguayen du nom de Villagram Anderson est recherché sous cette identité depuis le mois d'août 1975. Pour aller mitrailler un groupe de réfugiés basques à Bidache, il a loué à Barcelone une camionnette qu'on a retrouvée près de la frontière espagnole. Le 15 novembre 1975, Villagram-Salby a repassé la frontière avec une voiture louée en Espagne et posé dans la nuit une bombe sous la voiture de Domingo Iturbe, dit Txomin, un autre réfugié basque [2].

Jay Salby et Noël Cherid ont aussi, le 12 octobre 1975, « braqué » à Paris un groupe de réfugiés basques, s'emparant notamment de leurs passeports.

L AFRIQUE, CONTINENT DES « CHIENS DE GUERRE »

L' « *Organisation de l'Afrique libre* »

Au mois d'avril 1976, Mouloud Kaouane et Guérin-Sérac se retrouvent à Paris en compagnie du Dr Batica Fereira, un vieux routier de la droite africaine originaire

1. Voir *El Moudjahid* du 5 mars 1976.
2. *Libération*, 14 janvier 1976.

de Guinée-Bissau, pour créer l'Organisation nouvelle de l'Afrique libre, O.N.A.L. Mouloud Kaouane est nommé président et Batica secrétaire général.

L'existence de ce mouvement, qui a pour ambition de regrouper toute la réaction du continent africain, sera révélée par Agostinho Neto dans une interview à *Afrique-Asie*. Le président angolais y dénoncera aussi le rôle joué par Paris comme plaque tournante de la subversion contre les régimes progressistes d'Afrique : « Le territoire français, et plus précisément sa capitale, est devenu le principal centre des mouvements subversifs qui s'agitent contre différents pays africains. Là se trouve une centrale qui regroupe des individus réactionnaires acharnés contre l'Angola, le Congo, la Guinée, les anciennes colonies portugaises [1]... »

Domiciliée, selon un de ses communiqués, 9, rue de Fourcroy, dans le XVII[e] arrondissement, l'O.N.A.L. transfère à la fin du printemps 1976 ses bureaux à Madrid (adresse : Carlos Dias, S/C A.O.L.C.P. 45003), et prend le nom d' « Organisation de l'Afrique libre » (O.A.L.). Mouloud Kaouane, élu président lors de la réunion constitutive, disparaît de l'organigramme, Antonio Batica, secrétaire général, restant le seul responsable connu.

Un communiqué publié à la suite d'une réunion tenue les 12, 13 et 14 juillet 1976 à la frontière franco-espagnole annonce l'adhésion à l'O.A.L. des oppositions des pays suivants : Guinée-Bissau et Cap-Vert, Mozambique (F.U.M.O.), Congo-Brazzaville, Angola, Guinée-Conakry, Nigeria, Bénin, Somalie, Éthiopie, Guinée équatoriale, etc. Bref, de tous les régimes africains alors progressistes ou d'extrême gauche.

Au début du mois de janvier 1977, la presse portugaise révèle que Guérin-Sérac est devenu le conseiller

1. *Afrique-Asie*, 12 juillet 1976.

militaire de l'O.A.L. [1], et l'accuse également de servir d'intermédiaire pour l'envoi en Rhodésie d'officiers de réserve portugais recrutés à Lisbonne sous le couvert de l'Institut d'aide aux réfugiés d'Angola, I.A.R.N. La filière, selon l'agence latino-américaine Interpresse Service, passe par Madrid, via les Canaries.

La défense du régime raciste de Ian Smith est en effet devenue l'une des nouvelles croisades de l'Occident, et donc de la droite internationale. Une aubaine pour Guérin-Sérac et les hommes de l'Orchestre noir qui ne pouvaient manquer de mettre leur talent au service des racistes de Salisbury. Aginter dépêche ainsi, au début de l'année 1977, quelques-uns de ses meilleurs spécialistes, libérés quelques mois plus tôt de leur « contrat » açoréen.

Le retour des « affreux »

Quinze ans après l'aventure des « affreux » du Katanga, l'Afrique reste le théâtre de l'épopée mercenaire et le champ de manœuvre privilégié des activistes européens, que l'on retrouve depuis l'été 1974 en Angola, au Mozambique, en Rhodésie, au Zaïre ou encore au Bénin.

> Le 16 janvier 1977, à 7 heures du matin, un DC 7 équipé de turbopropulseurs se pose sur l'aéroport de Cotonou, situé au sud-ouest de la capitale béninoise. Une centaine de mercenaires surgissent de l'appareil et investissent l'aéroport. Puis, en colonnes, ils avancent vers la ville. Objectif : le Palais de la Présidence. Mais rapidement, les envahisseurs tombent sur une résistance inattendue de l'armée béninoise, les combats sont violents, et au bout de trois heures, ils battent en retraite et regagnent en désordre

1. *A Capital,* 10 janvier 1977, et *Le Monde,* 12 janvier 1977. Les journaux portugais annonçaient également à cette époque que le fasciste italien Stefano Delle Chiaie avait été embauché par Jonas Sawimbi comme conseiller militaire. Jusqu'alors, le conseiller du chef de l'U.N.I.T.A. était l'éditeur Dominique de Roux.

le DC 7 qui décolle en catastrophe, abandonnant sur le terrain plusieurs caisses de matériel militaire. Une de ces caisses, marquée « Colonel Maurin », contient le plan de l'opération (notes, schémas, tableaux, etc.) et des documents concernant la personnalité des mercenaires (noms, adresses, feuilles de paie, domiciliation bancaire, certificat de santé, etc.). Tous ces documents, confiés par le gouvernement du Bénin à l'Organisation des Nations unies, ont été divulgués au mois de mars 1977 dans un rapport du Conseil de sécurité.

Ils font clairement apparaître la complicité du Togo, du Gabon et du Maroc dans la préparation de l'opération :

— Les envahisseurs ont disposé d'une aide directe du gouvernement marocain et se sont entraînés entre le 15 décembre 1976 et le 15 janvier 1977 dans la base royale de Bengurir.

— La date de l'opération a été décidée le 2 janvier au cours d'une réunion entre le président gabonais Bongo et le président togolais Eyadema.

— Les mercenaires ont été recrutés par un certain Gilbert Bourgeaud, conseiller d'Omar Bongo et colonel de sa garde présidentielle. Les noms et les « pedigrees » militaires de ces mercenaires ont été publiés au mois de juin 1977 par *Afrique-Asie*. Hormis quelques lignées connues du mercenariat, comme les Belges Roger Bracco et J.-P. Van den Berghe (tous deux anciens d'Aginter), ce sont en majorité des Français, pour la plupart militants d'extrême droite, comme Jacques Butery, Philippe Dedoyard, Olivier Danet (fils d'un notable R.I. de Normandie) ou Laurent de Sarnez (fils de l'ancien député U.D.R. de la 4e circonscription de la Seine-Maritime), ou anciens O.A.S., comme Michaël Charette de La Contrie...

Le processus de décolonisation engagé par la « révolution des œillets », a bouleversé l'équilibre politique déjà instable du continent africain en faisant sortir l'Angola et le Mozambique de l'orbite occidentale. Découvrant ainsi les deux flancs des deux derniers bastions blancs du continent, il a provoqué en Rhodésie et en Afrique du Sud une explosion du nationalisme noir que le pouvoir « pâle » a de plus en plus de mal à contenir.

Ce recul de l'Occident en Afrique a été très durement ressenti par la réaction internationale.

Avant même que le gouvernement Carter ne décide,

en rupture avec la politique de ses prédécesseurs, de parier sur l'avènement en Afrique australe de gouvernements représentatifs de la majorité noire, l'Afrique était redevenue la terre d'élection pour le mercenariat. Les mains liées par leur opinion publique depuis la guerre du Vietnam, les États-Unis ne pouvaient déjà plus intervenir directement dans les conflits. Cette situation ouvrait donc un espace nouveau aux mercenaires, ceux-ci permettant en effet aux services spéciaux américains de biaiser et de contourner l'arsenal de loi votées par le Congrès pour empêcher les États-Unis de se lancer dans de nouvelles aventures à l'étranger.

C'est ainsi que l'on verra la C.I.A. financer massivement une intervention des mercenaires aux côtés des mouvements pro-occidentaux U.N.I.T.A. et F.N.L.A.

C'est bien entendu dans l'extrême droite internationale qu'ont été recrutés la plupart des « chiens de guerre ». Mais alors qu'autrefois ils dominaient le marché, les activistes français et belges ont dû, cette fois, se contenter de jouer les francs-tireurs, et céder la place aux Anglo-Saxons, et plus particulièrement aux Américains.

Gendarmes du monde libre depuis la guerre, les Américains sont ainsi en passe d'en devenir les mercenaires. Le problème du recrutement ne se pose pas; le chômage et la fin de la guerre du Vietnam ont mis sur le marché de la mort bon nombre d'anciens marines qui n'arrivent pas à se réadapter à la vie civile. Plusieurs sociétés se sont créées récemment aux États-Unis pour employer cette main-d'œuvre. Une société californienne, la *Vinnel Corporation*, a ainsi recruté en 1975, un bon millier d'anciens bérets verts pour entraîner la Garde saoudienne. La société aéronautique Bell a, de son côté, embauché mille cinq cents pilotes et mécaniciens vétérans du Vietnam, pour entretenir le matériel vendu par le constructeur à l'Iran.

On assiste ainsi aux U.S.A. au développement d'une véritable industrie du mercenariat. Les mercenaires américains ont même, depuis l'automne 1975, leur

organe de presse : *Soldier of Fortune* (*Soldats de fortune*), une luxueuse revue trimestrielle en quadrichromie, qui se veut le « journal des aventuriers professionnels ». Éditée à Arvada dans le Colorado, par deux sociétés, *Phoenix Associated* et *Omega Group Limited,* et dirigée par un ancien commandant des Forces spéciales au Vietnam, le major Robert K. Brown, cette revue veut servir de support à une véritable internationale de volontaires anticommunistes chargés de mener la « croisade de l'Occident » partout dans le monde, et plus particulièrement sur le continent africain. Cette entreprise n'est pas sans rappeler l'origine d'Aginter-Presse et de l'O.A.C.I. [1].

La prose de *Soldier of Fortune* ne laisse subsister aucune ambiguïté sur la nature fascisante de l'entreprise qu'elle supporte. L'idéologie est sommaire mais claire : il suffit de fusiller MacGovern, Kennedy, tous les Chicanos, les nègres, les libéraux et les communistes pour mettre un peu d'ordre aux États-Unis. On imagine aisément quel programme le major Brown et ses amis réservent au reste du monde!

Les promoteurs de *Soldier of Fortune* ne se contentent pas de jouer aux idéologues. Leur organisation est devenue, depuis le début de l'année 1975, l'une des principales structures de recrutement aux États-Unis de mercenaires pour l'Angola, puis pour la Rhodésie.

Elle dispose à cet effet d'un camp d'entraînement privé à Gunsigh, dans l'État de l'Arizona.

Le major Brown et ses amis ont tenté récemment de légaliser leur entreprise en confiant à un grand cabinet d'avocats de Park Avenue, à New York, le soin d'établir un projet de statut international du mercenaire comme « combattant volontaire extra-légal ». Un projet dans ce sens aurait été déposé auprès de la Cour internationale de La Haye, en 1976.

1. Une opération identique a également été tentée en Grande-Bretagne par la société S.A.S. (*Special Advisory Service*), grande pourvoyeuse de mercenaires en Angola au mois de décembre 1975. Son patron, M. Banks, déclarait en juin 1976 qu'il recrutait une « armée anticommuniste mondiale ».

Le 20 novembre 1975, la mort de Franco vient troubler brutalement la belle sérénité dans laquelle vivent les exilés, et mettre en question la terre d'asile du « fasciste perdu » que l'Espagne offrait depuis trois décennies.

Pour éviter que la disparition du Caudillo n'annonce le crépuscule du franquisme, l'Orchestre noir de Madrid décide de mobiliser toutes ses énergies et de concentrer toutes ses activités à l'intérieur de la Péninsule.

Après quelques mois de flottements, la menace se précise. Juan Carlos et son équipe décident d'écarter du pouvoir les ultras de la Phalange, le « Bunker » du généralissime défunt.

Dès le printemps 1976, farouchement déterminés à faire obstacle au timide processus de démocratisation qui s'engage, les ultras mettent en place la version espagnole de la stratégie de la tension. Sachant rendre hommage à l'expérience, ils en confient l'organisation à leurs amis italiens. Une réunion au sommet a lieu en mars 1976, dans un grand hôtel de Barcelone. Y participent les ultras du franquisme (*Fuerza Nueva* de Blas Piñar, les guérilleros du Christ-Roi de Sanchez Covisa, le parti espagnol national-socialiste, la *Guardia de Franco*, de Garcia Rodriguez et Alberto Royuela, etc.) et l'Orchestre noir au grand complet (les Argentins, Aginter, les anciens de la P.I.D.E. et la colonie fasciste italienne).

Tout ce beau monde se retrouve deux mois plus tard. Mais « sur le terrain », cette fois. A l'occasion du rassemblement que, comme tous les 9 mai, les carlistes organisent sur la colline de Montejurra pour célébrer leurs morts de la guerre civile.

Depuis quelques années, en effet, cette cérémonie s'est transformée en une manifestation d'opposition au franquisme. Malgré son passé — il a combattu durant la

guerre civile au côté de Franco — le parti carliste, sous la conduite du prince Carlos Hugo de Bourbon-Parme, s'est prononcé dans sa grande majorité pour « un socialisme fédéraliste pluraliste et autogestionnaire ».

Le 9 mai 1976, c'est toute l'opposition de gauche qui a été conviée à un grand « rendez-vous pour le peuple », à Montejurra.

Vers 9 h 40, la manifestation débute, les jeunes militants du parti carliste commencent l'ascension de la colline. Un peu avant le sommet, le chemin est barré par un commando de deux cents hommes conduits par Stefano Delle Chiaie. Il s'agit de guérilleros du Christ-Roi, d'Argentins de la triple A, d'anciens O.A.S. d'Aginter, de militants français du parti des forces nouvelles et de quelques ténors de la colonie fasciste italienne. Armés de gourdins, de pistolets, de mitraillettes, le commando, enrôlé quelques jours plus tôt par Sixte de Bourbon-Parme, chef de la minorité carliste inféodée au Bunker, fond sur les manifestants et tire sur la foule, tuant deux jeunes militants carlistes et en blessant plusieurs autres.

Passive, la garde civile laisse faire, n'intervenant que pour protéger la fuite des provocateurs en dispersant les carlistes de gauche...

L'opération était prévue depuis plusieurs semaines. Les franquistes ont pris soin d'orchestrer, quinze jours auparavant, une furieuse campagne de presse de la droite pour la reconquête de Montejurra, le commando a des complices au plus haut niveau. Une enquête menée par des groupes de gauche prouvera que l'action a été préparée la veille dans un restaurant d'Estralla, à quelques kilomètres de Montejurra, et que les membres du commando ont dormi dans l'*Hostaria Irache,* invités par le gouverneur de Navarre, José Gordoa, l'un des grands protecteurs de l'extrême droite espagnole.

La stratégie de la tension se poursuit tout au long de l'été, marquée par de nombreux actes de violence, et le 27 septembre, un étudiant, Carlos Gonzales Martinez, est assassiné par un commando de guérilleros du Christ-

Roi. Mais les durs du franquisme et leurs alliés de l'Orchestre noir ont désormais concentré leur effort sur le 20 novembre, premier anniversaire de la mort du Caudillo. Les organisations légales du Bunker, la garde de Franco, la Fraternité nationale des combattants et diverses associations de la Phalange ont convoqué pour ce jour-là un grand rassemblement sur les hauts lieux du franquisme, le Valle de los Caídos et la plaza de Oriente. Le plan des ultras est simple, déborder la manifestation, l'entraîner vers le siège du gouvernement et la transformer en protestation contre la politique réformiste du cabinet Suarez. Enfin provoquer des affrontements violents qui permettent de faire appel à l'armée pour qu'elle prenne le pouvoir.

Nom de code : *Otoño Azul* (Automne bleu, couleur de la Phalange), le complot, préparé au mois d'octobre, a l'adhésion des militaires du Bunker.

Mais le 20 novembre est un échec. Les franquistes attendaient des centaines de milliers de manifestants comme pour la dernière apparition du généralissime, le 20 octobre 1975, ils ne sont que soixante mille. Les militaires décident de ne pas se découvrir, d'autant qu'ils n'ont pas encore les « moyens légaux » de faire un coup de force. Cette lacune est corrigée quelques semaines plus tard avec la mise en place, par le commandement militaire de Catalogne, à la veille du référendum sur les Cortes, d'un plan antisubversif, qui prévoit l'intervention éventuelle de l'armée dans la répression des grèves et des manifestations.

Selon des informations de sources militaires catalanes rapportées dans *Le Monde* [1], « ce plan baptisé Cucana, qui est entré en vigueur le 15 décembre (le jour même du référendum), a pour objet " d'appuyer, de renforcer ou de remplacer " les forces de l'ordre dans leurs missions. Il a été élaboré par le colonel Luis Martinez Pozuelo, en collaboration avec deux civils, dont l'un, Alberto

1. *Le Monde*, 28 décembre 1976.

Royuela, est considéré comme un des dirigeants de l'extrême droite de Barcelone. Le " plan Cucana " consiste à diviser la capitale en plusieurs zones vers lesquelles, en cas de besoin, seraient envoyées des sections de trente hommes placées chacune sous les ordres d'un lieutenant. Les capitaines et les commandants ne sont pas inclus dans ce plan " par manque de confiance en eux " (c'était des capitaines et des commandants de la garnison de Barcelone qui, en juillet 1974, avaient créé l'Union militaire démocratique). La première phase du plan peut être déclenchée par le colonel Martinez Pozuelo, tandis que la mise en application de l'ensemble du plan dépend du général Coloma Gallegos, commandant la région militaire de Catalogne et ancien ministre de l'Armée du temps de Franco. Le plan Cucana n'exclut pas la participation de certains groupes de civils ultras ».

Le concours d'un homme de l'Orchestre noir, Alberto Royuela, dans l'élaboration de ce plan, ne laisse subsister aucun doute sur son objet réel. Sous couvert du maintien de l'ordre, « Cucana » est bien un plan de prise de contrôle du pays par l'armée et les groupes d'extrême droite. Les ultras possèdent désormais un instrument de coup d'État prolongeant parfaitement la stratégie de la tension dont les Espagnols vont connaître l'explosion, au cours du mois de janvier 1977.

Le dimanche 23 janvier, une manifestation de l'opposition en faveur de l'amnistie est attaquée par des guérilleros du Christ-Roi; Arturo Ruiz, étudiant de dix-neuf ans, est tué par deux balles tirées à bout portant. Un autre étudiant est grièvement blessé, il succombera quelques heures plus tard.

Le lundi 24, au matin, le général Villescusa, président du Conseil suprême de la justice militaire, est enlevé par les G.R.A.P.O. (Groupes révolutionnaires du premier octobre), mouvement qui se réclame de l'extrême gauche mais dont nul ne doute, dans la capitale espagnole, qu'il est manipulé par les ultras du franquisme. En effet, la facilité avec laquelle les ravisseurs ont opéré dans

Madrid strictement quadrillée par les forces de l'ordre est inquiétante.

Les G.R.A.P.O. sont considérés officieusement comme le bras armé du parti communiste reconstitué (P.C.R.), scission prochinoise du P.C. espagnol de Santiago Carrillo. Mais de nombreux observateurs espagnols pensent que les G.R.A.P.O. sont « infiltrés par les militaires ultras et une partie de la police ». La presse espagnole rappelle à ce sujet que le P.C.R. a fait partie du F.R.A.P. (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique, dont trois militants avaient été fusillés le 27 avril 1975). Or, à la suite d'une scission intervenue au printemps 1976, les militants de l'intérieur du pays ont accusé la direction du F.R.A.P. à Genève d'être constituée d' « agents de la C.I.A. » (« G.R.A.P.O. et C.I.A. », in *Cambio 16*, 20 février 1977.)

En fin de matinée, une manifestation de deux mille étudiants qui protestent contre l'assassinat, la veille, d'Arturo Ruiz est sauvagement réprimée par la police. Une jeune étudiante est tuée, le crâne fracassé par une grenade.

Lundi 23 h 30, en plein centre de Madrid, 55, calle d'Atocha, deux hommes armés de mitraillettes munies de silencieux se présentent à une étude d'avocats spécialisée dans la défense des Commissions ouvrières et ouvrent le feu : quatre avocats communistes (Luis Javier Benavides, Enrique Vandelvira, Francisco Javier Sauquillo et Serafin Holagado) et un syndicaliste (Angel Rodriguez Leal) sont tués sur le coup, cinq autres personnes sont grièvement blessées.

Un raid qui pouvait se terminer par une boucherie plus sanglante encore, si une délégation des Commissions ouvrières n'avait quitté l'étude quelques minutes avant l'arrivée des tueurs.

Deux heures plus tard, à 1 h 30 du matin, même scénario : deux hommes armés font irruption cette fois dans les locaux des avocats de l'U.G.T. (syndicat socialiste) et tirent plusieurs rafales de mitraillette dans les bureaux heureusement vides.

Le référendum du 15 décembre 1976 sur l'abolition

des Cortes a marqué la déroute politique de la droite franquiste, dont seul désormais le potentiel militaire et policier demeure encore intact. Il lui faut donc agir vite. Les ultras veulent à tout prix exploiter la tension créée par les deux jours de terreur pour casser le gouvernement Suarez et empêcher le déroulement des élections libres, prévues pour le printemps. Dès le matin du lundi, prétextant l'enlèvement du général Villescusa par les G.R.A.P.O., des officiers d'extrême droite orchestrent discrètement l'agitation dans les casernes de Madrid. Le soir, à l'heure même où, calle d'Atocha, les avocats communistes sont assassinés, deux cents officiers d'extrême droite se réunissent dans une caserne de la banlieue madrilène. Quelques jours plus tôt, ils ont reçu un renfort de taille : le général Milan del Boch, un des piliers du Bunker militaire, a été nommé au commandement de la division blindée « Brunete ». Fer de lance de l'armée espagnole, cette unité d'élite, équipée de chars lourds et d'hélicoptères d'intervention, est la pièce maîtresse de la région militaire de Madrid.

Mais la gauche espagnole ne tombe pas dans le piège. Madrid reste calme, le gouvernement Suarez garde la situation en main. Le 26 janvier, cent mille Madrilènes, encadrés par le parti communiste et les Commissions ouvrières, conduisent en silence les cinq avocats au cimetière. Les militaires n'ont pas de raisons d'intervenir.

Cet échec n'a pas freiné les manœuvres séditieuses des militaires ultras. Des réunions d'officiers d'extrême droite se sont tenues au printemps 1977 pour mettre au point une nouvelle opération ayant pour but d'empêcher le déroulement des élections du 15 juin. Ces réunions n'ont pas abouti, mais il semble, néanmoins, que certaines unités contrôlées par des officiers ultras étaient prêtes à utiliser l'état d'alerte mis en place le jour des élections pour tenter un coup de force. D'autres réunions se sont également déroulées au mois d'août à Barcelone, avec cette fois pour objet d'empêcher le rétablissement de la Généralité de Catalogne. Et, selon des informations de source journalistique, des unités de la région militaire catalane étaient

prêtes à exploiter les manifestations de la *Diada* — la fête nationale catalane — pour appliquer le plan Cucana.

Le massacre d'Atocha est revendiqué par l'A.A.A.E., Alliance apostolique anticommuniste espagnole. Ce sigle, sans ambiguïté, qui évoque la triple A argentine (Alliance anticommuniste argentine), n'est en fait que l'une des dénominations des guérilleros du Christ-Roi et de leurs amis étrangers. Est-ce une coïncidence? Sanchez Covisa, le leader des « guérilleros », a son domicile au 36 de la calle Atocha, à quelques mètres des lieux du massacre. Interpellé par les services de police, il est relâché au bout de vingt-quatre heures, et avec lui la plupart des militants d'extrême droite espagnols et étrangers (une quinzaine de Sud-Américains et une dizaine d'Italiens) arrêtés dans les heures qui ont suivi le drame.

Mais il ne profite de cette liberté que quelques semaines. Prenant prétexte de la découverte d'un arsenal, le gouvernement espagnol se décide enfin à passer à l'offensive contre les hommes de l'Orchestre noir.

Le 22 février, en effet, la police madrilène découvre dans un appartement du 29, calle Pelaio, en plein centre de la capitale, une véritable fabrique de guerre clandestine capable de produire une cinquantaine d'armes par mois. Dans l'appartement loué par Sanchez Covisa, les policiers saisissent des machines-outils et des intruments de précision pouvant fabriquer des armes sophistiquées, par exemple des mitraillettes et des revolvers avec silencieux incorporés. C'est une arme de ce type qui a fauché, le soir du 24 février, les cinq avocats communistes. Dans un coffre privé d'une banque madrilène, les policiers saisissent également des plans d'armes légères, du matériel destiné à la fabrication de faux documents, des engins électroniques pour la commande à distance, des détonateurs, ainsi que trois lingots d'or d'un kilo chacun. Des lingots dont on reparlera...

Selon la police de Madrid, cette fabrique d'armes, mise en place par la colonie fasciste italienne, était

dirigée par l'ingénieur atomiste Eliodoro Pomar. Onze personnes sont arrêtées, dont Sanchez Covisa et quelques ténors de l'activisme transalpin : Salvatore Francia, Elio Massagrande, Eliodoro Pomar, Flavio Campo, Marco Pozzan [1], ainsi qu'une jeune Française, Annie Otal, réfugiée auprès d'eux.

Mais les deux chefs de l'Orchestre noir manquent à l'appel : Stefano Delle Chiaie et Guérin-Sérac. Les amis de Massagrande sont les premiers à s'en étonner. Certains même accusent en privé l'ancien bras droit du prince Borghèse d'être l'organisateur du massacre d'Atocha, et affirment que seules les protections dont il jouit au sein des services spéciaux espagnols (la D.G.S.) expliquent son impunité.

Au début du mois de juin 1977, le parquet de Florence, en Italie, lance six mandats d'arrêt internationaux contre les principaux dirigeants du mouvement *Ordine Nero :* Clemente Graziani, Salvatore Francia, Elio Massagrande, Eliodoro Pomar, Gaetano Orlando et Marco Pozzan. Les six néo-fascistes italiens sont accusés d'avoir organisé à Madrid l'assassinat du juge romain Vittorio Occorsio. En effet, selon un rapport du ministre espagnol de l'Intérieur Martin Villa à son homologue italien Francesco Cossiga, « c'est dans l'usine de calle Pelaio que la mitraillette " Inghram " utilisée pour le meurtre a été modifiée et perfectionnée par l'ingénieur Eliodoro Pomar [2] ».

Rome, le 10 juillet 1976, à 8 h 30 du matin, à l'angle des rues Giola et Mogadiscio, Vittorio Occorsio, substitut du procureur de Rome, est assassiné par trois hommes masqués. Son corps criblé de balles gît contre le volant de sa voiture. A côté du cadavre, un tract : c'est la sentence de mort du « tribunal spécial d'*Ordine Nuovo* ».

1. Tous ces néo-fascistes seront mis en liberté à la fin du mois de mai 1977, sauf Marco Pozzan, extradé à la demande du ministère italien de l'Intérieur.
2. *Corriere della Sera,* 11 juin 1977.

L'un des meurtriers est rapidement identifié par la police. C'est le responsable militaire d'*Ordine Nuovo*, Pier Luigi Concutelli, ancien candidat du M.S.I. aux élections régionales de 1975. Les deux autres sont des Sud-Américains de l'Orchestre noir arrivés de Madrid deux jours plus tôt.

Avec cet attentat, c'est toute une nouvelle dimension du néo-fascisme italien qui vient soudain en lumière : le grand banditisme dans lequel s'est lancée l'extrême droite depuis quelques années, à la fois pour remplir ses caisses et pour maintenir la tension dans l'opinion publique. Enlèvements, hold-up, cambriolages, la pratique est devenue si courante — et si lucrative — en Italie que bientôt elle va servir de modèle ailleurs. Et c'est le juge Occorsio qui le premier a fait le rapprochement entre les attentats politiques et les crimes de droit commun dont il était chargé. C'est pour cela qu'il est mort.

Depuis plusieurs mois, le magistrat recevait régulièrement des informations selon lesquelles « les enlèvements servent à financer la droite ». Chargé de six affaires de rapts et d'une instruction sur *Ordine Nuovo* pour « reconstitution du parti fasciste », il avait découvert les liens qui unissent une fraction importante de la pègre à l'extrême droite par l'intermédiaire de l'*Anonima Sequestri*, la « Société anonyme des enlèvements ».

L'*Anonima Sequestri* n'est pas une entreprise vraiment nouvelle pour l'extrême droite. Elle a été inaugurée quelques années plus tôt par l'ancien partisan monarchiste Carlo Fumagalli, chef du M.A.R. Au mois de septembre 1973, Fumagalli et ses hommes ont enlevé un industriel du nord de la Péninsule, Aldo Canavale, empochant ainsi une rançon de plus d'un demi-milliard de lires. L'ancien partisan monarchiste, dont la bande était déjà composée de fascistes et de truands, avait par ailleurs diversifié les sources de financement de ses entreprises putschistes en pratiquant indifféremment les hold-up, la frappe de fausse monnaie, le trafic d'or et, même, la contrebande de café !

La semaine précédant son meurtre, le juge Occorsio avait déclenché une centaine d'enquêtes policières contre

le mouvement *Ordine Nuovo,* signant ainsi son arrêt de mort.

Quelques mois plus tôt, en mars, le juge a fait arrêter à Rome Albert Bergamelli, caïd du « gang des Marseillais ». Il l'accuse de diriger avec un autre truand français, Jacques Berenguer [1], l'*Anonima Sequestri.*

On reproche en effet à Bergamelli et à sa bande une bonne douzaine d'enlèvements et un butin de près de dix milliards de lires.

« Je suis nazi... une grande famille me protège », avoue sans pudeur le gangster marseillais au cours de son premier interrogatoire. Son avocat, Gian Antonio Minghelli [2], a été arrêté en même temps que lui. Il était chargé, avec un troisième truand français, Jacques Forcet, de « blanchir » l'argent des rançons. Avec la complicité d'établissements bancaires complaisants, le gang avait mis en place à cet effet une puissante organisation pour le recyclage de l'argent extorqué. Le juge Occorsio avait d'ailleurs demandé à la police britannique d'enquêter sur l'*Universal Banking Corporation* à Londres. Selon lui, c'est dans cette banque qu'aurait été déposée la rançon du rapt de Luigi Mariano, un banquier enlevé en août 1975 à Brindisi, dans le sud de la Péninsule, par Luigi Concutelli (la banque sera fermée par la police britannique et plusieurs personnes seront arrêtées). Mais l'argent avait été déjà transféré à des comptes courants dans trois banques espagnoles et une banque suisse. C'est d'Espagne, refuge de l'Orchestre noir, que venaient les tueurs d'Occorsio, et c'est en Suisse qu'a été arrêté quelques mois plus tôt

1. Berenguer a été arrêté le 20 août 1976 à New York pour trafic de drogue.

2. Gian Antonio Minghelli est, lui aussi, fasciste. Il est également secrétaire de la loge maçonnique P 2, une loge étrange liée à la maçonnerie sud-américaine et dirigée par un puissant homme d'affaires italien, Licio Gelli, auquel s'intéressait beaucoup le juge Occorsio. Ancien de la République de Salo, réfugié après la guerre en Argentine jusqu'à l'amnistie de 1947, Licio Gelli est lié à tout le Gotha du putschisme militaire italien, aux généraux Miceli, Nardella, au colonel Spiazzi, etc. C'est aussi un grand ami de l'ancien ministre argentin Lopez Rega et d' « Isabelita » Perón, veuve de l'ancien dictateur.

Jacques Forcet. Les policiers ont trouvé dans sa voiture deux cent quatre-vingts millions de lires provenant des rançons de trois enlèvements. Devant les magistrats suisses qui l'ont interrogé, Forcet a reconnu sans difficulté les liens qui unissent le gang des Marseillais à la subversion fasciste.

L'arrestation, à Rome, en février 1977, de Pier Luigi Concutelli apporte enfin la preuve des liens entre l'internationale noire et l'*Anonima Sequestri.* Dans son refuge, les policiers découvrent en effet onze millions de lires provenant de la rançon versée le mois précédent pour la libération d'Emmanuella Trapani, dix-sept ans, fille du patron de la filiale italienne des produits de beauté Hélène Curtiss. Un rapt qui a rapporté à *Ordine Nuovo* et à l'*Anonima Sequestri* trois milliards deux cents millions de lires.

Deux jours plus tard, les carabiniers italiens mettent également la main sur Renato Vallanzasca, vingt-sept ans, fasciste, caïd du milieu romain et ennemi public numéro un depuis qu'il a tué, dix jours plus tôt, deux motards lors d'un accrochage avec la police. C'est lui qui avait enlevé à visage découvert Emmanuella Trapani. Lors de leur arrestation, les deux hommes étaient en train de préparer l'évasion d'Albert Bergamelli et l'assassinat du juge florentin Pier Luigi Vigna, qui avait repris l'enquête de Vittorio Occorsio.

Dans le repaire de Concutelli, les policiers romains ont aussi découvert la mitraillette utilisée pour l'assassinat du juge Occorsio. Une « Inghram » modèle 10, la fameuse « Marietta », du nom de la ville de l'État de Georgie où elle est fabriquée par la société *Military Armament Corporation,* une arme introuvable sur le marché européen. Fabriquée spécialement pour les services spéciaux — la D.G.S. espagnole en est dotée — sa vente exige en effet un permis spécial du « Contrôle des munitions du Département d'État » américain.

France : quand la gauche peut gagner...



1

L'après-Mai 68

« Le moment venu, nous pouvons compter sur vous et vos amis, mon colonel?
— Bien sûr! »

Ce dialogue, rapporté par *Le Canard enchaîné* au début du mois de mai 1974, s'est déroulé pendant la campagne présidentielle en 1974. Les interlocuteurs étaient Roger Frey, ancien ministre de l'Intérieur du général de Gaulle, à ce titre responsable de la lutte anti-O.A.S. devenu depuis président du Conseil constitutionnel, et le colonel Gardes qui avait été l'un des plus hauts responsables de l'armée secrète.

La grande peur de mai 1968 a mis fin à la rupture que la guerre d'Algérie avait créée entre la droite au pouvoir et l'extrême droite. Le Service d'action civique (S.A.C.), dans lequel se sont recyclés d'anciens commandos Delta nostalgiques du hold-up et du racket, et surtout les giscardiens qui n'ont jamais perdu le contact avec l'extrême droite, ont favorisé ces retrouvailles. Plusieurs ex-O.A.S. ont d'ailleurs rejoint les rangs des républicains indépendants, comme Hubert Bassot, ancien responsable de l'appareil de propagande de l'O.A.S.-métropole. La « sainte alliance » contre la « chienlit » voit ainsi, le 30 mai 1968, défiler côte à côte, sur les Champs-Élysées, gaullistes, anciens collabos et partisans de l'Algérie

française, et même, à côté des croix de Lorraine, quelques croix celtiques brandies aux cris de « Cohn-Bendit à Dachau ».

Le fossé est définitivement comblé quelques jours plus tard par l'amnistie des derniers O.A.S. et le retour des « grands » exilés : Bidault, Soustelle, Sergent, etc.

Les premiers ralliements s'opèrent dès la mi-mai, quand le mouvement de contestation a pris des proportions importantes. Depuis les premières barricades, des barbouzes gaullistes faisaient la cour à l'extrême droite et aux anciens de l'armée secrète, leur expliquant que le temps était venu d'oublier les querelles de l'Algérie française. Ainsi, les hommes du S.D.E.C.E., Bob Denard en tête, avaient tenté de recruter les militants d'Occident, alors que quelques mois plus tôt ils conseillaient à leurs collègues de la P.I.D.E. portugaise de cesser tout contact avec ce mouvement « " truffé " d'indicateurs de police et de provocateurs [1] ».

« — Occident fut contacté par certains services secrets, raconte un ancien militant du mouvement, il s'agissait de reconquérir Assas, la faculté de droit, et d'en faire une base antigauchiste pour descendre ensuite sur le quartier Latin. Carte blanche nous était laissée, nous avions tous les moyens et les appuis nécessaires [...]. Nous avons refusé parce qu'il aurait fallu travailler avec les gaullistes [...]. C'était une chance inouïe que nous laissions passer. Il faut reconnaître que l'opération n'était pas simple [...]. Mais enfin, le jeu en valait la chandelle [2]... »

Volant à l'aide des gaullistes, Aginter-Presse se met également de la partie. Quelques ténors de l'Agence vont ainsi recruter des provocateurs pour les infiltrer dans les manifestations du quartier Latin [3], comme en témoigne

1. Voir p. 144.
2. *Initiative nationale*, mai 1977.
3. Le rapport du S.I.D. accusant Guérin-Sérac d'être l'instigateur des attentats du 12 décembre 1969 à Milan signalait que « ces attentats auraient un certain lien avec ceux organisés à Paris en 1968 et dont le cerveau serait Guérin-Sérac » Le rapport ne précise pas de quel attentat ou provocation il s'agit.

un ancien mercenaire : « Je rentrais du coup foireux contre le Congo-Brazzaville, quand le capitaine Mathieu m'a demandé à Paris de m'infiltrer chez les étudiants du quartier Latin : " Vous avez l'air d'un étudiant, vous connaissez bien le quartier, vous n'aurez qu'à aller voir à la Sorbonne pour nous rapporter ce qui s'y passe " [...] Je l'ai envoyé balader. »

La contribution musclée que l'extrême droite apporte alors au triomphe électoral du gaullisme va désormais lui permettre de récupérer l'espace politique qui lui avait été confisqué à la suite de la guerre d'Algérie. Les néo-fascistes vont pouvoir retrouver le rôle de « gros bras » de la réaction que la droite leur réserve depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le pouvoir laisse les coudées franches à l'extrême droite, à laquelle il assigne les tâches de basse police dont son discours réformiste et libéral sur la « nouvelle société » lui interdit de se charger ouvertement.

C'est avec rage que l'extrême droite va remplir sa fonction d'auxiliaire clandestine de la répression, en s'employant par tous les moyens à détruire l'esprit de Mai 68 et à briser la contestation dans les usines, les lycées et les facultés.

Cette politique va rapidement porter ses fruits. Dans les usines, tout d'abord, où dès le début de l'année 1969, on assiste à un développement et à un durcissement des syndicats « jaunes », et en particulier de la C.F.T. (Confédération française du travail) [1]. C'est le cas notamment à Citroën où le syndicat fasciste exerce, à coups de barre de fer, de chantage et de liste noire, un véritable terrorisme antisyndical et anti-ouvrier. Ce phénomène s'accompagne également du développement de milices patronales recrutant dans la pègre autant que dans l'extrême droite. L'exemple le plus célèbre est celui de la milice de Peugeot où se retrouvent pêle-mêle membres du S.A.C., anciens militaires de l'O.A.S. ou

1. La C.F.T. est en relation avec le syndicat fasciste italien C.I.S.N.A.L., les syndicats franquistes, les syndicats iraniens, etc.

mercenaires ayant opéré en Afrique. Leur recrutement s'est fait par l'intermédiaire d'une agence d'intérim, la R.P.P.S.I. NOTA (21, rue des Halles à Paris), dirigée par d'anciens membres de l'O.A.S. comme le colonel Albert Lenoir ou Claude Peintre, responsable, en février 1961 à Alger, de l'assassinat de l'avocat libéral Popie, et ancien chef du commando Delta 15, ou encore Jacques Prévost, etc. [1].

Mais c'est surtout contre le gauchisme étudiant que le pouvoir laisse agir les bandes fascistes qui multiplient les provocations et les agressions. A l'intérieur de quelques fiefs universitaires, comme la faculté de droit de la rue d'Assas à Paris, les militants d'extrême droite organisent une véritable police intérieure, « ratonnant » les étudiants gauchistes et leur interdisant l'entrée de la faculté, sous l'œil bienveillant de l'administration universitaire. Ils lancent aussi des expéditions punitives contre les facultés et les lycées considérés comme des fiefs de la gauche. Ces expéditions se déroulent le plus souvent au vu et au su de la police. Certaines seront sanglantes, par exemple celle du 2 mai 1969 où, au lycée Louis-le-Grand, un jeune militant maoïste est grièvement blessé par une grenade offensive lancée par les assaillants que conduit Jean-Gilles Malliarakis.

Devenue un peu trop voyante, cette collusion entre l'extrême droite et le pouvoir est alors dénoncée à la suite d'un meeting d'*Ordre nouveau*, le 9 mars 1971, au Palais des Sports de Paris : « Depuis le matin du 9 mars, écrit *Le Monde* du 11 mars, toutes les issues du Palais des Sports étaient gardées par des militants d'extrême droite bottés, casqués, munis de boucliers et de lourdes barres de fer [...] sous le regard apparemment impassible de nombreux gardiens de la paix en uniforme [...]. Aux curieux qui leur faisaient remarquer l'étrange attirail des militants d'Ordre nouveau, les policiers répondaient par un haussement d'épaules ou par un sourire un peu

1. Angeli et Brimo, *Une milice patronale*. Peugeot, Maspéro; Marcel Caille, *Les Truands du patronat*, Éd. Sociales.

contraint : " les ordres sont les ordres " disait l'un, " je n'ai pas d'ordres " disait l'autre. C'est donc en toute quiétude que les organisateurs du rassemblement purent emmagasiner dans les couloirs de la salle de spectacle, non seulement leurs bannières et leur matériel de propagande, mais encore une importante quantité de barres métalliques et de bâtons de bois. »

Dans la soirée, une contre-manifestation, organisée conjointement par l'extrême gauche, des organisations antiracistes et d'anciens résistants, est sauvagement réprimée par les policiers avec l'aide du service d'ordre des fascistes. Cette coopération est si évidente qu'elle est immédiatement dénoncée par le secrétaire général du Syndicat autonome de la police, Gérard Monate. « Il est intolérable, dit-il, qu'au cours des affrontements, des éléments d'Ordre nouveau se soient mêlés à la police pour frapper les contre-manifestants. » Même certains gaullistes, comme David Rousset et le Front progressiste, s'inquiètent de « ce que le gouvernement par l'intermédiaire de Marcellin [ministre de l'Intérieur] se soit cru obligé d'assurer la protection du meeting et se soit de ce fait rendu solidaire d'une organisation qui ne se cache pas d'emprunter ses objectifs et ses méthodes au national-socialisme ».

Tout en jouant les supplétifs serviles du pouvoir, l'extrême droite aspire toutefois aussi à une expansion autonome. La peur engendrée au sein des classes moyennes par le développement du mouvement gauchiste lui a ouvert un nouvel espace politique qu'elle ne souhaite pas laisser confisquer une fois de plus par la droite classique. Elle choisit donc de jouer la carte de l'ordre et de la sécurité, afin de rallier cette fraction de l'électorat qui vote gaulliste et centriste faute de mieux.

A la veille des élections législatives de mars 1973, Ordre nouveau tente un élargissement politique avec la création du Front national, où réapparaissent tous les chevaux de retour de l'extrême droite, comme l'ancien député poujadiste Jean-Marie Le Pen, Roger Holleindre (ancien O.A.S. et fondateur du Front uni de soutien au

Vietnam Sud), Guy Ribeaud, ancien secrétaire de Georges Bidault, etc.[1]. Le Pen est élu président et François Brigneau, rédacteur en chef de *Minute*, vice-président du mouvement, dont le secrétariat général est confié conjointement à Alain Robert et Roger Holleindre.

Son échec électoral, puis l'interdiction d'Ordre nouveau à la fin du mois de juin 1973, portent un coup brutal au Front national. Durant l'été 1973, de profondes divergences entre les dirigeants d'Ordre nouveau et Jean-Marie Le Pen entraînent une scission : Ordre nouveau se reconstitue sous le sigle de « Faire Front », tandis que Le Pen et ses amis, gardant celui de « Front national », font désormais bande à part.

Ordre nouveau avait été créé à la fin de 1969 par d'anciens militants d'Occident[2], recyclés dans le G.U.D.[3], auxquels s'étaient joints des amis de Jean-Jacques Susini, les avocats Jean-François Galvaire et Paul Leandri. Me Galvaire, ancien dirigeant de l'Alliance républicaine de Tixier-Vignancour, qui apparaissait comme le représentant de l'ancien patron de l'O.A.S. d'Alger, avait été nommé secrétaire général d'Ordre nouveau.

1. Lors de ces élections, selon un rapport de la police italienne publié par le *Corriere della Sera* du 21 août 1974, Ordre nouveau et le Front national auraient obtenu du M.S.I., le parti néo-fasciste italien, une aide financière de 130 millions d'anciens francs, en particulier sous forme d'affiches et de matériel de propagande.

2. La dissolution d'Occident en novembre 1968 sera suivie d'un phénomène d'infiltration dans l'extrême gauche qui, à une échelle réduite, n'est pas sans ressembler à ce qui s'est passé en Italie à la même époque. L'extrême droite française va en effet connaître, elle aussi, à la fin de l'automne 1968 et durant l'hiver 1969, quelques curieuses et soudaines vocations gauchistes. Ainsi, on verra, par exemple, à Nice, au mois de décembre 1968, un ex-responsable d'Occident, Thierry Guyot-Cestier, devenir le dirigeant d'un groupe anarchiste local avant de retrouver quelques mois plus tard les rangs d'Ordre nouveau (dont il défendra les couleurs aux législatives de mars 1973 dans la 2e circonscription des Alpes-Maritimes), puis, lors des présidentielles de mai 1974, servir de garde du corps « rapproché » de Giscard.

3. G.U.D. : Groupe Union Défense, créé au début de l'année 1969.

Après la débâcle de l'O.A.S., Jean-Jacques Susini, condamné à mort, s'était réfugié à Rome, avec la protection des fascistes du M.S.I. En août 1966, il est l'un des premiers « grands » exilés à regagner discrètement la France, et cela sans être inquiété le moins du monde. Installé dans le midi de la France, peu rancunier envers ses anciens adversaires anti-O.A.S., il met immédiatement ses talents au service des S.A.C. du Sud-Est. Dès l'année suivante, il est l'agent électoral de l'avocat d'affaires Michard-Pelissier, grand ami et conseiller de Jacques Chaban-Delmas. En juin 1968, Susini organise dans sa région le service d'ordre des gaullistes et des giscardiens lors des législatives de la peur.

Mais le « Petit César », comme l'appellent ses amis, a d'autres ambitions que de jouer les « gâchettes » de la majorité. Ce qu'il veut : créer en France un grand parti nationaliste à l'image du Mouvement social italien, où il compte beaucoup d'amis et de conseillers. Pour cela, il a besoin de beaucoup d'argent : « Il faut cent millions, dit-il, pour lancer un mouvement, et un milliard pour lancer un journal... [1] »

Le 11 mars 1970, la police arrête seize personnes soupçonnées d'avoir organisé des hold-up sur la Côte d'Azur, à Marseille, à Lyon et à Paris. Tous sont d'anciens commandos de l'O.A.S. : Gilles Buscia, ancien adjoint de Pierre Sergent à la direction de l'O.A.S.-métro; Georges Renaut, ancien adjudant parachutiste et auteur de l'attentat du mont Faron contre le général de Gaulle; Robert de La Tour et Jean-Jacques Susini; etc. Le 14 mars, Me Galvaire démissionne de ses fonctions de secrétaire général d'Ordre nouveau.

En janvier 1974, devant le tribunal, certains inculpés reconnaissent les faits et déclarent avoir agi pour alimenter les caisses d'un mouvement anticommuniste, le M.U.R.A. (Mouvement unifié de rénovation et d'action). L'un d'eux, Georges Renaut, précise que le M.U.R.A. a, pour président, Blanchot, l'avocat de Susini

1. Rapporté par *Rouge*, 10 novembre 1976.

à ce même procès, et l'un des dirigeants de l'extrême droite marseillaise. Il dit aussi que Susini était le conseiller du mouvement [1].

Pourtant, après de multiples rebondissements, l'ancien président des étudiants d'Alger est acquitté en compagnie de Gilles Buscia. Six inculpés seulement sont condamnés à des peines variant entre six mois et quatre ans de réclusion (c'est-à-dire des peines relativement légères au regard de celles généralement appliquées pour ce genre de délit).

Entre-temps, Jean-Jacques Susini, qui avait été mis en liberté provisoire au mois de juillet 1971, a été à nouveau arrêté le 3 octobre 1972. Il est accusé, cette fois, d'être l'instigateur du meurtre du lieutenant-colonel Gorel, dit « Cimeterre », ancien trésorier de l'O.A.S.

Le 20 décembre 1968, à 7 h 45 du matin, Raymond Gorel avait quitté son appartement de la rue Perrot, à Malakoff, au volant de sa Volkswagen, pour se rendre à Aulnay-sous-Bois où il travaillait comme attaché commercial dans une entreprise de transports. A cinquante mètres de son domicile, une camionnette Citroën lui avait barré la route. Quatre hommes en avaient surgi. Raymond Gorel avait été brutalement extrait de son véhicule, matraqué et précipité dans la camionnette qui avait démarré rapidement. Depuis, personne n'a revu l'ancien trésorier de l'O.A.S., vivant ou mort [2]. L'enquête s'est orientée immédiatement vers les amis de « Cimeterre » : tous les anciens chefs de l'O.A.S., le général Salan, le capitaine Sergent, J.-J. Susini, etc., ont été interrogés sans succès. L'affaire a traîné ainsi durant plus de trois ans. Le 25 octobre 1967, Raymond Gorel

1. « Susini's Band », *Rouge*, *op. cit.*

2. Selon Georges Renaut, l'opération a été dirigée par Jacques Lafaille. Raymond Gorel a ensuite été livré, dans un local du XIX[e] arrondissement, à Jean-Jacques Susini et à ses complices, Gabriel Bernard, Jean Lecrivain (ancien garde du corps de Gorel), Christian Alba (un cousin de Susini) et Robert de La Tour. En janvier 1973, Pierre Vigem, dit « Petit Jim », un ancien commando Delta et ex-inspecteur stagiaire de la D.S.T., affirmera, dans une interview accordée en Espagne à deux journalistes de *France-Soir*, qu'il a lui-même étranglé Raymond Gorel à l'issue de son interrogatoire.

avait déjà été l'objet d'une tentative d'enlèvement, alors qu'il regagnait à pied son domicile. Quatre hommes avaient tenté de l'entraîner dans une voiture, mais il avait été sauvé par l'intervention des passants et ses agresseurs avaient dû s'enfuir. Mme Gorel affirme qu'au moment de cet incident, son mari lui avait dit : « C'est Susini. » Un autre témoignage de la veuve de « Cimeterre » et de sa fille est encore plus intéressant. Un soir de juin 1967, Susini, qui, pas encore amnistié, était toujours sous le coup d'une condamnation à mort, s'était présenté au domicile de Raymond Gorel, pour réclamer ce qu'il disait être sa part du butin de l'O.A.S. Mme Gorel lui avait refermé la porte au nez, mais un second personnage resté dans l'ombre avait alors glissé son pied entre le chambranle et la porte. Cet homme, diront Mme Gorel et sa fille, c'était Hubert Bassot. Susini et Bassot seront formellement reconnus par les deux femmes lors d'une confrontation dans les locaux de la police, quelques jours après l'enlèvement de « Cimeterre ».

L'ancien animateur de *L'Esprit public*, Hubert Bassot, ne sera jamais inquiété. A la veuve de Raymond Gorel, qui réclame son audition dans l'affaire, le juge Bernard, chargé de l'enquête, répondra le 30 mai 1974 : « On ne l'a pas trouvé...! »

Il est vrai que Bassot a eu beaucoup à faire depuis le début du mois d'avril. Le « metteur en scène de la campagne Giscard », comme l'appelle *L'Aurore*, est responsable de toute l'organisation matérielle de la course à l'Élysée du candidat R.I. Giscard élu, Hubert Bassot, chargé de mission auprès de la Présidence, sera désormais intouchable...

Quant à Jean-Jacques Susini, il est remis en liberté le 14 septembre, une façon comme une autre pour Giscard de récompenser l'aide que lui ont apportée lors des élections les amis de l'ancien patron de l'O.A.S. d'Alger, J.-J. Susini, d'ailleurs, ne s'y trompe pas, qui attribue

« l'accélération de son dossier à la nouvelle politique que connaît la France, depuis l'élection du nouveau président de la République ».

Si mai 1968 avait facilité les retrouvailles discrètes de la droite et de l'extrême droite, les présidentielles de 1974 cimentent publiquement cette alliance. Le risque réel d'une victoire de la gauche a fait tomber les ultimes réticences.

Les hommes qui avaient servi d'intermédiaire entre les activistes ultras et les gaullistes désemparés face au gauchisme opèrent cette fois le ralliement pour leur propre compte. De nombreux dirigeants du parti républicain indépendant entretiennent en effet les meilleurs rapports avec les anciens de l'O.A.S. et les militants d'extrême droite, soit qu'ils en soient eux-mêmes (comme Hubert Bassot ou comme Alain Madelin qui, ancien dirigeant d'Occident, est devenu secrétaire national des R.I.), soit qu'ils travaillent régulièrement avec eux depuis plusieurs années au sein d'officines anticommunistes financées par le patronat. Ainsi, le candidat R.I., auquel il manque une base militante pour appuyer sa campagne, recrute-t-il le gros de ses troupes parmi l'extrême droite la plus ultra.

« Les deux cents hommes engagés et payés par Valéry Giscard d'Estaing — deux cents francs par jour et par personne — ont été recrutés parmi les anciens militants d'Ordre nouveau, organisation d'extrême droite dissoute l'année dernière par un Conseil des ministres où siégeait [...] un patron d'aujourd'hui. Vingt-cinq pour cent des gages de ces zélateurs de Pétain et de Pinochet sont reversés à la caisse de " Faire Front ", nouvelle appellation d'Ordre nouveau [...]. Qui commande enfin? Pierre Sergent, ancien chef de l'O.A.S.-métropole, et Claude Dupont, ancien adjoint de Roger Degueldre, le chef des commandos Delta d'Alger [1]... »

1. *Le Nouvel Observateur*, 13 mai 1974.

Le lieutenant Dupont est un spécialiste des services d'ordre musclés. Employés de *Jours de France,* il assure en effet, depuis les législatives de 1967, toutes les campagnes électorales de son patron, le général Guillain de Bénouville, ex-partisan de l'ex-Algérie française et député U.D.R. du XIIe arrondissement de Paris.

Durant toute la campagne de Giscard, les deux anciens officiers de l'O.A.S. sont installés dans le bureau du secrétaire général des républicains indépendants, Michel d'Ornano. Toute l'extrême droite ne participe pas, dès l'origine, à cette « sainte alliance », dont la genèse a d'ailleurs été racontée par François Duprat [1], l'un de ceux qui, refusant de soutenir Giscard au premier tour des élections, présentent, sous le sigle du Front national, la candidature de l'ancien député poujadiste Jean-Marie Le Pen. Il est vrai que, pour le second tour, même ceux-là feront bloc derrière la coalition de la réaction.

Au début, ce sont les anciens d'Ordre nouveau, regroupés au sein de Faire Front, qui formeront le plus gros du service d'ordre du candidat Giscard. Ainsi, on voit Alain Robert, ancien secrétaire général d'Ordre nouveau, François Brigneau, rédacteur en chef de *Minute,* Jacques Prévost et quelques autres organiser la campagne, et leurs « crânes rasés » jouer les gardes du corps pendant les « bains de foule » qu'aime à prendre l'homme qui se déclare le représentant d'un nouveau libéralisme.

1. « Les amis d'Albertini (d'Est et Ouest) toujours présents dans les milieux de droite, hier pour le compte des gaullistes, aujourd'hui pour celui des giscardiens, approchent les chefs de Faire Front. Tâche peu difficile puisqu'ils travaillent ensemble depuis des années [...]. Les " amis " en question font miroiter de grands espoirs et ont un argument de taille : bien introduits auprès d'Hubert Bassot, l'un des organisateurs de la campagne Giscard, ils peuvent recruter les militants de Faire Front pour constituer le service d'ordre du candidat R.I. dont le parti à peu près inexistant en est bien incapable. A l'idée du flot d'argent qui va se déverser sur Faire Front [...] Robert et ses adjoints s'empressent de se mettre au service du ministre des Finances patron de l'homme qui les a dissous quelques mois plus tôt... » (Supplément à la *Revue d'histoire du fascisme,* 1975.)

Chaque meeting, chaque réunion du candidat R.I. est le théâtre de violences. Les militants de Faire Front ne font pas de détail : spectateurs agressés, contradicteurs roués de coups, et parfois même ce sont « les propres partisans de Valéry Giscard d'Estaing qui ont affaire au S.O. de leur candidat. A Montpellier, Jacques Giret, maire de Palavas-les-Flots et conseiller général républicain indépendant, se fait briser une côte à coups de chaise. Les gros bras n'ont pas le temps de faire de différence [1]. »

Ces excès et ces violences seront dénoncés dans la presse, suscitant même l'inquiétude du *Figaro* qui écrit, à la veille du premier tour : « Comment passer sur la brutalité d'un service d'ordre — nombreux et musclé, beaucoup trop — qui bouscule les journalistes, malmène les contradicteurs et ne laisse d'inquiéter ? »

Mais les fascistes de l'ex-Ordre nouveau ne vont pas se contenter de jouer les gros bras de Giscard. Ils vont également assurer une partie de l'organisation matérielle de la campagne et, pour cela, recruter d'autres nervis par l'intermédiaire de sociétés qu'ils contrôlent (M.A.D.-conseil, Delta-Course, Direction générale de la publicité, etc.).

Surtout, ils vont se charger des basses œuvres de la campagne giscardienne, comme la publication de journaux pirates injurieux pour la gauche et François Mitterrand. C'est, par exemple, l'affaire de *France-Matin* : imprimé clandestinement sur les rotatives de *Nice-Matin*, ce pseudo-quotidien est diffusé dans le courant du mois d'avril. Daté de 1975, il prétend être un compte rendu d'un an de gouvernement Mitterrand et dépeint une France apocalyptique, en proie au chaos et à l'anarchie.

Immédiatement saisi à la demande du candidat de la gauche, *France-Matin* est revendiqué par Patrick Legrand, ancien de *L'Esprit public* et collaborateur

1. *Le Nouvel Observateur*, 13 mai 1974.

d'Hubert Bassot au sein de l'appareil giscardien. Mais bientôt *L'Unité* ajoute une précision sur cette affaire : l'entreprise a été financée par des représentants du patronat, comme en témoigne une lettre que publie l'hebdomadaire socialiste. Datée du 24 avril 1974, et signée par Maurice Fouquet, délégué général de l'Union des syndicats patronaux de la région parisienne, cette lettre a été envoyée à plusieurs membres importants du C.N.P.F. Elle déclare : « Notre rencontre avec les leaders de l'Association pour la liberté économique et le progrès social a abouti à des initiatives qui méritaient d'être connues de vous. Sous le sigle A.L.E.P.S. (n° 15), 750 000 lettres aux cadres ont été diffusées à ce jour, 175 000 brochures (n° 14) ont été envoyées aux instituteurs. Sous une forme " spéciale ", des faits qu'il fallait connaître ont été repris dans une publication tirée à des millions d'exemplaires. »

Tiré à deux millions d'exemplaires, *France Matin* est bien la « forme spéciale » en question. Quant à l'A.L.E.P.S. (Association pour la liberté économique et le progrès social, domiciliée 199, boulevard Saint-Germain, Paris 7e, sous l'égide de laquelle sont organisées les « semaines de la pensée libérale », auxquelles participent des hommes politiques et des intellectuels de renom tels que Raymond Aron, Louis Armand, le recteur Cappelle, Poniatowski, etc.), il s'agit d'une des nombreuses organisations de lutte contre le communisme, dirigées par Georges Albertini pour le compte du patronat, qui publient des bulletins et revues.

Pour ce qui est de la production du journal pirate anti-Mitterrand, elle a été assurée par la société S.E.R.V.I.C.E. (Société d'étude et de recherche visuelles d'impression, de composition et d'édition), sise 11, rue Saint-Martin, Paris 4e, à laquelle Georges Albertini et son bras droit, Claude Lemonnier, dit Harmel, avait l'habitude de confier la publication de leur littérature anticollectiviste.

Et qui donc sont les dirigeants de S.E.R.V.I.C.E. ?

Cinq anciens d'Ordre nouveau [1], dont quatre sont également à la direction de Faire Front.

Outre *France Matin*, S.E.R.V.I.C.E. assurera pendant la campagne la publication d'un autre journal anti-Mitterrand, *Spécial-Banlieue*, dont le directeur de publication n'est autre qu'Alain Madelin. S.E.R.V.I.C.E. se chargera ainsi de l'impression de tracts et d'affiches injurieuses pour le candidat de la gauche (« Mitterrand se tait », etc.).

Peu sectaire, S.E.R.V.I.C.E. s'occupera également avant le premier tour de la composition de matériel pour l'U.D.R. : journaux, tracts de propagande et même bulletins d'adhésion (l'intermédiaire étant Marcel J.-P. Paganelli, rédacteur en chef du journal *Les Informations*).

Les élections présidentielles de 1974 marquent donc un tournant pour l'extrême droite. Sa présence voyante et musclée autour du président de la République lui a permis de retrouver une certaine « légitimité » en s'imposant à la droite comme un allié indispensable. Les dirigeants de Faire Front désirent d'ailleurs profiter de ce capital de respectabilité pour relancer l'idée de la création d'un mouvement nationaliste présenté comme la droite de la majorité présidentielle. Le pactole rapporté par la campagne électorale a renfloué les caisses de Faire Front et sorti pour un temps l'organisation du besoin. « Les responsables ne s'en cachent pas, écrit *Le Figaro*, de l'argent ils en ont. Ils précisent même qu'ils l'ont gagné durant la campagne des présidentielles [...] 60 % des sommes ainsi réunies ont été versées dans la caisse du futur parti nationaliste... [2] »

1. Catherine Barnay, J.-M. Mathieu, Jack Marchal, Gérard Penchiolelli et Alain Renault.
2. *Le Figaro*, 14 octobre 1974.

Au mois de septembre 1974, les principaux dirigeants de l'ex-Ordre nouveau décident de créer un « comité d'initiative pour la construction d'un parti nationaliste ». Le congrès constitutif de ce parti, qui va s'appeler le parti des forces nouvelles (P.F.N.), se tient les 9, 10 et 11 novembre à Bagnolet, dans la région parisienne. Deux cent cinquante délégués y participent. Un comité central de seize membres est élu [1] ainsi qu'un conseil national de cinquante-huit membres. Réunis pour la première fois le 14 novembre, le comité central confie son secrétariat général à Pascal Gauchon; José Bruneau de La Salle, Gabriel Jeantet et Alain Robert (ancien secrétaire général d'Ordre nouveau) sont élus secrétaires nationaux.

Mais, malgré les gros moyens financiers mis en œuvre, la publication d'un luxueux mensuel (*Initiative nationale*, tiré à cent mille exemplaires), de nombreuses campagnes de propagande, l'organisation de forums d'intellectuels [2], la création d'une centrale syndicale (Association pour un syndicalisme libre) et le soutien ouvert de plusieurs députés de la majorité (Jean Royer, Jean Kiffer, Jacques Médecin, etc.), le P.F.N. n'arrive pas vraiment à faire une percée.

Au début de l'année 1975, le P.F.N. tente une grande opération en direction des milieux militaires, en profitant de l'agitation créée par l' « appel des 100 » et par le développement des comités de soldats impulsés par l'extrême gauche. Le sergent Joël Dupuy, cadre du P.F.N., crée, au mois de février, un « Comité de soutien à l'armée », dont l'initiative est bien accueillie dans la majorité : Jacques Chaban-Delmas, Jacques Médecin, Robert-André Vivien, Guillain de Bénouville,

1. François Brigneau, Jean-Marc Brissaud, José Bruneau de La Salle, Thierry Bruon, Jean-François Galvaire, Roland Gaucher, Pascal Gauchon, Gabriel Jeantet, Jean-Claude Jacquart, Jack Marchal, Anne Meaux, Gerald Penciolelli, Roland Poynard, Emmanuel Renaud, Alain Robert, Yves Van Ghele.

2. Le P.F.N. s'est attiré la sympathie de nombreux intellectuels de droite et d'extrême droite : Louis Pauwels, Jean-François Chauvel, Marcel Jouhandeau, Jean Cau, etc.

ainsi que plusieurs dizaines de députés et de sénateurs, signent le « contre-appel du sergent Dupuy ». Mais l'initiative reste sans lendemain. Elle a permis cependant à ses promoteurs de récupérer quelques fonds supplémentaires auprès de l'Élysée.

• En butte à la concurrence et aux attaques des amis de Jean-Marie Le Pen regroupés dans le Front national et du Groupe Action Jeunesse (G.A.J.), qui dénoncent leurs liens trop étroits avec la majorité, les anciens dirigeants d'Ordre nouveau vont vite abandonner leur masque de respectabilité pour retrouver les vieilles pratiques terroristes... De surcroît, les espoirs mis en Giscard en raison de son passé pro-Algérie française ont été vite déçus. L'extrême droite attendait un homme fort, le personnage est inconsistant et faible, « ringard » pour reprendre l'expression d'*Initiative nationale*. La politique qu'il met en œuvre est jugée trop laxiste, trop libérale. Certaines de ses initiatives apparaissent même comme de véritables trahisons. Ainsi, la loi Veil sur la libéralisation de l'avortement. « Giscard, disent désormais les plus excessifs, a pris les votes de la droite pour faire une politique de gauche. » Cette rupture progressive mais ambiguë (le soutien financier se poursuit) va être accélérée par les mauvais résultats électoraux de la majorité et l'inéluctable poussée de la gauche dont la victoire semble désormais imminente.

Au début de l'été 1976, pour ne pas perdre définitivement leurs hommes de main, les giscardiens tentent une dernière opération de séduction envers le P.F.N. qui reçoit discrètement quelques nouveaux subsides. Mais l'effort est vain. Ingrats, les dirigeants du parti néo-fasciste succombent quelques mois plus tard au charme « national-travailliste » de Jacques Chirac.

Au lendemain de son départ fracassant du gouvernement, le nouveau patron des gaullistes s'affirme l'homme fort providentiel (« Ce diable d'homme, écrit *Minute*, n'est-il pas en train de réaliser à son profit le vaste rassemblement anti-programme commun que Valéry Giscard d'Estaing tente en vain de mettre sur

pied depuis deux ans? »), voire même comme le sauveur suprême : « Il est notre seul homme de droite, notre unique espoir. Nous le soutenons de toutes nos forces. Il faut qu'il nous laisse nous rapprocher de lui... [1] »

Le style musclé de Jacques Chirac, son autoritarisme, son langage, ses ambitions, ont séduit le P.F.N., qui voit avec l'opération de l'ancien Premier ministre s'ouvrir un nouvel espace politique, au sein duquel l'extrême droite peut se créer une place de choix.

Ainsi, après vingt ans de brouille, une bonne partie de l'extrême droite se retrouve en harmonie avec la droite gaulliste, certains regrettant même de ne pas avoir regagné le sérail plus tôt. « L'autorité de l'État, la cohésion nationale, la politique familiale, la collaboration des classes ont été défendues au moins en paroles par les gaullistes. Une attitude sectaire d'opposition systématique était particulièrement maladroite. Ce qu'il fallait reprocher aux gaullistes, c'était de ne pas mettre toujours en rapport leurs idées et leurs actes... [2] » Pour matérialiser cette jonction, les dirigeants du P.F.N. se voient offrir quelques strapontins sur les listes municipales conduites par les amis de Jacques Chirac [3].

1. Meeting à la Mutualité, 20 juin 1977, rapporté par *Le Canard enchaîné* du 22 juin 1977.

2. *Initiative nationale*, novembre 1976.

3. Plusieurs dirigeants du P.F.N. feront leur entrée dans les services de la mairie de Paris, à la suite de l'élection de Jacques Chirac, en particulier José Bruneau de La Salle, nommé officier municipal — fonction correspondant à celle des anciens maires adjoints de Paris — dans le XV[e] arrondissement (*Le Canard enchaîné*, 22 juin 1977).

2

Objectif 78

Au lendemain des élections cantonales de mars 1976 où l'Union de la gauche l'emporte largement, on peut lire dans *Année zéro*[1] : « L'hypothèse d'une victoire électorale de la gauche unie en 1978 doit être considérée comme une donnée politique fondamentale de toute réflexion politique. Il serait grotesque d'attendre paisiblement les réactions gouvernementales, et criminel de négliger cette hypothèse qui a de très fortes possibilités de se réaliser. »

L'auteur de cette analyse, ce n'est pas un secret, est François Duprat, un des lieutenants de Jean-Marie Le Pen au sein du Front national[2]. Elle se poursuit par l'exposé d'une stratégie destinée à faire basculer « à la chilienne » le pays du côté des « partis de l'ordre », et par une série de « consignes programmatiques », tâches définies comme prioritaires pour l'extrême droite face à l'échéance des élections de 1978. Duprat considère ces élections comme une occasion unique de renforcer, de

1. Cette revue n'aura qu'un seul numéro, daté de mai 1976.
Directeur de publication : M[me] J. Duprat. *Année zéro* est en Italie le titre de la publication du mouvement néo-nazi *Ordine Nero* (Ordre noir).

2. François Duprat a été assassiné dans des conditions mystérieuses le 18 mars 1978, la veille du second tour des élections législatives qui, contrairement à tous les pronostics, ont été une victoire pour la droite. Le dirigeant du Front national a été tué dans sa voiture par l'explosion d'un engin placé sous le siège avant et dont la mise à feu aurait été commandée à distance.

développer l'extrême droite française, une chance historique comparable à celle produite au Chili par l'arrivée au pouvoir de Salvador Allende.

« La cause du succès de *Patria y Liberta* au Chili, explique *Année zéro,* réside dans son irruption sur la scène politique au moment où Allende était élu président. Or le mouvement nationaliste de Pablo Rodriguez comptait alors [...] une centaine de militants [...].

« Nous ne pouvons en aucune façon attendre 1978 pour nous décider, par on ne sait quel miracle, à passer à l'action.

« [...] Pour pouvoir accomplir les tâches premières, celles qui seront susceptibles de provoquer une mobilisation rapide en notre faveur, nous devons pouvoir disposer, au minimum, comme forces réelles, dans moins de deux ans, de : — un millier d'activistes avec une vingtaine de responsables capables d'encadrer les militants et de mener les opérations d'une façon efficace [...] — une structure activiste au vrai sens du terme, c'est-à-dire tournée vers l'action de rue, le combat sur le terrain contre l'adversaire, la prise en main et l'encadrement de manifestations, ce qui entraîne obligatoirement l'existence d'un mouvement de type hiérarchisé et discipliné [...] — un " groupe de combat " alignant quelques centaines de militants surtout implantés dans les grands centres, dans la mesure où ceux-ci seront inévitablement les plus agités [...] — la possession d'un " trésor de guerre " de cinq à dix millions et un budget mensuel d'un à deux millions d'anciens francs, le trésor de guerre pouvant seul permettre le déclenchement d'une campagne éclair dès la nuit des élections, sans attendre d'hypothétiques rentrées d'argent [...]. Nous devons avoir en permanence à l'esprit que nous nous préparons à des combats de plus en plus violents et définitifs... »

Cette analyse d'*Année zéro* a le mérite de formuler clairement ce dont rêve la quasi-totalité de l'extrême droite française à cette époque. Elle rejoint, en particulier, les divers projets de structures politico-militaires contre-révolutionnaires auxquelles certains groupes tra-

vaillent déjà clandestinement, comme en témoignent toute une série d'événements qui se déroulent durant l'année 1976.

De fait, toute l'activité récente des éléments les plus ultras de l'extrême droite française paraît viser les trois objectifs posés par *Année zéro* comme prioritaires : structure activiste, groupe de combat et trésor de guerre.

LE TRÉSOR DE GUERRE

L'enlèvement d'Hazan

Mercredi 31 décembre 1975, 10 heures. Comme chaque semaine, au siège de la société Phonogram, dont il est le P.-D.G., Louis Hazan est dans son bureau avec ses collaborateurs. A quelques heures de la Saint-Sylvestre, il s'agit plus d'une réunion amicale que d'une séance de travail.

A 11 h 30, une estafette bleue, suivie d'une « Audi » rouge, se range le long du trottoir devant le petit immeuble carré de deux étages. Six hommes en descendent, vêtus de jeans et de blousons, ils ont le visage découvert et transportent une énorme malle en osier. Ils pénètrent dans l'immeuble. Armés de mitraillettes, de pistolets et d'une carabine à canon scié, ils se dirigent, sans aucune hésitation, vers le bureau où Louis Hazan et ses collaborateurs sont réunis. « Haut les mains. Ne bougez pas. Tous couchés. » Éberlués, tous s'exécutent. « Qui est Louis Hazan? » interroge l'un des intrus. S'étant fait connaître, le P.-D.G. de Phonogram est enfermé dans la malle en osier. Un de ses collaborateurs, Daniel Vergnes, le chef comptable, est entraîné de force; les autres sont ligotés et bâillonnés.

La malle est chargée dans l'estafette. Puis les deux véhicules, au volant desquels sont restés les chauffeurs, s'éloignent rapidement. Quelques minutes plus tard,

Daniel Vergnes est libéré. Les ravisseurs d'Hazan font connaître leurs exigences dès le lendemain : quinze millions de francs en coupures de cinq cents francs...

Le commando a en fait un complice chez Phonogram : le chef comptable, Daniel Vergnes. Et c'est lui que la famille et les collaborateurs d'Hazan chargent d'être leur intermédiaire pour la remise de la rançon! Après plusieurs tentatives infructueuses, celle-ci est fixée au mardi 6 janvier, à 20 h 45, place de la Bastille. Mais les policiers aussi sont au rendez-vous. Deux des ravisseurs tombent dans le piège. Après une violente bagarre, ils sont arrêtés. Il s'agit de deux militants du parti des forces nouvelles, Dominique et Didier Pech. Dans les heures qui suivent, la plupart de leurs complices sont arrêtés. Louis Hazan est retrouvé sain et sauf dans une villa de Tremblay-les-Villages, dans l'Eure-et-Loir.

La police n'a pas eu trop de mal à régler cette affaire : elle a au sein du parti des forces nouvelles de bons informateurs qui semblaient en savoir long sur l'opération lancée par leurs amis. Tous les protagonistes de ce rapt sont en effet des membres de l'extrême droite, anciens O.A.S., ex-militants d'Ordre nouveau ou membres du P.F.N.

Les frères Dominique et Didier Pech sont deux gros bras du P.F.N. Leur père Marcel, lui, est un important responsable de l'extrême droite. Ancien du R.P.F., puis de l'O.A.S., il a été un des administrateurs d'Ordre nouveau dont il était le trésorier lors des élections législatives de mars 1973. En fuite au moment de l'affaire Hazan, il a été arrêté à l'automne 1977.

Jean-Michel François est également un militant du P.F.N. et du G.U.D.

Serge Leleu est aussi un militant du G.U.D. de la faculté de droit de la rue d'Assas. Toujours en fuite, il était durant l'été 1976 mercenaire au Liban sous le pseudonyme de « Dominique Durand ».

Tous les autres sont des sympathisants du P.F.N. : les frères Hugo et Noris Brunini. Le premier est P.-D.G. d'une entreprise de nettoyage, A.C.S.I.-France. Il a été arrêté immédiatement. Le second dirige une agence de voyages en

Afrique du Sud. Jacques Boisset, ancien mercenaire du Congo; Paul Tombini, ancien du S.A.C. et des milices patronales; Daniel Vergnes, chef comptable de Phonogram; etc.

Cette dimension politique, la police va tenter de l'étouffer. « Dans ce rapt, commente immédiatement un haut fonctionnaire de la préfecture, il n'y a pas d'idéologie, simplement une histoire de gros sous. » Le ministère de l'Intérieur préfère, en effet, mettre l'accent sur l'exploit réalisé par les policiers, oubliant certains aspects de l'affaire, qui risquent d'être compromettants pour le pouvoir. Plusieurs participants du rapt ont appartenu au service d'ordre de Giscard durant la campagne présidentielle. L'un d'eux, Jean-Marc de Bremonville, dit Jacques Prévost, a même été, dit-on, « garde du corps rapproché » du futur président.

Jacques Prévost n'est pas un inconnu, il est lui aussi proche du P.F.N. Il a été candidat d'Ordre nouveau aux municipales de 1971. Son passé est « exemplaire » : volontaire en Corée, para à Dien Bien Phu, O.A.S. en Algérie — où il était responsable des commandos « Action-Sahara » — Prévost est l'un des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart. Amnistié en 1968, il s'est d'abord reconverti dans les milices patronales, puis dans le marché des armes en direction de l'Afrique et l'entraînement des mercenaires.

Le chef du commando a été arrêté. Il s'agit de Daniel Moschini, dit « Miguel ». Militant néo-fasciste de longue date, il a été mercenaire en Angola pour le compte de la P.I.D.E. et d'Aginter-Presse. Spécialiste des actions clandestines, il est un des dirigeants du G.I.N. (Groupe d'intervention nationaliste), le bras armé du P.F.N. Moschini est également l'un des responsables, en France, des commandos anti-E.T.A. formés par les guérilleros du Christ-Roi.

Le premier, Daniel Moschini reconnaît avoir agi par conviction politique (Louis Hazan aurait été choisi comme victime en raison de ses origines juives). Il est suivi par Daniel Vergnes qui révèle que le rapt a été

exécuté pour le compte d'une organisation d'extrême droite internationale. A travers ses déclarations imprécises, certains croient reconnaître l'Orchestre noir de Madrid. Quelques mois plus tard d'ailleurs, des journalistes espagnols signalent la présence de Jacques Prévost aux côtés des hommes de cette internationale néo-fasciste.

Et l'hypothèse d'une organisation clandestine spécialisée dans les hold-up et les enlèvements, fonctionnant pour le compte de l'extrême droite internationale, est peu à peu étayée par une série de faits divers au cours des mois suivants. Sous le coup d'un mandat international, Jacques Prévost a été arrêté à la fin du mois de mai 1977, à Balikpapan en Indonésie. Ingénieur électronicien dans une société pétrolière, il a commis l' « imprudence » de demander un passeport au consulat de France de Djakarta sous sa véritable identité... Sans doute se croyait-il à l'abri de toute poursuite. Sans doute l'avait-il été. Mais, un mois avant son arrestation, un important remaniement ministériel était venu sanctionner l'échec de la majorité aux élections municipales de mars.

Ainsi, Philippe Lageste, membre du conseil national du P.F.N., qui est arrêté dans le cadre de l'affaire Hazan, est plus tard inculpé pour avoir détourné des fonds de la Caisse d'épargne où il travaillait. Il avait également fourni les plans de cet établissement à Moschini.

Le 11 août 1976, trois hommes attaquent le bureau de poste de Courbevoie, dans la banlieue parisienne. Le hold-up tourne mal : le receveur, qui est armé, tire. Deux braqueurs s'écroulent; le premier, Lazlo Varga, est tué sur le coup; le second, Bernard Lescrainier, succombera à ses blessures deux jours plus tard; le troisième agresseur a pu s'enfuir. Réfugié hongrois, Lazlo Varga s'est fait connaître, en septembre 1962, en participant avec Jacques Prévost à l'attentat du Petit-Clamart, pour lequel il a été condamné à dix ans de réclusion le 4 mars 1963, puis gracié le 3 novembre 1967...

Bernard Lescrainier, représentant en parfumerie à Marseille, ancien O.A.S. (il a été condamné en 1963 à dix ans de prison par la Cour de sûreté de l'État et amnistié en 1968), comptait parmi les membres du conseil national d'Ordre nouveau en 1972, avant de militer au P.F.N., bien que son nom ne figure plus sur les organigrammes.

Toujours au mois d'août, plusieurs militants d'extrême droite sont inculpés dans une affaire de faux traveller's chèques.

L'affaire Dassault

Puis, au début du mois de septembre, éclate l'affaire Dassault-Vathaire.

Le 6 juillet, Hervé de Vathaire tire du compte personnel de Marcel Dassault, constructeur d'avions et député U.D.R., la somme de huit millions de francs en faisant usage d'une procuration.

Pour expliquer son geste, Hervé de Vathaire, qui est le directeur comptable de Dassault et qui a, jusque-là, fait figure d'employé modèle, déclarera que cet argent était destiné à racheter un dossier que lui avait dérobé le mercenaire Jean Kay. Ce dossier, constitué par Vathaire, dresse la liste de toutes les affaires douteuses et dissimulations fiscales des entreprises Dassault, précisera-t-il dans une lettre avant de disparaître.

Le nom de Jean Kay est connu depuis 1971, date à laquelle il a tenté de détourner un Boeing à Orly pour obtenir des médicaments destinés au Bangladesh. Cette petite opération publicitaire lui a valu cinq ans de prison avec sursis.

Membre de l'O.A.S., il s'est recyclé après la débâcle, comme beaucoup de ses amis, dans le mercenariat, avec le commandant Faulques, un ancien patron des « affreux » du Katanga. Sous les ordres de Faulques, il a « servi » au Biafra puis au Yémen. On le retrouve ensuite au Cabinda, envoyé par le colonel Prévost, officier du

S.D.E.C.E. Arrêté par les autorités de Brazzaville à la suite d'un coup de main contre l'armée congolaise, il a été libéré après quelques mois sur l'intervention de Jacques Foccart. Plus tard, il est passé au service des milices phalangistes, au Liban.

L'escroquerie de Jean Kay a-t-elle été réalisée dans le but de financer l'extrême droite? La personnalité du mercenaire, ses sympathies, tout permet de poser cette question. La presse, en général, a retenu l'hypothèse selon laquelle l'argent de Marcel Dassault avait servi à financer l'envoi de mercenaires français au Liban, pour combattre aux côtés des phalangistes, auxquels, quelques années plus tôt, Kay avait servi d'instructeur. Mais on peut aller plus loin, quand on connaît les liens que Jean Kay entretenait avec l'un des ravisseurs de Louis Hazan. Au cours de l'enquête sur le rapt du P.-D.G. de Phonogram, les policiers ont découvert en effet que Jean Kay fréquentait une propriété proche du barrage de Sainte-Étienne-Cantalles (Cantal), où Jacques Prévost entraînait des barbouzes en compagnie de Moschini. Leur objectif : saboter les installations off shore de la Gulf Oil au Cabinda [1]. Comme couverture, les deux hommes utilisaient une pseudo-société de recherche sous-marine, « Acquasimplex », pour le compte de laquelle ils avaient acheté un important matériel de plongée sous-marine (combinaisons, bouteilles. Zodiac, moteurs, etc.).

« Sans haine, sans armes, sans violence » : l'affaire Spaggiari

Dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 juillet 1976, une bande de casseurs vident trois cent dix-sept des quatre mille coffres de l'agence centrale de la Société générale de Nice. Butin de l'opération : six à huit milliards de centimes. Le « casse du siècle ». Il a fallu deux mois de travaux pour le préparer. A partir des

1. *Rouge* 10 novembre 1976.

égouts de la ville, les casseurs ont percé un tunnel d'accès à la salle des coffres (longueur huit mètres). Ils ont profité du week-end pour nettoyer les coffres les plus intéressants.

Trois mois plus tard, le 26 octobre, à la suite d'une enquête pleine d'incohérence, d'insolite et de curieuse obscurité, une enquête dont on se demande rétrospectivement si, à des niveaux divers, certains n'avaient pas intérêt à la voir déboucher « sur le néant » [1], cinquante personnes sont interpellées au cours d'une rafle spectaculaire organisée à Nice, Marseille, Paris et Avignon. Six personnes — des « cadres moyens » du « milieu » — sont inculpées par le juge Bouaziz chargé de l'enquête. Ce ne sont que des comparses, on s'en aperçoit vite. On apprend aussi que deux truands ont échappé au coup de filet : Gaétan Zampa [2], gros bonnet du milieu marseillais, très lié à l'extrême droite locale, et Gaby Anglade, ancien O.A.S., patron du commando Delta 6 à Alger.

En réalité, tous les chefs de l'opération et ses principaux exécutants ont pris le large quelques heures avant la rafle. Ils avaient été prévenus, semble-t-il, par des complices au sein de la police judiciaire de Paris. Tous, sauf un : Albert Spaggiari, arrêté le 27 octobre à Nice dans un restaurant du quartier ouest où il déjeunait tranquillement avec sa femme et un ami.

Albert Spaggiari, « Bert » pour ses amis, est un vieux baroudeur de l'extrême droite. La presse le présente comme un membre du Groupe de recherches et d'études sur la civilisation européenne. Ce « pensoir » d'extrême droite dément.

Il obtiendra d'ailleurs la condamnation d'un récent ouvrage sur le néo-nazisme qui reprenait cette accusation. Notons pour la chronique judiciaire que le G.R.E.C.E. a retiré — après négociations — sa plainte contre *L'Express* et qu'il n'a pas poursuivi *Le Monde* et *Libération* qui reprenaient les mêmes accusations.

1. James Sarazin, *Le Monde*, 18 mai 1977.
2. Zampa a obtenu, depuis, un non-lieu dans cette affaire.

Le G.R.E.C.E. est sûrement l'une des meilleures opérations réalisées par l'extrême droite depuis la fin de la guerre d'Algérie. Fondée à la fin des années 60 par des rescapés de l'organisation fasciste et raciste « Europe Action », cette « société de pensée à vocation intellectuelle », comme elle se définit elle-même, compte aujourd'hui parmi ses membres une bonne partie des intellectuels de la droite et de l'extrême droite françaises.

Organisé en cercle, le G.R.E.C.E. recrute ses membres et ses sympathisants chez les enseignants, les cadres et les fonctionnaires. Sous couvert d'études, faites pour l'essentiel d'eugénisme, il diffuse une doctrine réactionnaire, teintée de « libéralisme avancé ». Son message : « Un racisme intelligent qui a le sens de la diversité des ethnies est moins nocif qu'un antiracisme intempérant niveleur et assimilateur », comme on peut le lire sur une brochure intitulée *Pour mieux nous situer*.

Pour véhiculer ses théories, le G.R.E.C.E. publie le bimestriel *Éléments*, dirigé par Roger Lemoine et Jean-Claude Valla, et utilise la revue *Nouvelle École*. Bien que *Nouvelle École* soit distincte du G.R.E.C.E., ses animateurs sont souvent les mêmes. Ce sont en général d'anciens dirigeants de Jeune Nation, d'Europe Action ou de la Fédération des étudiants nationalistes (F.E.N.), comme Alain de Benoist, dit Fabrice Laroche, ou François d'Orcival, rédacteur en chef de *Valeurs actuelles*.

Nouvelle École bénéficie, par ailleurs, d'une collaboration impressionnante où se mêlent : Pierre Debray Ritzen, l'historien André Brissaud, le journaliste de *Minute* Jean Mabire, le sociologue Jules Monnerot, le psychologue Roger Mucchielli, les écrivains Jean Cau, Thierry Maulnier, Thomas Molnar, Raymond Abelio, ou encore, l'ancien P.-D.G. de Citroën Pierre Bercot, etc.

Quoi qu'il en soit, Spaggiari n'est pas un inconnu pour la police.

Engagé volontaire à dix-huit ans au 3e bataillon des paras coloniaux, Spaggiari a été condamné à quatre ans de prison en 1957 pour avoir volé la caisse d'un bordel à Saigon. Pendant la guerre d'Algérie, dans le réseau Bayard, il a participé à un attentat contre le général de Gaulle à Hyères. Ce qui lui vaut un passage dans le livre de Pierre Demaret et Christian Plume, *Objectif de Gaulle :* « Le 8 novembre 1961 à 16 heures, le géné-

ral de Gaulle entre dans le champ de vision de son Mauser. La cible est à quatre mètres cinquante, immanquable. Mais Spaggiari ne tire pas : " C'était pourtant l'occasion idéale [...]. Je ne pouvais pas le rater [...]. Malheureusement, je ne m'étais placé là que pour le plaisir. Je ne pouvais pas tirer, je n'en avais pas reçu l'ordre. " » Au mois de mars 1962, il est arrêté sur dénonciation et condamné à quatre ans de prison. Il est libéré en 1966.

Après avoir passé quelques mois à Munich dans les milieux néo-nazis, il s'installe à Nice comme photographe. Dès lors, il se consacre — du moins officiellement — aux photos de noces et banquets et, en période d'élections, au service d'ordre de certaines personnalités politiques locales ou nationales. Ainsi, en juin 1968, on le retrouve en compagnie du lieutenant Dupont, futur patron du service d'ordre de Giscard; il est l'agent électoral du général Guillain de Bénouville, descendu de Paris pour être candidat dans la 3e circonscription des Alpes-Maritimes. En 1974, il participe à la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, animée à Nice par le député-maire Jacques Médecin.

Quelques mois plus tard, Spaggiari adhère aux républicains indépendants, en compagnie d'une cinquantaine de militants d'extrême droite niçois. Adhésion suivie de peu par celle du député-maire de Nice, qui, le jour venu, aura beaucoup de mal à expliquer à la presse la nature exacte de ses relations avec le « Cerveau » du casse de Nice. Cette fréquentation de la droite dite « respectable » n'empêche pas Spaggiari de maintenir ses contacts avec l'extrême droite locale ou internationale. Ainsi, selon un rapport des Renseignements généraux, en 1970, il participe à Milan au congrès d'*Ordine Nuovo*.

Arrêté, Spaggiari est confronté à une charge implacable : ses propres aveux! Le photographe niçois a eu l'imprudence de se rendre aux États-Unis vers la fin septembre pour offrir ses services de cambrioleur hors pair à la C.I.A., avec laquelle il est vraisemblablement en rapport depuis son séjour à Munich. Pour appuyer

cette demande d'emploi, il n'a pas hésité à donner des précisions sur son chef-d'œuvre : le fric-frac de la Société générale. Sans attendre, la C.I.A. a transmis ces informations au F.B.I., qui a prévenu la police française par l'intermédiaire d'Interpol. Pourquoi cette délation? Un tel zèle n'est pas courant chez les services secrets, américains, français ou autres, qui préfèrent généralement utiliser les truands sans poser de question ou encore conserver leurs aveux pour un usage ultérieur. Spaggiari était-il donc trop compromettant pour que la C.I.A. le fréquente?

Le rapport d'Interpol ne semble guère inquiéter Albert Spaggiari. Pourtant, après trente-sept heures de mutisme et de sourires décontractés, « Bert » avoue soudain qu'il était l'instigateur, l'organisateur, bref le cerveau du casse du siècle. Pourquoi cette volte-face?

Quelques heures après son arrestation, les policiers niçois ont découvert, au cours d'une perquisition dans sa maison de campagne de Bezaudun, dans l'arrière-pays niçois, un véritable arsenal allant du P 38 au pistolet mitrailleur, y compris un stock de munitions et d'explosifs. L'inventaire des armes remplit trois feuillets et demi. « Mais, curieusement, après le passage du directeur adjoint de la police judiciaire Honoré Gevaudan, on ne trouvera plus trace de ce document dans les procès-verbaux d'enquête [1]. » Pour sa part, *Le Monde* écrit : « Véritable nœud de l'affaire Spaggiari, cet épisode va donner lieu à un étrange marchandage. L'annonce des résultats de la perquisition plonge " Bert " dans l'embarras, d'autant que sa femme risque d'être inquiétée à son tour. Puis il propose une transaction : les armes contre le cambriolage. Si on oublie les premières, il est prêt à reconnaître sa responsabilité dans le second. Mais il demande la caution d'un témoin et il cite le nom d'une importante personnalité du ministère de l'Intérieur, collaborateur occasionnel du cabinet de Michel Poniatowski qui, dit-il, pour des raisons diverses, est au

1. *Le Canard enchaîné*, 16 mars 1977

courant des trafics auxquels il se livre [...]. Quelle était la destination des armes, Bert n'aura pas à s'en expliquer [...]. Mais certains enquêteurs rapprochent la découverte des armes de Bezaudun des affinités idéologiques de Spaggiari [1]. »

Spaggiari affirme en effet avoir agi avec des mobiles politiques. Le casse — explique-t-il — a été organisé et exécuté par deux équipes, l'une formée de truands, et l'autre de « politiques ».

C'est le manque de moyens techniques qui a poussé Spaggiari à s'adresser à des professionnels. Il les a choisis bien entendu parmi ceux qui partagent ses convictions politiques, comme Alfred Aymar, dit « Fredo le Bijoutier », un ancien de la « Carlingue », la Gestapo française.

Le cambriolage réalisé, le butin a été divisé en deux parts, l'une pour les truands, l'autre pour les politiques. « J'ai versé ma part, ajoute Spaggiari, à un organisme international de solidarité des militants d'extrême droite qui se nomme la « C.A.T.E.N.A. », et il précise que le siège de cette organisation est en Italie, à Turin.

Interrogé par des journalistes, le juge Luciano Violante, chargé des enquêtes sur les activités de l'internationale noire dans la région de Turin, déclare ne pas connaître d'organisation de ce nom. Il ajoute cependant qu'il existe une organisation de solidarité fasciste internationale, une sorte d'O.D.E.S.S.A. moderne correspondant tout à fait à la description faite par Spaggiari. Une organisation qui reçoit effectivement de l'argent de France.

Dans la maison de campagne de Spaggiari, les policiers ont d'ailleurs trouvé, outre les armes, une somme de six millions de lires dont ils soupçonnent la provenance : ne s'agirait-il pas d'une somme prélevée sur

1. *Le Monde*, 18 mai 1977.

la rançon d'un de ces enlèvements italiens dont on sait qu'ils sont la spécialité de l'Orchestre noir? Cette maison, apprend-on en outre, servait de planque aux fascistes italiens et portugais en fuite. Un détail qui ne fait que confirmer le rôle stratégique joué par la région niçoise et par son extrême droite dans les réseaux internationaux. Et qui étaie la description faite par Spaggiari lui-même d'une organisation clandestine chargée de protéger et d'apporter un soutien logistique aux nationalistes en cavale. A ce propos, on se rappelle que c'est sur la Côte d'Azur que fut arrêté, durant l'été 1975, le néo-nazi italien Mario Tuti, auteur de l'attentat contre le train *Italicus* et de l'assassinat de deux policiers. Il y avait d'ailleurs au moins un Italien au nombre des complices de Spaggiari. Comme l'écrit X. Lanteric dans *L'Express* [1], le photographe niçois avait en effet prospecté d'abord dans la Péninsule lorsqu'il préparait le « casse du siècle » : « Spaggiari avait pris contact à Rome au mois de mai avec le clan des Marseillais pour les " intéresser " au coup. Les Marseillais passent quelques jours dans les égouts puis renoncent, le séquestre à l'italienne, c'est quand même plus agréable que la puanteur du cloaque. L'un d'eux reste néanmoins et participera au casse. » On connaît les rapports qui unissent le clan des Marseillais et l'Orchestre noir [2].

On apprendra d'ailleurs, au mois de mars, qu'une partie des milliards dérobés à la Société générale est passée par Madrid pour aboutir dans les caisses du S.O.A. (Soldat de l'opposition algérienne) et celles de l'A.T.E. (Antiterrorisme-E.T.A.). La liaison avec le S.O.A. avait été effectuée par l'intermédiaire de deux anciens commandos Delta, alors responsables du mouvement « Justice pied-noir » dans la région niçoise.

Quant aux liens existant entre Spaggiari et les terroristes antibasques de l'Orchestre noir, ils se confirment à

1. *L'Express*, 21 février 1977.
2. Voir p. 366.

la fin du mois de février 1977 avec la découverte, à Madrid, lors d'une perquisition chez les guérilleros du Christ-Roi, de trois des lingots d'or volés à la Société générale de Nice [1].

La police espagnole a confirmé au mois de novembre 1977 la nouvelle selon laquelle le cerveau du casse de la Société générale avait déposé en Espagne, entre des mains sûres, une partie de son butin. Reprenant des informations publiées dans la presse espagnole, *Le Nouvel Observateur* écrit :

« Les policiers catalans qui enquêtent sur l'attentat à la bombe commis le 20 septembre, contre l'hebdomadaire satirique de Barcelone *El Papus,* faisant un mort et plusieurs blessés, ont découvert qu'une partie des fonds utilisés dans le nord-est de l'Espagne par des groupes clandestins d'extrême droite provient des coffres niçois. En cherchant l'origine des explosifs utilisés par les terroristes [...] les policiers ont mis au jour, dans plusieurs villages et agglomérations de la région de Lérida, la trame d'un vaste réseau fasciste auquel appartenaient quatorze suspects arrêtés à la suite de l'explosion. Certains d'entre eux, notamment Miguel Gomez Benet, ancien conseiller national du " Mouvement ", lieutenant de la garde de Franco, sont également impliqués dans une vaste opération de trafic d'armes qui a eu lieu l'été dernier et qui a permis de faire entrer en Espagne, via la principauté d'Andorre, deux cents pistolets de fabrication belge et vingt-cinq mitraillettes de fabrication britannique ou tchécoslovaque. Achetées à des négociants basés à Paris, les armes ont été payées en dollars, au cours d'une rencontre entre vendeurs et clients qui a eu lieu dans un petit bourg andorran, San Julia de Lloria. L'acquisition de ce lot, destiné à l'origine à l'Afrique du Nord, a sans doute été décidée pendant l'une des nombreuses réunions de l' " Internationale fasciste " qui se sont déroulées au cours des derniers mois en Andorre, et durant lesquelles ont été étudiés les moyens d'utiliser au mieux les fonds mis à la disposition de l' " Internationale " par Albert Spaggiari et déposés à cet effet à Andorre. La dernière de ces réunions — à laquelle participaient d'importantes personnalités des milieux ultras espagnols, italiens et

1. Voir p. 362.

portugais — a eu lieu, selon le quotidien madrilène *El País*, en septembre... »

Au cours de cette opération, la police espagnole arrête une dizaine de fascistes italiens et une jeune Française, Annie Otal. Infirmière, la jeune femme travaillait quelques mois plus tôt dans le cabinet médical de l'épouse de Spaggiari ! Alerté par la police niçoise, le juge Bouaziz prévient Madrid. Mais il est déjà trop tard. Annie Otal vient d'être relâchée...

Quelques jours plus tard, le 10 mars, Albert Spaggiari s'évade du palais de justice de Nice, dans des conditions rocambolesques. Au cours d'un interrogatoire de routine dans le cabinet du malheureux juge Bouaziz, il s'envole — au propre et au figuré — en sautant par la fenêtre, pour atterrir sept mètres plus bas sur le toit d'une R 16 en stationnement, avant d'enfourcher la moto d'un complice qui l'attendait, et de filer avec lui.

Le cerveau du casse de Nice se retrouve ainsi libre et prêt à poursuivre l'entreprise à laquelle il travaillait lors de son arrestation : la mise en place d'un appareil militaire clandestin pour lutter contre le parti communiste, en prévision des élections de 1978, comme il l'avait expliqué, au mois de septembre 1976, à la C.I.A. en lui offrant ses services. De fait, ce que Spaggiari était allé proposer à la centrale de renseignements américaine avait effectivement de quoi effrayer Washington : réitérant sa performance de rat d'égout, à Paris cette fois, il voulait faire sauter le siège du parti communiste français, place du Colonel-Fabien !...

Avec les milliards du casse de Nice, les huit millions de francs de l'affaire Dassault-Vathaire, auxquels il faut ajouter les butins plus modestes de hold-up et d'escroqueries moins spectaculaires, il semble bien que ce trésor de guerre, qu'*Année zéro* appelait de ses vœux, certains secteurs de l'extrême droite se soient déjà employés à le constituer.

« Si la gauche gagne en 1978, on peut prévoir des troubles d'autant que nous avons les moyens de les encourager ; attentats, manifestations qui dégénèrent... ». Rapportés le 14 février 1977 par *Libération,* ces propos ont été tenus quelques jours plus tôt par Michel Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur, devant quelques responsables de journaux parisiens invités place Beauvau pour évaluer la situation politique. « Aux journalistes éberlués, Poniatowski expose ainsi la tactique des giscardiens, poursuit *Libération.* Le ministre laisse entendre que la gauche aura d'autant plus de mal à contrôler la situation que les moyens normalement prévus à cet effet seront encore en grande partie, et ce pendant la période intermédiaire qui va des élections à la nomination du Premier ministre, entre les mains de l'actuel ministre de l'Intérieur. Dès lors, devait-il ajouter, Giscard pourra dissoudre l'Assemblée et provoquer ainsi des élections de la peur qui ramèneront au Palais-Bourbon une majorité conforme à l'actuelle... »

Que l'homme alors chargé du maintien de l'ordre en France ait osé avouer aussi ouvertement qu'il pourrait, personnellement, participer à l'établissement dans ce pays d'une stratégie de la tension à l'italienne est assez remarquable.

Le fait que Michel Poniatowski ait été depuis déchargé du ministère de l'Intérieur prouve peut-être que cette stratégie, en cas de victoire de la gauche, n'était pas celle de tous les membres du gouvernement. Cela dit, l'arrogance de l'aveu est révélatrice sur les rapports existant entre la majorité au pouvoir et les seuls capables d'appliquer une stratégie de la tension en France : les activistes d'extrême droite. Ainsi s'explique sans doute l'étrange protection accordée à Albert Spaggiari au ministère de l'Intérieur par une importante personnalité, « collaborateur occasionnel de Michel

Poniatowski, au courant des trafics auxquels il se livre ». Ainsi s'expliquent aussi les curieux tours de passe-passe qui émaillent l'enquête sur le casse de la Société générale, ou encore le manque de zèle de certains services de police dans d'autres affaires du même genre.

A l'approche des législatives de 1978, on assiste à l'apparition d'une conjugaison de phénomènes rappelant curieusement ce qui s'était passé quelques mois avant le coup d'État du 13 mai 1958. L'hypothèse d'une victoire de la gauche fait jouer tout le vieux mécanisme, et les signes d'une mobilisation de la droite pour une contre-offensive sont déjà évidents.

A l'extrême droite, mise à part la nouvelle carrière qu'ils se sont assignée dans le gangstérisme, les militants semblent s'organiser dans des formes plus traditionnelles. C'est ainsi que l'on assiste à une renaissance de réseaux militaires clandestins, à la mobilisation des organisations régimentaires et à une recrudescence de l'activisme anticommuniste. Plus remarquable encore, sortant d'une quasi-hibernation, c'est le retour en force de l'intégrisme.

L'intégrisme

« J'appelle à une dictature en France, une monarchie, une phalange, un fascisme, un nationalisme intégral, une renaissance de l'armée, un corporatisme sans lutte de classes [1] », déclarait le 13 novembre 1976, lors d'un meeting au Palais de la Mutualité, l'abbé Georges de Nantes, chef de la Ligue de la Contre-Réforme et l'un des plus actifs défenseurs du catholicisme intégral.

L'impudeur d'une telle déclaration sanctionne l'évolution récente de ce mouvement.

On assiste, en effet, depuis quelques années, à un retour bruyant des « silencieux de l'Église ». Inquiets et

1. *Politique-Hebdo*, n° 246.

désemparés face aux bouleversements que traverse l'Église depuis le concile Vatican II, les traditionalistes se sont déjà organisés depuis plusieurs années en dehors des cadres diocésains. Au sein d'associations diverses, ils se regroupent pour perpétuer les rites préconciliaires, la messe de saint Pie V (en latin) et le « catéchisme de saint Pie X ».

A l'été 1976, les intégristes passent à l'offensive. Le coup d'envoi de leur « schisme rampant » est donné le 29 août, à Lille, par Mgr Lefebvre, ancien archevêque de Dakar et fondateur du séminaire intégriste d'Écône, en Suisse. Défiant la hiérarchie vaticane, le prélat convoque ce jour-là, à grand renfort de publicité, tous les catholiques traditionalistes à un grand office en latin. En présence de cinq mille fidèles et d'un service d'ordre pieux mais musclé, formé de militants d'extrême droite, il assène « un discours politico-religieux contre la messe de Paul VI, la franc-maçonnerie, la laïcité de l'État et les ennemis de la royauté sociale du Christ [1] ». Parallèlement, Mgr Lefebvre fait l'apologie du franquisme et des régimes militaires sud-américains.

Devenu célèbre à travers le monde, ce discours est suivi, pendant l'automne 1976 et l'hiver 1977, par une vaste mobilisation des intégristes, et notamment des plus activistes d'entre eux. Après en avoir expulsé son curé, ceux-ci occupent l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, dont ils font leur quartier général.

Selon F. Duprat, ancien dirigeant d'Ordre nouveau, on peut estimer aujourd'hui « à une bonne soixantaine les groupes et les revues intégristes ayant une certaine consistance, sans compter d'innombrables associations purement locales ». Et ces groupes constituent le plus important réservoir de militants actuellement à la disposition de l'extrême droite. Comme le constate François Duprat, l'alliance va plus loin. Outre l'apport en hommes, c'est une aide financière et souvent politique

1. *Éléments*, septembre-octobre 1976.

que les ultras trouvent dans les groupes intégristes. « Fort bien organisés et efficaces, ils arrivent à influer les décisions de certains parlementaires et il est probable qu'ils disposent, au moins dans certaines régions de l'Est et de l'Ouest, d'une audience électorale relativement importante [1]. »

Malgré une certaine affinité pour le Front national de Jean-Marie Le Pen, les catholiques intégristes ne sont généralement liés à aucune organisation particulière.

La théorie de l' « action capillaire » qu'ils ont héritée de la Cité catholique les incite à placer leurs hommes dans tous les groupements politiques, non seulement d'extrême droite, mais aussi de la droite classique, R.P.R., R.I., centristes, etc. Ainsi, ils se donnent les moyens d'agir comme un groupe de pression capable d'entraîner, au service des campagnes pour lesquelles ils se mobilisent, l'appui de forces plus modérées. C'est ce qui s'est passé notamment lors de la campagne contre la libéralisation de l'avortement avec le mouvement « Laissez-les vivre ».

Les principales organisations intégristes sont :

— le « Rassemblement des silencieux de l'Église », dirigé par Pierre Debray, qui regroupe près de dix mille membres;
— le groupe « Lecture et Tradition », spécialisé, comme aux plus belles heures de l'action psychologique, dans la publication de manuels de contre-révolution, auquel appartiennent le colonel Chateau-Jobert et l'ancien colon de la Mitidja Robert Martel;
— « Fort dans la foi », dirigé par les abbés Coache et Barbara et soutenu par l'évêque Ducaud-Bourget, ancien chapelain de l'ordre de Malte, et grand animateur des offices traditionalistes célébrés dans l'église occupée de Saint-Nicolas-du-Chardonnet.

1. Supplément à la *Revue d'histoire du fascisme*, 1975.

Il y en a beaucoup d'autres, mais les deux mouvements les plus puissants sont la « Ligue de la Contre-Réforme », de l'abbé Georges de Nantes, et l' « Office international », qui a succédé, au début des années 60, à la Cité catholique.

Incontestablement, le plus extrémiste, la Ligue de la Contre-Réforme, milite pour une doctrine que Georges de Nantes lui-même présente comme un « national-catholicisme ». L'ancien abbé (il a été suspendu *a divinis,* il y a plusieurs années, en raison de son extrémisme) est une des fortes personnalités du néo-fascisme français depuis que, pendant la guerre d'Algérie, il a été arrêté pour avoir soutenu l'O.A.S. Au sein du G.R.E.C.E., une des rares formations d'extrême droite où l'on n'aime pas l'intégrisme, Pierre Sicard décrit l'idéologie de Georges de Nantes comme « la pensée du colonel de La Rocque, complétée par un antisémitisme féroce et surmonté du Christ-Roi [1] ». Depuis un an, on prête au chef de la Ligue de la Contre-Réforme l'intention de doubler celle-ci d'une formation politique, baptisée à la libanaise « phalanges catholiques ».

En termes de puissance, cependant, c'est incontestablement l'Office international qui vient en tête de toutes les centrales intégristes. Ses ramifications internationales, telle une toile d'araignée, couvrent toute l'Europe de l'Ouest, l'Afrique et le continent américain. Le congrès qu'il tient à Lausanne depuis 1965 attire chaque année plusieurs milliers de personnes et constitue l'un des grands forums de la contre-révolution dans le monde.

Autour du siège français de l'Office, sis 49, rue des Renaudes, à Paris, se sont développés en quelques années une myriade de pseudopodes de l'organisation : associations, centres d'étude, centres de formation permanente, etc. Ce sont les instruments du travail d'infiltration « capillaire » mené par l'Office en direction du

1. *Eléments,* septembre-octobre 1976.

patronat, des cadres, des enseignants, des agriculteurs, des parents d'élèves, des militaires, etc.

Parmi les satellites de l'Office international, outre le Club du livre civique, dont le siège parisien est à la même adresse que la revue *Permanences,* organe mensuel du mouvement et successeur de *Verbe,* on peut citer les : Secrétariat d'information des collectivités locales et régionales (S.I.C.L.E.R.), Secrétariat d'information et d'études familiales (S.I.D.E.F.), Secrétariat d'information et de recherche universitaire et scolaire (S.I.R.U.S.), Centre d'étude des entreprises (C.E.E.), Centre d'information civique et social (C.I.C.S.), Formation civique des jeunes, Centre d'étude et de recherche des cadres, Comité étudiant pour les libertés universitaires (C.E.L.U.), Scouts d'Europe, Centre d'étude et de promotion économique et sociale (C.I.E.P.E.S.), etc. Outre *Permanences,* l'Office publie les revues et bulletins des diverses associations (*Vie et Travail,* bulletin du S.I.C.L.E.R., etc.).

Grâce à cette action souterraine patiemment orchestrée par Jean Ousset, l'Office a, très discrètement, retrouvé, en quelques années, l'audience de la Cité catholique. C'est l'Office, par exemple, qui a été le véritable organisateur de la campagne « Laissez-les vivre », dirigée par le Dr Lejeune.

Grâce à leurs puissants réseaux « capillaires », à leur fanatisme, à leur allergie viscérale à tout changement, les militants intégristes semblent effectivement former la base idéale pour l'organisation d'une opposition violente à un gouvernement de gauche. Pour tous les projets de déstabilisation qu'entraînerait inévitablement une telle situation. On ne peut oublier le rôle joué par les groupes intégristes chiliens dans la chute du président Allende, celui des centrales intégristes brésiliennes dans le coup d'État des généraux à Brasilia en 1964, ou encore le soutien apporté par les intégristes argentins à la dictature fasciste du général Videla.

L'organisation de la « résistance »

« Si les cocos passent, je prends le maquis », déclarait avec le plus grand sérieux, au mois de mai 1977, le

général Bigeard, ancien secrétaire d'État aux Armées, devant un auditoire d'anciens combattants. « Nous organiserons la résistance », assure de son côté Jean Kiffer, député de la Moselle, dans une interview au mensuel du parti des forces nouvelles. « Il faut un réseau sur le pays de contre-subversion pour éviter que les communistes n'écrasent les socialistes par leur trame dans la France. Personnellement, si je suis réélu, je ferai attention [...]. Je n'en continuerai pas moins de participer à cette organisation. Nous devons être prêts à un scrutin démocratique [...]. Mais nous devons aussi être prêts à tout, prêts à la bataille... [1] »

Si certains hommes politiques en vue osent prêcher ainsi ouvertement la résistance à un futur gouvernement de gauche, d'autres s'emploient déjà à l'organiser au sein de l'armée; par la création, notamment, de réseaux activistes et par la réanimation des organisations régimentaires d'officiers de réserve et d'anciens combattants. A propos de la mise en place de ces réseaux, un nom revient souvent : celui d'un ancien lieutenant de l'O.A.S., Michel D..., condamné à mort par contumace en 1962 puis gracié en juin 1968. L'offensive de l'extrême droite en direction des milieux militaires date d'ailleurs de quelques années. Le G.R.E.C.E., avec sa revue *Armée Nation* et son « Comité de liaison des officiers et sous-officiers de réserve » (C.L.O.S.O.R.) et le parti des forces nouvelles, avec le Comité de défense de l'armée, sont les deux organismes les plus actifs dans ce sens. De leur côté, les intégristes continuent à influencer fortement certaines associations d'anciens combattants ou d'officiers de réserve, et spécialement les Anciens d'Indo et l'A.C.U.F. (combattants de l'Union française).

1. In *Initiative nationale*, mai 1977.

Trésor de guerre, réservoir de forces vives, réactivation de structures clandestines, l'extrême droite française connaît, à la veille de l'échéance — que tout le monde alors présume décisive — de mars 1978, un bouillonnement comme elle n'en a plus connu depuis la fin de la guerre d'Algérie. Et cette effervescence se traduit en particulier par une recrudescence étonnante de l'activisme, qui n'est pas sans rappeler le climat qui a été celui de l'Italie aux débuts de la stratégie de la tension. A la veille des bombes de Milan.

Depuis le début de l'année 1977, en effet, les attentats d'extrême droite se multiplient. Quelques-uns sont spectaculaires, comme la formidable explosion qui, dans la nuit du 23 avril, a dévasté la Bourse du Travail de Grenoble, un immeuble de six étages. D'autres sont meurtriers, comme la fusillade déclenchée, dans la nuit du 5 juin, contre un piquet de grève à Reims, tuant un syndicaliste et en blessant deux autres. Mais la plupart paraissent trop anodins, perdus dans l'inflation de nouvelles bouleversantes qui caractérisent notre époque, pour qu'on songe à les additionner. Ces attentats, pourtant, ont bien des points communs. Ils sont généralement dirigés contre les partis de gauche, les syndicats, les organisations antiracistes (M.R.A.P.), les collectifs de lutte (grévistes, paysans du Larzac, viticulteurs contestataires, etc.), ou encore, bien sûr, les établissements soviétiques en France (Aeroflot, Banque de l'Europe du Nord, etc.).

Le mouvement s'est d'ailleurs intensifié au lendemain des élections municipales de mars, où les partis de gauche ont remporté une importante victoire. Et la multiplication des provocations s'est traduite notamment par l'émergence d'une série de petits groupes terroristes aux sigles évocateurs : Groupe Goering, Ordre noir international, Patrie et Liberté (comme au Chili !), ou encore groupe Peiper (du nom de l'ancien S.S. assassiné, en juillet 1976, dans la région de Dijon), etc.

Parmi ces mouvements, un seul mérite vraiment qu'on

s'y attarde : Jeune Nation solidariste, créé en avril 1977, par des militants du Groupe Action Jeunesse [1].

Héritier du Mouvement Jeune Révolution, le Groupe Action Jeunesse a été créé en 1973. A la fin de l'année 1975, il a scissionné en deux courants; le premier, regroupé autour de Jean Gilles Malliarakis, gardait le sigle du mouvement; le second, dirigé par Alain Boinet, L. Maréchaux et J.-C. Noury, prenant celui de Groupe Action solidariste (G.A.S.).
Le G.A.S. s'est lancé depuis le début de l'été 1976 dans de nombreuses actions antisoviétiques, comme l'envoi de militants en U.R.S.S. pour distribuer des tracts du N.T.S. sur la place Rouge (un photographe toulousain, J.-C. Thirat, est arrêté le 1er septembre à Moscou), l'attaque du train Nord-Express en forêt de Chantilly le 30 octobre ou, le 10 février 1977, le suicide par le feu dans les locaux de l'Aeroflot, à Paris, d'un de ses militants, Alain Escofier. A ce propos, dans une conférence de presse, le directeur de la compagnie aérienne soviétique en France a précisé que « trois personnes accompagnaient le jeune homme lorsque celui-ci est entré dans les locaux de l'Aeroflot portant un bidon d'essence, ces inconnus ont disparu aussitôt après qu'Alain Escofier se fut arrosé d'essence ». (*L'Humanité*, 23 février 1977.)

Avec le prestige attaché (pour certains) au sigle du mouvement de Pierre Sidos, dissous après le 13 mai 1958, et surtout son odeur d'activisme et de plastic, sans doute les provocateurs de ce mouvement espèrent-ils rallier tous les néo-fascistes impatients d'en découdre avec la gauche. Le G.A.J. s'est d'ailleurs révélé, dès sa création, l'un des mouvements d'extrême droite français les plus violents. Avec l'étiquette « solidariste », le mouvement se réclame aussi d'une idéologie fascisante fumeuse, prônant une « troisième voie » musclée entre le capitalisme et le socialisme, dont les tueurs du N.T.S. sont, en Allemagne, le fer de lance européen.

1. J.-M. Blanchard, O. Aubertin, J. G. Malliarakis, J.-M. Legrand, M. Bodin, C. Culbert, R. Drelon-Mounier, Y. Garrigue, F. B. Huygue, P. Janeau, H. Rotival, etc.

Le N.T.S.. *Narodno Troudovoy Soyouz,* Union populaire du travail, a été créé à Belgrade en 1930 par un groupe d'émigrés russes blancs (d'abord sous le nom Union nationale de la jeunesse russe, le sigle N.T.S. n'intervenant qu'en 1939). Le mouvement collabore avec les nazis durant la guerre, en particulier dans les territoires occupés par la Wehrmacht, travaillant étroitement avec les services du général Gehlen et jouant un rôle important dans la création de l'armée Vlassov, un général de l'Armée rouge passé au nazisme en 1942.

Après la guerre, le N.T.S., installé à Francfort, continue à collaborer avec les réseaux « Gehlen », cette fois pour le compte des services secrets américains; ses activités sont constituées essentiellement par la propagande antisoviétique et l'espionnage en U.R.S.S. au profit de la C.I.A. et du B.N.D. allemand. Le N.T.S. possède un émetteur radio, *Radio Russie libre,* installé dans la banlieue de Francfort, et une maison d'édition, *Possev Verlag.*

Les militants du G.A.J. (puis de J.N.S.) ne sont pas seulement des experts en matière de provocation. Certains d'entre eux ont également reçu une solide formation militaire au Liban où, pendant l'été 1976, ils sont allés se battre aux côtés des milices chrétiennes du parti national libéral de l'ancien président Chamoun (qui est d'ailleurs un membre influent de la Ligue anticommuniste mondiale).

Une cinquantaine environ, ces mercenaires ont été recrutés et financés par d'anciens officiers de la Cité catholique, aujourd'hui proches du « Comité d'aide aux chrétiens du Liban ». Deux d'entre eux ont été tués alors qu'ils participaient à la destruction du camp palestinien de Tell el-Zatar. Au Liban, les militants du G.A.J. ont d'ailleurs retrouvé quelques membres du P.F.N., dont le chef, Yves Van Ghele, sera arrêté avec deux comparses [1] à Chypre, en septembre 1976, pour trafic d'armes [2].

1. Michel Mathieu et Michel Lemoine.

2. Les Français n'étaient d'ailleurs pas les seuls militants fascistes étrangers à avoir joué ainsi les nouveaux croisés dans les rangs de l'extrême droite libanaise. Dany Chamoun, commandant des « Noumours », avait constitué une véritable légion étrangère composée de ressortissants britanniques, américains, australiens, allemands, yougoslaves, espagnols, etc., et encadrée par d'anciens mercenaires d'Angola qui combattaient quelques mois plus tôt au sein de l'U.N.I.T.A. de Jonas Sawimbi.

Cette expérience est mise à profit en France dès le début de l'année 1977, où les provocations, attentats ou coups de main du G.A.J. se multiplient.

La stratégie du mouvement est aussi claire que sa pensée est confuse. Alors que, pour les élections municipales de mars, le G.A.J. a offert ses services aux giscardiens, en remplacement des nervis du P.F.N. ralliés à Jacques Chirac, sa presse se prononce ouvertement pour une victoire de la gauche unie. Paradoxal? En apparence seulement. La location — très lucrative — de ses gros bras à une droite qu'il juge décadente et « réactionnaire » ne détourne en rien le mouvement de son objectif principal : l'installation de cette stratégie de la tension qui, seule, pourrait pousser la France à accepter un gouvernement fasciste. Une stratégie de la tension qui n'est concevable dans toute son ampleur (et toute son horreur) que sous un gouvernement de gauche, en proie aux difficultés économiques, et que les États-Unis hésiteraient à soutenir.

C'est ainsi que *Jeune Garde*, l'organe du G.A.J., après avoir défini sa ligne d'action (« Contre la réaction et contre les rouges, seule la force paie »), écrivait en janvier 1977 : « Et tant mieux après tout si contre la réaction ce sont les forces rouges qui luttent et l'emportent. Cela nous laisse le temps de regrouper nos forces. Une fois la droite abattue, une fois les Giscard, Chirac et consorts chassés du pouvoir, les nationalistes auront en face d'eux non plus de faux amis mais de vrais ennemis et il sera à nouveau temps avec le G.A.J. de descendre dans la rue... »

A noter que ces idéalistes ne dédaignent pas de devancer l'appel de la rue chaque fois que l'occasion leur est offerte de lancer un cocktail Molotov contre les « rouges », quitte à démentir ensuite leur participation aux attentats.

Quant à l'utilisation du terme « réactionnaire » pour qualifier la droite classique, elle s'explique sans doute par la curieuse doctrine développée récemment par le chef de Jeune Nation solidariste, Jean Gilles Malliara-

kis, une doctrine que l'on pourrait résumer par la formule « nazi-soviétisme »!

Même à l'extrême droite, on peut évoluer, semble-t-il. La preuve : Malliarakis paraît découvrir aujourd'hui la force de l'État soviétique et son nationalisme, c'est-à-dire, pour ce partisan de l'ordre, deux vertus essentielles. Aussi n'hésite-t-il pas à faire la distinction entre ceux qu'il appelle les défenseurs du « national-communisme » (l'État soviétique) et la gauche européenne, des libéraux jusqu'aux gauchistes en passant naturellement par le P.C. Et il exprime clairement ses préférences pour « tous ceux qui font passer la lutte contre le cosmopolitisme, le sionisme et l'anarchie capitaliste avant les discours creux et les bla-bla abstraits sur les " libertés ", la " lutte contre le fascisme " et autres plaisanteries », ayant au préalable défini « l'ennemi principal de la France et de l'Europe en la personne de l'impérialisme américano-sioniste ».

Un tel jargon peut surprendre dans la bouche d'un admirateur du N.T.S., groupe néo-fasciste de Russes blancs dont les liens avec la C.I.A. ne sont plus à démontrer [1].

Mais sans doute Malliarakis se flatte-t-il de comprendre l'évolution du monde moderne et de savoir y reconnaître les siens : « A l'Est, comme à l'Ouest, la race nouvelle des partisans de l'autorité, de la nation et du socialisme se trouve confrontée aux mêmes problèmes vitaux et doit faire face aux mêmes ennemis antinationaux, asociaux et cosmopolites », écrit Jean Parvulesco, idéologue occulte du courant [2] « nazi-soviétique », pour rendre compte d'un discours prononcé par le chef de

1. Voir *Les Commandos de la guerre froide*, de A. Guérin (Julliard).

2. C'est au Belge Jean Thiriart, déjà à l'origine, au milieu des années 60, du « nazi-maoïsme », que l'on doit, semble-t-il, ce nouveau courant qui s'organise déjà en Suisse sous le sigle du « Nouvel Ordre social » et influence fortement les cercles culturels d'extrême droite « Culture et Liberté », créés en 1976 par des disciples du théoricien néo-nazi italien Julius Evola.

Son idéologue occulte est en France le fasciste roumain Jean Parvulesco, dit Jean Walter, dont le nom a été souvent associé en Italie à celui de l'instigateur des bombes de Milan, Guido Giannettini.

Jeune Nation solidariste, au cours d'un meeting du G.A.J., le 27 janvier 1977.

« Jean Gilles Malliarakis [...] a su faire la distinction qui désormais s'impose entre les appareils d'État de l'est européen d'une part, appareils dont l'évolution vers une sorte de " national-communisme " ne cesse de s'accentuer, suscitant l'inquiétude et l'ire d'une fraction de plus en plus importante de l'extrême gauche, et les structures communistes et gauchistes des démocraties occidentales de l'autre. Pour les nationalistes révolutionnaires de la ligne géopolitique (*sic*), il s'agit aujourd'hui de suivre avec une extrême attention l'évolution des premiers, notamment l'évolution de ce que l'on n'hésite pas à appeler dans certains milieux le " national-soviétisme ", et de se préparer à mener une véritable guerre du peuple contre les seconds, les communistes et les gauchistes agents pour une grande partie d'entre eux de l'impérialisme américain et du sionisme international. Ce n'est pas un hasard si Moscou dénonçait récemment les agissements de certains " dissidents " soviétiques en les comparant " aux terroristes de la bande à Baader ", ni si le journal *Libération* rivalise avec *Minute* dans l'antisoviétisme. Cette convergence des forces de dégénérescence, d'une certaine extrême gauche à une certaine extrême droite, ne manque d'entraîner aujourd'hui la convergence de tous ceux qui font passer la lutte contre le cosmopolitisme, le sionisme et l'anarchie capitaliste, avant les discours creux et les bla-bla abstraits sur les " libertés ", la " lutte contre le fascisme " et autres plaisanteries. » (*Correspondance européenne,* n° 2, 7 février 1977.)

Sans doute est-ce faire beaucoup d'honneur à un groupuscule qui compte au plus deux cents militants que de s'étendre aussi longtemps sur les élucubrations nébuleuses et délirantes de son chef [1]. Mais le « nazi-soviétisme », ça ressemble étrangement — sinon sur le fond, du moins dans la démarche — au « nazi-maoïsme » pratiqué, il y a près de dix ans, par les

1. Un groupuscule qui n'a décidément pas peur des contradictions, puisque, lors de la venue à Paris de Leonid Brejnev, en juin 1977, *Jeune Nation solidariste*, l'organe du mouvement, publiait sur sa couverture la photo du leader soviétique dans la lunette d'une carabine, et que les militants de J.N.S., aux côtés de ceux du P.F.N., ont manifesté sur les Champs-Élysées en signe de protestation contre cette visite.

fascistes italiens qui furent les auteurs de la stratégie de la tension. Alors, il s'agissait d'infiltrer des groupes jugés dangereux pour leur faire porter la responsabilité d'actes destinés, tout en les discréditant, à semer cette panique qui amènerait l'État fort. Aujourd'hui, la Chine ayant perdu son rôle d'épouvantail avec la poignée de main Mao-Nixon, et, parallèlement, l'Union soviétique regagnant peu à peu dans l'idéologie dominante des démocraties occidentales celui qui était le sien pendant la guerre froide, le changement de pôle d'attraction des néo-fascistes est clair. Car aujourd'hui comme hier, le véritable but de l'opération est d'abord la provocation. En criant : « Hitler et Mao unis dans la lutte », ce n'est sûrement pas le chef du IIIe Reich que les ultras italiens cherchaient à discréditer. Mais lorsque, jouant à la fois sur les terreurs entretenues par la grande presse de droite à l'occasion de la révolution culturelle chinoise, et sur le choc d'une formule encore quasi sacrée pour certains accolée à l'adjectif symbole de l'ère mussolinienne, ils ajoutaient : « Vive la dictature fasciste du prolétariat », la manipulation était encore plus perverse. Et s'ils passaient pour fous aux yeux de beaucoup, qu'importe puisque, comme nous l'avons vu, les poseurs de bombes ne sont jamais les véritables bénéficiaires d'une stratégie dont les ficelles sont tirées par d'autres. Et quel meilleur atout pour les tenants d'un ordre musclé mais bourgeois que la confusion des extrémismes?

Et, pour ceux qui doutent encore que la France d'aujourd'hui puisse devenir le théâtre d'une entreprise de destruction comparable à celle qu'a connue l'Italie d'hier, quelques attentats récents — dont on a peu parlé puisque, heureusement, ils n'ont tué personne — méritent d'être signalés. Perpétrées contre les Éditions sociales et contre l'Association France-U.R.S.S., ces explosions ont été revendiquées à la fois par un « groupe de résistance solidariste » et par un organisme jusque-là inconnu qui se donne le nom de Makhno, un anarchiste ukrainien qui, en 1917, s'était opposé aux bolcheviques.

Bien que le mouvement Jeune Nation solidariste

s'abstienne de tout commentaire sur les liens qu'il pourrait entretenir avec ce « groupe de résistance solidariste », son nouvel hebdomadaire n'hésite pas à lui accorder une large publicité. Quant au mystérieux groupe Makhno, qui, dans ses tracts, défend effectivement des positions anarchistes, il est possible qu'il compte quelques naïfs inconscients de la manipulation à laquelle ils se prêtent. De même que quelques anarchistes italiens de bonne foi ont pu jouer le jeu de Delle Chiaie et Merlino, et de ceux qui leur donnaient des ordres. Et, comme pour pousser plus loin encore l'analogie, *Le Canard enchaîné* révélait, le 22 juin 1977, qu'à la suite de l'attentat contre les Éditions sociales « deux inspecteurs des Renseignements généraux ont été interrogés par la P.J. [...]. Mais on les a relâchés rapidement sur un simple coup de téléphone d'un grand patron de la Préfecture ». Une information qui n'a jamais été démentie, malgré la gravité des faits cités.

Il est vrai que l'histoire ne se répète jamais, identique dans la forme. La France n'est ni l'Italie, ni la Grèce, ni le Chili, et l'analogie du scénario vaut plus au niveau du symbole qu'à celui des faits. Pourtant, à travers des réalités diverses, le schéma reste immuable : petits soldats à la vision bornée d'une bataille qui les dépasse complètement, les activistes de l'extrême droite ont, partout et toujours, servi à renforcer le pouvoir du conservatisme et de la réaction. En faisant pour cela le nombre de morts qu'il fallait. Et les auteurs du massacre de Milan appartenaient à d'infimes groupuscules auxquels peu de journalistes sérieux auraient songé à accorder plus de quelques lignes avant décembre 1969.

Bibliographie

AZIZ, Philippe : *Les Criminels de guerre*, Paris, Denoël, 1974.

BALDELLI, Pio : *Informazione e controinformazione*, Milan, Mazzotta, 1972.

BARBIERI, Danielle : *Agenda Nera*, Coines édit., 1976.

BARDÈCHE, Maurice : *Qu'est-ce que le fascisme?*, Paris, Les 7 Couleurs.

BETLEM, Janos : *Fekete felho olazs orszag felett*, Budapest, 1972.

BOCCA, Giorgio : *Palmiro Togliatti*, Rome, Laterza, 1973.

BONNET, J.-P. : « Une dictature made in U.S.A. », in *Les Temps modernes*, sept. 1967.

BROMBERGER, Serge et Merry, ELGEY, J., CHAUVEL, J.-F. : *Barricades et colonels*, Paris, Fayard, 1960.

BRUNE, Jean : *Interdit aux chiens et aux Français*, Paris, La Table ronde, 1967.

CAILLE, Marcel : *Les Truands du patronat*, Paris, Éditions sociales, 1977.

CALVAO, Alpoim : *De Conakry ao M.D.L.P.*, Editorial Intervençao, Lisboa.

CEDERNA, Camilla : *Pinelli*, Milan, Feltrinelli, 1972.

COSTON, Henri : *Dictionnaire de la politique*, Paris, Coston (t. I et II.).

COURRIÈRE, Yves : *La guerre d'Algérie*, Fayard (4 tomes).

DEPRET, Jacques : *Coup d'État à Brazzaville*, Bruxelles, 1976.

DE SIMONE, C. : *La pista nera*, Editori Riuniti.

Dossier sul neo fascismo, Editori Riuniti, 1972.

DUPRAT, François : *Les Mouvements d'extrême droite en France*, Albatros, 1972.

EUDES, Dominique : *Les Kapetanios*, Paris, Fayard, 1970.

FARAGO, Ladislas : *Le IVe Reich*, Belfond, 1975.

Fiasconaro e Alessandrini accusano, Marsilio, édit., 1974.

FINI, Marco, FAENZA, Roberto : *Gli americáni in Italia*, Milano, Feltrinelli, 1976.

FRANZIN, E., QUARANTA, M. : *Gli attentati e lo scioglimento del Parlamento*, Padoue, S.L.B., 1970.

FREDA, Franco : « La désintégration du système », *Cahier du C.D.P.U.*, nº 13, 1976.

GADDI, G. : *Neo fascismo in Europa*, La Pietra, 1975.

GENEVE, Pierre : *La Main rouge*. Paris, 1960.
GIANETTINI, G., RAUTI, G. : *Le mani rosse sulle Forze armate*, Savelli, 1976.
GIOVANNA, M., DEL BOCA, A. : *I figli del sole*, Feltrinelli. 1965.
GUÉRANDE, Paul : *O.A.S. métro*, Éd. du Fuseau, 1964.
Halte au néo-fascisme, Vienne, F.I.R., 1974.
« Histoire de la guerre d'Algérie », *La Nef*, oct. 1972-janv. 1973, Julliard.
HONORIN, Michel : *La Fin des mercenaires*, Paris, Robert Laffont, 1968.
HUNT, Howard : *Undercover*, Berkeley, Publishing Corp.
Il perche della Strage di Stato, Florence, 1974.
KAOUANE, Mouloud : *Reconstruire l'Occident*, 1970.
La guerra rivoluzionaria, Giovanni Volpe édit., 1965.
Le Fascisme dans l'Europe d'aujourd'hui, Vienne, F.I.R., 1972.
Les Bandes armées du capital, Documents « Rouge », 22-23.
MARCHETTI, V., MARKS, J. : *La C.I.A. et le culte du renseignement*, Paris, Robert Laffont.
MEYNAUD, Jean : « Rapport sur l'abolition de la démocratie en Grèce », Montréal, 1967.
MORLAND, BARANGÉ, MARTINEZ : *Histoire de l'Organisation armée secrète*, Julliard, 1964.
NICOL, Alex : *La Bataille de l'O.A.S.*, Paris, Les 7 Couleurs, 1962.
NOBECOURT, J. : *L'Italie au vif*, Le Seuil, 1970.
O.A.S. parle (anonyme), « Archives » Julliard, 1964.
PAOLUCCI, Ibio : *Il processo infame*, Milano, Feltrinelli, 1977.
PAPUZZI, A. : *Il Provocatore*, Einaudi, 1976.
ROSENBAUM, Petra : *Il nuovo fascismo*, Feltrinelli, 1976.
ROUSSEAS, Stephen : *The Death of Democracy in Greece and American Conscience*, Groves press, New York, 1968.
SASSANO, Marco : *La politica della strage*, Marsilio, édit., 1972.
SASSANO, Marco : *S.I.D. e partito americano*, Marsilio, édit., 1975.
SECCHIA, Pietro : *La Resistenza accusa*, Mazzotta, 1975.
SERGENT, Pierre : *Ma peau au bout de mes idées*, Paris, La Table ronde, 1967.
SERGENT, Pierre : *La Bataille*, Paris, La Table Ronde, 1968.
S.I.F.A.R. Atti del processo De Lorenzo-Espresso, Mursia, 1968.
SMITH, Robert : *O.S.S.*, Berkeley, 1972.
La Strage di Stato (ouvrage collectif), Samona e Savelli, 1970.
SUTTON, Nina : *Watergate Story*, Paris, Stock, 1974.
THEODOROPOULOS, Spyros : *De la doctrine Truman à la doctrine de la junte*, Athènes, Papasissis, 1976.
TOURNOUX, Jean-Raymond : *L'Histoire secrète*, Plon, 1962.
VALPREDA + 4 : *Anatomie et pathologie d'un procès*, Florence, La Nuova Italia, 1973.
WIESENTHAL, Simon : *Les assassins sont parmi nous*, Stock, 1967.
ZANGRANDI : *Inchiesta sul S.I.F.A.R.*, Editori Riuniti, 1972.

Index

B

D

G

H

I

J

K

L

M

P

Q R

S

T

DE LA GUERRE A LA GUERRE FROIDE,
DE L'ANTIFASCISME A L'ANTICOMMUNISME

DE L'INDOCHINE A L'ALGÉRIE :
L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU FASCISME

AGINTER-PRESSE :
LES MERCENAIRES DE L'« ORDRE NOUVEAU »

Italie : le coup d'État permanent

L'Orchestre noir :
service « action » de la droite a travers le monde

France : quand la gauche peut gagner...

Pendant deux ans, le journaliste Frédéric Laurent a patiemment remonté les filières de cet « Orchestre noir » dont les activités contre la liberté et la démocratie ne semblent pas connaître de frontières. En France, en Italie, au Portugal, en Grèce et ailleurs, il a rencontré des magistrats, et même des policiers et des officiers indignés par les appuis dont les réseaux néo-fascistes bénéficient souvent au sein des services secrets officiels. Grâce à leur aide et aux documents — souvent inédits — qu'ils ont accepté de lui communiquer, Frédéric Laurent retrace ici l'histoire de l'activisme d'extrême-droite en Europe du Sud depuis la guerre.

Partout, le scénario est chaque fois le même : dès que les forces de gauche arrivent à portée du pouvoir, l'extrême-droite riposte par la création d'un climat de terreur propice au rappel des partisans de l'« Ordre ».

En Italie, depuis dix ans, ce phénomène a trouvé un nom : la « stratégie de la tension ». Mais cette utilisation moderne de l'activisme de droite a une histoire. Tout a commencé, au lendemain de la guerre, lorsque passant de l'antifascisme à l'anticommunisme, les états-majors alliés ont voulu récupérer beaucoup de ces spécialistes de la lutte contre les « Rouges » qu'étaient les anciens Nazis. Les guerres de décolonisation ont ensuite fourni aux nouveaux croisés de l'ordre ce qui allait devenir leur arme privilégiée : la « guerre psychologique ».

Frédéric Laurent, 32 ans, est journaliste à « Libération ».

Atelier Pascal Vercken

78 - IV

54-26[illegible]